TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9142 — 48 PAGES — VENDREDI 7 JUIN 1974

UN MOIS APRÈS LA DÉMISSION DE M. BRANDT

L'ENJEU DES ÉLECTIONS EN BASSE-SAXE est capital pour M. Schmidt

LIRE PAGE 12



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 0,90 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 8 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 35 rls ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 8 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 34

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

AVANT LE « VOTE DE CONFIANCE » DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La « classe politique » et les syndicats ont accueilli assez froidement les déclarations de M. Chirac

Après avoir entendu les réponses du premier ministre aux représentants des groupes, dont les deux premiers, MM. Jean-Pierre Cot (P.S.) et Claude Labbé (U.D.R.), se sont exprimés mercredi après-midi, l'Assemblée nationale devait émettre dans la soirée de jeudi 6 juin le « vote de confiance » *demandé par M. Chirac.*

Celui-ci s'est efforcé d'apaiser les aigreurs et les déceptions de la fraction gaulliste de la « nouvelle majorité » *à la faveur d'une longue déclaration de politique générale, qui a été accueillie sans passion au Palais-Bourbon et sans chaleur au Sénat, où elle était lue par M. Jean Lecanuet, garde des sceaux.*

Bien que le premier ministre ait pris soin d'affirmer sa détermination d'entretenir de bons rapports avec les représentants du monde du travail, syndicats ouvriers et patronaux soulignent dans leurs commentaires, avec plus ou moins de mordant, l'absence d'indications sur les modalités d'application du programme gouvernemental. « Rien de très concret », *estime la C.G.T. De* « vagues déclarations d'intention », *dit la C.F.D.T. Le C.N.P.F., de son côté, se refuse à tout commentaire avant que les conseils des ministres des 12 et 19 juin aient annoncé des décisions. L'éloge de la concertation fait par M. Chirac a retenu l'attention de tous les intéressés, qui souhaitent qu'elle soit réelle avec les pouvoirs publics. Mais les P.M.E. craignent de se trouver* « devant le fait accompli » *et M. Séguy prévoit* « un dialogue de sourds, générateur de nouvelles tensions sociales ».

M. Chirac n'a pas voulu que sa première déclaration *« en tant que chef de gouvernement... soit un simple catalogue d'actions à entreprendre »*, mais plutôt une définition *« des grandes orientations de l'œuvre qui fera de la France un pays plus fort, plus généreux et plus heureux »*. On aurait donc mauvaise grâce à le juger — au moins dans le domaine économique — sur ses silences ou sur la disproportion entre les objectifs annoncés et les moyens destinés à les atteindre. Le premier ministre comblera sans doute d'ici peu les lacunes actuelles et précisera — notamment lors des conseils des ministres des 12 et 19 juin — le dispositif permettant de passer du projet à l'exécution. Laissons-lui donc le temps d'organiser sa maison, selon les directives du président de la République.

La déclaration gouvernementale comporte d'ailleurs suffisamment de choix économiques ou sociaux précis pour qu'on puisse se faire une idée assez claire des intentions de l'équipe qu'il dirige. Au-delà des rappels rituels — qui sont la loi du genre — sur l'indépendance nationale, la gestion équilibrée des deniers publics, la recherche d'une meilleure justice sociale, l'intérêt particulier porté par le gouvernement à tel ou tel groupe social... M. Chirac met l'accent sur des plaies à soigner d'urgence et sur des préférences dont il veut marquer son action.

Soigner les plaies

Plaies de l'Europe, d'abord, qu'il faut cicatriser sans tarder en appliquant des onguents destinés à se compléter l'un l'autre : politiques communes de l'énergie, des transports, de l'environnement ; politique sociale et régionale de la Communauté. A l'opposé des mauvais docteurs — britanniques — qui proposent d'endormir le patient pour anesthésier sa volonté politique, le gouvernement français veut l'inviter à l'audace, pour bâtir dans les six ans l'union politique européenne.

Plaies de l'inflation aussi, puisque le mal empire. *« Tous les moyens »* à la disposition du gouvernement seront utilisés à cet effet, annonce le premier ministre : crédit, budget, réglementation des prix, lutte contre le gaspillage et bien entendu fiscalité. Le tout visant au rétablissement de l'*« équilibre interne »*, que le président de la République avait fixé comme objectif majeur samedi dernier, au terme de ses entretiens avec le chancelier allemand.

Plaies sociales enfin, puisque les joutes et les contacts de la campagne électorale récente semblent avoir convaincu M. Giscard d'Estaing et son premier ministre qu'il faut aller nettement plus loin dans de nombreux domaines : la sécurité de l'emploi et des revenus, la réduction des inégalités, la participation dans l'entreprise, la commune ou la région, la qualité de la vie, la protection de la nature...

Sans doute cette énumération de desseins, ressassés pendant six semaines sur les ondes et dans les journaux, comporte-t-elle beaucoup de répétitions et de banalités. Elle est du moins conforme aux engagements pris par le candidat élu président ; elle scelle donc, au niveau de l'exécutif, le pacte électoral conclu par les leaders de la majorité élargie.

Elle comporte, en outre, quelques nouveautés, essentielles ou de détail : l'annonce d'un énergique plan d'austérité, par exemple, alors que les discours de la campagne avaient surtout promis le miel du mieux-être prochain ; ou bien le recours accru à la politique contractuelle et à la fiscalité pour réduire l'éventail des ressources ; ou encore la volonté d'*« introduire la démocratie dans les relations du travail »* ; ou bien la nécessité de reconsidérer le travail à la chaîne. Sans parler de la création de deux secrétariats d'Etat, rapidement mentionnés au fil des discours électoraux, l'un pour les immigrés, l'autre pour la coordination des problèmes sociaux intéressant les femmes.

Tout cela n'est pas négligeable; mais ne saurait faire oublier les trois faiblesses essentielles du discours de M. Chirac : la légèreté paradoxale de son propos sur l'inflation, la contradiction apparente entre certains objectifs énoncés, l'incertitude réelle qui subsiste quant à leur possibilité d'application.

Légèreté sur l'inflation

Légèreté d'abord sur l'inflation. Les trois quarts de la seconde partie du discours de M. Chirac, celle qui est consacrée à l'économie, ont trait à l'inflation et aux moyens de l'enrayer. Honneur tardif mais mérité rendu à un mal majeur. La façon dont le premier ministre analyse les causes du mal est cependant singulière.

La faute, selon lui, en incombe aux Américains (dont le déficit des paiements a semé le désordre monétaire dans le monde), aux pays producteurs de pétrole et de matières premières, qui ont décidé des hausses *« excessives »*, enfin à l'*« impatience des agents économiques »* désireux *« de bénéficier tout de suite des fruits de la croissance »*. Que les gouvernements précédents aient eu quelque responsabilité en l'affaire, M. Chirac ne le pense apparemment pas.

Faut-il lui rappeler que les pouvoirs publics ont laissé pendant des années la masse monétaire s'accroître en France de plus de 20 % l'an ; qu'ils ont libéré en 1972 les prix de neuf entreprises sur dix, alors que le franc, alors sous-évalué, réduisait à rien la concurrence internationale ; qu'ils ont délibérément soutenu à Bruxelles une politique de hausse des prix agricoles, en déniant parfois — comme l'a fait M. Chirac lui-même à plusieurs reprises — que cela puisse avoir des répercussions sur les prix à la consommation (lorsque les prix du vin et de la viande ont fortement baissé à la production, comme cela est le cas depuis un an, les autorités les ont même laissé monter au détail) : enfin que le précédent ministre des finances a délibérément alourdi les coûts de production par une politique d'argent de plus en plus cher, cependant qu'il facilitait la constitution de goulots de production (générateurs de hausses à terme) en empêchant, par sa politique budgétaire, des investissements déclarés prioritaires par le Plan ?

Il est singulier d'affirmer aujourd'hui qu'il faut *« réagir rapidement et fermement contre cette situation »*, alors que le problème de l'inflation montante est posé au gouvernement depuis trois ans. Il est stupéfiant d'invoquer, comme le fait M. Chirac, l'exemple allemand (7 % de hausse en un an, contre 13 % chez nous) pour s'en prendre aux salariés.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 3, 1re col.)

Changement et continuité en diplomatie

Continuité et changement. Comment la devise électorale du candidat Giscard d'Estaing se traduit-elle dans le programme de politique étrangère de M. Chirac ?

Avec l'affirmation rituelle que l'indépendance nationale est l'objectif intangible de la France, on notera d'abord l'accent mis sur l'Europe qui, a souligné le premier ministre, ne relève plus vraiment de la politique étrangère mais d'« autre chose », plus intrinsèque à la France elle-même. Cette formule est destinée à frapper l'opinion, mais n'annonce pas la création envisagée naguère d'un ministère de l'Europe.

Dans sa longue démonstration sur l'Europe, M. Chirac ne fait que reprendre les intentions, les décisions, les objectifs proclamés lors des « sommets » européens, et en particulier dans le programme arrêté au « sommet » de Paris de 1972 et tombé en panne l'année suivante. Mais M. Chirac est resté muet sur la seule question que se posent ceux, nombreux, qui veulent « faire l'Europe » : comment ? En affirmant seulement que la France prendra ses responsabilités lorsqu'elle assumera, pendant le second semestre de cette année, la présidence de la Communauté, il a laissé ses auditeurs sur leur faim.

On notera aussi la fermeté avec laquelle le premier ministre a repoussé les « aménagements » demandés par la Grande-Bretagne, inconciliables avec les « objectifs fondamentaux de la Communauté ». Ce fut le passage le plus « musclé » de son discours. Certes, G. Pompidou, quant à lui, s'appuyait surtout sur la Grande-Bretagne pour faire progresser l'Europe. Mais aujourd'hui la Grande-Bretagne se dérobe.

Toujours dans le sens de la continuité, M. Chirac fait sienne une politique que M. Pompidou résumait dans la formule : « défense plus détente égale sécurité ». Il proclame l'« attachement résolu » de la France à ses alliances en même temps qu'à son propre système de dissuasion nucléaire. M. Chirac insiste aussi sur sa volonté de développer la coopération avec les Etats-Unis « sur un pied de stricte égalité », de poursuivre des consultations régulières avec l'Union soviétique (ce que relève l'agence Tass avec satisfaction), d'intensifier les relations avec la Chine, de coopérer avec le tiers-monde, et en particulier le Maghreb et l'Afrique.

C'est dans le ton et dans les silences que l'on décèlera le changement. A cet égard, M. Chirac a parlé des Etats-Unis avec une chaleur particulière, soulignant notamment les liens qui nous unissent avec « la plus grande puissance économique du monde » — signe, selon toute vraisemblance, que dans l'avenir la France s'efforcera sur ce terrain d'éviter des heurts si fréquents dans le passé récent. Mais ce qui frappe surtout dans son discours ce sont les « impasses » sur les problèmes spécifiques. La querelle sur les consultations euro-américaines, qui accapara le Quai d'Orsay l'année dernière, n'est pas mentionnée, pas plus que le dialogue euro-arabe, un des grands desseins de la diplomatie française d'hier ; le Proche-Orient est laissé dans le brouillard des « conflits localisés mais combien douloureux qui déchirent certaines régions du monde ». En revanche, M. Chirac juge avec quelque sévérité la politique de « hausse brutale et excessive des prix » pratiquée par les producteurs de matières premières, et notamment de pétrole.

Sans doute, M. Chirac a-t-il fait par définition un discours de politique générale, et on ne saurait tirer des conclusions abusives de ce qu'il n'a pas dit. Mais il a donné un certain ton.

Les Etats-Unis sont prêts à discuter avec les Neuf du prix de l'or

Les ministres des finances des Neuf, réunis ce jeudi 6 juin à Luxembourg, délibèrent notamment des problèmes soulevés par le prix de l'or.

Il était difficile de savoir, avant le débat de la réunion, s'ils décideraient d'annoncer l'application de l'accord de Zeist, conclu le 22 avril dernier, et qui prévoit la possibilité pour les banques centrales d'échanger de l'or à un prix proche du marché libre, aussi bien que d'acheter ou de vendre du métal précieux sur ce marché. Certains observateurs pensaient qu'en raison de la proximité de la réunion du groupe des Vingt — les 12 et 13 juin à Washington — les Neuf, tout en confirmant l'accord de Zeist, différeraient sa mise en vigueur, afin de ne pas placer les partenaires, surtout américains et japonais, devant le fait accompli. A Washington, le secrétaire au Trésor des Etats-Unis a tenu mercredi un langage beaucoup plus conciliant qu'auparavant. Il laissa entendre que son pays est prêt à discuter du sujet.

Le dégel ?

« Bien que l'or soit un sujet qui soulève les passions, il est temps de mettre un terme à d'interminables débats... Cessons de parler de l'or et faisons quelque chose à son sujet. Car il ne sert pas à grand-chose de discuter de la réforme du système monétaire sans parler de l'or. »

Qui parle ainsi ? Un esprit attardé par le fétichisme du métal jaune ? Non, c'est le secrétaire au Trésor des Etats-Unis, M. William Simon, qui traitait du sujet mercredi devant la commission sénatoriale des finances à Washington. Les Etats-Unis, a-t-il ajouté, feront preuve *« d'un esprit ouvert et coopératif dans la recherche d'une conclusion à donner à ce problème passionnel »*, à l'occasion des conférences monétaires qui se tiendront du 11 au 13 juin dans la capitale fédérale.

En trois semaines, le langage américain a étonnamment changé. A la mi-mai, le secrétaire au Trésor laissait encore entendre que les Etats-Unis n'étaient pas disposés à accéder aux requêtes des Européens concernant le relèvement du prix de l'or officiel (*le Monde* du 15 mai). — Ph. S.

(Lire la suite page 42, 6e col.)

LA RÉCEPTION DE M. JEAN D'ORMESSON PAR M. THIERRY MAULNIER A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(Lire pages 23 à 26.)

AU JOUR LE JOUR

IMPROMPTU

Le genre de la déclaration de politique générale est difficile. Il s'apparente à la peinture de décors de théâtre avec tous les trompe-l'œil et les grandes masses d'ombre et de lumière que cela suppose. La répartition de ces masses, la surcharge des ornements grandioses ou au contraire la sobriété de l'éclairage dépendent en grande partie du metteur en scène.

Il est visible en l'occurrence que M. Valéry Giscard d'Estaing veut dépouiller le style et que M. Chirac a manié la brosse à grands traits sans entrer dans le détail, ne voulant pas se lier les mains par des précisions scéniques qui contraindraient la liberté de l'artiste.

Il faudra bien pourtant jouer la pièce. Et alors le décor vaudra ce qu'elle vaudra. En l'occurrence tout peut s'y jouer, du drame bourgeois à la comédie de mœurs, et rien ne permet de dire si l'impromptu de l'Elysée se terminera sous les sifflets ou les applaudissements. Il n'y a qu'une certitude : avec ou sans succès, il restera à l'affiche pendant sept ans.

ROBERT ESCARPIT.

LE MONDE DIPLOMATIQUE *du mois de juin* EST PARU

La peur nucléaire

I. — Cave canem !

Par NICOLAS VICHNEY

Personne n'y pourra jamais rien : c'est sous une forme terrifiante que l'énergie atomique a fait, en août 1945, son entrée officielle dans le monde...

Depuis, tout en continuant à servir sous les drapeaux, l'atome s'est ouvert des débouchés civils. Entre ses deux usages, bien sûr, il n'y a rien de commun : bien malin serait celui qui réussirait à transformer une centrale nucléaire en bombe atomique.

Il demeure que, démobilisée, assagie, expliquée, l'énergie que recèle l'atome continue à faire peur.

Et il demeure aussi que son usage se fonde sur des phénomènes qui ne sont pas inoffensifs, que la centrale nucléaire se comporte normalement ou qu'elle en vienne à échapper à tout contrôle. Le recours à l'atome présente donc des risques qu'il serait fou de négliger : l'énergie de l'atome doit faire peur.

C'est tout le problème de la peur nucléaire — qu'il ne faut pas confondre avec la menace, et on ne saurait la négliger — que la mise en œuvre de l'énergie atomique fait peser sur l'environnement : des paysages gâchés, l'eau des rivières ou de la mer portée à des températures plus élevées... La sagesse voudrait qu'entre l'exagération du danger et sa négation, entre les prises de position paralysantes et l'absence périlleuse de toute méfiance, on atteigne à une connaissance lucide des questions que pose l'exploitation de l'atome. Encore que, les hommes étant ce qu'ils sont, il est arrivé que ce soient les exagérations des uns qui ont conduit les autres à faire preuve de davantage de raison...

Donc : enchaîner proprement le monstre pour qu'il serve sans nuire ! Une phrase remontera à bien des mémoires : ce *Cave canem* (prends garde au chien) qu'on lit à Pompéi au seuil d'une maison, dont il ne reste rien...

A la clôture de la centrale

De fait, une double chaîne a été passée au cou de l'énergie nucléaire. C'est la communauté scientifique internationale qui a mis en place la première, et il n'est pas question de la briser. La seconde chaîne, ce sont les ingénieurs américains qui l'ont forgée, et soit que l'on ait acheté leur technique ou que l'on se contente de suivre leur exemple, tous l'ont implicitement adoptée.

Les scientifiques se sont toujours montrés d'une extrême intransigeance à l'égard de l'énergie atomique. Un certain remords pour avoir si puissamment contribué à sa naissance ? Ou les crédits énormes dont l'énergie atomique n'a cessé de bénéficier dans tous les pays ? Rarement problème aura été autant étudié que celui de l'effet des « radiations ionisantes »...

C'est dès 1922 que, préoccupés des effets sur l'organisme des rayons X, la communauté scientifique a mis en place un de ces organismes dont elle a le secret : indépendants de toute puissance politique, échappant à toute influence financière, ils débattent en toute liberté des questions dont ils se saisissent, et, quoique dénués de toute valeur juridique, leurs avis ont force de loi. C'est, en l'occurrence, la Commission internationale de protection contre les radiations — à ne pas confondre avec un autre organisme tout aussi respectable et très officiel : le Comité scientifique des Nations unies. Sitôt l'apparition des centrales nucléaires, la Commission s'est saisie sans tarder du problème qu'elles posaient.

En effet, même en parfait état de marche, une centrale nucléaire ne saurait être rigoureusement étanche. Il se produit des fuites de radioactivité. On les retrouve dans l'air, aux environs de l'installation où le vent les disperse, et dans les effluents que le fleuve ou la mer s'offrent à éparpiller...

(Lire la suite page 18, 4e col.)

Précisions et illustrations

LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE

Lire page :

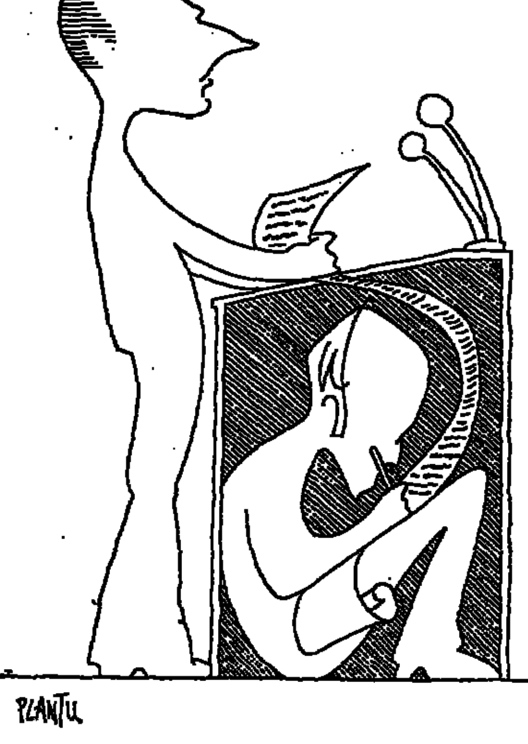
Immigrés : d'abord les loger

La création d'un secrétariat d'Etat chargé des immigrés pourrait utilement contribuer à mieux coordonner les différentes actions en faveur des travailleurs étrangers en France et de leurs familles : au total quatre millions de personnes, soit 7,7 % de la population française.

Toute politique d'immigration impliquant d'abord une politique d'accueil donc de logement, M. Chirac a eu raison d'insister sur ce point. Il n'existe actuellement qu'environ cent quatre-vingt mille places dans les foyers pour les travailleurs étrangers. Le VIe Plan avait recommandé la construction de cinquante mille lits par an ; il ne s'en crée actuellement que moins de la moitié (vingt mille à vingt-cinq mille).

Quant aux familles de travailleurs étrangers, elles sont, plus encore que les familles modestes françaises, victimes du retard pris par le logement social. La réduction du nombre des étrangers vivant dans des bidonvilles (vingt-deux mille personnes en 1973, contre trente-huit mille un an auparavant) s'est accompagnée d'un accroissement des étrangers logés dans des hôtels-taudis. On peut évaluer à douze mille environ le nombre de logements de transit financés par le Fonds d'action sociale (FAS) et le Groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre (GIP). Quant aux logements définitifs attribués à des familles étrangères grâce au FAS et au GIP, ils peuvent être évalués à trente mille environ.

Compte tenu du retard pris ces dernières années et d'une tendance à l'augmentation de l'immigration familiale, il faudrait à brève échéance tripler les moyens financiers accordés pour le logement des étrangers.



(Dessin de PLANTU.)

Affaires sociales : un programme européen

Les ministres des affaires sociales des Neuf ont adopté le 12 décembre 1973, à Bruxelles, un programme d'action sociale qui, selon les souhaits émis par les chefs de gouvernements européens lors du « sommet » d'octobre 1972, vise à apporter de meilleures conditions d'emploi et de vie aux travailleurs et à promouvoir une participation croissante des partenaires sociaux à la vie des entreprises et aux décisions économiques et sociales de la Communauté. Les actions prioritaires que les Neuf ont décidé de mettre en œuvre avant la fin de 1975 concernent en particulier les aides aux travailleurs immigrés et aux travailleurs handicapés, l'application générale de la semaine de quarante heures, l'institution d'une fondation européenne pour l'amélioration des conditions de travail, l'harmonisation des législations des différents Etats membres en matière de licenciement collectif.

Sur ce dernier point, la Commission européenne a très récemment avancé des propositions audacieuses, qui doivent être examinées à l'automne par le conseil des ministres. Elle suggère notamment, afin de mieux protéger les droits des travailleurs en cas de fusion, regroupement ou concentration d'entreprises nationales, européennes ou multinationales, que les obligations et les droits des salariés soient automatiquement transmis de l'ancien au nouveau propriétaire. Le projet de directive préparé par la Commission à cet effet précise ainsi que le travailleur a le droit de résilier son contrat de travail si le changement de propriétaire a modifié substantiellement ses conditions d'emploi, cette résiliation étant considérée comme un licenciement. L'ancienneté d'un travailleur doit être prise en considération par le nouvel acquéreur. Le cédant et l'acquéreur d'une entreprise sont solidairement tenus pendant six ans de respecter les obligations découlant des contrats de travail.

Exode rural : le freiner par le maintien des services publics

L'engagement pris par M. Chirac de mettre un terme à la disparition progressive des services publics dans les régions rurales ou montagneuses ne peut être que favorablement accueilli. Le maintien dans les petites villes et les villages des services collectifs élémentaires permet de freiner l'exode rural et en conséquence de se prémunir contre une urbanisation excessive et désordonnée des grands centres.

Or, au cours des dernières années, la suppression de nombreux services publics, ou l'altération de leur qualité a conduit à accélérer la dépopulation des zones rurales. En même temps les grandes agglomérations, gonflées par l'afflux de populations nouvelles, ne pouvaient faire face à l'urgence des besoins en équipements collectifs nécessaires à leurs habitants de plus en plus nombreux. Privées de chemins de fer réguliers, de services postaux modernes, d'écoles maternelles, d'établissements de soins, de centres fiscaux ou de Sécurité sociale, les communes rurales, aux ressources d'autant plus limitées que leur population active diminuait, ne pouvaient donc plus espérer attirer des industriels ou maintenir sur place un artisanat et une agriculture dynamiques. Boulimie de croissance pour les grandes villes : mécanique du déclin pour les bourgs.

Déjà au mois de décembre dernier, le gouvernement a décidé des mesures pour redresser la situation dans les régions de montagne particulièrement menacées par la « désertification ». Par exemple, les transports scolaires devraient être améliorés en priorité, en même temps que seraient multipliés les internats ou les cantines. Un effort particulier devrait être fait aussi pour améliorer, par des subventions spéciales, le traitement des ordures ménagères et des eaux usées, et les services de déneigement.

Jusqu'alors la décision de fermeture des voies dites secondaires relevait, en dernier ressort, de la compétence ministérielle. L'intention des pouvoirs publics est de « régionaliser » cette procédure afin d'éviter tout malentendu avec les responsables locaux. A cet égard, le gouvernement vient de décider la mise à l'étude de « *schémas régionaux de transports collectifs ferroviaires et routiers* » qui serviront de cadre à l'examen de la situation des services omnibus. Les premiers plans seront entrepris dans les régions des Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Centre, Limousin, Lorraine et Alsace.

Rétablir un réseau élémentaire d'équipements et de services publics permettra à la politique d'aménagement du territoire de remplir son véritable rôle : maintenir — ou redresser lorsqu'il est menacé — un certain équilibre entre les différentes régions françaises.

A cet égard, l'aménagement du territoire risque, par nature et à tout moment, de se heurter à des préoccupations de rentabilité financière. C'est pourquoi, pour l'avenir immédiat, marqué à coup sûr par l'austérité, on peut se demander quelle place, au-delà des déclarations, sera réservée à l'aménagement harmonieux et, en même temps, efficace du territoire.

La fermeture des lignes secondaires

Une question fondamentale concerne la fermeture des lignes secondaires de chemins de fer. Selon l'avenant au contrat de programme récemment négocié entre l'Etat et la S.N.C.F. pour les deux années à venir, « *l'objectif de fermeture ou de transfert sur route de 10 000 kilomètres de services omnibus de voyageurs est reporté au 30 juin 1975. Compte tenu des fermetures et transferts intervenus au 31 décembre 1973, 2 720 kilomètres devront être ainsi fermés ou transférés sur route du 1er janvier 1974 au 30 juin 1975* ».

Emploi et formation : une gestion paritaire

Il y a plus de cinq ans déjà, en février 1969, les organisations patronales et syndicales avaient signé un accord en vue de mieux garantir les travailleurs contre des licenciements collectifs en cas de restructuration, de fusion ou de disparition d'une entreprise. Ce texte a surtout fait obligation aux employeurs d'informer le comité d'entreprise, un ou plusieurs mois à l'avance selon la taille de la société, des compressions de personnel envisagées. Les syndicats, qui ont dressé, au début de l'année, un bilan de cet accord avec le C.N.P.F., ont estimé qu'il avait été peu appliqué.

Les dirigeants patronaux ont alors suggéré de compléter le dispositif, notamment en instituant une indemnité d'attente, qui compléterait les allocations de chômage lorsque le reclassement s'avère difficile, et en créant une allocation temporaire dégressive, lorsque le reclassement s'effectue à un niveau de salaire plus faible. Le C.N.P.F. a également proposé l'envoi sur place d'une sorte d'équipe paritaire de cinq à six personnes, chargée d'intervenir dans le reclassement du personnel licencié et dans la coordination des actions, tant de placement que de formation. Mais les syndicats se sont pour la plupart déclarés hostiles à une telle formule, qui les conduirait, estiment-ils, à aider en quelque sorte les employeurs à « gérer » les licenciements.

Au cours de la campagne présidentielle, M. Giscard d'Estaing a proposé de créer un fonds de garantie de l'emploi géré paritairement, qui regrouperait, en les complétant, les divers modes d'intervention existants. Il a été plus loin en proposant que les travailleurs victimes de licenciements collectifs voient leurs revenus maintenus au niveau antérieur pendant un an. Déjà l'accord patronat-syndicats de juillet 1970, sur la formation continue, a prévu le maintien du salaire pendant une durée maximum d'un an pour les travailleurs licenciés qui s'inscrivent, pendant leur préavis, à un stage de formation. Mais cette disposition a, semble-t-il, été peu utilisée jusqu'à présent, les salariés licenciés préférant rechercher un nouvel emploi, plutôt que de s'engager dans des stages de formation de longue durée.

Une participation plus directe des représentants des salariés à la gestion de la politique de formation — comme l'a envisagé aussi M. Chirac — contribuerait à rendre plus efficace cette politique et, par là même, à mieux préparer les changements d'emploi ou de profession auxquels les salariés sont parfois contraints. Mais le patronat s'est, jusqu'à présent, montré réticent à l'égard d'une gestion paritaire des actions de formation.

Rappelons que, selon les statistiques du ministère du travail, les licenciements collectifs de plus de vingt personnes, ayant donné lieu à une autorisation des services du travail, touchent chaque année quarante mille à cinquante mille salariés. — J.-M. D.

Les comités d'usagers : avec qui ?

Les comités d'usagers qui seront constitués auprès de la plupart des ministères — on pense dans l'entourage de M. Chirac que leur présence ne se justifie pas au ministère de la défense ou au Quai d'Orsay — et qui seront présidés par un parlementaire en mission devraient, selon le premier ministre, rapprocher l'administration des administrés et alléger le poids de la paperasserie et de la bureaucratie.

Le rôle de ces comités « officiels » sera, comme le font les innombrables associations de tous ordres qui existent déjà, de donner des avis au ministre et de lui apporter des idées. L'important, dans ce domaine, sera non pas d'avoir des idées, mais de les appliquer pour que la vie quotidienne des Français soit effectivement simplifiée, au bureau de poste, au guichet de la caisse d'allocations familiales, dans les lycées.

Mais qui siégera dans ces comités ? Les consommateurs ou les producteurs ? Les automobilistes ou les sociétés de construction d'autoroutes ? Les usagers des P.T.T. ou les entreprises fabriquant le matériel téléphonique ? Les expéditeurs de marchandises ou les marins, ou les pilotes de ligne, ou les armateurs ? La question est fondamentale car le risque existe que ces comités — pour la composition desquels de redoutables problèmes de représentativité vont se poser — ne soient que des « groupes de pression » dont les intérêts corporatistes ne coïncident pas toujours, évidemment, avec l'intérêt national.

En ce qui concerne la justice, jusqu'où ira-t-on pour donner le droit de « *proposer toutes les formules permettant d'humaniser les rapports entre les citoyens et l'administration ?* » Les « comités vérité » qui se créent périodiquement — à Bruay-en-Artois pour le meurtre de Brigitte Dewèvre, à Annecy à propos de violences policières — vont-ils avoir pignon sur la place Vendôme.

Et les prisonniers ? Ne sont-ils pas, contre leur gré certes, les usagers de la justice ? C'est en tout cas toujours ainsi que se présentent les animateurs du Comité d'action des prisonniers (CAP). Eux aussi souhaitent être associés au fonctionnement de l'administration. Utopie ? Demande inacceptable de gens à qui seul le silence est permis ? Ce serait pourtant un assez bon moyen de ramener ou de maintenir la tranquillité dans les prisons, régulièrement agitées de « mouvements », comme on l'a vu encore, mardi 4 juin, à la centrale d'Ensisheim ou, il y a quelques semaines, à Fleury-Merogis.

Pour leur part, les Allemands de l'Ouest l'ont compris, qui envisagent d'organiser un début de participation des détenus à la gestion des établissements pénitentiaires. Cette nouvelle a été annoncée, mercredi, lors d'un colloque organisé par l'Association des juristes européens sur les droits de l'homme et les prisons en Europe. L'européen convaincu qu'est M. Jean Lecanuet voudra-t-il tenir compte de cet exemple ?

Énergie : quelle politique commune ?

« *La crise est survenue à un moment où la Communauté économique européenne n'avait pas de politique énergétique.* » Tel est l'aveu que devait faire lui-même M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission de Bruxelles, lors de la conférence de presse qu'il a tenue à Washington en février, au lendemain de la conférence sur l'énergie organisée par le secrétaire d'Etat américain.

De fait, si l'on met à part le charbon régi par le traité de Paris sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le Marché commun ne comporte encore que des politiques énergétiques nationales. Et cela est particulièrement vrai pour le pétrole. « *Nous allons retrousser nos manches et nous mettre au travail* », devait assurer le même jour M. Ortoli.

Il semble, en effet, que depuis les experts de la Commission aient beaucoup réfléchi au problème et que, en matière de pétrole, ils aient suffisamment avancé leurs travaux pour être en mesure de faire, au nom de la C.E.E., une démarche auprès de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. *(Voir l'article de J.-M. Quatrepoint, page 42.)*

Cependant, en cette matière, l'Europe est encore tiraillée entre la recherche de ses propres intérêts et le désir de plusieurs de ses membres de ne pas déplaire à Washington. A l'exception de la France, les pays de la C.E.E. participent au groupe de travail issu de la conférence de Washington, convoquée par M. Kissinger, et dont l'optique est plus « atlantique » qu'européenne.

Matières premières : éviter des variations de prix aberrantes

Il faut rendre aux gouvernants français cette justice : depuis de longues années, ils réclament la régularisation des cours des matières premières, dont les variations aberrantes ont longtemps pénalisé les pays producteurs et avantagé les pays consommateurs lorsqu'elles se produisaient à la baisse. Aujourd'hui, on relève le phénomène inverse, mais la flambée des cours peut être suivie de sévères rechutes demain.

Jusqu'à présent, seuls l'étain et dans une certaine mesure le café ont pu faire l'objet d'accords internationaux, avec constitution d'un stock régulateur pour l'étain et l'établissement de quotas de production pour le café. Ces accords restent néanmoins fragiles : en cas de pénurie, les prix bondissent, après épuisement du stock régulateur ; en cas d'excédent, les producteurs se résignent mal à se priver de ressources importantes et souvent vitales en limitant leurs exportations. Le problème reste entier pour les denrées et les métaux cités par M. Chirac : blé, cacao, cuivre, dont les cours peuvent varier du simple au double et réciproquement, suivant l'importance des récoltes et les mouvements de la conjoncture économique.

Ce problème préoccupe très vivement les pays en voie de développement, qui cherchent à contrôler les marchés de leur principal produit. — F. R.

Commerce extérieur : les structures ne se sont pas améliorées

Les structures du commerce extérieur de la France se sont-elles améliorées ces dernières années ? Les chiffres fournis par le ministère de l'économie et des finances ne le prouvent pas.

Un pays est d'autant plus fort économiquement que la part des produits élaborés (incorporant beaucoup de main-d'œuvre et de technologie) est importante dans ses exportations. Or la part des produits finis dans les ventes de la France à l'étranger est passée de 51 % en 1971 à 50,9 % en 1972 et à 49,4 % en 1973. Il y a donc régression. Même en valeur absolue, la progression de nos ventes dans ce secteur n'a été que de 17,8 %, ce qui est faible, compte tenu de la hausse des prix. En revanche, nos exportations de matières premières ont, elles, progressé de 27,7 % en un an. Cette différence est paradoxale pour un pays industrialisé.

D'autres exemples confirment cette évolution défavorable : le poste des biens d'équipement, qui représentait en 1971 25,3 % de nos exportations, n'en représentait plus que 24,6 % en 1972 et 24 % en 1973. En revanche, la part des ventes de produits agricoles est de plus en plus importante dans nos ventes : 17,7 % en 1971, 18,5 % en 1972, 19 % en 1973.

Seul élément positif dans ce bilan : les exportations de la France sont très légèrement concentrées sur les pays du Marché commun. Mais si peu : 55,7 % en 1973 contre 56 % en 1972.

Lutte contre l'inflation : stériliser les plus-values

M. Chirac a annoncé que l'Etat stériliserait les plus-values fiscales nées de l'inflation. Cette décision, si elle est effectivement appliquée, a une grande importance. Elle aura pour première conséquence d'ôter au gouvernement la possibilité d'abaisser les taux de la T.V.A. cette année.

Pourquoi ces plus-values ? Parce que, les prix augmentant plus vite que prévu par le budget, les recettes fiscales encaissées par l'Etat sont également plus importantes (1), les rentrées de T.V.A. notamment. Il est vrai que les dépenses de l'Etat (entraînées par l'enchérissement des marchés publics, le relèvement des traitements des fonctionnaires...) sont elles aussi gonflées par l'inflation : mais dans une moindre mesure.

Le budget de l'Etat de 1974 a été voté en équilibre par le Parlement à la fin de l'année dernière. Mais on peut prévoir que la hausse des prix laissera à l'Etat, en fin d'année — malgré les dépenses supplémentaires entraînées par l'inflation, — un bonus de plusieurs milliards de francs : entre 3 et 6 milliards, selon les hypothèses. C'est ce bonus qui *aurait* permis au gouvernement d'abaisser les taux de la T.V.A. d'ici quelques mois ou de financer des dépenses sociales nouvelles, notamment une augmentation de l'allocation minimale accordée aux personnes âgées. Cela, sans mettre pour autant le budget en déséquilibre.

La décision du gouvernement de stériliser les plus-values, nées de l'inflation, implique que l'Etat n'utilisera pas ces quelques milliards de francs. Le budget de l'Etat pour 1974, une fois exécuté, sera donc très probablement excédentaire. La théorie économique y trouvera son compte puisqu'elle enseigne qu'une telle politique doit être utilisée pour combattre l'inflation et la surchauffe économique. La Commission de Bruxelles avait, quant à elle, recommandé, dès novembre 1972, de stériliser les plus-values fiscales nées de l'inflation. Le gouvernement français n'avait pas suivi ce conseil, préférant bénéficier des facilités que lui offraient ces recettes supplémentaires.

A plusieurs reprises, depuis deux ans, nous avons noté, dans ces colonnes, qu'il était contradictoire de prétendre combattre l'inflation alors qu'on utilisait les plus-values fiscales nées de la hausse des prix pour financer des dépenses supplémentaires ou consentir des allégements fiscaux. La nouvelle politique gouvernementale en la matière apporte, en quelque sorte, un démenti au principe cher jusqu'ici à M. Giscard d'Estaing, selon lequel la masse monétaire, d'une part, les dépenses publiques, d'autre part, peuvent, sans inconvénient pour la stabilité des prix, progresser d'un même pourcentage que la croissance de la richesse nationale en valeur.

AL. V.

(1) Les recettes fiscales sont d'autant plus importantes que la croissance du produit intérieur brut en valeur est plus rapide. Or cette croissance prend non seulement en compte les progrès réels de la richesse nationale (progrès exprimés en francs *constants*, c'est-à-dire en volume), mais aussi la hausse des prix. Les prévisions faites en 1973 pour 1974 tablaient sur une hausse des prix de 7,2 %, alors qu'on prévoit maintenant 13 %. Au point de vue des recettes fiscales, ce supplément d'inflation comblera — et au-delà — le ralentissement de la croissance réelle : 4,5 % prévus maintenant au lieu des 5,5 % annoncés à la fin de l'année 1973 pour cette année.

LES DEUX DÉCISIONS NON APPLIQUÉES DU GOUVERNEMENT MESSMER

Deux mesures importantes avaient été prévues par le gouvernement Messmer pour ralentir l'inflation et réduire le déficit de nos comptes extérieurs.

La première mesure était une majoration du deuxième acompte provisionnel payable sur les revenus encaissés en 1973 et une majoration de l'acompte payable sur le bénéfice des sociétés. Cette mesure, annoncée le 20 mars par M. Giscard d'Estaing, avait été expressément demandée par Georges Pompidou pour freiner la consommation des Français, jugée excessive et donc inflationniste. La mort du président de la République et la préparation des élections ont empêché que le Parlement se prononce sur ce projet, qui est resté lettre morte.

De même, M. Messmer avait-il annoncé le 6 mars que le chauffage des logements serait arrêté à partir du 15 avril et ne reprendrait qu'au 15 octobre. Un projet de loi autorisant le gouvernement à fixer par décret les dates limites de chauffage a bien été déposé devant le Sénat, mais n'a pu être discuté, l'Assemblée du palais du Luxembourg ayant ajourné ses débats après la mort du président de la République.

DE M. JACQUES CHIRAC

Les réactions

Avant le « vote de confiance » de l'Assemblée nationale

(Suite de la première page.)

C'est précisément parce que les deux gouvernements français précédents — dans lesquels MM. Giscard d'Estaing et Chirac détenaient des responsabilités essentielles — ont refusé les mesures d'austérité que prenaient le chancelier Brandt et M. Helmut Schmidt, que la France nage aujourd'hui en pleine inflation, alors que l'Allemagne fédérale, plus courageuse, a évité l'écueil.

Un peu d'autocritique n'aurait pas nui, assurément, avant d'annoncer une rigueur nouvelle. Espérons que cette amnésie n'aura pas d'effet sur le choix des remèdes annoncés pour le 12 juin et qu'en particulier on ne verra pas le pouvoir oublier de faire partager l'austérité par les groupes sociaux qui ont le plus profité de l'inflation.

La question vaut d'être posée parce que l'énoncé des priorités gouvernementales fait problème sur deux plans :

1) *Le choix entre toutes les priorités annoncées.* — M. Chirac a déclaré prioritaires aussi bien la recherche de l'équilibre des paiements (en particulier les économies d'énergie), que la sécurité nationale, l'industrialisation, la recherche scientifique, l'amélioration des conditions de travail, la qualité de la vie, l'égalité des chances entre Français... Comment va-t-il concilier tout cela ?

Echelonnera-t-il dans le temps ces diverses priorités : l'austérité tout de suite, pour redresser les balances, puis les dépenses qu'implique la poursuite des autres objectifs ? Ou bien fera-t-il un peu de tout à la fois ? Mais alors quel objectif bénéficierait de la « priorité des priorités », comme disait Georges Pompidou ? Le VIᵉ Plan finissant et le VIIᵉ Plan qui commence à se préparer devraient être les instruments de ce choix et de cette programmation dans le temps ; mais le VIᵉ Plan n'a pas été respecté et le VIIᵉ est encore dans les limbes. L'allergie de M. Giscard d'Estaing à toute planification aussi bien que les propos de M. Chirac sur la « *profonde adaptation* » des méthodes du Plan donnent d'ailleurs à penser que ce n'est pas par ce canal que viendront les décisions. Seront-elles alors improvisées au gré de la conjoncture ou des tensions sociales ?

2) *Des contradictions existent* entre les intentions annoncées par le premier ministre. Notons-en deux. S'agissant de l'aide au tiers-monde, M. Chirac affirme que l'effort sera « développé »; mais quelques minutes après il s'en prend — avec une sévérité qui détonne, six semaines seulement après les propos ouverts tenus à l'ONU au nom de la France par M. Jobert — aux pays qui ont majoré les prix du pétrole ou de certaines matières premières. Comment donc « développer » les ressources du tiers-monde si l'on refuse l'enchérissement des produits de base que vendent les pays sous-développés, tout en réduisant d'année en année l'aide financière qui leur est accordée ? Or, on sait que l'aide publique française au tiers-monde, jadis égale à plus de 1 % du produit national (DOM et TOM non compris), est tombée progressivement à 0,4 % seulement. A moins d'un revirement des pratiques officielles en la matière, que rien ne laisse prévoir, il y a contradiction entre l'objectif et les moyens annoncés.

Sur le plan intérieur aussi, l'intention louable de M. Chirac d'« *introduire la démocratie dans les relations du travail comme... autrefois dans les relations politiques* » paraît en contradiction avec la modestie de sa proposition : « *Faire plus largement place* [dans les formes de commandement au sein de l'entreprise] *à la conviction et à l'aptitude* ». Cela paraît une allusion au souhait exprimé naguère par M. Malterre d'exiger des « brevets d'aptitude » des candidats à la direction des grandes entreprises. Mais on est fort loin, en fait, de la démocratie, dans laquelle le pouvoir résulte de l'élection et non pas du diplôme (fût-il celui de l'ENA).

Pour être noble, le propos risque de rester équivoque ; excessif s'il recouvre un petit rafistolage : vain s'il vise grand mais n'est pas suivi d'effet. En ce domaine comme en bien d'autres, les intentions de M. Chirac ne peuvent être jugées indépendamment des moyens qui les concrétiseront. La « République des partis », à qui il a décoché quelques flèches, avait, elle aussi, de grands desseins. Mais elle a rarement su se donner les moyens de sa politique. Ce risque ne relève pas que du passé.

GILBERT MATHIEU.

DANS LES COULOIRS

Plus d'application que de souffle

La première impression du jury, avant l'attribution des notes, ce jeudi, sur l'exposé de M. Jacques Chirac, n'était pas loin de confirmer le jugement porté par M. Jean-Pierre Cot, dans son discours, sur les élèves de l'Ecole nationale d'administration : dans les couloirs, en effet, mercredi après-midi 5 juin, les députés, qu'ils fussent de la majorité ou de l'opposition, s'affligeaient de l'absence de personnalité manifestée par le premier ministre, s'inquiétaient de l'insuffisance de son « projet », *s'alarmaient enfin de cette* « méconnaissance du concret », *dénoncée, entre autres faiblesses propres aux* « énarques », *par l'orateur du groupe socialiste.* « Il a parlé sur le ton d'un écolier qui récite sa leçon avec application », *commentait, sans indulgence, M. René La Combe, député U.D.R. du Maine-et-Loire, président de l'amicale parlementaire Présence et Action du gaullisme, qui ajoutait :* « Il a fait des efforts terribles pour paraître gaulliste ; il n'y est arrivé que partiellement. » *De ces efforts, M. Paul Rivière, député U.D.R. de la Loire, qui avait refusé de soutenir M. Giscard d'Estaing, savait gré au chef du gouvernement. Aussi, contrairement à son intention initiale, se disait-il décidé à lui accorder* « momentanément » *sa confiance.*

M. Robert Boulin, ancien ministre, qui fut l'un des principaux lieutenants de M. Chaban-Delmas pendant la campagne présidentielle, était également bien disposé à l'égard de M. Chirac. « Il s'est bien engagé », *disait-il, en estimant* « assez gaullien » *son discours de politique générale et en révélant que M. Chirac, au cours de la réunion du groupe U.D.R., avait exclu toute évolution du régime vers un* « présidentialisme de droit », *sinon de fait, et toute interruption des essais nucléaires, deux assurances propres à apaiser les gaullistes.* « S'il tient ces grandes lignes, *concluait M. Boulin,* c'est réconfortant pour nous ». *M. Joël Le Tac, député U.D.R. de Paris, constatait :* « Ce discours était fait pour nous, c'est-à-dire pour la majorité ancienne, non pour la majorité nouvelle. » *Le député de Paris notait cependant qu'il lui était difficile de s'enthousiasmer pour une déclaration qu'il entendait... pour la troisième fois : une première fois en 1969 de la bouche de M. Chaban-Delmas, une deuxième fois en 1972 de celle de M. Messmer. Toujours les mêmes promesses de* « justice sociale » *et de* « participation » !

Cette attitude sceptique rejoignait celle de la gauche. « Un discours vague et aérien reprenant la litanie des promesses maintes fois entendues », *estimait M. Joseph Franceschi, député socialiste du Val-de-Marne.* « La campagne électorale continue », *notait M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., qui rappelait :* « L'enfer est pavé de bonnes intentions. » *M. Georges Fillioud, député socialiste de la Drôme, ne voyait dans la déclaration gouvernementale que* « des positions de principe », *tandis que M. Pierre Joxe, député socialiste de Saône-et-Loire, s'étonnait que le gouvernement retardât encore l'annonce de ses décisions. Le discours* « vague et imprécis » *du premier ministre témoignait, selon lui, d'une* « volonté de gagner du temps » *et d'atteindre l'été afin de* « laisser l'opinion publique se démobiliser ».

Un bon devoir

Un point avait cependant retenu l'attention des incrédules : l'action fiscale sur les plus-values annoncée par M. Chirac. M. Paul Granet, député apparenté U.D.R. de l'Aube, y voyait l'amorce d'un impôt sur le capital et s'en félicitait, comme il se réjouissait d'avoir entendu « intégrer pour la première fois dans une perspective gouvernementale l'humanisation de la croissance et de l'urbanisation ». *M. Alain Savary, député socialiste de la Haute-Garonne, relevait aussi dans ce discours* « encore très flou », *dans ce* « bon devoir dénué de souffle », *la promesse de récupération des plus-values. Mesure importante, si elle devait être suivie d'effet, expliquait l'ancien premier secrétaire du P.S., qui soulignait que la majorité n'avait pas applaudi ce passage de l'allocution. M. Savary jugeait également* « un peu plus substantielles que dans le passé » *les déclarations du premier ministre sur l'Europe.*

L'approbation sans réserve ne venait, une fois de plus, que des républicains indépendants et des réformateurs. M. Ducray, pour les premiers, soulignait « la sobriété d'un discours bien charpenté excluant volontairement le brillant et la polémique ». *M. Bouvard, pour les seconds, se disait satisfait des engagements pris par le chef du gouvernement en matière de construction européenne, de réformes sociales et de simplification administrative.*

M. Soisson, jeune secrétaire général adjoint des républicains indépendants, observait qu'« une nouvelle génération », *comme l'avait dit M. Chirac, s'installait aux postes de commande. Beaucoup feignaient de comprendre que la formule s'appliquait à M. Jean-Pierre Cot.* « Il a été bon... Jean-Pierre », *commentait, à l'issue du débat, M. Bernard Stasi, ancien ministre, vice-président du C.D.P., avant de relever les* « intentions courageuses » *du premier ministre. Et M. Pierre Bernard-Reymond, député Union centriste des Hautes-Alpes, après avoir noté que le discours de M. Chirac* « fleurait bon la nouvelle société », *expliquait :* « Dans mon curriculum vitae, aux prochaines élections, j'indiquerai : n'a pas fait l'ENA. »

THOMAS FERENCZI.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

L'HUMANITE : démagogie.

« Ce qui frappe (...) dans le discours de M. Chirac, mis à part son imprécision et l'ennui léger qu'il distillait — mais c'est là un moindre défaut, — c'est le caractère profondément démagogique du propos.

» Il faut dire, à la décharge du nouveau premier ministre, que c'est devenu une tradition bien ancrée de la Vᵉ République : lors de la formation de chaque gouvernement, le nouveau promu découvre soudain que sous le règne de son prédécesseur rien n'allait plus — ou presque — et qu'il est devenu nécessaire de procéder à des changements profonds.

» C'est l'éternel retour des promesses les plus variées et que l'on prodigue avec d'autant plus d'aisance qu'elles sont vagues et se situent au niveau de la stratosphère. »

(RENÉ ANDRIEU.)

COMBAT : nobles ambitions.

« Jacques Chirac ne pouvait pas surprendre, c'est la règle du jeu. Mais alors pourquoi les inutiles agacements de son comportement, la parfaite platitude de son discours, nous laissent-ils ce malaise ?

» Il lui fallait confirmer la volonté de changement promise et réalisée en partie par les premières mesures du nouveau régime. De ce point de vue, les orientations annoncées constituent un programme impressionnant, et l'on se demande, en vérité, quel parti d'opposition pourrait bien refuser une telle politique. Le fâcheux est que le premier ministre n'a pas indiqué les moyens nécessaires pour réaliser ces nobles ambitions. »

L'AURORE : Mitterrand cloué.

« Etait-il vraiment besoin de débiter, de la sorte, près de trente feuillets ?

» Quand il arrivera à Jacques Chirac de se présenter une autre fois, avec un autre ministère, devant le Parlement, il aura sans nul doute appris l'art d'abréger. Mais ne l'enseignerait-on pas à l'ENA ?

» C'est pourtant un art capital, quand il est entendu que personne ne sacrifie plus à l'éloquence, et qu'on lui a tordu le cou.

» Une déclaration ministérielle doit-elle être un rappel catalogué de toutes les promesses jetées au vent de la campagne électorale ?

» C'est d'honnêteté sans doute.

» Mais c'est aussi fastidieux, quand l'auditeur et le lecteur sourient, sans vraiment y croire, et quand leur scepticisme s'exprime dans des phrases comme : « Voilà Mitterrand cloué, il n'au- » rait pas dit mieux. »

(ANDRÉ GUÉRIN.)

LE FIGARO : un immense pari.

« Il ne faut pas s'y tromper. Tout cela ne vaut et ne vaudra que si chacun — pouvoir, administrations, groupes sociaux, syndicats et citoyens — y souscrit pleinement. L'angélisme n'a jamais été une valeur politique mais la conception voltairienne de l'épervier irrémédiablement fait, et de toute éternité, pour dévorer les colombes n'est pas davantage à la mesure de notre siècle. Entre les deux, il y a place pour la toute simple bonne volonté. C'est la seule force sur laquelle l'action du gouvernement, pour le changement, puisse vraiment se fonder. Mais, de toute évidence, il prend là un immense pari. »

(XAVIER MARCHETTI.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : purgatoire et paradis.

« Le premier ministre a été clair : il ne tolérera pas les hausses de salaires excessives, il empêchera les Français de consommer en leur ôtant les facilités de crédit et le fisc ira chercher dans leurs poches le trop-plein d'argent qui alimente l'inflation. (...) [Mais] *paradoxalement c'est le pouvoir qui promet aux Français le paradis décrit dans l'Evangile de l'opposition. En attendant, le purgatoire n'a pas de couleur idéologique. Tout cela relève d'une logique impeccable en vertu de laquelle « le pays » doit trouver son unité dans une » approche pragmatique des pro- » blèmes ». Voilà comment le représentant de l'U.D.R. a pu s'en prendre aux oligarchies et aux nantis. Ce mélange savant des objectifs ne détonne pas. Il étonne. »*

LES ECHOS : attente des actes.

« Sur le fond, le premier ministre a marqué un point. Il laisse l'image d'un homme d'action dynamique, prêt à empoigner à bras-le-corps les grands problèmes de la société française pour leur apporter sans délai des solutions efficaces.

» Cette volonté d'agir et d'apporter une réponse aux questions pendantes devrait se déployer dans quatre directions principales : lutter contre l'inflation, développer la concertation et la participation, renouveler et moderniser la planification, transformer profondément la société. (...) Nul doute que si M. Chirac passe des intentions aux actes, il poussera beaucoup plus avant la nouvelle société que voulait édifier M. Chaban-Delmas. Il réaliserait ce qu'il appelle la « tâche historique de » progrès et de changement ». Encore faudra-t-il que les réalisations soient à la hauteur des ambitions. »

(PIERRE LOCARDEL.)

LA NATION : ne chipotons pas...

« En soulignant avec une intention très apparente le maintien d'un effort efficace pour la dissuasion nucléaire, le premier ministre a montré son souci de dissiper l'ambiguïté née de la présence au gouvernement d'hommes qui y sont hostiles.

» Il avait aussi devant le groupe U.D.R. affirmé son attachement au scrutin d'arrondissement, dont l'on pouvait craindre la mise en cause par les ministres réformateurs.

» Nous donnons par ailleurs notre sentiment sur les trois « volets » de la déclaration gouvernementale, dans la mesure — relative — où leur volontaire imprécision permet d'en juger. On y relève quelques « blancs » — par exemple, sur les relations avec Israël et les pays arabes, sur les causes intérieures de l'inflation, sur la disparition du « plan intérimaire » de Messmer, — du flou sur la lutte contre la pauvreté, sur la réforme de l'entreprise.

» Mais, pour reprendre la formule de Jacques Chaban-Delmas, « ne chipotons pas ».

(PIERRE CHARPY.)

...Malheureusement la formulation demeure vague.

« S'agissant de la réforme de l'entreprise et de ce que le général de Gaulle nommait avec précision « la participation aux responsabilités », il semble que le premier ministre veuille faire avancer les choses, ce que nous n'avons pas suffisamment fait, hélas ! au cours des années (...).

» Malheureusement, la formulation de Jacques Chirac demeure vague. Trop vague pour notre goût. On regrettera qu'il n'ait pas repris les termes mêmes de de Gaulle sur « la participation aux responsabilités ». Mais il est vrai que dans ce domaine aussi il faut encore attendre de nouvelles précisions avant de juger. »

(JACQUES DE MONTALAIS.)

EUROPE I : en liberté surveillée.

« M. Chirac ne risque rien, ni aujourd'hui, ni demain, mais il est un peu en liberté provisoire, en liberté surveillée, avec un préjugé à peine favorable, mais flanqué sur sa gauche et sur sa droite d'examinateurs vigilants prêts à relever sans faiblesse ce qu'ils considéreront comme étant des faux pas, des erreurs, des écarts de conduite. C'est le sursis probatoire, le sursis avec mise à l'épreuve. »

(GEORGES LEROY.)

Les réactions

LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE

EN FRANCE

C.G.T. : rien de très concret.

« Le plan qui a été présenté, a déclaré M. Georges Séguy, *risque de battre tous les records d'austérité jusqu'alors connus. Nous ne trouvons rien de très concret dans le discours économique et social. Dans ces conditions, on peut penser que les discussions annoncées entre le gouvernement et les représentants syndicaux se traduiront par un dialogue de sourds, générateur de nouvelles tensions sociales. »*

M. Georges Séguy a également précisé que *« la C.G.T. était sur le point de présenter au gouvernement et au C.N.P.F. un mémorandum, et qu'il avait la ferme intention de discuter sur le fond des problèmes économiques et sociaux ». « Force est de constater,* a ajouté M. Georges Séguy, *qu'il aura fallu la menace d'une grève dans la fonction publique pour que le gouvernement recule. La leçon ne sera pas perdue. »*

F.O. : l'inflation a accru les inégalités sociales.

Rappelant son opposition à toute politique des revenus, Force ouvrière *« conteste que le pouvoir d'achat des travailleurs ait augmenté dans tous les cas. La vérité est que l'inflation a accru les inégalités sociales.*

» F.O. portera un jugement sur les moyens de lutte anti-inflationniste, lorsqu'ils seront connus. »

« Pour ce qui est de l'emploi », F.O. est décidée *« à exiger des employeurs qu'ils admettent leur responsabilité collective en cas de fermeture d'entreprises et de licenciements... »*

C.F.T.C. : reconnaître un droit de contrôle aux salariés.

L'intervention du premier ministre *« ne pourra être jugée qu'en fonction des mesures d'application à intervenir ».* Quant à l'instauration de la démocratie dans l'entreprise, la C.F.T.C. *« souligne que cela implique non seulement une transformation des relations de travail et de l'autorité, mais également la reconnaissance d'un véritable droit de contrôle des salariés sur la gestion de leur entreprise. Elle fera d'une telle réforme un test de la volonté du gouvernement de réaliser une authentique transformation du climat social ».*

C.F.D.T. : un chèque en blanc.

« Le gouvernement ne propose rien. Il demande un chèque en blanc. » (...) « Les décisions annoncées ne sont que de vagues déclarations d'intention. » C'est bien la politique *« du chien crevé au fil de l'eau », « la navigation à vue dans le brouillard au profit des intérêts à court terme d'une caste de serviteurs du capitalisme »,* même si, affirme la C.F.D.T., la droite a, *« pour la première fois, reconnu l'importance de la crise économique dans laquelle se trouve notre pays ».*

C.G.C. : institutionnaliser la concertation.

La C.G.C. *« accepte l'offre de concertation formulée par M. Chirac, à condition qu'elle ait lieu avant que les décisions à caractère économique et à caractère social soient prises »,* et réaffirme que l'évasion fiscale n'est pas le fait des cadres. *« Notre confédération,* ajoute son président, M. Malterre, *attache la plus haute importance à l'institutionnalisation de la concertation dans l'entreprise, à commencer avec ceux qui le désirent le plus ardemment, c'est-à-dire le personnel d'encadrement. Elle souhaite que ce que le premier ministre a appelé le « partage du pouvoir » soit précisé, à la fois par des accords contractuels et, au besoin, par des textes législatifs. »*

FEN : rien de bien nouveau.

La Fédération de l'éducation nationale ne trouve *« rien de bien nouveau »* dans les déclarations de M. Chirac et *« jugera le gouvernement à ses actes »,* notamment sur les moyens nouveaux dont l'éducation nationale a besoin, et sur les négociations salariales dans la fonction publique.

C.F.T. : attendre les détails techniques.

La C.F.T. *« attend de connaître les détails techniques d'application des idées exposées pour apprécier sur des faits le changement promis ».*

C.N.P.F. : pas de commentaires.

Le C.N.P.F. ne prendra pas officiellement position sur les déclarations du premier ministre, attendant que les conseils des ministres des 12 et 13 juin aient précisé les modalités d'application des intentions gouvernementales, aussi bien en ce qui concerne l'inflation que les questions sociales.

● *M. Alain Krivine : « On n'attendra pas sept ans pour renverser le gouvernement. Une grève sectorielle ne suffit pas pour ébranler le patronat. Il faut préparer les conditions d'une grève illimitée comme en 1968, mais il faut aller plus loin qu'en 1968, il faut paralyser l'ensemble du pays. »*

● *Le conseil parisien du Mouvement de la paix* estime que la déclaration de politique générale du premier ministre *« confirme les propos tenus au cours de la campagne électorale par M. Giscard d'Estaing au sujet du maintien de la force de frappe. (...) En conséquence, le conseil parisien s'élève contre toute éventualité de reprise des expériences nucléaires dans l'océan Pacifique. Il appelle à réaffirmer son opposition à la poursuite de la politique d'armement nucléaire de la France contraire aux intérêts de notre pays et au maintien de la paix dans le monde ».*

P.M.E. : attendre de connaître le programme global.

La Confédération générale des P.M.E. souhaite, en matière de concertation *« ne pas se trouver devant des décisions arrêtées »* et attend de connaître le programme global de redressement économique et financier pour se prononcer.

MODEF : des formules creuses.

« M. Chirac n'a confirmé aucune des promesses faites par M. Valéry Giscard d'Estaing aux exploitants familiaux, lors de sa campagne électorale. Ce ne sont pas les formules creuses de ce discours qui suffiront à les satisfaire. »

UNAF : les allocations familiales ont pris un retard de 15 % sur les prix.

« Le coût de la vie a augmenté de 15 % depuis le 1er janvier 1973, dernière date de référence pour l'augmentation des allocations familiales, estime l'UNAF dans un communiqué. *En effet, la revalorisation d'août 1973 correspondait à la hausse constatée pour 1972. Le procédé actuel provoque obligatoirement un décalage entre l'augmentation du coût de la vie et celle des allocations familiales. Ce décalage est encore plus insupportable pour les familles en période d'inflation rapide. »*

Le bureau de l'UNAF *« prend acte de la volonté du gouvernement d'engager dès maintenant une concertation avec l'UNAF afin d'assurer aux familles non seulement le maintien, mais aussi un accroissement de leur pouvoir d'achat. Enfin, ignorant son contenu, l'UNAF ne saurait prendre position sur le projet de « recherche de formules nouvelles de progrès et de sécurité tendant à assurer à chaque foyer un revenu minimal garanti ». Elle rappelle seulement que tout changement, pour réussir, devra être réalisé dans le cadre d'une concertation loyale. L'UNAF fera aussi part à M. Chirac, à qui elle demande audience, de son regret de n'avoir pas trouvé dans sa déclaration le dessein d'une politique familiale d'ensemble. »*

LES COMMUNISTES DE PARIS ORGANISENT UNE OPÉRATION « A CŒUR OUVERT »

La fédération de Paris du P.C.F. organise du 10 au 25 juin une grande quinzaine « le parti communiste à cœur ouvert », sur le thème : « Quinze jours pour mieux connaître le parti communiste, quinze jours pour adhérer au parti communiste. » Pendant cette quinzaine, tous les locaux parisiens du parti communiste seront ouverts. Chacun pourra assister, comme s'il était membre du P.C.F., aux réunions de cellules, comités de section, comités d'arrondissement, et même au comité fédéral.

Des affiches annonceront dans chaque quartier le calendrier des réunions. Au siège de la fédération de Paris (120, rue Lafayette, Paris-10e), des artistes, des intellectuels et des hommes de science participeront à des débats. Des dirigeants nationaux du P.C.F. présenteront le parti communiste.

Pour le lancement de la quinzaine, vingt mille affiches vont être placardées à Paris et six cent mille tracts seront diffusés dans les entreprises et aux bouches de métro.

● *M. Jacques Chirac,* premier ministre, s'est entretenu jeudi matin 6 juin, à l'hôtel Matignon, avec M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., avant de participer à une réunion de travail à l'Elysée, où devaient être préparées les mesures financières prévues à l'ordre du jour du conseil des ministres du 12 juin.

A L'ÉTRANGER

LONDRES : du renfort pour les « anti-européens » du Labour

De notre correspondant

Londres. — L'avertissement adressé par M. Chirac au gouvernement britannique a, au premier abord, causé ici un choc. Le premier ministre français a paru en effet exclure toute véritable renégociation du contrat passé entre Londres et ses partenaires. Réflexion faite, cependant, on ne croit pas à Whitehall que les propos de M. Chirac doivent être pris tout à fait au pied de la lettre.

L'éditorialiste du *Times*, qui ne craint pas de titrer « M. Chirac se trompe », soutient que l'argumentation du premier ministre ne peut être basée que sur un « *malentendu* », voulu ou non. La raison en est selon lui que, la veille à Luxembourg, M. Callaghan n'a laissé aucun doute sur le fait que les demandes de la Grande-Bretagne pourraient toutes être satisfaites dans le cadre des traités existants. Il est donc faux, estime le *Times*, de dire que Londres songe à bouleverser les bases mêmes du système communautaire.

Deux autres considérations sont avancées ici pour expliquer l'attitude de M. Chirac. Tout d'abord celui-ci se rendrait compte que, dans le marchandage amorcé à Luxembourg, il lui faudra défendre très vigoureusement certains intérêts français. Aussi aurait-il jugé bon d'adopter la position de départ le plus ferme possible. D'autre part, les commentateurs londoniens relèvent que le nouveau premier ministre français a besoin des voix de l'U.D.R. à l'Assemblée et que ces déclarations visaient peut-être plus à satisfaire les gaullistes qu'à barrer la route à la Grande-Bretagne.

La position adoptée par M. Chirac a pour premier effet de renforcer le parti anti-européen au sein du Labour, qui estimait déjà qu'au cours du débat de mardi à Luxembourg, M. Callaghan avait fait preuve de beaucoup trop de souplesse.

M. Atkinson, membre du groupe « Tribune », auquel appartient le ministre du travail, M. Michael Foot, vient de dire publiquement que la nouvelle attitude du cabinet dans l'affaire européenne est incompatible avec les résolutions du parti travailliste. Selon M. Atkinson, deux revendications essentielles ont été complètement abandonnées : le droit de la Grande-Bretagne de diriger elle-même son économie, et le droit du Parlement de Westminster de rejeter les décisions communautaires. De façon assez paradoxale, l'hostilité de M. Chirac à la renégociation risque donc d'accroître les difficultés et les divisions internes du Labour sur ce sujet.

En même temps, on se rend compte ici que l'attitude française réduit l'espoir de parvenir à un accord sur les règles du financement communautaire. Or le problème du budget des Neuf est aujourd'hui au centre de toutes les préoccupations des dirigeants de Londres. Ceux-ci se sont plus ou moins résignés à ce que les autres chapitres de la renegociation, qu'il s'agisse de la politique agricole ou des échanges avec le Commonwealth, soient réglés par le biais des mécanismes ordinaires de la Communauté.

Des illusions perdues

Même ici on reconnait que les chiffres présentés par M. Callaghan à Luxembourg sont discutables dans leur détail. Il n'en reste pas moins que, d'ici à 1980, la Grande-Bretagne devra financer près d'un quart du budget communautaire alors qu'elle ne disposera, à ce moment-là, que de 14 % du produit économique brut de la Communauté. Même les pro-européens les plus ardents sont d'accord aujourd'hui pour admettre que, si ces *conditions* ne sont pas modifiées, il sera difficile à n'importe quel gouvernement de rester dans la Communauté.

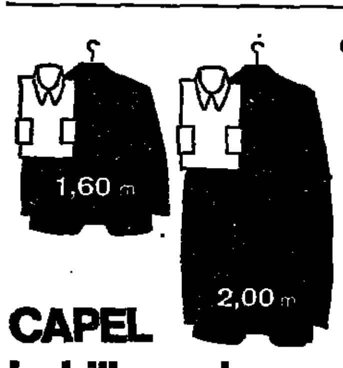
La question se pose ainsi de savoir pourquoi les conservateurs avaient accepté des règles budgétaires que beaucoup d'entre eux sont les premiers aujourd'hui à juger intolérables. Pour le Labour, la réponse est bien entendu que M. Heath a fait preuve d'une trop grande légèreté lorsqu'il a voulu faire entrer son pays dans l'Europe *« presque à n'importe quel prix ».* En fait, il semble bien que l'on touche là à une illusion fondamentale dont les avocats britanniques de la Communauté européenne ont été victimes au départ : la plupart d'entre eux croyaient en effet que, si la Grande-Bretagne se joignait aux continentaux, son économie languissante serait ranimée par simple « contagion ».

Si l'économie britannique avait « rattrapé et dépassé », comme il en était question, celles des continentaux, le fardeau budgétaire accepté par M. Heath aurait été beaucoup plus supportable. Douze mois dans le Marché commun ont cependant permis de constater que le taux de croissance de l'économie de la Grande-Bretagne n'a aucune chance de s'adapter « automatiquement » à celui que connaissent les autres partenaires de la Communauté. Aussi les dirigeants de Londres trouvent-ils difficilement acceptable, aujourd'hui, un système selon lequel les membres les plus prospères seraient « subventionnés » par les plus pauvres.

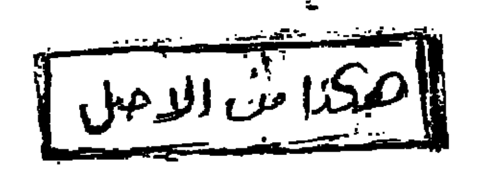
JEAN WETZ.

● *L'agence Tass* a mis en relief, mercredi soir, dans une dépêche datée de Paris, le passage de la déclaration de M. Jacques Chirac indiquant que la France poursuivrait régulièrement ses consultations avec l'U.R.S.S. sur les problèmes mondiaux.

« Le premier ministre a souligné, écrit l'agence soviétique, *qu'en matière de relations internationales, son gouvernement suivra la voie qui a été tracée par les présidents Charles de Gaulle et Georges Pompidou. »*









M. Chirac : l'indépendance nationale restera l'objectif intangible de notre politique

La politique, qui, pendant plus d'un mois, a couru les routes, est revenue chez elle : mercredi, les députés dans leur maison et les sénateurs dans la leur entendaient la première déclaration de politique générale du gouvernement de M. Chirac. Il y a peu, c'était le temps des meetings, des duels à la radio, des interventions à la télévision, des polémiques, bref du combat. Voilà retrouvée l'atmosphère confidentielle et douillette des palais nationaux.

Est-ce parce que le souvenir de la campagne présidentielle était encore tout frais ? Est-ce parce qu'on avait oublié l'anachronisme d'une séance parlementaire, cette longue succession d'interventions ? Est-ce parce que les hommes, mercredi, ne forcèrent pas leur talent ? Rarement, en tout cas, on assista à un débat aussi terne. Surtout la pièce donnait l'impression d'avoir déjà été jouée. C'est que la distribution en avait été faite dès le 19 mai : chacun connaissait son rôle et n'avait plus qu'à remplir son contrat. Pourtant, pour chaque acteur, la difficulté était la même : le public connaissait le texte. Que dire de plus et comment l'intéresser ?

M. Chirac, qui lut platement son discours, ne pouvait que répéter les orientations qu'avait annoncées, tout au long de la campagne, le candidat Giscard d'Estaing : tout au plus pouvait-il tenter d'appaiser l'inquiétude des gaullistes. M. Cot (P.S.) ne pouvait que manifester son scepticisme devant le changement proposé : il agrémenta sa prestation de quelques formules souvent drôles mais qui masquaient mal les lacunes de sa déclaration. M. Labbé (U.D.R.) ne pouvait que décrire, avec tristesse, les états d'âme et les soucis de ses amis : il philosopha sur les « oui si » et les « oui pour ».

Tous n'avaient que peu de choses à dire : ils les dirent plus ou moins bien.

Il est vrai qu'il était difficile d'apprécier les intentions d'un nouveau gouvernement, émanant d'un nouveau président de la République et soutenu par une nouvelle majorité. Et c'est presque dans les mêmes termes que M. Cot assurait : « Nous serons vigilants et nous vous jugerons à vos actes », tandis que M. Labbé affirmait : « Nous vous jugerons sur vos actes et non sur vos intentions. » Pour tout le monde, décidément, les choses ne se jouaient pas ce mercredi : il faudra attendre la discussion des projets de lois pour connaître les véritables intentions du gouvernement et les positions des parlementaires.

Et s'il fallait une dernière preuve que, ce jour-là, le Palais-Bourbon était en représentation (la séance était retransmise par la télévision), on la trouverait dans une intervention du président de l'Assemblée nationale. Comme un brouhaha s'élevait dans l'hémicycle, M. Edgar Faure s'écria en effet : « La campagne de l'élection présidentielle a habitué le public à des discussions politiques d'un très haut niveau. Je voudrais que le Parlement se tienne, lui aussi, à ce niveau. »

Le régisseur, lui-même, s'inquiétait de la qualité du spectacle — M. S.

Le 2 avril dernier Georges Pompidou est mort, laissant au monde l'exemple admirable de son sacrifice au service de la France. Pendant plus de dix ans, il avait, d'abord comme premier ministre du général de Gaulle, puis comme chef de l'Etat, conduit notre pays sur la voie du progrès.

Vous comprendrez que je tienne, au moment où je viens me présenter à vous pour la première fois dans les fonctions de chef du gouvernement, à lui rendre avec émotion, respect et reconnaissance l'hommage qui lui est dû.

D'abord pour des raisons personnelles, parce que c'est lui qui m'a formé, amené à la vie politique, inculqué le sens du devoir et de l'Etat.

Ensuite parce que les Français peuvent être fiers de l'œuvre accomplie depuis quinze ans et dont nous lui sommes redevables pour une part importante. Par-delà les querelles ou les polémiques, nos petits-enfants apprendront, en effet, dans leurs livres d'histoire que cette période fut une de celles où la France, sortant de la confusion et du désarroi, a retrouvé avec enthousiasme sa dignité et sa grandeur.

Mais notre dignité restaurée, et nous ne laisserons personne la remettre en cause, la France debout, et nous empêcherons quiconque de l'entraîner à nouveau dans les vertiges de la facilité ou de la démagogie, nous avons aujourd'hui la lourde responsabilité de répondre à l'appel des Français.

Cet appel pour une nouvelle étape dans notre histoire a vibré lors de la dernière consultation du pays. Le président de la République l'a suscité et entendu. Le gouvernement qu'il a nommé et qui se présente aujourd'hui devant vous saura y répondre.

Si les Français ont écarté la société collectiviste et bureaucratiques, ils ont clairement exprimé leur volonté de progrès et de changement. Il nous incombe de ne pas les décevoir, qu'il s'agisse de ceux qui se sont rassemblés autour de Valéry Giscard d'Estaing ou de ceux qui, mettant en doute la capacité d'innovation et d'imagination de la société libérale, avaient accepté les risques du programme commun.

C'est sur cette volonté de changement que s'est forgée une nouvelle majorité présidentielle, plus étendue que la précédente, mais qui sera unie, et cohérente, parce qu'elle est rassemblée sur les options claires qui ont été définies par le président de la République : une ambition pour la France, lui assurer sa place dans un monde dur et incertain ; une ambition pour les Français, construire avec eux et pour eux une société plus juste et plus heureuse.

Ces deux ambitions ne sont pas séparables. Parce que le sort de chacun dépend du destin de la nation. Mais aussi parce que, dans le monde en bouillonnement qui nous entoure, un peuple n'est fort et respecté que s'il est en paix profonde avec lui-même. Et le vrai fondement de la paix intérieure, dans une société démocratique, c'est la pratique responsable de la liberté et le sentiment partagé de la justice.

Voilà pourquoi la tâche du gouvernement, la vôtre, celle de l'ensemble des pouvoirs publics, est une. C'est une tâche historique de progrès et de changement.

Non pas, bien sûr, que beaucoup n'ait déjà été fait. Nul plus que moi, qui ait accédé à la vie politique sous la Ve République et qui ai eu l'honneur de servir sous l'autorité du général de Gaulle et du président Pompidou, n'est conscient de l'œuvre immense qui a été accomplie.

Mais cette œuvre ne doit pas masquer l'ampleur des changements que le pays attend.

Il s'agit de passer d'une société encore engoncée dans des stratifications rigides qu'entretiennent l'esprit de caste et le poids de la bureaucratie à une société profondément différente, dont les marques essentielles soient la simplicité démocratique et une égalité vraie. Il s'agit, dans une conception moderne de la liberté, de la liberté réelle, de rendre aux hommes et aux femmes de ce pays le pouvoir de conduire leur vie. Il s'agit enfin, par une pratique renouvelée de la concertation entre tous les acteurs de la vie économique et sociale, et dans le domaine politique, par des rapports différents entre la majorité et l'opposition de faire de la société française un modèle exemplaire de démocratie libérale.

Tâche exaltante, tâche difficile.

Mais je crois profondément que le succès est à notre portée. Parce que les changements qu'il implique répondent à la volonté du président de la République. Parce que le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger est déterminé à les accomplir. Parce que, je n'en doute pas, votre Assemblée est disposée à jouer pleinement son rôle pour les rendre possibles.

Ce sera ainsi notre œuvre que d'avoir, dans un moment décisif de son histoire, réalisé la transformation voulue par notre pays.

I. — *Une ambition pour la France*

Une ambition pour la France. Donc une ligne directrice pour sa politique extérieure. Dans le monde difficile qui est le nôtre, les relations d'Etat à Etat doivent nécessairement tenir compte des rapports de forces, car, en la matière, le réalisme est indispensable. Mais la politique étrangère de la France ne saurait être seulement réaliste. Elle doit être fondée sur des principes et sur un idéal.

Cet idéal, ces principes sont ceux qui découlent de notre conception même de la démocratie. Ils s'expriment dans le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'indépendance nationale

Ce droit, nous le revendiquons pour nous. C'est pourquoi l'indépendance nationale restera l'objectif intangible de notre politique. L'indépendance, c'est-à-dire la capacité de prendre nous-mêmes, et librement, les décisions dont dépend notre destin, en fonction de nos intérêts tels que nous les concevons et des valeurs que nous reconnaissons.

Mais ce droit n'est pas notre privilège. Nous le reconnaissons à chaque peuple : nous souhaitons que chaque peuple ait la possibilité réelle de l'exercer. C'est pourquoi notre diplomatie sera conforme aux exigences d'une grande nation dont l'histoire se confond avec celle de la liberté. Par les moyens qui dépendent d'elle, elle s'emploiera à favoriser les progrès de la démocratie dans le monde entier.

C'est dans cet esprit que la politique extérieure de la France poursuivra avec persévérance les missions que lui ont assignées le général de Gaulle et le président Pompidou : concourir à la consolidation de la paix et au développement de la solidarité entre les nations, par nos propres moyens et par l'accomplissement de ce qui est la tâche de notre génération : la construction de l'Europe.

La consolidation de la paix. Elle repose sur la détente. Par tous les moyens dont elle dispose, la France contribuera à la poursuite et au développement de la politique de détente, qu'elle a si largement contribué à engager.

La sécurité

Bien entendu, ce choix ne nous dispense pas du maintien de nos alliances, indispensables à notre sécurité dans le monde tel qu'il est, alliances auxquelles je confirme notre attachement résolu.

Il ne nous dispense pas non plus — je dois le dire très clairement — de l'effort indispensable pour disposer d'un potentiel militaire suffisant et notamment de moyens efficaces de dissuasion nucléaire. La sécurité du pays en dépend.

De même nous ne pouvons négliger aucun des systèmes de défense, de nature à répondre à des actions d'intimidation ou d'agression de faible niveau. Le gouvernement poursuivra donc la modernisation de nos forces.

J'ajoute que la défense du pays n'existe que par les hommes qui la servent. Je veux notamment citer ici les personnels de carrière qui ont droit à la considération de l'ensemble des citoyens. Le gouvernement poursuivra l'amélioration de la condition militaire en accordant la priorité à ceux qui ont l'honneur de servir et supportent le poids du métier des armes : ceux qui assurent l'encadrement direct et la formation des hommes et les techniciens de qualité responsables d'armements complexes et puissants.

La détente

Mais, en définitive, c'est bien sur la détente que reposent les chances d'une paix plus solide. Sur la détente, c'est-à-dire sur l'établissement progressif de rapports plus confiants entre tous les Etats du monde.

C'est donc à l'établissement et au renforcement de tels rapports que notre diplomatie s'attachera. En particulier, elle ne négligera rien de ce qui peu consolider des rapports de cette nature entre pays appartenant à des alliances militaires différentes. Nous entendons notamment poursuivre avec l'Union soviétique les consultations régulières qui se sont établies entre elle et nous sur les problèmes du monde. Et, s'agissant des conflits localisés, mais combien douloureux, qui déchirent certaines régions du monde, nous sommes disposés à tout initiative et à toute action qui pourraient être utiles à la cause de la paix.

La solidarité internationale

La détente, gage de la paix, trouvera elle-même son fondement le plus solide dans l'établissement d'une solidarité véritable entre toutes les nations. Solidarité qui implique, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, des relations de plus en plus étroites dans tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle. Solidarité qui exige aussi, à l'égard des nations déshéritées, une coopération active et généreuse à leur développement.

La France entend, sur un plan de stricte égalité et de respect mutuel, développer sans relâche ses échanges et ses liens avec les autres nations.

Il en est ainsi à l'égard des Etats-Unis, auxquels nous unissent deux siècles d'amitié et de luttes communes. Il est clair que notre développement économique implique des liens étroits avec la première puissance économique du monde. C'est pourquoi nous souhaitons poursuivre et développer avec ce grand pays une coopération active et amicale sur un pied de stricte égalité.

Il en est ainsi à l'égard des pays de l'Est, avec lesquels nous avons engagé, les premiers, une coopération qui se traduit par des échanges commerciaux, techniques, scientifiques accrus, dans l'intérêt commun. Nous poursuivrons cette politique, conscients que ces pays font partie de l'Europe et que nous devons nous efforcer d'intensifier avec eux nos relations de toute nature.

Il en est ainsi à l'égard de la Chine, grande nation, peuple immense, avec laquelle nous avons renoué, il y a une dizaine d'années, des liens dont on mesure aujourd'hui toute l'importance. Nous souhaitons, par une coopération active, apporter notre concours à une expérience fondamentalement originale de notre siècle.

Enfin, nous entendons maintenir et développer nos échanges et nos relations avec tous les pays du monde.

Coopération avec le tiers-monde

Mais, s'agissant de ceux qui souffrent encore du sous-développement, quand ce n'est pas de la faim, ces échanges et ces relations, cette coopération, doivent être marqués par la volonté de tout mettre en œuvre pour les aider à accéder au développement. C'est affaire de justice ; c'est affaire de raison. Car notre univers ne sera pas un monde de paix aussi longtemps que les richesses y seront aussi inégalement réparties.

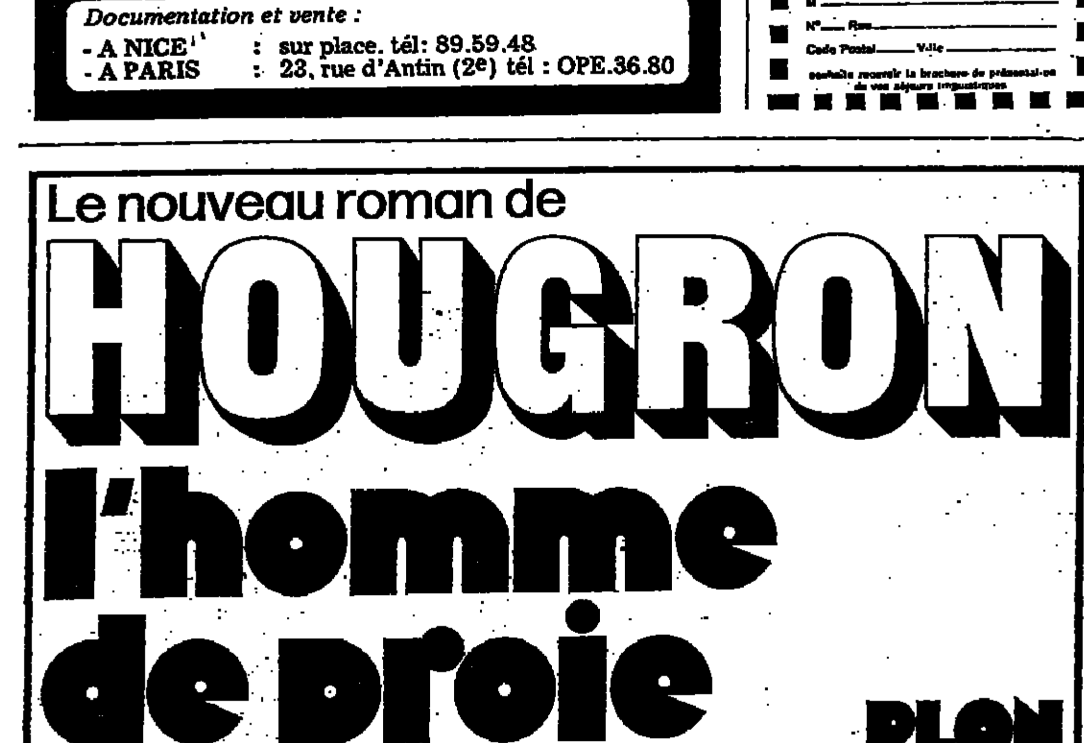
Notre politique d'aide et de coopération sera donc maintenue et développée. Elle le sera tout d'abord, cela va de soi, avec le Maghreb et les pays africains et malgache, auxquels nous unissent tant de liens forgés par l'histoire. Pour autant qu'ils le souhaitent, la coopération privilégiée qui a été établie avec eux restera, dans le respect scrupuleux de leur indépendance, un axe fondamental de notre politique.

C'est dans cette perspective qu'a été rétabli le ministère de la coopération. Nos amis africains et malgaches doivent savoir que la France est prête à poursuivre avec eux le dialogue exceptionnel qui s'est établi. Il conviendra sans doute de l'adapter à l'évolution des partenaires, mais avec la volonté de confirmer ainsi la solidité d'une amitié fondée sur des affinités profondes.

Par-delà ces relations exceptionnelles, c'est avec l'ensemble du tiers-monde que doit se poursuivre la coopération des peuples riches avec ceux qui ne le sont pas. Dans cet esprit, la France fera notamment tout ce qui dépend d'elle pour que soit réalisée l'une des conditions d'un meilleur équilibre entre les nations : l'organisation nécessaire des marchés des produits de base, condition de la stabilisation, à un niveau satisfaisant pour tous, des prix des produits alimentaires et des matières premières.

En particulier, des accords de stockage, gérés et financés sur le plan international, sont souhaitables pour réduire les fluctuations aberrantes des cours que nous constatons depuis plusieurs années, notamment sur le blé, le sucre, le cacao ou les métaux.

(Lire la suite du débat page 6.)





Le débat

LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE

(Suite de la page 5.)

Ces mêmes accords devraient, s'agissant des millions d'hommes dont les besoins vitaux ne sont pas solvables, comporter une aide alimentaire, financée par l'ensemble des pays riches.

Cependant, l'évolution du tiers-monde au cours de la dernière décennie et bien sûr au cours des derniers mois, a fait apparaître combien la notion de développement est à la fois vaste et floue, dissimulant des inégalités et une diversité qui s'accusent de plus en plus nettement.

Ainsi certains pays, naguère déshérités, se trouvent aujourd'hui, du fait de leurs ressources énergétiques, en mesure non seulement de financer leur propre progrès, mais aussi d'aider soit directement, soit par le canal des organisations internationales, les autres pays en voie de développement.

C'est dire que c'est l'ensemble de l'effort de coopération technique, économique, financière, qui devrait être réexaminé et réadapté. La France, pour sa part, est prête à contribuer activement à cette tâche nécessaire.

L'Europe

Je n'ai pas encore abordé le problème de l'Europe. C'est qu'à la vérité la politique européenne ne fait plus partie de notre politique étrangère. Elle est autre chose et ne se sépare plus du projet fondamental que nous formons pour nous-mêmes.

S'agissant de l'Europe, il est vrai, les motifs d'inquiétude ne manquent pas. Mais nous avons aussi de puissants motifs d'espoir.

L'inquiétude. C'est un fait que la construction européenne a sérieusement pâti de la crise mondiale. Les progrès de l'union monétaire ont été mis en cause. Et voici qu'apparaissent des signes menaçants d'affaiblissement de l'unité commerciale elle-même. Enfin, la Grande-Bretagne demande que soient apportés au traité, qu'elle a pourtant signé et ratifié il y a un an, des aménagements qui remettraient en cause l'équilibre de l'accord conclu.

Pouvons-nous laisser se poursuivre une évolution aussi dangereuse ? A aucun prix. La construction de l'Europe constitue pour la France, comme pour ses partenaires, la condition même d'une prospérité vraie et d'une puissance à la mesure du monde d'aujourd'hui. Elle est l'œuvre que nous devons accomplir. Y renoncer, ce serait renoncer à l'essentiel.

Cela est vrai, d'abord en ce qui concerne l'acquis européen, et tout spécialement le Marché commun dans ses éléments principaux : la libre circulation des hommes, des capitaux et des biens et la politique agricole commune.

La liberté des échanges au sein de la Communauté européenne a été, depuis quinze ans, le fondement du progrès économique et donc social de tous nos Etats. Quelles que soient les difficultés nouvelles créées à certains pays, dont le nôtre, par l'apparition de lourds déficits commerciaux, elle doit être impérativement maintenue. La France fera tout ce qui dépend d'elle pour y parvenir.

Il en va de même en ce qui concerne la politique agricole commune : l'économie européenne lui doit une part importante de son équilibre et les agriculteurs de l'Europe ont trouvé en elle la condition même de leurs progrès. Aux yeux du gouvernement français il s'agit là d'une donnée intangible.

Quant à la demande britannique, elle ne nous paraît pas conciliable, disons-le franchement, avec les objectifs fondamentaux de la Communauté, non plus qu'avec les intérêts légitimes des huit autres partenaires. De même, il ne nous semble pas conforme, autant qu'il nous appartienne d'en juger, à l'intérêt des Britanniques qu'ils puissent un jour s'écarter à nouveau d'une Europe où ils ont été accueillis avec chaleur et amitié.

Sur tous ces points essentiels, la plus grande fermeté s'impose donc à la politique de la France. Le gouvernement saura la manifester.

Et j'ai la conviction que ce ne sera pas en vain. Car, à côté des motifs d'inquiétude, les motifs d'espoir sont puissants. Il y a d'abord, et c'est l'essentiel, la volonté même de nos peuples. Habitués maintenant à vivre ensemble, aimant cette Europe dont ils ont ressenti les bienfaits, ils n'admettraient pas que les gouvernements laissent se déliter la construction entreprise. Il y a ensuite la détermination des Etats. Je pense notamment, mais pas seulement, à la République fédérale et à la République française. L'entretien fructueux que le président de la République vient d'avoir, sitôt après son élection, avec le chancelier fédéral, a confirmé avec éclat cette volonté commune.

A compter du 1er juillet, il reviendra à la France d'assumer pour six mois la présidence de la Communauté économique européenne. Elle exercera cette présidence avec une conscience claire et forte de ses responsabilités, et avec la volonté de tout mettre en œuvre pour sauvegarder l'acquis et permettre des progrès nouveaux.

Quels progrès ? Ceux qui ont été tracés par les conférences des chefs d'Etat et de gouvernement. C'est-à-dire, d'une part, l'établissement progressif de politiques communes nouvelles dans des domaines essentiels comme l'énergie, les transports, l'environnement, la politique régionale, la politique sociale, afin de consolider la construction économique et d'en faire le départ d'une communauté humaine. Mais aussi, et peut-être d'abord, dans le domaine politique : l'objectif retenu en commun est de réaliser d'ici la fin de la décennie l'union européenne. Conformément à l'orientation tracée par le président de la République, c'est, aux yeux du gouvernement, une tâche capitale. Vous pouvez compter que tout sera fait, en ce qui le concerne, pour la réussir.

Ce quadrilatère aux contours incertains qui a assumé, dans l'histoire, la promotion de la science et une conception neuve de la dignité de l'homme et de ses droits, doit aujourd'hui surmonter ses contradictions pour affirmer son unité. L'Europe, qui a existé dans le monde, ne doit plus être une terre mythique. De l'Europe déchirée et disloquée d'hier, de l'Europe en crise d'aujourd'hui, la France doit avoir la vocation de faire naître l'Europe unie de demain.

II. — *Perspectives économiques*

Cette politique d'indépendance nationale et de détente, cette coopération avec les pays en voie de développement, cette action résolue en faveur de la construction européenne, la France a pu les mener parce qu'elle avait progressivement développé sa puissance économique sur des bases saines et équilibrées.

Or, au moment où nous voulons progresser encore sur la voie que nous avons choisie, notre pays se trouve confronté à un redoutable défi, né de la désorganisation du système économique mondial, qui risque de compromettre les résultats acquis.

Cette désorganisation trouve son origine dans l'anarchie profonde qui caractérise depuis plusieurs années le système monétaire international.

La persistance d'un déficit important de la balance des paiements américains et la création, qui s'en est suivie, d'une masse considérable de capitaux liquides, aptes à se déplacer d'un pays à l'autre et d'une monnaie à l'autre, ont progressivement fait éclater l'ordre monétaire issu des accords de Bretton-Woods.

C'est dans la situation ainsi créée que les pays producteurs de matières premières, et notamment de pétrole, se sont engagés dans une politique de hausse brutale et excessive des prix qui fait vaciller les fondements de l'économie mondiale.

Les termes de l'échange ont été renversés : le coût des produits importés par les nations industrielles, et notamment par celles de l'Europe occidentale, a augmenté considérablement plus que le prix des produits qu'elles exportent. Pour nous, qui dépendons de l'extérieur pour l'essentiel de notre approvisionnement énergétique, la note à payer est particulièrement lourde : plus de 30 milliards de francs par an.

Grâce à une politique patiente et raisonnable, grâce à l'effort de tous les Français, à leur travail, nous étions parvenus, depuis quelques années, à dégager régulièrement un excédent de notre commerce extérieur. C'est maintenant son équilibre même qui est gravement compromis par la crise énergétique.

L'inflation

Mais celle-ci a une autre conséquence aussi redoutable pour notre croissance et notre stabilité : elle alimente et accélère une inflation que nous avions modérée sans jamais parvenir véritablement à l'extirper. »

M. Chirac, qui, à plusieurs reprises déjà, a suscité les exclamations des députés de l'opposition, est alors interrompu par les protestations de ces parlementaires : « Le nouveau dialogue avec l'opposition va être difficile », *note-t-il, avant de poursuivre :* « Comment en effet assurer la stabilité des prix ou même une hausse modérée quand le prix du pétrole est multiplié par quatre en moins de six mois et que toutes les matières premières importées connaissent des hausses dont certaines approchent 300 % en un an ?

Mais, il faut le reconnaître, si ces éléments extérieurs ont considérablement aggravé notre situation, ils n'en sont pas la seule cause. Avivé par l'inquiétude, alimenté par une impatience de plus en plus grande de pouvoir bénéficier tout de suite des fruits de la croissance, le comportement des agents économiques, chefs d'entreprise, salariés, prestataires de services, s'est progressivement déréglé.

Servie par une activité économique qui reste forte, comme en témoigne l'utilisation intensive de nos capacités de production, la fièvre inflationniste, que notre pays connaît malheureusement trop bien, a repris une force accrue.

Le rythme de hausse des prix qui caractérisait la France au cours de ces dernières années, s'il était trop élevé, restait dans la moyenne de ceux constatés chez nos principaux concurrents.

Cette situation se modifie à notre détriment : la hausse des prix au cours du mois d'avril a été de 1,6 %. A l'exception de la Grande-Bretagne, c'est le taux le plus élevé constaté dans les pays occidentaux. Au cours des douze derniers mois, les prix ont augmenté en France de 13 %, contre 7 % en République fédérale. A terme, la compétitivité de notre économie, par conséquent la croissance et l'emploi, serait menacé si une telle situation devait se perpétuer.

Même si, jusqu'à maintenant, les fortes hausses de salaires qui ont été enregistrées ont permis aux travailleurs d'accroître régulièrement, en dépit de cette inflation, leur pouvoir d'achat, nous devons réagir rapidement et fermement contre cette situation.

Le gouvernement de mon prédécesseur, Pierre Messmer, avait déjà engagé une action dans ce sens. La décision de faire flotter le franc, prise en janvier dernier, a mis notre pays à l'abri des mouvements monétaires spéculatifs et nous a redonné l'autonomie de nos décisions.

Un programme de lutte contre l'inflation a été adopté en décembre et complété le 20 mars. Mais son efficacité a été amoindrie par l'intermède des deux mois que nous venons de vivre sur le plan politique.

Certaines mesures qui en constituaient l'armature étaient de nature législative : elles n'ont pu être votées.

De plus, afin de se prémunir contre un blocage des prix dont la menace a été évoquée au cours de la campagne présidentielle, beaucoup de chefs d'entreprise ont procédé à des hausses de précaution.

Un plan global de lutte contre l'inflation

Nous devons maintenant nous engager plus loin et plus fort dans la lutte contre l'inflation, d'abord parce que les tensions se sont accrues, ensuite parce que nous voulons simultanément appliquer un programme ambitieux de réformes et de changements : plus vite nous voulons le changement, plus vite nous devons obtenir le redressement de notre situation économique.

C'est pourquoi je confirme au Parlement deux décisions importantes : le 12 juin, le gouvernement adoptera un programme global de rétablissement de notre équilibre économique et financier. Ce préalable étant acquis, le gouvernement procédera le 19 juin à une première étape de réformes sociales.

Pour ce qui concerne les mesures économiques et financières, elles seront présentées mercredi prochain à la commission des finances de l'Assemblée nationale par le ministre de l'économie et des finances.

Elles auront deux objectifs prioritaires.

Le rétablissement de notre équilibre extérieur d'abord. Il n'y a pas de réelle indépendance politique dans la dépendance économique et monétaire. Il n'y a pas d'Europe dans la divergence et l'inégalité des conditions de croissance de ses différents membres. Il n'y a pas de plein emploi dans le repli sur soi et le protectionnisme.

Le ralentissement progressif du rythme d'augmentation de nos prix ensuite, parce que la compétitivité de nos produits serait menacée si les hausses que nous subissons se poursuivaient, parce qu'aucun pays démocratique, soucieux de justice sociale, ne peut vivre et progresser avec des augmentations nominales des prix et des revenus comprises entre 15 et 20 % par an.

Sur ces deux points, nous nous fixerons des objectifs précis, un calendrier et des procédures périodiques d'examen dont les conclusions seront rendues publiques.

Nous préparons activement ce plan avec le ministre de l'économie et des finances et les autres ministres intéressés. Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition, qu'il s'agisse du crédit, de la politique des prix, de la politique budgétaire ou des dispositions propres à limiter la consommation énergétique et à lutter contre le gaspillage.

En outre, ce plan comportera des mesures fiscales qui auront pour objet à la fois de freiner les tensions inflationnistes, de financer les importantes mesures sociales que le gouvernement arrêtera le 19 juin et de maintenir un strict équilibre budgétaire, ce qui signifie que seront stérilisées les plus-values résultant de l'inflation.

J'ajoute que trois principes guideront notre action.

Ce sera un programme de justice. Les mesures fiscales marqueront, par leur choix, les orientations de la nouvelle politique fiscale du gouvernement visant à une plus juste répartition de la contribution publique.

Ce sera un programme de progrès, qui ne tombera pas dans l'erreur paresseuse de la déflation et conservera, parmi ses objectifs prioritaires, le soutien de l'emploi.

Ce sera enfin un programme de responsabilité qui fera largement appel à la concertation et au civisme.

C'est avec confiance que nous nous engagerons dans cette lutte. Car si nous avons des handicaps à surmonter, nous nous sommes donné de solides atouts. C'est d'abord la structure de nos exportations qui s'est améliorée et dont le volume continue à progresser rapidement. C'est notre situation économique dont les bases restent saines, avec une propension élevée à l'épargne et à l'investissement. C'est notre situation démographique qui nous permet de faire un bond nouveau en avant dans la voie de la croissance.

Mais il faut que cette volonté d'aboutir soit le fait de tous, à quelque poste qu'ils se trouvent. Je fais appel au sens des responsabilités des Français pour qu'ils participent activement à cette œuvre nationale.

Mise en chantier du VIIe Plan

Une fois engagé ce plan de rééquilibre, il nous faudra préparer l'avenir à plus long terme de notre économie.

Dans ce but, la préparation du VIIe Plan sera immédiatement entreprise.

Mais la planification, qui doit rester l'outil essentiel de notre développement économique à moyen terme, doit connaître une profonde adaptation dans ses méthodes et ses objectifs, pour répondre aux exigences du monde moderne.

Il convient, d'une part, que la concertation, tout en étant encore développée, perde le caractère un peu rigide et conventionnel qu'elle a progressivement acquis.

Il faut, d'autre part, que soient plus clairement affirmées, dans les objectifs que nous nous fixerons, la dimension de l'Homme et la qualité de sa vie quotidienne.

Le VIIe Plan devra assurer à la fois la modernisation de notre appareil productif, le développement des équipements collectifs, une meilleure utilisation des ressources publiques et une accentuation de nos efforts en vue d'une meilleure répartition des richesses.

La politique d'industrialisation de la France, le développement de sa capacité de recherche et la réduction de sa dépendance énergétique seront des objectifs prioritaires.

En même temps, les phénomènes de pénurie qui sont apparus sur les marchés alimentaires mondiaux, montrent tout l'intérêt que nous avons à développer notre agriculture et à en faire un des éléments essentiels de notre puissance économique et de l'équilibre de nos échanges extérieurs. Je tiens à saluer ici la capacité de l'agriculture et des agriculteurs français qui sont une des chances de notre pays dans le monde moderne.

La croissance restera donc un des objectifs du VIIe Plan, mais donnons-lui sa pleine signification. Il ne s'agit pas de rechercher un pourcentage élevé de croissance, au prix d'un bouleversement des structures et de contraintes excessives sur les individus, mais d'en fixer le rythme et les modalités de façon que les Françaises et les Français en bénéficient dans la qualité même de leur vie.

La finalité profonde du Plan devra être de rendre les Français plus heureux.

Sur ces transformations, sur ces orientations nouvelles, j'ai demandé au commissaire général du Plan de me faire des propositions audacieuses qui seront examinées par le gouvernement dans le courant de l'été, afin que les instances de préparation et de concertation puissent se mettre au travail dès le mois d'octobre prochain.

Mais cet objectif que le gouvernement retient pour le VIIe Plan, il entend s'en inspirer dès maintenant pour promouvoir, dans l'esprit de changement qu'a défini le président de la République, la transformation de notre société.

III. — *La transformation de la société*

Forts de connaissances de plus en plus variées, habiles à utiliser des outils intellectuels complexes, alimentés en informations toujours plus abondantes, un nombre croissant de Français refusent l'état de travailleur dépendant et de citoyen passif. Ayant obtenu une part de la prospérité générale, ils cherchent désormais à obtenir un partage de la dignité et donc du pouvoir. Il nous appartient de répondre à ce nouveau défi, même si, trop souvent, la puissance des nantis et des oligarchies s'oppose de toutes ses forces à la République des citoyens.

Nous devons également résoudre de nouveaux problèmes avant même d'avoir pleinement surmonté les difficultés du monde d'hier. Nous devons concilier aujourd'hui des exigences contradictoires : l'industrialisation nécessaire, mais aussi la nécessaire sauvegarde d'un environnement naturel menacé ; la capacité enfin atteinte de vaincre la pauvreté et de réduire les inégalités, mais la qualité de la vie plus précieuse soudain, aux yeux de nos contemporains, que les biens matériels et les innovations techniques dont nos pères rêvaient.

Nous ne devons pas nous en étonner. C'est la loi de l'histoire. Toutes les époques de grand changement ont connu ce double mouvement d'impatience vers l'avenir et de rêve d'un retour impossible au passé. Il est inévitable que la crise de croissance de notre civilisation provoque l'incertitude et l'anxiété.

Il est des moments, dans l'histoire des peuples, où tout concourt à rendre plus aiguë la conscience, à la fois collective et individuelle, de la nécessité de profondes transformations. Qui peut douter que le peuple français ne vive un tel moment ? La récente campagne électorale a montré cet unanime et profond désir d'entrer dans une phase nouvelle de notre histoire nationale.

Notre vocation est de conduire cette affaire avec enthousiasme et imagination, et non de la subir avec résignation. Nous voulons donner aux Françaises et aux Français ce surplus d'élan et d'espérance digne de leur passé et conforme à leur volonté.

Sur les directives du président de la République, le gouvernement conduira les actions permettant de construire une France plus heureuse, une société plus juste, c'est-à-dire plus sûre et plus égale, une vie plus agréable dans un monde plus humain et des relations sociales davantage fondées sur la responsabilité et la participation des citoyens.

1) *Une société plus juste*

La sécurité

C'est tout d'abord une société qui répond à cette aspiration profonde de l'homme d'aujourd'hui pour la sécurité.

L'un des progrès essentiels accomplis depuis cent ans par les sociétés industrielles a été la réduction progressive des terribles insécurités qui pesaient autrefois sur des individus, exposés à des forces brutales qui les dépassaient. Il s'agit de poursuivre activement ce progrès.

D'abord, en assurant une meilleure sécurité de l'emploi. Celle-ci dépend, bien entendu, de la politique économique générale qui s'appliquera à maintenir un niveau d'emploi satisfaisant, mais qui ne peut éviter tel ou tel accident. Il faut donc assurer à chacun une protection plus réelle, notamment contre le risque du licenciement collectif. J'inviterai, sans délais, les organisations représentatives, patronales et syndicales, à se concerter avec les pouvoirs publics pour définir les moyens d'une meilleure garantie de l'emploi.

Sécurité aussi à l'égard des risques majeurs de l'existence : la maladie et la vieillesse. Au cours de la campagne présidentielle, des engagements précis ont été pris par le président de la République quant à l'établissement progressif d'une protection minimale de tous les Français à l'égard de ces deux risques. Ces engagements seront rigoureusement tenus par le gouvernement.

Sécurité pour les familles. Dès maintenant, le gouvernement engagera avec leurs organisations représentatives une concertation pour que les allocations familiales assurent à leurs bénéficiaires non seulement le maintien, mais aussi un accroissement de leur pouvoir d'achat. A plus long terme, dans le cadre du VIIe Plan, devront être recherchées des formules nouvelles de progrès et de sécurité tendant à assurer à chaque foyer un revenu minimal garanti.

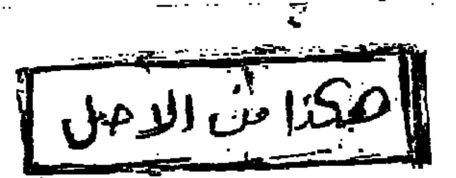
Sécurité, enfin, pour les femmes, en leur permettant de concilier leur responsabilité de mères de famille, leur activité professionnelle et leur volonté légitime de jouer, au même titre que les hommes, un rôle actif dans la vie sociale. Il s'agit d'un problème difficile parce qu'il touche à des aspects aussi divers que la construction de crèches, la multiplication des classes maternelles ou l'aménagement des temps de travail. Un secrétariat d'Etat directement rattaché au premier ministre, sera chargé à ce sujet d'une mission d'initiative et de coordination.

Mais c'est aussi une question difficile parce qu'elle met en cause des habitudes séculaires et soulève des problèmes moraux. Celui de l'interruption de grossesse est le plus actuel ; il devra, je l'indique au Parlement, être tranché dès cette année.

L'égalité

Sécurité, mais aussi égalité.

Combattre l'inégalité des chances, notamment celles des jeunes, et réduire l'inégalité des conditions, constituent, pour les années



DE M. JACQUES CHIRAC

à venir, une tâche prioritaire, peut-être la tâche prioritaire des pouvoirs publics et des partenaires sociaux.

Le gouvernement mènera cette action en poursuivant les efforts entrepris pour faciliter à tous, un succès égal à la culture et à un enseignement totalement démocratique. Cela implique notamment un nouveau développement de l'éducation du plus jeune âge, une révision du système éducatif et un renforcement de notre dispositif de formation permanente dont les modes de gestion devront être améliorés, peut-être dans le sens paritaire.

Nous devrons également réaliser une plus juste répartition des revenus.

A cet égard, l'action gouvernementale se fixe deux objectifs.

Le premier est de continuer et d'intensifier ce qui a déjà été entrepris en faveur des plus défavorisés, actifs et inactifs, de sorte qu'ils soient assurés de conditions de vie répondant aux exigences de la société d'aujourd'hui. Il ne doit plus y avoir de place chez nous pour la pauvreté.

C'est dans cet esprit que le gouvernement prendra rapidement des mesures pour améliorer la situation des travailleurs immigrés, notamment pour leur logement et une meilleure insertion dans la société française. Un secrétaire d'Etat sera spécialement chargé de cet important problème.

Mais une politique sociale qui se borne à améliorer la part des plus humbles ne répond plus aux exigences de l'opinion.

Le besoin de dignité conduit à considérer comme insupportables les écarts de revenus que nous constatons aujourd'hui et les satisfactions de caractère marginal que la possession de revenus excessifs confère à leurs bénéficiaires.

Ce sont ces écarts qu'il faut réduire par une action progressive, mais déterminée, en considérant les revenus sous toutes leurs formes, y compris les plus-values, facteurs d'enrichissement.

Pour atteindre ces deux objectifs — améliorer le sort des plus modestes et resserrer l'échelle des revenus, — le gouvernement recourra à l'ensemble des moyens dont il dispose : la fixation réglementaire du SMIC, la détermination des prestations sociales, le rôle qui lui revient dans la politique contractuelle, mais aussi, bien entendu, la fiscalité. Poursuivre, développer, achever, la réforme fiscale sera l'une des tâches essentielles du gouvernement. Il s'agit que l'égalité fiscale devienne une réalité, que l'impôt joue pleinement, sans privilège ni discrimination, de droit ou de fait, son rôle redistributeur.

2) *La qualité de la vie*

Une vie plus agréable dans un monde plus humain.

L'enlaidissement et l'encombrement de certaines de nos villes, la monotonie et la parcellisation du travail, la pollution de certains biens essentiels, les abus d'une paperasserie terrifiante, exigent une réaction volontaire.

Ma conviction est que ces maux ne sont pas des fatalités et qu'il est possible de les guérir par une utilisation intelligente des possibilités qu'offrent la science et la technique. Mon gouvernement orientera son action de façon à introduire plus d'aménité dans la vie quotidienne. La création d'un ministère de la qualité de la vie, voulu par le président de la République, traduit cette volonté. Une action mieux coordonnée à l'échelon européen sera, dans bien des cas, le moyen décisif de hâter un progrès qui, dans les conditions de la concurrence internationale, est souvent difficile à accomplir au niveau d'un seul pays.

Dans ce domaine, je retiendrai cinq actions essentielles : la protection de la nature, l'humanisation de la vie urbaine, l'amélioration des conditions de travail, l'aménagement des loisirs, l'allégement du formalisme administratif.

La protection de la nature

La protection de la nature d'abord, indissociable du maintien d'un tissu rural vivant.

Nous sommes dans un monde confronté aux problèmes de la faim, de l'exiguïté des espaces, de l'accumulation des déchets de moins en moins bio-dégradables, de la disparition irréversible des milieux naturels. Notre pays a la chance d'avoir des espaces de qualité, permettant de compenser les excès de l'urbanisation. Nous devons donc mener une politique active de lutte contre la pollution et de réanimation de la France rurale.

Dans cet esprit, le gouvernement agira pour enrayer la dévitalisation qui frappe nos campagnes. Il mettra notamment un terme au processus de fermetures ou de transferts excessifs des services publics indispensables à la vie de nos bourgs et de nos villages.

Rendre la ville aux hommes

L'humanisation de la vie urbaine, ensuite.

Un grand effort d'équipement, d'aménagement, mais aussi d'imagination, doit être poursuivi pour rendre la ville aux hommes. Il s'agit, d'une part, de créer les conditions d'une vie plus détendue dans les grands centres urbains et leurs banlieues, en particulier par une amélioration des transports collectifs et de la sécurité des citoyens. Il s'agit, d'autre part, de renforcer, dans notre armature urbaine, la part des villes moyennes dont tout nous montre, aujourd'hui, qu'elles répondent de plus en plus aux aspirations des Français.

Il nous faut protéger les hommes contre le caractère anonyme et mécaniste de la société industrielle et urbaine. A cet effet, le maintien et le développement d'entreprises petites et moyennes à responsabilité personnelle, de commerces indépendants et d'un artisanat dynamique constituent un facteur d'équilibre indispensable.

L'amélioration des conditions de travail

L'amélioration des conditions de travail constitue un autre secteur essentiel de notre action.

Une concertation a déjà été engagée à ce sujet entre les partenaires sociaux. De leur côté, les pouvoirs publics viennent de créer une agence spécialisée pour faciliter l'effort de recherche qui s'impose. J'indiquerai simplement qu'il s'agit, aux yeux du gouvernement, d'un chantier prioritaire de l'action concertée des partenaires sociaux et des pouvoirs publics et qu'il mettra en œuvre tout ce qui dépend de lui pour favoriser les progrès indispensables en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène, une meilleure conciliation des contraintes du travail et des exigences de la vie privée, ainsi que l'enrichissement du travail.

Il est certain que les structures du travail devront évoluer, que le travail à la chaîne devra être reconsidéré. C'est là une grande et difficile affaire, mais il est indispensable de progresser le plus rapidement possible pour réconcilier peu à peu l'homme et son travail et rendre à la condition des travailleurs manuels la considération et l'attrait dont elle devrait être entourée dans une société industrielle moderne.

L'aménagement des loisirs

L'aménagement des loisirs et des vacances sera l'un des problèmes majeurs des dix prochaines années.

C'est un domaine où nous devrons réduire les inégalités qui résultent des disparités de revenus et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour répondre aux besoins nouveaux qu'entraîneront la réduction souhaitable de la durée du travail et l'abaissement progressif de l'âge de la retraite.

La lutte contre la paperasserie

Enfin, nous nous attacherons à l'allégement du formalisme administratif.

Qu'on ne s'y méprenne pas. Nul plus que moi qui ai l'honneur d'être issu de la fonction publique, n'a conscience de la très grande qualité de nos fonctionnaires. Ce n'est donc pas mettre en cause leurs mérites et leur dévouement que de constater que nous ne sommes pas parvenus à maîtriser l'envahissement paperassier, qui est une des formes de l'aliénation moderne. Je suis décidé, dans ce domaine, à donner une impulsion à l'action gouvernementale et à procéder, chaque fois que possible, par des actions radicales. Il n'est plus supportable pour l'individu d'être enfermé dans un ghetto de formulaires contraignants et inintelligibles qui développent chez lui des réflexes de culpabilité et de rejet.

Pour mieux stimuler cet effort, je demande à chaque ministre de constituer auprès de lui un comité d'usagers chargé de faire entendre l'avis des intéressés et de proposer toutes les formules permettant d'humaniser les rapports entre le citoyen et l'administration, de simplifier ou de mieux faire comprendre les inéluctables contraintes législatives ou réglementaires de la vie contemporaine. Ce comité sera présidé dans chaque ministère par un parlementaire en mission.

M. GILBERT FAURE (P.S.). — Appartenant à l'opposition ?

M. CHIRAC. — Pourquoi pas ?

3) *La participation*

Justice, qualité de la vie, enfin, et c'est la troisième voie de la transformation que nous devons accomplir. Les relations sociales doivent être davantage fondées sur la responsabilité et la participation des citoyens.

Il s'agit là du seul moyen de concilier deux exigences essentielles d'une société telle que nous la voulons, moderne et libre : l'épanouissement individuel et l'efficacité collective.

L'épanouissement individuel, qui implique que chacun soit le plus possible l'acteur de son propre destin, donc qu'il participe aux décisions qui le concernent. Et l'efficacité collective qui suppose, elle aussi, non des cohortes passives d'individus impuissants et indifférents, mais un concours actif et conscient d'hommes responsables.

Cet objectif, défini par le président de la République, le gouvernement le poursuivra dans tous les domaines.

L'information

Dans celui de l'information d'abord, préalable indispensable à toute participation et qui doit être libre, claire et objective.

La vie politique

Dans le domaine de la vie politique, notamment pour les jeunes, en faveur desquels un projet de loi sera déposé, ayant pour objet d'abaisser l'âge du droit de vote. Le gouvernement demandera qu'il soit voté dès la présente session.

La vie locale et régionale

Dans le domaine de la vie locale et régionale : il s'agit, aujourd'hui, de poursuivre hardiment une politique de déconcentration et de décentralisation. Une large autonomie devra être donnée aux collectivités locales pour faciliter une redistribution des tâches, qui puisse s'opérer sans rupture et sans heurt, en ménageant les transitions indispensables.

C'est à ce prix que le niveau régional pourra trouver sa consistance et que les regroupements souhaitables se réaliseront dans toutes les agglomérations urbaines, comme dans toutes les campagnes.

Cette autonomie pemettra aussi d'humaniser la gestion des villes et de développer la participation locale en rendant possible la création de structures aptes à résoudre certains problèmes spécifiques des vastes ensembles et des extensions urbaines.

Sans attendre que cette évolution soit achevée, et dans le dessein de la provoquer, le pouvoir local pourrait être doté d'un contenu réel par le transfert aux collectivités territoriales d'une part aussi substantielle que possible des attributions, des dépenses et des ressources de l'Etat. C'est à ce niveau que devraient être recherchées des solutions aux problèmes posés par la sauvegarde de l'environnement, la maîtrise du marché foncier, l'aménagement du cadre de vie, l'adaptation du logement et la modernisation des services de santé.

La vie sociale

Le domaine, enfin, de la vie sociale, et cela dans deux directions.

La première est celle de la concertation et de la politique contractuelle. Aux yeux du gouvernement, il s'agit là de pratiques fondamentales d'une démocratie sociale, car ce sont les seules qui permettent de repecter l'identité de chacun des partenaires sociaux, leur droit à la différence, et de dégager entre eux, dans l'intérêt commun, les points d'accord, qui sont toujours plus nombreux qu'on ne le pense.

C'est dans cet esprit que je recevrai dans les prochaines semaines, successivement, toutes les grandes organisations syndicales et professionnelles afin d'examiner avec elles, non seulement les problèmes du présent, mais aussi les perspectives d'avenir.

Divisée sur les choix idéologiques, notre société peut et doit trouver son unité dans une approche pragmatique des problèmes concrets. C'est par la pratique systématique de la concertation et la politique contractuelle qu'elle y parviendra.

La seconde direction est celle de la réforme de l'entreprise. Immense et difficile sujet qu'il faut aborder avec un esprit d'ouverture et de réalisme, avec la conscience des nécessités pratiques du bon fonctionnement de nos entreprises et avec la volonté de faire de la participation une réalité de plus en plus vécue.

Certes, la législation récente permet déjà aux salariés de participer aux bénéfices de l'entreprise ou d'y acquérir des actions. Mais ce n'est pas suffisant.

Ce qui est en cause aujourd'hui c'est la capacité de nos sociétés libérales d'introduire la démocratie dans les relations du travail comme elles ont su l'introduire autrefois, dans les relations politiques. Beaucoup d'entreprises sont prêtes à envisager une mutation profonde de leurs méthodes de gestion et de commandement comme de leur organisation interne. Les formes de commandement devront être repensées dans une direction où l'autorité ferait plus largement place à la conviction et à l'aptitude. Le gouvernement définira dans les prochaines semaines la méthode de concertation permettant de dégager, avec les intéressés les plus qualifiés, les éléments concrets de cette transformation essentielle pour la libération des hommes dans leur labeur quotidien.

Ces transformations ne se feront pas sans difficulté. Elles seront les résultats d'un travail entrepris en commun par le gouvernement, le Parlement et les partenaires sociaux. Elles seront réalisées parce qu'elles conditionnent l'équilibre de la société de demain. L'approche de l'an 2000 ne doit pas provoquer en nous la grande peur de l'an 1000 mais, au contraire, l'enthousiasme et la volonté de mettre le progrès au service de l'homme.

Mesdames, messieurs les députés, Je ressens profondément la responsabilité qui m'a été confiée par le président de la République. Cette responsabilité est personnelle mais elle est aussi celle d'une génération qui commence à prendre en charge le destin de la France.

Etudiant en 1958, je me souviens de ma consternation et de ma révolte devant l'état dans lequel les querelles stériles des partis avaient plongé la France. *M. Chirac est alors vigoureusement interrompu par les protestations de l'opposition. M. Edgar Faure, qui préside la séance, intervient pour rétablir le calme.* La campagne des élections présidentielles, *dit-il notamment*, a habitué le public à des discussions politiques d'un très haut niveau. Je voudrais que le Parlement se tienne, lui aussi, à ce niveau !

M. CHIRAC. — Je me souviens de mon espoir immense lorsque le général de Gaulle, traitant l'essentiel avec sa fascinante lucidité, avait entrepris de rendre à la nation sa dignité et sa grandeur. Il l'a fait avec génie, dans le cadre qu'il a lui-même forgé, celui de nos institutions, condition permanente de notre progrès et auxquelles je n'ai pas besoin de rappeler notre attachement.

Mais dans ce cadre, il nous appartient aujourd'hui de tracer, d'une main ferme, un dessin harmonieux.

Ma génération politique, née avec la Ve République, témoin du grand effort de redressement national effectué depuis quinze ans, peut entendre et comprendre ce nouvel appel de la nation qui s'amplifie derrière les bruits familiers et épuisants de l'urbanisation et de la croissance : il est celui de l'anxiété des hommes et de l'attente de notre société.

Cet appel, le gouvernement l'a entendu, il se consacrera avec foi, détermination et enthousiasme à cette nouvelle étape vers le bonheur des Français.

Je n'ai pas voulu que ma première déclaration devant vous, en tant que chef du gouvernement, soit un simple catalogue des actions que nous allons entreprendre. J'ai préféré, de façon plus ambitieuse, tenter de définir et vous proposer les grandes orientations de l'œuvre qui fera de la France un pays plus fort, plus généreux et plus heureux. Je n'ai pas mentionné de nombreux problèmes que se posent les Français ou évoqué les difficultés de beaucoup de nos concitoyens.

Ces silences ne tiennent ni à l'ignorance ni à l'indifférence, mais à la volonté de définir l'essentiel, c'est-à-dire l'avenir de la France.

Cette tâche exaltante et difficile, le gouvernement ne pourra pas l'assumer seul.

Il la poursuivra sous l'autorité du président de la République.

Il la poursuivra avec votre appui, dans une collaboration que je souhaite étroite et permanente.

Je ne me déroberai à aucun débat. Je m'efforcerai d'améliorer votre information. Ainsi, chacune et chacun d'entre vous, appartenant à la majorité ou à l'opposition, pourra nous juger, par-delà les positions doctrinales ou les réactions personnelles, sur l'œuvre du gouvernement, sur ses actes et pas seulement sur ses intentions.

Dans cet esprit, et en application de l'article 49, premier alinéa de la Constitution, j'engage la responsabilité de mon gouvernement sur la présente déclaration de politique générale et je demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir approuver cette déclaration.

Mais, au-delà même du Parlement, représentant éminent de la nation, je souhaite que chaque Français, quels que soient son poste, ses responsabilités, ses opinions, comprenne l'ampleur de l'enjeu et le caractère ambitieux de nos objectifs. Ces objectifs, la France les a souhaités, le président de la République les a définis, le gouvernement a la capacité et la volonté de les atteindre. Soyez certains qu'il les atteindra.

C'est à cette condition que, tous ensemble, nous réussirons cette transformation profonde mais pacifique de notre pays et que, dans un monde de paix et de liberté, nous ferons éclore une nouvelle jeunesse pour la France.

(Lire la suite du débat page 8.)

Le débat

LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE DE M. CHIRAC

M. JEAN-PIERRE COT (P.S.) : vous vous trompez de siècle.

Premier orateur à intervenir dans la discussion générale, après le discours de M. Chirac, M. JEAN-PIERRE COT (P.S.) s'interroge sur la nature du changement proposé par M. Giscard d'Estaing.

« *Il s'agit*, assure-t-il, *de débarrasser la France de tous les anachronismes qui entravent sa marche vers un capitalisme moderne. Anachronisme économique ; anachronisme représenté aussi par certaines classes qui encombrent la production, telle celle des artisans et commerçants. (...) Il s'agit de débarrasser la France d'anachronismes sociaux, de ses vieilles mentalités, de rendre la main-d'œuvre plus fluide, d'engager le dialogue avec des syndicats plus américanisés. Il s'agit aussi de se débarrasser des anachronismes politiques, en particulier de ce fossile qu'est le gaullisme, de cet animal préhistorique tourné vers le passé...*

M. LAUDRIN (U.D.R.). — *Qui insultez-vous ?*

M. COT. — *Je n'insulte personne. Ne vous sentez pas visé quand je parle de préhistoire ! (...) Bref, il s'agit de moderniser la France, mais comment ? Avec une caste d'hommes maintenant au pouvoir, avec une nouvelle génération : celle des énarques.* »

Le député constate à ce propos que les anciens de l'ENA occupent dans l'Etat des postes-clés, et déclare : « *Quelle ironie du sort, Michel Debré, que cette école que vous aviez créée avec d'autres pour démocratiser la haute fonction publique soit chargée aujourd'hui de liquider tout ce que en quoi vous croyez !* ».

Puis M. Cot souligne que les énarques issus de la haute bourgeoisie se sont assuré un monopole dans la fonction publique, quitte parfois à travailler dans le privé pour collaborer de nouveau ensuite dans le secteur public (tel M. Jean-Pierre Fourcade, nouveau ministre de l'économie et des finances). Pour le député, ces énarques méconnaissent la réalité quotidienne et manquent d'un projet de société (« *un pragmatisme à tout crin leur tient lieu de foi* »). M. Cot remarque ensuite que le pouvoir est désormais concentré à l'Elysée, que les « techniciens » obtiennent des postes importants et s'interroge sur le rôle de M. Servan-Schreiber : « *Sera-t-il la source de toute imagination ? De toute transformation ? Mais vos directeurs de ministère seront inutiles si Jean-Jacques pense pour vous. Ne sera-t-il pas plutôt un ministre « mouche du coche » ?* »

Il ironise aussi sur la situation de l'U.D.R. (« *Ce sera : à petite participation, petit soutien* ») et dépeint ce qu'il estime être les contradictions du gouvernement (« *Ainsi, comment conciliera-t-on les positions de M. Lecanuet avec celles qu'on croyait être celles de l'U.D.R. ?* »). Se félicitant en revanche des mesures libérales prises par le pouvoir (ainsi la suppression des écoutes téléphoniques), il affirme cependant : « *Nous doutons que ce libéralisme se développe, car la majorité nouvelle s'est grossie de tout ce que la France compte d'ennemis de la démocratie et de fascistes.* »

Evoquant ensuite la question d'un statut de l'opposition, il déclare : « *Nous ne demandons rien pour nous, mais tout pour la démocratie. Nous demandons que le Parlement soit rétabli dans ses droits, que les libertés publiques soient maintenues et renforcées, que la justice sociale soit instaurée. S'il y a de la courtoisie en plus, tant mieux, mais ce n'est qu'accessoire.* »

Le député socialiste estime ensuite que le gouvernement a cédé aux exigences des Etats-Unis, la semaine dernière, lors des négociations du GATT et s'interroge sur le contenu des entretiens entre MM. Giscard d'Estaing et Schmidt. A propos de la situation économique et sociale, il souligne qu'un taux d'inflation de 17 à 18 % est prévu pour l'année et que le déficit du commerce extérieur s'élèvera à 30 milliards. Sur ce point, M. Chirac intervient pour préciser que ces 30 milliards représentent non pas le déficit du commerce extérieur, mais l'appauvrissement net que représente la hausse du prix des produits énergétiques. Il chiffre, pour sa part, entre 15 et 20 milliards le montant du déficit.

M. Cot reprend la parole, affirmant notamment qu'une autre politique devait être faite. « *une politique de rigueur financière assurant le financement de toutes les promesses sociales, une politique fondée sur la lutte énergique contre l'inflation (...), une politique de justice sociale. Vous vous enfermez dans le dilemme,* dit-il encore à l'adresse du premier ministre : *le développement économique ou la justice sociale, alors que, pour nous, l'absence de justice sociale est une entrave au développement économique. La seconde divergence porte sur le nouveau projet de société. Vous avez un projet de société libérale, fondé d'abord sur le libéralisme économique dont viendrait naturellement découler la liberté humaine. Mais vous vous trompez de siècle, en méconnaissant la dure loi de la concentration capitaliste.*

» *A ce projet, nous opposons, à partir d'une analyse économique, la libération de l'homme de toutes les formes d'exploitation, une libération qui l'arracherait aux confiscations du pouvoir dans l'entreprise et dans l'Etat. Le changement ce n'est pas de remonter à pied les Champs-Elysées, il doit répondre à des aspirations plus fondamentales* ».

LA FACTURE DU PÉTROLE

« Pour nous qui dépendons de l'extérieur pour l'essentiel de notre approvisionnement énergétique, la note est particulièrement lourde : plus de 30 milliards de francs par an. » Que représentent ces 30 milliards de francs ? Au début de l'année, M. Giscard d'Estaing avait indiqué que le coût des importations pétrolières de la France passerait de 15 milliards de francs par an à 45 milliards de francs en 1974 du fait des hausses décidées en octobre à Koweït, puis, en décembre, à Téhéran. Le supplément de dépenses est donc bien de 30 milliards de francs. C'est ce chiffre qu'a repris M. Chirac.

M. Giscard d'Estaing a estimé que, compte tenu des économies de carburant et de chauffage (10 % de la consommation française, soit 5 milliards de francs) et de l'excédent de la balance commerciale prévu avant le « boom » pétrolier (7 milliards de francs), le déficit final, en 1974, serait ramené à 18 milliards de francs (30 — 12).

Mais l'O.C.D.E. et les pouvoirs publics français estiment à présent — dans des prévisions tenues secrètes — que ce déficit sera plus important qu'il n'avait d'abord été prévu, atteignant environ 30 milliards de francs. Cette révision en hausse s'explique, semble-t-il, par la remontée du cours du dollar (nous payons le pétrole en monnaie américaine), par le fait que, contrairement à ce que M. Giscard d'Estaing avait envisagé, le prix du pétrole ne baisse pas et peut-être aussi parce que la consommation intérieure n'a pas diminué autant qu'il était jugé souhaitable. — AL. V

M. LABBÉ (U.D.R.) : notre soutien sera ferme, résolu, et peut-être intransigeant.

Notant le faible écart des voix qui a séparé, le 19 mai dernier, les deux candidats, M. LABBE, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, remarque : « *Ce qui s'impose à l'heure actuelle aux responsables politiques c'est qu'ils ne peuvent et ne doivent — quels que soient leurs regrets — aller leur chemin sans considérer ceux qui se trouvent dans l'autre camp. L'idée de participation doit prendre le pas sur le sentiment de revanche. Je sais bien que l'opposition ne s'estime pas battue. Elle n'a pas tort. Personne ici ne la souhaite repliée sur elle-même et vindicative. (...) L'opposition est une réalité vivante dont l'évolution dépendra aussi de nos propres comportements. L'U.D.R. non plus ne sort pas défaite de ce qui fut pour elle une épreuve grave* [...]. *Mais notre force et notre unité n'ont de valeur que si elles signifient que notre mission n'est pas accomplie et que la France a besoin de nous demain comme elle peut reconnaître ce que nous lui avons apporté depuis seize ans. Nous ne resions pas unis pour être bien ensemble et pour durer. Nous savons que l'U. D. R. reste une force d'équilibre et de progrès dans la liberté, indispensable à la nation. (...)*

» *Si l'exécutif, demain, fait preuve d'initiatives créatrices, s'il s'engage ardemment dans la voie du progrès social, nous n'entendrons pas lui laisser le monopole de l'imagination et du changement.* » Puis, s'adressant à M. Chirac (« *Vous qui êtes issu de nos rangs* »), le député poursuit : « *Nous ne vous ferons aucun procès d'intention et le soutien que nous allons vous apporter part d'une totale loyauté. Nous ne jugeons ni les hommes qui composent votre gouvernement, ni ses structures, ni son style. C'est le choix du président de la République. C'est votre choix. Nous ne portons sur votre action future aucun préjugé et nous ne manifestons aucun scepticisme sur vos intentions. (...) Nous avons dit que ce soutien serait conditionnel. Ne nous méprenons pas sur les termes. Il ne s'agit pas pour nous de doser notre confiance, de vous l'accorder au compte-gouttes, ou de vous faire subir nos humeurs, en la modulant à chaque occasion. Nous ne pratiquerons pas le « oui mais », mais plutôt le « oui si » peut-être le « oui pour* ».

M. Labbé rappelle ensuite les options fondamentales auxquelles l'U.D.R. ne saurait renoncer (maintien de l'indépendance nationale, maintien du système institutionnel, choix d'une société de participation et de progrès, accentuation de la justice sociale) et souligne que le soutien de son mouvement a été « motivé » par les engagements de M. Giscard d'Estaing sur ces points.

Il précise encore à l'adresse du premier ministre : « *Vous êtes des nôtres, mais vous êtes d'abord le premier ministre et nous ne tolérerons pas, face à l'opinion, d'équivoque. Il n'y aura entre nous ni complaisance ni complicité. C'était vrai hier, ce le sera évident demain. Notre soutien sera ferme, résolu et peut-être intransigeant. Afin que vous soyez pleinement maître de l'action de votre gouvernement, nous ne céderons pas à l'envie de vous livrer, sur tel point irritant, une guérilla sans portée et sans intérêt. Vous avez les mains libres. Mais nous serons sensibles et attentifs, sans regrets sur le passé, mais préoccupés du présent et de l'avenir. Si la rigueur s'impose, nous ne nous réfugierons pas dans la facilité, dans la fuite démagogique; nous serons à vos côtés. Si des erreurs sont commises, nous jugerons sévèrement. Si le succès vous sourit, nous en prendrons notre juste part.* »

Puis, le président du groupe de l'U.D.R. examine les orientations présentées par le gouvernement. Il constate notamment que l'inflation signifie « *la défiance d'une société envers elle-même* » et précise la nécessité de rétablir la confiance. Aussi estime-t-il que l'action à mener relève « *d'une politique d'ensemble, d'une volonté et d'une conviction bien déterminées* ». M. Labbé insiste encore sur la nécessité de transformer les comportements, affirmant notamment : « *Nous considérons la transformation des rapports sociaux comme la clé de votre succès, car elle conditionne tout le reste.* »

Insistant encore sur l'effort à faire en faveur de la qualité de la vie, s'interrogeant sur l'influence des sondages (reflètent-ils l'opinion ou l'opinion est-elle leur reflet ?), affirmant la volonté de son groupe d'accélérer la construction européenne, M. Labbé précise aussi que la politique extérieure du général de Gaulle et de Georges Pompidou ne doit pas être abandonnée « *si peu que ce soit* », et ce « *même au profit de satisfactions plus immédiates* ». Il insiste également sur l'importance de la puissance militaire, c'est-à-dire nucléaire de la France : « *Vous devez savoir,* dit-il, *que notre exigence sera grande dans ce domaine, car nous n'admettrons pas que l'outil que s'est forgé la France au prix de sacrifices importants soit dévoyé ou affaibli.* » Il souhaite que les essais nucléaires soient poursuivis et que le programme Concorde soit maintenu. Puis il en vient au rôle du Parlement et souligne la nécessité de considérer l'Assemblée nationale comme « *majeure* » : « *Si le gouvernement est sanctionné partiellement ou totalement, un jour,* dit-il notamment, *ce sera, nul n'en doute, parce que vous n'aurez pas suffisamment engagé avec vous les députés et que vous ne les aurez pas amenés à partager avec vous responsabilités et risques.* »

Concluant en rappelant que le gouvernement va engager sa responsabilité, M. Labbé déclare : « *Nous allons passer avec vous un contrat. Nous avons dit que nous vous jugerions sur vos actes et non sur vos intentions. C'est vrai, mais il ne tient qu'à vous de nous associer à votre action, et nous n'attendrons pas en simples observateurs les résultats de l'action gouvernementale. (...) Nous vous aiderons à maintenir le cap, mais à condition que nous tracions ensemble la route.* »

AU SÉNAT

Accueil sans chaleur

Au Sénat, l'hémicycle offrait un savoureux spectacle : MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Pierre Abelin entourant l'U.D.R. M. Robert Galley au banc du gouvernement, tandis qu'à la tribune parlait M. Jean Lecanuet. n'était-ce pas l'image du « changement » ? Cette tribune où le nouveau garde des sceaux lisait la déclaration du premier ministre, M. Chirac, était, en effet, celle-là même où l'opposant Lecanuet s'était longtemps illustré dans ses attaques contre la politique gaulliste.

Saluée par de mols applaudissements à droite et au centre, la déclaration gouvernementale avait été écoutée dans un silence relatif entrecoupé, à gauche, d'exclamations et de murmures ironiques.

Dans les couloirs ensuite, les commentaires manquaient de chaleur... « *Ce programme est un fourre-tout* », proclamait M. Jacques Duclos, président du groupe communiste. « *Un bon discours M.R.P. rempli de nobles intentions* », affirmait un sénateur qui avait appartenu autrefois à ce mouvement. Pour M. Jean Filippi, sénateur de la Corse (Gauche démocratique), ce discours était fait de « *considérations brumeuses sans applications concrètes, dans un style louis-philippard rajeuni* ». « *Pour beaucoup d'auditeurs ce fut,* dit-il, *les sept quarts d'heure les plus longs.* »

M. Henri Caillavet, sénateur de Lot-et-Garonne, déclarait au nom des radicaux de gauche dont il est le vice-président national : « *Si j'étais examinateur à l'E.N.A., je sanctionnerais par une mauvaise note cette copie. Ce texte manque de souffle, d'originalité et, surtout, de crédibilité. Certaines propositions formulées par le premier ministre l'ont déjà été il y a plus de dix années. C'est sans doute cela la continuité sans risque de changement dont on nous a parlé tout au long de la campagne présidentielle. Une telle déclaration ouvre sans aucun doute des élections législatives pour 1975.* »

Au début de la séance, M. Alain Poher avait prononcé l'éloge funèbre de MM. Armengaud (Ind.) et Rosselli (U.D.R.), représentant les Français de l'étranger, et celui de M. Mathias (U.D.R., Savoie), trois sénateurs décédés depuis le début de l'année.

A. G.

M. GISCARD D'ESTAING S'EST DÉMIS DE SON MANDAT DE MAIRE DE CHAMALIÈRES

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé le 1er juin à M. Raoul Moreau, préfet du Puy-de-Dôme, préfet de la région Auvergne, une lettre par laquelle il lui remet sa démission de maire de Chamalières « *Ayant été élu à la présidence de la République,* écrit-il, *je vous prie de bien vouloir accepter ma démission de maire de Chamalières. Toutefois, pour marquer mon amitié à mes compatriotes auvergnats, qui m'ont entouré de leur affectueuse sympathie, je conserverai pour le moment mes fonctions de conseiller municipal* ». Aucun texte n'oblige le président de la République à renoncer à ses autres mandats électifs. Georges Pompidou s'était démis, lors de son élection en 1969, de ses mandats de député du Cantal et de conseiller municipal de Cajarc. M. Giscard d'Estaing était maire de Chamalières depuis 1967.

Le président de la République participera vendredi 7 juin à une séance du conseil municipal, convoqué pour l'élection du nouveau maire, après avoir présidé une réunion de maires du canton de Rochefort-Montagne, dont il est l'élu au conseil général.

Mercredi après-midi 5 juin, M. Giscard d'Estaing a reçu successivement au palais de l'Elysée MM. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, et Jean-Jacques Servan-Schreiber, ministre des réformes.

● *M. Louis Michaud*, ancien député M.R.P. de la Vendée (1946-1967) vient d'adresser au préfet sa démission de maire de L'Ile-d'Yeu. M. Michaud, industriel dans la région parisienne, ne pouvait plus effectuer de séjours réguliers dans cette commune éloignée de son domicile principal.

LE CONTENTIEUX ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

La Fédération nationale des élus républicains, municipaux, cantonaux et régionaux, qui a tenu mercredi 5 juin à Paris une conférence de presse estime qu' « *il reste un lourd contentieux à régler entre l'Etat et les collectivités locales* ».

Selon la fédération, « *la grande revendication des communes de France peut se résumer en quelques mots : ressources nouvelles, allégement de leurs charges* ». « *Un processus doit être engagé en concertation avec les élus locaux et leurs associations pour aboutir au vote par le Parlement d'une loi revisant les rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales* », ajoute-t-elle, en précisant qu'elle a demandé une entrevue au premier ministre.

POLITIQUE

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Servan-Schreiber est chargé d'« imaginer le futur »

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 5 juin au Palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. A l'issue de la séance, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

Le conseil a approuvé les décrets fixant les attributions du ministre de la coopération, du ministre de la qualité de la vie, du ministre du travail et du ministre du commerce et de l'artisanat.

M. Poniatowski a indiqué que le ministre de la coopération serait chargé des relations avec les Etats francophones d'Afrique situés au sud du Sahara, avec la République malgache et l'île Maurice. Il sera consulté pour les problèmes concernant les relations de la France avec les autres Etats situés au sud du Sahara, c'est-à-dire essentiellement les Etats africains anglophones.

Le ministre de la qualité de la vie traitera des problèmes portant sur la protection de la nature, l'environnement, la jeunesse, les sports, les loisirs et le tourisme.

Le ministre du travail aura sous sa tutelle les directions du travail et de l'emploi, de la population et des migrations, et celle de la sécurité sociale auparavant rattachée au ministre de la santé.

Enfin, le ministère du commerce et de l'artisanat conserve sa compétence antérieure.

En réponse à une question sur le rôle de M. Servan-Schreiber au sein du gouvernement, M. Poniatowski a expliqué : « Dans cette période d'évolution technologique et sociologique très rapide, nous traînons des structures, des habitudes, des raisonnements anciens. » *Selon le ministre de l'intérieur,* « un effort d'imagination et de création permanent » *est donc nécessaire, afin d'* « imaginer le futur ». *Il est donc souhaitable et nécessaire, a-t-il conclu, qu'au gouvernement il y ait un homme qui fasse cet effort. Les réformes seront évidemment appliquées en grande partie par les autres ministères, mais M. Servan-Schreiber sera celui qui agite les idées. Il a ajouté :* « Nous verrons ce que vaut cette formule, mais elle me paraît au départ particulièrement intéressante. »

Le président de la République, en évoquant ces nouvelles structures ministérielles, a insisté, a dit M. Poniatowski, sur le fait qu'elles ne devaient entraîner aucune création d'administration, aucune création de service, aucune inflation de personnel.

Sur la proposition du premier ministre, le conseil a approuvé une majoration, à compter du 1er juin 1974, des rémunérations des personnels civils et militaires de l'Etat.

(Lire page 43.)

Le premier ministre a fait approuver, d'autre part, les grandes lignes de la déclaration de politique générale qu'il devait présenter devant le Parlement.

Le ministre des affaires étrangères a présenté une communication sur la situation internationale.

Les différentes sessions du conseil des Communautés européennes, qui se tiennent cette semaine à Luxembourg, ont fait également l'objet des délibérations du conseil des ministres.

Le président de la République a informé le conseil de ses entretiens avec le chancelier fédéral allemand.

(Lire page 12.)

Un conseil exceptionnel le 10 juin

Le président de la République a fait part de son intention de mettre fin, dès cette semaine, au fonctionnement du secrétariat général pour la Communauté dont les attributions seront exercées par le ministre de la coopération. M. Giscard d'Estaing a invité les membres du conseil à un certain nombre d'actions : aux ministres du travail et de l'industrie, il a demandé d'aller chaque semaine dans les entreprises, dans les usines, sur les lieux de travail pour examiner les problèmes ponctuels qui pouvaient s'y poser ;

— Une réunion exceptionnelle du conseil des ministres aura lieu le lundi 10 juin, à 10 heures, pour procéder à la présentation des secrétaires d'Etat qui, normalement, n'assisteront pas aux réunions du conseil des ministres. Ce conseil exceptionnel examinera également un projet de loi d'amnistie, le projet de loi relatif aux suppléants et le texte fixant le nouvel âge électoral.

M. Poniatowski a souligné que le projet de loi relatif aux suppléants était constitutionnel et nécessiterait, pour être adopté, la procédure spéciale faisant intervenir les deux Assemblées et le Congrès du Parlement à Versailles. Le ministre n'a pas précisé quand pourrait se dérouler cette procédure, mais il a indiqué que le texte qui pourrait être ainsi adopté ne serait pas rétroactif, et qu'il ne s'appliquerait donc pas aux membres du gouvernement actuel, aux ministres ou aux secrétaires d'Etat qui seront nommés le samedi 8 juin.

Le conseil des ministres du 12 sera consacré à la situation économique et financière et le conseil des ministres du 19 aux problèmes sociaux.

Enfin, le président de la République a rappelé au conseil son désir de voir mis en place dans l'administration, d'ici à l'été, aux postes élevés, les personnels qui devraient y être nommés soit parce que ces emplois étaient vacants, soit parce que de nouvelles nominations devraient intervenir.

Le maintien de la délégation à l'information

Interrogé sur le problème des écoutes téléphoniques, M. Poniatowski a répondu qu'un projet serait élaboré qui traiterait de la responsabilité des personnes plaçant des écoutes en dehors des cas autorisés, ces cas étant la prévention du crime et la défense de la sécurité intérieure et extérieure. « Ce texte, *a-t-il ajouté,* s'appliquera aussi aux écoutes sauvages qui sont le fait d'organisations diverses. Il a déclaré également que la délégation à l'information serait maintenue sous la même forme et avec le même responsable. » *(Rappelons qu'il s'agit de M. Denis Baudouin.)*

En Polynésie

LES AUTONOMISTES BOYCOTTENT LA SÉANCE D'OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

Papeete *(A.F.P.)*. — Les partis Te Ea Api et Hereala constituant la minorité autonomiste de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, ont boycotté la séance solennelle d'ouverture de la session administrative de cette assemblée. Ils entendaient ainsi contester la validité de la présidence assurée par M. Gaston Flosse (Union tahitienne U.D.R.), qui avait été élu à la session administrative de mai 1973, session dont l'arrêté de convocation avait été récemment annulé par le Conseil d'Etat. C'est donc devant les seuls conseillers de la majorité que M. Flosse a prononcé son discours inaugural, demandant au gouverneur de la Polynésie française de transmettre au président de la République ses vœux de réussite et ceux de la population.

A l'issue de la séance, M. Frantz Vanizette a été élu président de l'assemblée. Le nouveau bureau est composé de membres de la majorité.

AMÉRIQUES

États-Unis

Le président Nixon défend sa politique de détente

Washington. — Le président Nixon a prononcé, mercredi 5 juin devant la nouvelle promotion de l'école navale d'Annapolis, un discours consacré à la politique étrangère, très révélateur de ses préoccupations majeures. En effet, à un moment où son crédit se trouve quelque peu entamé, son premier souci reste de se présenter comme l'homme indispensable au maintien de la paix. A cette fin, il ne manque jamais d'exalter le rôle mondial des Etats-Unis, en pinçant au besoin la corde nationaliste. « *Aucune autre nation ne peut sauver le monde, mais, par son exemple, l'Amérique peut maintenir la paix et la liberté du monde...* », a-t-il dit. Dans le contexte de cette « *stratégie de paix* », dont il a évoqué les grandes lignes, les travaux de la commission judiciaire de la Chambre, poursuivant laborieusement la procédure d' « impeachment », apparaissent bien futiles : du moins, tel est l'effet escompté à la Maison Blanche du discours, ainsi que des démarches internationales du président, qui, dans quelques jours, va prendre la route du Proche-Orient, puis de Moscou.

De notre correspondant

Néanmoins le discours d'Annapolis répond à d'authentiques inquiétudes concernant à la fois la recrudescence du courant isolationniste, ainsi que les réserves et résistances croissantes à la politique de détente avec l'Union soviétique et le monde communiste en général. Ainsi, lorsque le président dénonce l'isolationnisme comme « *un des dangers potentiels les plus graves menaçant les Etats-Unis* » et qui pourrait mener à une « *désolation globale* », le président répond aux nombreuses objections exprimées au congrès tant à propos du maintien des troupes américaines en Europe qu'à l'égard du programme d'aide à l'étranger. Le courant isolationniste est d'autant plus fort qu'il se manifeste dans les deux partis.

Ainsi, le sénateur Mansfield, leader de la majorité démocrate, essentiellement préoccupé de diminuer le budget militaire, continue de demander une réduction substantielle des forces américaines en Europe. De son côté, le sénateur Goldwater, très influent parmi les parlementaires républicains, insiste pour une révision fondamentale du programme d'aide à l'étranger.

L'avertissement du président Nixon trouve ainsi sa justification.

Dans l'immédiat, toutefois, et à quelques semaines de son voyage à Moscou, M. Nixon se préoccupe en priorité des réserves, sinon même de l'opposition, à sa politique de défense. Le sénateur Henry Jackson, qui a rallié des éléments divers allant de l'extrême droite républicaine aux démocrates libéraux, des sionistes aux syndicalistes, s'oppose, non sans véhémence, au secrétaire d'Etat Kissinger.

« La guerre des deux Henry », comme on l'appelle familièrement, a tourné jusqu'à présent à l'avantage du sénateur. Il a réussi à bloquer le « Trade Bill » par un amendement faisant dépendre l'octroi des crédits et de concessions douanières à l'U.R.S.S. de l'assouplissement de la politique soviétique d'émigration. Lundi dernier, le sénateur Jackson a annoncé qu'il proposerait une législation visant à donner au Congrès un droit de veto sur les transactions de l'Export-Import Bank (EXIMBANK).

A son avis, les prêts aux Soviétiques (500 millions de dollars au cours de ces deux dernières années) ont été accordés à des taux d'intérêt très faibles. En particulier, il a dénoncé très vigoureusement le dernier prêt, annoncé le 21 mai dernier, de 180 millions de dollars à 6 % d'intérêt (le taux des prêts à l'intérieur est de 11,5 %), qui doit contribuer au financement d'un important complexe industriel de fabrication d'engrais en Sibérie. Il n'est pas impensable que le Congrès, qui, d'ici au 30 juin, doit renouveler pour quatre ans les pouvoirs de l'EXIMBANK et fixer le plafond de ces prêts, attache aux futures transactions avec l'Union soviétique les mêmes conditions que celles prévues au Trade Bill ou bien exige que chaque nouveau prêt soit spécifiquement autorisé par le président au nom de l'intérêt national.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi M. Nixon a décidé d'intervenir personnellement et publiquement pour appuyer M. Kissinger, en soulignant que la politique étrangère américaine ne pouvait être liée à la transformation d'autres sociétés, notamment celle de l'Union soviétique. « *Nous n'aimerions pas que d'autres pays se mêlent de nos affaires et nous ne pouvons nous attendre à leur coopération si nous cherchons à intervenir directement dans les leurs* », a dit M Nixon, en ajoutant : « *A l'époque nucléaire, notre première responsabilité doit être de prévenir une guerre, qui pourrait détruire toutes les sociétés...* »

HENRI PIERRE.

ONU

L'ADMISSION DU BANGLADESH SERA SANS DOUTE DÉCIDÉE LE 10 JUIN

(De notre correspondant.)

Nations unies (New-York). — Au cours des consultations, qui ont eu lieu le mercredi 5 juin à huis clos entre les membres du Conseil de sécurité, le représentant de la Chine a confirmé qu'il n'utiliserait plus son droit de veto pour bloquer l'adhésion du Bangladesh aux Nations unies. Depuis deux ans, en effet, ce veto empêche l'acceptation de la requête du gouvernement de Dacca. A plusieurs reprises, les représentants chinois avaient déclaré en privé qu'ils n'étaient pas prêts à changer d'avis.

En raison du changement d'attitude de la Chine, le Conseil de sécurité va se réunir vendredi, puis, selon toute probabilité, recommander, lors de sa réunion du 10 juin, l'admission du Bangladesh à l'ONU. Celle-ci serait formellement acquise au début de la prochaine session de l'Assemblée générale, à la mi-septembre. De ce fait, le nombre des pays membres de l'ONU serait porté à 136.

Pérou

DEUX NOUVELLES DÉMISSIONS DANS LA MARINE AGGRAVENT LA CRISE POLITIQUE

Lima (A.F.P., Reuter). — Deux officiers généraux de la marine péruvienne ont remis leur démission, aggravant ainsi la crise politique née du départ, le jeudi 30 mai, du ministre de la marine, le vice-amiral Luis Vargas Caballero (*le Monde* du 1er juin). Ce dernier avait demandé que le gouvernement garantisse la liberté d'expression et que toute personne en désaccord avec le régime ne soit pas considérée comme « *contre-révolutionnaire* ».

Les deux officiers démissionnaires sont le contre-amiral Ramon Arrospide, ministre du logement, et le vice-amiral Alberto Indacochea, qui était le chef du bureau de l'intégration nationale et le représentant du Pérou au comité du marché andin.

On apprend, d'autre part, que le dirigeant trotskiste péruvien Ricardo Letts a été arrêté le 4 juin, à Lima, par la police. M. Letts est professeur dans une université privée de la capitale péruvienne.

Bolivie

Le soulèvement militaire déjoué à La Paz révèle l'isolement du général Banzer

La Paz (A.F.P.). — Le général Banzer, chef de l'Etat bolivien, a déclaré mercredi soir 5 juin que les auteurs de la tentative de coup d'Etat militaire de La Paz seraient « sévèrement punis » (« le Monde » du 6 juin).

Dans un message radiotélévisé, le président bolivien a condamné l'attitude de MM. Ciro Humbolt, chef du Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.), ancien ministre, accusé d'être le principal instigateur de la tentative de coup d'Etat, et Carlos Valverde, également ancien ministre, leur reprochant de faire le jeu de l'extrême gauche.

Après avoir indiqué que M. Humbolt avait trouvé refuge à l'ambassade du Pérou et que M. Valverde se cachait « quelque part dans le pays », le chef de l'Etat a lancé un appel à l'unité des Boliviens et exprimé sa reconnaissance aux forces armées et à son entourage pour avoir fait face à la situation en son absence.

D'autre part, selon le ministre bolivien de l'intérieur, les colonels Prado Salmon et Lopez Leyton, impliqués dans la tentative de coup d'Etat, se trouvent à la disposition des forces armées, et leur opération n'a fait aucune victime.

La presse bolivienne a donné mercredi plusieurs versions du coup d'Etat avorté. Selon le journal « Ultima Hora », trois unités militaires ont participé à la tentative de coup d'Etat : le régiment motorisé Tarapaca, le collège militaire et le régiment Ingavi, de La Paz. Un autre quotidien, « la Voz del Pueblo », assure que l'emprisonnement de deux officiers devant être exilés au Paraguay est à l'origine du soulèvement.

Buenos-Aires. — Est-ce un accident de parcours ou le signe précurseur d'une nouvelle « révolution » sur l'Altiplano ? C'est la question que se posent les principaux adversaires du gouvernement du général Hugo Banzer, en exil dans la capitale argentine, à la suite du soulèvement militaire écrasé à La Paz dans la nuit de mardi à mercredi. Les rebelles du régiment *Tarapaca*, qui à bord de leurs chars légers sont descendus de leur base située sur le haut plateau pour forcer la porte du Palacio Quemado, se sont heurtés à la résistance des troupes loyales au régime et ont immédiatement abandonné le siège de la présidence de la République, non sans avoir auparavant fait diffuser une proclamation révolutionnaire.

C'est en tout cas la première fois, depuis son arrivée au pouvoir en août 1971, que le général Banzer a dû affronter une rébellion militaire sérieuse. Certes, il y a eu de nombreux complots — moins toutefois que le ministère de l'intérieur n'en a dénoncé, — mais le général, auquel ses ennemis eux-mêmes veulent bien reconnaître du flair et une certaine habilité, les a déjoués l'un après l'autre avant qu'ils n'éclatent. Ce fut le cas notamment au mois d'août de l'année dernière, lorsqu'un groupe de jeunes officiers tenta de soulever la garnison de Santa-Cruz.

Ce sont, cette fois encore, des jeunes officiers, les lieutenants-colonels Gary Prado et Raul Lopez Leyton, qui ont, semble-t-il, assumé la direction de la conspiration qui devait aboutir à la constitution d'un gouvernement purement militaire, probablement transitoire, visant à « *recouvrer le pays au profit des Boliviens* ». Les deux principaux protagonistes ont des affinités

De notre correspondant

avec les M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire), dont le chef, M. Victor Paz Estenssoro, réside actuellement à Buenos-Aires. Le fait que M. Ciro Humboldt, chef adjoint du mouvement ait choisi de se réfugier dans une ambassade confirme la participation du M.N.R. au coup d'Etat manqué et marque la rupture d'avec un régime qu'il avait appuyé dès sa naissance.

Il ne reste plus maintenant à La Paz aucun dirigeant politique de quelque prestige. Ceux qui n'ont pas quitté la Bolivie, après la destitution du général Juan José Torrès en 1971, ont été contraints à l'exil dans les années suivantes. Ainsi, M. Paz Estenssoro et, ces derniers jours, MM Walter Guévara, responsable d'une fraction dissidente du M.N.R., et Benjamin Miguel, dirigeant de la démocratie chrétienne ont rejoint à Buenos-Aires le général Torrès, MM. Hernan Silès Suazo, ancien président, Juan Lechin, ancien vice-président et leader des mineurs, et d'autres. Le général Banzer a fait le vide autour de lui en signant avec le Brésil, le 22 mai, un accord économique jugé contraire aux intérêts de la Bolivie. Il a uni contre lui toute la diaspora bolivienne

PHILIPPE LABREVEUX.

Chili

Le tribunal militaire de Santiago requiert la peine de mort contre un capitaine d'aviation

Santiago-du-Chili (*A.F.P.*). — Le procureur du tribunal militaire de Santiago, qui juge actuellement soixante-sept militaires et civils accusés de sédition et de trahison, a requis, le mercredi 5 juin, la peine de mort contre l'ancien capitaine d'aviation Ernesto Galaz

Le tribunal militaire avait déjà requis une peine identique, le 28 mai dernier, contre un autre capitaine de l'armée de l'air, Carlos Carvacho. On s'attend que le procureur général requerra au total six peines de mort.

La session du tribunal militaire devrait s'achever vers le milieu du mois de juin. Les peines prononcées devraient alors être transmises au gouverneur militaire qui les rendra exécutoires en les approuvant.

Par ailleurs, les produits de première nécessité, comme le pain, l'huile et le lait, subiront à partir de jeudi une hausse de 79 à 100 %, a annoncé mercredi le ministre des finances, M. Fernando Leniz. Les cigarettes supporteront une hausse de 115 %. Le ministre a expliqué que cette augmentation était due à la hausse internationale des prix des matières premières, et, pour la compenser, il a annoncé une hausse des salaires dans les secteurs public et privé.

La liste des accusés au procès des dirigeants de l'Unité populaire

Dans une déclaration publiée ce jeudi 6 juin par *l'Humanité*, MM. Carlos Altamirano, secrétaire général du parti socialiste chilien, et Volodia Teitelboïm, membre de la commission politique du P.C., dénoncent les conditions dans lesquelles s'engage à Santiago le procès des dirigeants de l'Unité populaire « *traînés devant des conseils de guerre totalement incompétents et absolument illégaux* » pour « *des conduites antérieures au coup d'Etat militaire fasciste alors qu'aucune loi ne les déclarait punissables* ». Les deux dirigeants de la gauche chilienne en appellent à l'opinion mondiale et publient la liste des inculpés que voici :

Luis Corvalan, secrétaire général du parti communiste ; Clodomiro Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères ; Benjamin Teplinsky, dirigeant du parti radical ; Anselmo Sule, président du parti radical ; Fernando Flores, ancien ministre de l'économie et des finances ; Pedro Felipe Ramirez, ancien ministre du logement ; Jorge Tapia, ancien ministre de la justice et de l'éducation ; Jaime Toha, ancien ministre de l'agriculture ; Carlos Matus, ancien ministre de l'économie ; José Cademartori, membre de la commission politique du parti communiste, ancien ministre de l'économie ; Luis Matte Valdès, ancien ministre du logement et de l'urbanisme ; Orlando Letellier, ancien ministre de la défense ; Daniel Vergara, dirigeant du parti communiste, ancien sous-secrétaire à l'intérieur ; Arturo Giron, indépendant, ancien ministre de la santé ; Enrique Kirberg, recteur de l'Université technique d'Etat ; Tit Palestro, dirigeant du parti socialiste, maire de San Miguel ; Carlos Morales Abarzua, dirigeant du parti radical, ancien député ; Hugo Miranda, dirigeant du parti radical, sénateur ; Sergio Bitar, dirigeant du parti de la gauche chrétienne, ancien ministre de l'économie ; Osvaldo Puccio, secrétaire privé du président Allende, et son fils du même nom ; Carlos Jorquera Tolosa, ancien chargé de presse du président Allende ; Orlando Cantuarias, ancien ministre des mines ; Jaime Concha Lois, ancien intendant de Santiago ; Hernan Soto, ancien sous-secrétaire aux mines ; Wladimir Arellano, dirigeant du parti socialiste ; Anibal Palma, dirigeant du parti radical, ancien ministre de l'éducation, du logement et de l'urbanisme ; Miguel Lawner, dirigeant du parti communiste ; Alfredo Joignant, ancien directeur général de la sûreté ; Sergio Wuskovic, ancien maire de Valparaiso ; Andrès Sepulveda, dirigeant du parti socialiste, député ; Leonardo Zuljevic, dirigeant du parti communiste, ancien directeur général des douanes ; Luis Vega ; Maximiliano Marholz, dirigeant du parti socialiste, conseiller municipal de Valparaiso, et Ariel Tacchi, dirigeant du parti socialiste, conseiller municipal de Vina-del-Mar.

PROCHE-ORIENT

Conformément à l'accord israélo-syrien

La force des Nations unies prend position dans le Golan

Après la signature à Genève, le mercredi 5 juin, par les délégations israélienne et syrienne des documents complétant l'accord de dégagement du 31 mai, les échanges des prisonniers encore détenus se déroulent ce jeudi. Cinquante-six prisonniers israéliens ont quitté Damas à bord d'un avion de la Croix-Rouge pour Tel-Aviv tandis que trois cent quatre-vingt-deux prisonniers syriens, irakiens et marocains quittaient l'aéroport de Lod pour Damas à bord de deux gros avions de transport.

Des éléments précurseurs de la Force d'observation de la séparation des forces (F.O.S.F.) se trouvent déjà dans la région du Golan ou vont y arriver ce jeudi. Quand elle sera à effectifs complets, la Force comprendra mille deux cent cinquante hommes. Un poste de commandement de la F.O.S.F. a été installé à Kuneitra. Du côté israélien, les troupes du génie s'emploient à enlever tous les véhicules syriens abandonnés sur le champ de bataille et détruisent les casemates. Cependant, aucun bâtiment civil ne serait démoli. Les habitants syriens commencent à revenir dans leurs villages.

● AU CAIRE, le président Sadate, qui poursuit sa tournée dans la zone du canal, s'est rendu mercredi à Ismaïlia, où il a assisté à un défilé des unités de la IIe armée égyptienne. Dans une brève allocution aux troupes, le chef de l'Etat égyptien a réaffirmé que *« la bataille ne prendrait fin qu'après la libération de tous les territoires arabes occupés et la restauration de tous les droits des Palestiniens »*.

Le président a ensuite promis aux soldats que, l'an prochain à la même date, *« nous nous rencontrerons, après avoir achevé complètement notre mission »*. Au cours d'un meeting populaire, il a annoncé que, le 6 octobre prochain, la ville d'Ismaïlia reviendra à la vie normale. D'autre part, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, est attendu ce jeudi au Caire, venant de Tel-Aviv. Il visitera les forces de l'ONU dans le Sinaï et repartira dimanche pour Khartoum et la Somalie, où il assistera aux travaux du « sommet » africain.

● A ANNAPOLIS, le président Nixon a affirmé mercredi, au cours d'un discours prononcé devant la nouvelle promotion de l'Ecole navale, que son voyage, la semaine prochaine, au Proche-Orient *« donnerait l'occasion d'explorer, avec les dirigeants des pays visités, les moyens de poursuivre nos progrès vers une paix permanente dans cette région... » « La contribution unique et essentielle de l'Amérique à la paix n'est démontrée nulle part mieux qu'au Proche-Orient*, a affirmé le président, en rappelant les succès remportés par M. Kissinger. *Pour la première fois en une génération, nous assistons au début d'un dialogue entre les Etats arabes et Israël. »*

M. Nixon, qui se rendra au Caire, à Ryad, Damas, Jérusalem et Amman, a rendu hommage à la hauteur de vues des dirigeants de la région, qui a permis d'obtenir déjà des résultats encourageants. De Beyrouth, on apprend que le chef de l'Etat américain s'est excusé, dans un message personnel au président libanais, M. Frangié, de ne pouvoir visiter le Liban au cours de sa prochaine tournée au Proche-Orient. — *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*

Devant le congrès palestinien réuni au Caire

M. ARAFAT SE DÉCLARE PRÊT A ALLER A GENÈVE

Le Caire *(A.F.P.)*. — Au cours d'une intervention devant le Conseil national palestinien, réuni mercredi soir 5 juin au Caire, M. Yasser Arafat, président de l'Organisation de la Palestine (O.L.P.), a affirmé qu'il était prêt à se rendre à Genève *« si telle est la volonté du Conseil »*.

Le leader palestinien a, d'autre part, souligné la nécessité de coordonner la position de la résistance avec en particulier, a-t-il précisé, *« celle de l'Egypte et de la Syrie, tout en coopérant pleinement avec le reste de la nation arabe »*.

Il a affirmé à ce propos que la résistance se devait de préserver l'unité arabe, d'où elle puise sa force. *« Toute dissension entre frères arabes*, a indiqué M. Arafat, *a de fâcheuses conséquences sur la cause palestinienne »*.

Le dirigeant palestinien a d'autre part évoqué le problème de l'instauration de l'autorité palestinienne sur les territoires évacués par Israël. Il voit quatre solutions : un Etat sous tutelle arabe, un Etat sous tutelle internationale, un royaume arabe uni comme le propose le roi Hussein de Jordanie, ou un Etat soumis à l'entière souveraineté palestinienne.

Israël

Mme Aloni, ministre sans portefeuille demande « la restitution rapide des territoires occupés en 1967 »

Mme Shulamit Aloni, ministre sans portefeuille dans le nouveau gouvernement Rabin, a demandé *« la restitution rapide aux Arabes des territoires occupés en 1967, y compris la Cisjordanie »*. Mme Aloni, qui s'adressait à des étudiants à Haïfa, a déclaré : *« Si l'on ne veut pas qu'Israël devienne une nouvelle Irlande, un nouveau Chypre ou une nouvelle Afrique du Sud, il faut être prêt à rendre Naplouse et Hébron. »*

Mme Aloni a indiqué qu'elle entendait garder une certaine indépendance au sein du gouvernement.

En conclusion, elle a affirmé que le chef du gouvernement devait admettre l'existence d'un *« peuple appelé palestinien »*.

Cependant une soixantaine de militants de droite, qui s'étaient installés mercredi 5 juin à proximité de Naplouse pour manifester la *« présence civile israélienne dans cette ville »* et marquer *« leur opposition à la restitution de la Cisjordanie aux Arabes »*, ont été évacués de force par l'armée israélienne dans la nuit de mercredi à jeudi.

Les manifestants, dirigés par le député Ariel Sharon et Mme Gueoula Cohen, qui fut speakerine de la radio juive clandestine avant la création de l'Etat d'Israël — tous deux partisans du Grand-Israël, — étaient arrivés mercredi matin aux abords de la ville. Le premier ministre, M. Itzhak Rabin, avait refusé de recevoir les représentants des « squatters » aussi longtemps qu'ils n'évacueraient pas les lieux. *(A.F.P., A.P.)*

M. Ben-Natan critique implicitement la réaction française à l'accord de dégagement

M. Asher Ben-Natan, ambassadeur d'Israël à Paris, a implicitement critiqué les termes de la réaction française à l'accord de dégagement syrien au cours d'une cérémonie organisée par l'Alliance France-Israël à l'occasion du septième anniversaire de la *« réunification de Jérusalem »*.

Dans son intervention, l'ambassadeur israélien a en effet déclaré : *« On nous parle des aspirations ou des droits du peuple palestinien, puis on nous parle de la résolution des Neuf du Marché commun du 6 novembre dernier, prise sous la menace du chantage par le pétrole. Or, qui sont ces Palestiniens ? S'il s'agit de ceux qui ont été reconnus comme « unique représentant légitime du peuple palestinien » au dernier « sommet » d'Alger, il y a parmi eux des extrémistes et des modérés. Les extrémistes ne veulent rien entendre et rien négocier. Quant aux modérés, si l'on en croit M. Yasser Arafat, ils souhaitent établir en Cisjordanie un état armé. Cela ne serait qu'une première étape, nous dit-on. C'est donc qu'il y aura une deuxième étape : celle de la destruction de l'Etat d'Israël. »*

M. Ben-Natan a encore dit que *« mentionner la résolution du 6 novembre rappelle des souvenirs fâcheux »*. [Le communiqué publié le 31 mai par le gouvernement français à la suite de l'accord de dégagement israélo-syrien rappelait son adhésion à la déclaration commune de la C.E.E. du 6 novembre 1973.]

« Nous espérons, a encore dit M. Ben-Natan, *que quelque chose s'amorce peut-être aujourd'hui avec les pays arabes. Il faut des négociations entre Arabes et Israéliens. Il ne faut pas, à des moments difficiles, prendre des positions qui soutiennent l'intransigeance arabe. »* L'ambassadeur avait auparavant affirmé sa conviction qu'*« une politique fondée sur des intérêts matériels pétroliers ou commerciaux ne pourra jamais comprendre l'essence et l'esprit de l'Etat d'Israël »*.

[Interrogé à l'issue du conseil des ministres de mercredi, M. Poniatowski a précisé que la réaction française à l'accord israélo-syrien était l'œuvre du Quai d'Orsay et que, n'ayant pas été discutée en conseil des ministres, cette déclaration — que nous avons publiée dans « le Monde » daté 2-3 juin — ne pouvait être considérée comme émanant du gouvernement français. C'est bien pourtant au nom du gouvernement qu'était rédigé ce texte, à moins de considérer désormais qu'un ministère n'engage plus le gouvernement. Mais on peut se demander si M. Poniatowski, dont les sympathies pro-israéliennes, comme celles de plusieurs nouveaux ministres, sont bien connues, n'a pas voulu diminuer la portée de cette prise de position du Quai d'Orsay.]

ASIE

Corée du Sud

L'ouverture du procès du chef de l'opposition provoque de vives réactions à Tokyo

De notre correspondant

Tokyo. — L'affaire Kim Dae Jung — cette sorte d'affaire Ben Barka de la Corée du Sud — connaît depuis quelques jours un rebondissement inattendu. Les autorités sud-coréennes, qui avaient fait enlever l'an dernier, à Tokyo, M. Kim Dae Jung, chef de la gauche et principal adversaire du président Park, et qui se contentaient jusqu'à présent de l'empêcher de ressortir de Corée en le surveillant à son domicile de Séoul, lui intentent maintenant un procès.

Cette péripétie nouvelle provoque de vives réactions à Tokyo. L'opinion y voit un camouflet de plus à l'adresse du Japon et de son gouvernement. Celui-ci avait constamment réclamé le retour de M. Kim Dae Jung à Tokyo, et avait obtenu la promesse, disent les officiels nippons, qu'en temps voulu le politicien serait, en effet, remis en liberté.

Choquantes aussi, aux yeux de l'opinion nippone, sont les accusations portées contre le politicien : certaines des violations de la loi électorale dont on l'accuse et qui font l'objet du procès remontent, en effet, à sept années, aux élections parlementaires de 1967. D'autres faits portent sur l'élection présidentielle de 1971. On reproche notamment à M. Kim Dae Jung d'avoir lancé de fausses accusations contre le président Park; à cette époque, en lui prêtant des intentions dictatoriales et attentatoires à la Constitution...

Avant ce nouvel épisode, les relations entre Tokyo et Séoul s'étaient récemment détériorées à la suite de l'arrestation, à Séoul, de deux étudiants japonais inculpés de participation au mouvement de la résistance estudiantine de gauche. En théorie, d'après les décrets draconiens de sécurité publique pris en avril en Corée du Sud, ils pourraient être frappés de la peine de mort.

Le procès de M. Kim Dae Jung pourrait achever d'empoisonner les rapports entre les deux pays. Une série de protestations et d'aigres répliques ont été échangées ces derniers jours entre Tokyo et Séoul : protestation de l'ambassadeur du Japon à Séoul, réponse du chef de la diplomatie sud-coréenne, accusant le Japon de se mêler des affaires intérieures de la Corée du Sud, démenti de M. Ohira, ministre des affaires étrangères nippon, selon lequel il y a dans cette dernière accusation un *« grossier malentendu »*.

ROBERT GUILLAIN.

Cambodge

L'AVIATION AMÉRICAINE EFFECTUE CHAQUE MOIS PRÈS DE SEPT CENTS MISSIONS DE RAVITAILLEMENT

Défendant le programme d'aide militaire à l'étranger, et aux régimes de droite indochinois en particulier, M. Schlesinger, secrétaire à la défense, a reconnu, le mercredi 5 juin, devant une commission parlementaire, que l'aviation américaine effectue quelque six cent quatre-vingt-dix missions chaque mois au Cambodge. Il s'agit essentiellement de largages de ravitaillement et de munitions à des garnisons encerclées.

* * *

Il se confirme que quatre ministres, dont le vice-premier ministre, M. Op Kim Ang, ainsi que deux secrétaires d'Etat, ont offert leur démission du gouvernement de Phnom-Penh. Membres du parti républicain, ils sont proches du général Sirik Matak. Quant au premier ministre, M. Long Boret, il a échappé de peu, jeudi, à des tirs de roquettes dans la banlieue méridionale de la capitale. Le ministre de l'éducation et son adjoint, tués mardi, ont été nommés généraux à titre posthume. Selon un Américain qui déclare avoir été témoin de leur assassinat, les deux hommes ont été tués par un inconnu qui a aussitôt disparu ; à aucun moment, a-t-il dit, ils n'avaient auparavant été malmenés par des étudiants qui les gardaient comme otages et qui eurent avec eux des conversations sur la réforme de l'enseignement.

● AU VIETNAM DU SUD, l'un des plus importants détenus politiques a été libéré mercredi. Il s'agit de M. Tran Ngoc Chau, ancien député, qui était accusé d'avoir eu des contacts avec son frère ; ce dernier, qui aurait été un agent de renseignements nord-vietnamien, fut remis au G.R.P. en février.

EUROPE

La crise irlandaise

« MORTES OU VIVANTES... »

La police irlandaise a relâché les trois suspects qu'elle avait arrêtés, mercredi 5 juin, à la suite de l'enlèvement, dans la nuit précédente, du comte et de la comtesse de Donoughmore, près de Tipperary. Elle ratisse, ce jeudi, les collines du comté de Wicklow, où a été retrouvée la Ford qui a servi à l'enlèvement. Les autorités craignent que le comte et la comtesse, qui sont âgés respectivement de soixante et onze ans et soixante-huit ans, n'aient été assez sérieusement malmenés par leurs ravisseurs : des traces de lutte et des traînées de sang ont, en effet, été découvertes dans le parc de leur propriété.

Lord Suirdale, fils aîné du comte de Donoughmore, a quitté son domicile de la région parisienne pour Dublin. Il s'est déclaré prêt à payer une rançon pour obtenir la libération de ses parents, mais il a ajouté que si les ravisseurs avaient l'intention d'échanger leurs prisonniers contre les sœurs Price, qui poursuivent leur grève de la faim dans une prison londonienne, il lui serait « impossible d'intervenir ».

D'autre part, le journal irlandais « An Phoblacht » (la République) a publié le 5 juin une lettre de Dolours Price, l'aînée des deux sœurs, qui écrit : « Mortes ou vivantes, nous irons en Irlande du Nord. » La jeune fille précise qu'elle et sa sœur Marion perdent environ 450 grammes par jour, et que son poids est tombé de 63 kilos à 48 kilos, celui de sa sœur de 70 kilos à 51 kilos. Dolours Price indique également qu'elle et sa sœur refuseront désormais de répondre aux questions des médecins de la prison. — (A.F.P., A.P.)

Islande

Pour lutter contre l'inflation

LE GOUVERNEMENT DE REYKJAVIK FREINE LES IMPORTATIONS

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Pour lutter contre une inflation galopante, qui bat tous les records européens, l'Islande, après avoir dévalué de 4 % sa monnaie, vient d'arrêter des mesures destinées à freiner ses importations. Ces mesures rappellent assez celles que l'Italie a adoptées il y a quelques semaines.

Les importateurs sont obligés de déposer à la Banque nationale durant quatre-vingt-dix jours des sommes représentant 25 % de la valeur des produits introduits dans l'île. Cette réglementation, qui ne touche pas les commandes dont les délais dépassent douze mois, risquent surtout de porter tort au Danemark, qui est le fournisseur numéro 1 de son ancienne colonie et lui vend actuellement presque autant qu'à la France.

Pour faire entrer en vigueur ces dispositions, le cabinet de centre gauche démissionnaire de M. Johannesson n'a pas eu à demander l'approbation habituellement nécessaire du pouvoir législatif, puisqu'il a dissous le Parlement le mois dernier (*le Monde* du 4 mai). Cette situation a amené certains à reprocher au premier ministre de se placer ainsi en marge de la Constitution.

Une subvention pour maintenir le prix des produits alimentaires

M. Johannesson a décidé, toujours dans le but d'assainir l'économie de son pays, de « geler » la dernière tranche d'augmentations de salaires (de 13 à 15 %) libérée récemment par le jeu du système de l'échelle mobile automatique. Enfin, il a annoncé qu'une subvention de 2 milliards de couronnes islandaises serait allouée pour maintenir les prix des produits alimentaires de consommation courante à un niveau raisonnable. Nul ne sait encore où l'on pourra trouver une telle somme. — C. O.

Allemagne fédérale

PREMIÈRE ÉPREUVE POUR LE NOUVEAU CHANCELIER

L'enjeu des élections dans le Land de Basse-Saxe dépasse largement le cadre régional

Hanovre. — « *En 1969, quand nous avons quitté le pouvoir, les prix augmentaient de 2,9 % l'an. Après cinq ans de gouvernement social-démocrate, ils grimpent de 10 %.* » Au milieu de la zone piétonne de Hanovre, l'Union chrétienne démocrate a planté son stand. Les arguments sont peut-être simplistes, mais ils portent. Les contradicteurs s'essoufflent en vain à expliquer que la situation internationale a changé, que la C.D.U. n'a aucun remède miracle à proposer contre l'inflation... La stabilité économique et monétaire est une préoccupation commune aux 5,1 millions d'électeurs de la Basse-Saxe appelés à élire une nouvelle Diète le dimanche 9 juin.

De notre envoyé spécial

M. Stoltenberg, ministre-président (chrétien-démocrate) du Schleswig-Holstein, venu en voisin, reprendra l'argument un peu plus tard au cours d'un meeting devant la mairie de Hanovre. La face rubiconde, le cheveu argenté sagement tiré en arrière, il a parcouru la campagne pour son parti avec MM. Helmut Kohl, président de la C.D.U. et ministre-président de Rhénanie-Palatinat, et Franz-Josef Strauss, président de la C.S.U., sœur jumelle de la C.D.U. en Bavière. Alors qu'ils étaient restés très discrets lors des élections à Hambourg, en mars dernier, les dirigeants des grands partis ouest-allemands sont intervenus activement dans la campagne de Basse-Saxe. La social-démocratie aussi a dépêché à Hanovre, l'autre semaine, son quatuor vedette composé de MM. Brandt, Helmut Schmidt, Kühn, vice-président du S.P.D., et Wehner, chef du groupe parlementaire. A l'occasion d'un grand rassemblement, M. Schmidt avait lancé le slogan, repris depuis lors dans toutes les réunions du parti social-démocrate : « *Votez S.P.D. pour préserver [illegible] de la mainmise des gros et des puissants.* »

L'enjeu de ces élections régionales dépasse largement les frontières de la Basse-Saxe. En 1970, le S.P.D. avait obtenu une courte majorité : 75 députés à la Diète, contre 74 pour la C.D.U. Si celle-ci venait au pouvoir à Hanovre, sa majorité au Bundesrat (Chambre des Länder) passerait de 1 voix (21 contre 20) à 11 voix (26 contre 15). Elle disposerait alors de la majorité dans la commission de conciliation entre le Bundestag et le Bundesrat, et pourrait ainsi bloquer la plupart des lois proposées par le gouvernement libéral-socialiste.

Le nouveau style de la C.D.U.

Or une victoire de la C.D.U. n'est pas exclue. Si la social-démocratie ne réussit pas à enrayer la baisse de sa popularité enregistrée dans toutes les élections régionales ou communales depuis la consultation générale de novembre 1972, elle ne parviendra pas à se maintenir au pouvoir en Basse-Saxe malgré l'appui du parti libéral.

Le F.D.P., qui n'avait pas obtenu en 1970 le minimum de 5 % des suffrages requis pour être représenté à la Diète, a en effet décidé de former sous certaines conditions un gouvernement de coalition avec le S.P.D. Malgré les offres alléchantes de la démocratie chrétienne, il a exclu toute alliance avec elle. Il se présente comme l'élément correcteur d'une éventuelle coalition libérale-socialiste : « *Avec nous, pas de socialisme, ni à Bonn ni à Hanovre* », déclare volontiers M. Gross, tête de liste du F.D.P.

La C.D.U. lutte donc seule contre les deux autres grands partis. Elle ne compte plus — comme il y a quelques années — sur un appoint du parti néo-nazi N.P.D. Ce dernier n'a pratiquement aucune chance dans cette élection, pas plus qu'à l'autre bout de l'éventail politique, le parti communiste (D.K.P.), qui limite ses ambitions à participer à quelques conseils municipaux.

La démocratie chrétienne se présente comme un parti « *jeune, dynamique, optimiste* ». Elle a fait appel à un jeune graphiste de Hanovre pour illustrer les thèmes de sa campagne, et ne dédaigne pas cette fois un certain humour. Une affiche destinée à critiquer la loi scolaire votée par le S.P.D. montre, par exemple, une petite fille qui apprend à écrire en traçant les lettres « A B C D U » sur un tableau... noir, comme toutes les affiches de la C.D.U. Car l'Union chrétienne - démocrate annonce la couleur. Si elle cherche à faire « moderne », elle ne renonce pas à son idéologie conservatrice, qui lui vaut dans certaines régions rurales de Basse-Saxe plus que 80 % des suffrages.

Quel que soit le résultat de ces élections régionales, la C.D.U. regarde au-delà du 9 juin. Elle essaie en Basse-Saxe un nouveau style de campagne, plus mordant, qu'elle appliquera certainement pour les élections législatives de 1976 s'il ne rebute pas trop ses partisans les plus traditionnels.

Paradoxalement, la situation s'est améliorée pour la social-démocratie depuis l'affaire Guillaume et le départ de M. Brandt. La démission de l'ancien chancelier attirera des votes de compassion chez certains électeurs, et l'arrivée de M. Schmidt devrait rallier des centristes. Sur le plan régional, le S.P.D. insiste sur ses réalisations, qui ne sont pas négligeables : introduction d'un budget de formation pour les travailleurs, aides pour la création de cent vingt mille emplois supplémentaires à un moment où les difficultés de l'industrie automobile fortement implantée en Basse-Saxe suscitent quelque inquiétude, efforts consentis en faveur des écoliers habitant les communes rurales (les subventions aux transports scolaires sont passées en quatre ans de 24 à 80 millions de deutschemarks).

Le point le plus controversé de la gestion social-démocrate est cependant la loi scolaire adoptée au mois de mai dernier et soutenue par M. Peter von Oertzen, ministre de la culture, que la C.D.U. présente comme un « extrémiste » parce qu'il appartient à l'aile gauche du S.P.D. Cette loi qui marque le premier pas vers une « école intégrée » (suppression des distinctions entre lycées et collèges) est vivement critiquée par la démocratie chrétienne, qui demande son abolition, et par les libéraux, qui font de sa modification la condition d'un gouvernement libéral-socialiste.

Sans doute le S.P.D. sera-t-il amené à passer des compromis avec le F.D.P. De toute façon, il considérerait comme un succès de ne pas se retrouver sur les bancs de l'opposition, bien que les derniers sondages d'opinion mettent la C.D.U. et la coalition S.P.D.-F.D.P. à égalité. Mais peut-être la décision n'interviendra-t-elle pas le 9 juin. Un candidat démocrate-chrétien, en effet, a été tué dans un accident de voiture à la Pentecôte. Une élection partielle sera donc organisée le 23 juin dans sa circonscription. Celle-ci, tenue jusqu'à présent par le S.P.D. compte 1 % des électeurs de la Basse-Saxe. Le résultat pourrait être si serré dimanche prochain qu'il faille attendre leurs votes tardifs pour être définitivement fixé.

DANIEL VERNET.

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA A BONN ENTRE LE 10 ET LE 20 JUILLET

Bonn (*A.F.P.*). — La prochaine rencontre franco-allemande régulière « au sommet » aura lieu « *pendant le deuxième tiers du mois de juillet* », a annoncé mercredi 5 juin au cours d'une conférence de presse le chancelier Schmidt.

M. Schmidt a indiqué qu'il était revenu de la capitale française « *avec la sûre et satisfaisante impression* » que le nouveau gouvernement français attachait à la stabilité monétaire le même degré d'importance que celui de Bonn.

M. Schmidt a constaté que ce désir commun de stabilité ne découlait pas de « *considérations altruistes* ». « *La politique de stabilité ne sert pas seulement le pays qui l'applique, mais aide également les autres partenaires en contribuant à la cohésion de l'Europe.* » En outre, a-t-il précisé, un poste de travail sur cinq en R.F.A. dépend des exportations. Les conversations qu'il a eues avec M. Giscard d'Estaing, a-t-il poursuivi, ont été à cet égard « *exceptionnellement encourageantes* ». Les mesures que prendra le gouvernement français seront, a-t-il remarqué, « *plus saines* » que celles que nous avons déjà connues en Italie et au Danemark et qui n'ont pas porté de préjudice grave aux exportations allemandes.

Enfin, le chancelier fédéral n'a pas exclu la possibilité d'une rencontre entre M. Nixon et lui-même à l'occasion des voyages que le président américain doit entreprendre au Proche-Orient et en U.R.S.S.

Au conseil des ministres

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET LA GRANDE-BRETAGNE

Au cours du conseil des ministres, qui s'est réuni mercredi 5 juin à l'Elysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing (le Monde *du 6 juin, dernière édition), le ministre des affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues, a évoqué les discussions européennes à propos de la position britannique. Il a rappelé à ce sujet que celle de la France n'était pas modifiée et qu'* « aucune des solutions envisagées ne pouvait découler des textes autres que ceux de la Communauté sans aucune novaton ou innovation ».

D'autre part, le président de la République a informé le conseil de ses entretiens avec le chancelier fédéral allemand.

M. Giscard d'Estaing a estimé qu'il ne pouvait pas y avoir de politique européenne pour la France et pour l'Allemagne si les deux pays ne se trouvaient pas dans une situation économique et monétaire comparable. Il a ajouté : « C'est pour parvenir à cette situation comparable qu'il est nécessaire de retrouver un équilibre *monétaire* et financier. »

M. Giscard d'Estaing a également souligné le caractère « particulièrement confiant, naturel, cordial, et marqué fortement du désir de coopération afin de conduire à une construction européenne la plus rapide possible ». *qui a présidé à ces entretiens.*

Turquie

Le différend gréco-turc sur la mer Égée

Ankara refuse de négocier avec Athènes sur la base de la convention de Genève de 1958

(Correspondance)

Ankara. — Le *Candarli*, navire de guerre turc apparemment chargé de faire des études magnétométriques du plateau continental revendiqué par la Turquie, a regagné le mardi 4 juin, après une semaine de « *présence* » dans la zone contestée, sa base de Beykoz sur le Bosphore. Ainsi a pris fin la démonstration du gouvernement d'Ankara, destinée davantage à affirmer ses droits sur le plateau continental anatolien qu'à effectuer des recherches scientifiques proprement dites.

Bien que certains journaux, tant en Turquie qu'à l'étranger, fassent encore état d'une tension très vive entre Athènes et Ankara, il semble bien que du côté turc le calme reste de rigueur, avec cependant toute la vigilance nécessaire.

On a appris, mercredi 5 juin, de source bien informée, que le gouvernement turc, en réponse à la note grecque du 25 mai dernier, a envoyé une nouvelle note au gouvernement d'Athènes par l'intermédiaire de son ambassadeur à Athènes, M. Kamuran Gurun. Il y exprime d'abord sa satisfaction du fait qu'Athènes ait accepté le principe de négociations. Cependant, Ankara souhaiterait que les deux parties amorcent des pourparlers « *sans poser de conditions préalables* », c'est-à-dire sans que l'on se réfère à la convention de Genève de 1958, dont la Turquie n'est d'ailleurs pas signataire, et cela « *afin d'éviter une impasse dès le début* ». Athènes interprète en effet cette convention comme étendant le plateau continental jusqu'aux îles proches de la Turquie et appartenant à la Grèce.

La note grecque du 25 mai dernier, acceptant le principe d'une négociation, avait été accueillie ici avec prudence : elle viserait à retarder l'ouverture de la conférence de Caracas sur le droit international maritime, prévue pour la mi-juin. Athènes espère y voir la limite des eaux territoriales portée à 12 milles. Toutefois, Ankara a affirmé qu'il s'opposerait à cette éventualité, qui ferait de la mer Egée un lac grec en raison de la présence de nombreuses îles grecques à proximité des côtes turques.

Le départ du *Candari* pour les zones contestées aurait donc pris les Grecs de court. De plus, un navire océanographique appartenant à la firme américaine Geographic Surveys, qui vient de signer un contrat avec la compagnie pétrolière nationale turque T.P.A.O., commencerait prochainement des recherches sismographiques.

De son côté, le journal *Milliyet* relève que l'Union soviétique demeure attentive au différend turco-grec. L'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Ankara a été reçu, à sa demande, par le directeur des affaires politiques du ministère des affaires étrangères turc. Le même quotidien note que l'Union soviétique n'est en principe pas opposée à l'extension de la limite des eaux territoriales à 12 milles à condition qu'un « *libre passage* » soit assuré dans le détroit, mais n'en ferait pas moins des réserves de crainte que la mer Egée ne devienne un lac grec. Cela rendrait l'accès de ses navires en Méditerranée, voire en océan Indien, plus difficile une fois déblayé le canal de Suez.

Le quotidien *Gunaydin* affirme pour sa part que les Etats-Unis, alarmés par la construction de porte-avions soviétiques en mer Noire et par les fréquents passages des porte-hélicoptères soviétiques à destination de l'Egypte dans la zone des détroits turcs, lors de la guerre d'octobre, souhaiteraient eux aussi la révision de la convention de Montreux de 1936 et la reconnaissance du droit d'envoyer, à leur tour, leurs navires de guerre de gros tonnage dans la mer Noire. Selon ce quotidien, Washington agirait donc à l'arrière-plan de la tension gréco-turque actuelle, afin de servir ses propres intérêts. Cependant, une haute personnalité du ministère des affaires étrangères turc nous a affirmé que la question du partage du plateau continental, égéen « *n'a rien à voir* » avec la convention de Montreux dont la Turquie, a-t-il ajouté, ne souhaite pas la révision.

Italie

M. Piero Bassetti abandonne la présidence du gouvernement régional de Lombardie

De notre correspondant

Rome. — Si la démission d'un président de gouvernement régional est chose banale, celle de M. Piero Bassetti, qui dirigeait depuis quatre ans la junte régionale de Lombardie, survient de façon inattendue. Il incarnait en effet les nouvelles structures de l'Italie dans un cadre européen et avait délibérément choisi d'être le premier à Milan plutôt que le second à Rome. Au surplus, M. Bassetti est l'un des très rares, sinon le seul, des grands industriels qui se soient consacrés à une carrière politique.

Dans une interview au *Corriere della Sera*, M. Piero Bassetti a justifié sa décision par le fait que « *désormais les régions sont sur orbite et qu'il ne manque pas d'hommes pour les faire marcher* ». N'est-ce pas témoigner d'un grand optimisme, au moment où l'opposition entre les régions et le pouvoir central est plus tendue que jamais, où les régions sont paralysées par les retards constants dans la transmission des compétences ou des crédits qui leur reviennent ?

Le vrai motif de la démission semble être ailleurs. M. Bassetti estime que « *dans un parti comme la démocratie chrétienne, on travaille mieux à partir de la base que sur le fauteuil d'un président de région* ». Il s'agit, selon lui, d'éviter que « *le régionalisme rouge ne soit le seul à apparaître comme un modèle institutionnel, derrière lequel on entrevoit une sorte d'alternative politique générale* ». Nous risquons, estime M. Bassetti, de « *faire cadeau au parti communiste de cette Italie qui change* ».

Cette démission est-elle l'indice d'une aspiration à débloquer le rapport des générations à l'intérieur de la démocratie chrétienne ? Certes, le cas de M. Bassetti est isolé : appartenant à la gauche de son parti, il a fondé sa force milanaise dans les structures régionales. Mais, pouvant désormais se consacrer à son rôle dans la fédération de Lombardie, il aura au niveau national une assise solide. Dans la mesure où ses rivaux locaux, plus insérés que lui dans les équipes ministérielles, lui en laisseront la latitude.

M. Bassetti prend à son compte des constatations que récuse encore la génération au pouvoir à Rome. Sans doute, sa démission lui ouvre-t-elle une seconde carrière, s'il parvient à polariser les impatiences contenues chez les « *jeunes* » de son parti, ceux qui, ayant de quarante à cinquante ans, se sentent la capacité de gouverner autrement que leurs inamovibles aînés.

JACQUES NOBÉCOURT.

Grèce

Frappé d'une nouvelle suspension

LE QUOTIDIEN « VRADYNI » SE SABORDE

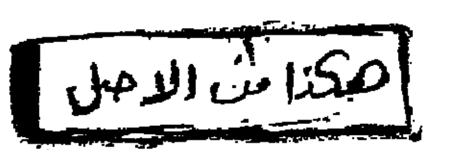
Athènes (*A.F.P.*). — Le quotidien grec *Vradyni* ne paraîtra plus. Son propriétaire, M. Georges Athanassiadis, qui avait appris lundi dernier que son journal était frappé d'une nouvelle suspension de six mois, a fait ses adieux à ses collaborateurs le mercredi 5 juin.

Le journal ne peut être publié « *dans des conditions pareilles* », a expliqué M. Athanassiadis. Il a affirmé qu'une évolution de la situation était nécessaire pour qu'il envisage de revenir sur sa décision. M. Athanassiadis, qui a déposé un recours contre la mesure de suspension devant le Conseil d'Etat, a ajouté : « *Même si le Conseil d'Etat nous donne raison, rien ne changera. Le régime actuel a réussi à ruiner le journal.* »

Vradyni, qui employait environ cinquante journalistes, passait pour refléter les vues de M. Constantin Caramanlis, ancien président du Conseil, qui vit à Paris depuis 1964.

[« Vradyni » avait été suspendu, une première fois, pour six mois le 1er décembre 1973 pour publication d'articles mettant en cause la gestion de l'ancien président Georges Papadopoulos. Il devait reprendre sa parution régulière à compter du lundi 3 juin.

Selon l'ordre des autorités militaires prolongeant la suspension de « Vradyni », ce journal « menait une politique en faveur de certaines personnes et faisait de la propagande contre l'ordre social établi en Grèce ». Les contacts pris par son éditeur pendant la période de suspension du quotidien « donnaient la certitude que sa reparution créerait de l'agitation et des sentiments d'insécurité chez les citoyens », avait encore estimé le commandement militaire de la place d'Athènes.]



EUROPE

Union soviétique

DANS LA DEUXIÈME PARTIE DE SES MÉMOIRES

Khrouchtchev regrette de n'avoir pas mené jusqu'au bout la déstalinisation

Le deuxième volume des « Mémoires » de Nikita Serguiévitch Khrouchtchev vient d'être publié aux Etats-Unis et le sera prochainement en France (1). Lors de la mise en vente de la première partie on pouvait encore s'interroger sur l'authenticité de l'ouvrage. Les documents qui depuis ont été communiqués aux spécialistes ne laissent guère de doute. (« Le Monde » du 28-29 avril.)

C'est donc bien l'ancien chef du gouvernement soviétique qui parle. Mais le livre se ressent du procédé choisi par l'auteur. La composition est lâche. Khrouchtchev saute du coq à l'âne, se lance dans des digressions, se répète, se trompe parfois dans le récit des événements. Il n'avait d'ailleurs plus à sa disposition les instruments — ou les collaborateurs — qui lui auraient permis de s'exprimer avec précision. Et puis il n'avait pas acquis, sur ses vieux jours, la rigueur de l'historien.

Mais pourquoi serait-on plus exigeant pour lui que pour n'importe quel politicien qui se penche sur son passé ? Qu'ils en aient conscience ou non, les auteurs de tels Mémoires ont d'abord le souci de justifier leur action. D'instinct, ces hommes qui ont voulu, non expliquer le monde mais le façonn« , retiennent du flot d'événements auxquels ils ont participé ceux qui portent leur marque. Il est évident que, dans cette histoire, Khrouchtchev joue le beau rôle, mais pas toujours. Il a trouvé dans la vieillesse la sérénité qui lui permet de reconnaître sans en être accablé ses erreurs.

Des jugements prudents sur les successeurs

Ceux qui rechercheront dans cet ouvrage des révélations extraordinaires sur la période khrouchtchévienne seront déçus. Le narrateur n'a pas dévoilé tout ce qu'il savait. Il redit, avec beaucoup plus de force, tout le mal qu'il pensait de Staline. Il montre en quelle piètre estime il tenait ses collègues du « groupe antiparti », MM. Molotov, Malenkov, Kaganovitch, qui faillirent l'évincer du pouvoir en 1957 (mais il marque quelque indulgence pour un autre personnage, qu'il fut amené à épurer, le maréchal Joukov). Le lecteur aimerait savoir son opinion sur des hommes dont il avait facilité la carrière et qui le poussèrent à la retraite sans ménagement. Mais l'on ne peut que deviner, à propos d'une allusion aux événements de Tchécoslovaquie, qu'il fait des réserves sur la politique de ses successeurs. Ou encore qu'il regrette amèrement de n'avoir pu pousser la déstalinisation jusqu'au bout... Il a l'occasion de mentionner M. Kossyguine, qui fut son adjoint pendant des années (et son collègue au bureau politique pendant plus longtemps encore), mais il affecte de peu le connaître, tout en signalant qu'il eut « des frictions » avec lui.

Quand il traite des grandes crises qu'il vécut, Khrouchtchev ne fait guère que confirmer ce que les « kremlinologues » avaient décelé. Ainsi lorsqu'il raconte comment il se heurta aux militaires parce qu'il avait réduit les effectifs et diminué les soldes, mais il affirme qu'il fut appuyé par les chefs militaires suprêmes, le maréchal Joukov puis le maréchal Malinovski. Ou quand il indique que M. Molotov se méfiait de toutes les initiatives en faveur de la détente internationale.

Les limites de la puissance

Les renseignements qu'il apporte au passage sur le fonctionnement du régime sont beaucoup plus intéressants. A cet égard, le mémorialiste montre plus les limites que la puissance du numéro un. Que le premier secrétaire prenne soin de consulter ses collègues avant de prendre une décision importante, cela va de soi. Il ne pouvait de sa seule autorité liquider la base soviétique en Finlande ou rapatrier les contingents stationnés en Roumanie. Mais en 1963, alors qu'il était chef du parti et du gouvernement, que la presse chantait sans retenue ses initiatives, il se croyait obligé de solliciter l'avis des autres dirigeants avant de faire une tournée d'étude et d'inspection au Kazakhstan. Pourtant, à la même époque, cet homme qui hésitait à voyager dans une République soviétique sans être « couvert » par ses collaborateurs et subordonnés décidait une refonte complète des structures du parti que personne, au fond n'acceptait. Le mémorialiste ne dit pas comment, en ces moments-là, il réussissait à imposer ses vues. Peut-être d'ailleurs n'a-t-il jamais eu l'impression de violer ses collègues. Visiblement, il n'a pas compris le grief majeur — « subjectivisme » — qui lui fut adressé lors de sa chute.

Alors qu'il exerçait les plus grandes responsabilités, il avait parfois quelque peine à saisir la situation. Par exemple lorsqu'il décrit l'origine de la tension avec la Roumanie : « Tout ce que je peux dire, *note-t-il en conclusion de ce chapitre,* c'est que j'ignorais les raisons véritables du conflit quand il commença à se développer, et que maintenant je ne les comprends pas davantage. » *Il suggère que l'ancien chef du gouvernement roumain, M. Maurer, porte la responsabilité de cette détérioration, parce qu'il avait adhéré tardivement au parti communiste et qu'* « il avait encore quelques vieux préjugés nationalistes ». *L'explication est un peu courte. Il se dit également incapable d'expliquer les difficultés avec l'Albanie.*

D'une façon générale, ces Mémoires révèlent les lacunes de l'information dont disposent les dirigeants soviétiques (au moins jusqu'en 1964). Du temps de Staline, la plupart des membres du bureau politique ignoraient tout des décisions qu'ils devaient approuver. L'ancien dictateur lui-même tranchait parfois à l'aveuglette. Khrouchtchev raconte comment fut manigancée la chute de M. Gomulka (en 1947-1948). Des dirigeants du parti polonais voulaient se débarrasser de ce collègue. Il paraît — c'est du moins le mémorialiste qui l'affirme — qu'à ce moment M. Gomulka regrettait qu'il y eut trop de juifs à l'échelon suprême. Mais Staline ne fut pas mis au courant de la nature exacte du conflit. « Les camarades polonais accusèrent G o m u l k a d'être pro-yougoslave ; ils ne le proclamèrent pas en public, mais s'arrangèrent *pour que la rumeur fût portée aux* oreilles de Staline. » *Ainsi obtinrent-ils le feu vert du Kremlin pour se débarrasser de leur adversaire.*

Khrouchtchev reconnaît qu'il ne se rendait pas lui-même toujours bien compte de ce qu'il faisait et, au moment de dresser un bilan, il le regrette. Ainsi le résumé qu'il donne de l'affaire Pasternak est pathétique. Il y a une quinzaine d'années, la publication — non en U.R.S.S. mais à l'étranger — le Docteur Jivago *provoqua un scandale. L'écrivain se vit attribuer le prix Nobel alors que, dans son pays, il était victime de « mesures administratives ».* « La décision d'utiliser des méthodes de police, *écrit Khrouchtchev,* donna sa coloration à l'affaire et laissa pour longtemps un arrière-goût mauvais. » *Or, constate-t-il,* « j'avais la possibilité d'influencer la décision — publier ou non l'ouvrage : il suffisait d'accepter ou de refuser l'avis de quelques personnes qui tirent rapport. Je n'ai pas agi, alors que j'ai de bonnes raisons de dire que si j'avais influencé la décision j'aurais été suivi ».

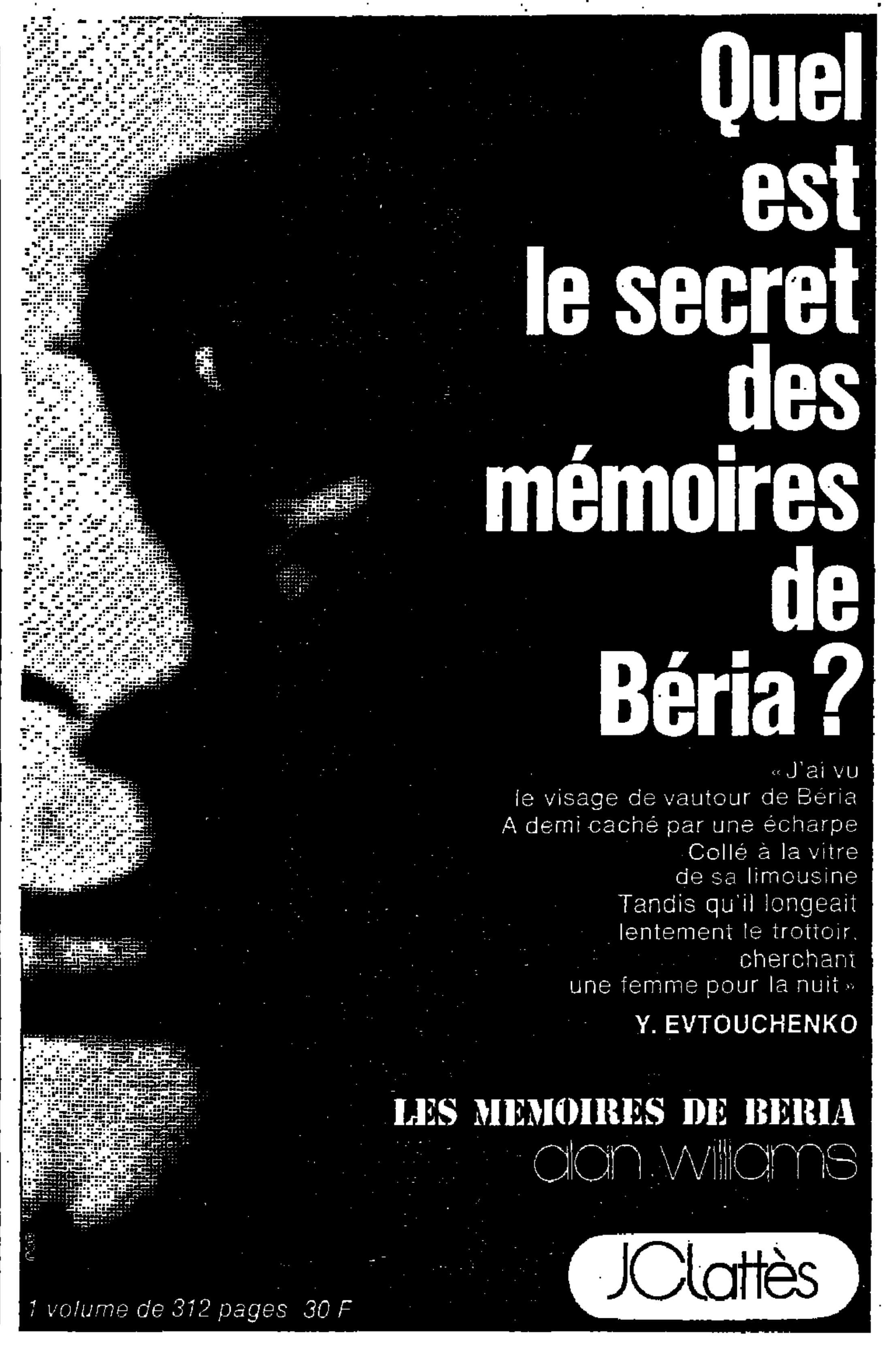
Ses réflexions sur les difficultés du parti avec les intellectuels sont pleines de sagesse... et de nostalgie : quand il s'agit des œuvres de l'esprit, « les mesures administratives sont toujours néfastes et non progressistes ». *Ou encore :* « Je crois que les gens peuvent pouvoir exprimer leur goût ou leur aversion pour une certaine forme de musique et que le pouvoir ne doit pas décréter de mesures administratives pour s'opposer à quelque forme de musique. »

Celui qui fait ces remarques sensées, qui recommande au pouvoir de ne pas se mêler de ce qui ne le regarde pas, est-ce bien le même homme qui, en des circonstances mémorables et alors qu'il était au faîte de sa puissance, administrait des volées de bois vert aux artistes dont il n'aimait pas le travail ? Qui voulait considérer écrivains et journalistes comme « les hommes de main du parti » *? Il est réconfortant de songer qu'il a évolué jusqu'à la fin de sa vie. On rêve alors d'un impossible retournement de l'histoire : quel dommage que Khrouchtchev n'ait pu composer ses Mémoires avant d'exercer les responsabilités suprêmes !*

BERNARD FÉRON.

(1) « Khrushchev Remembers. The last Testament ». Introductions d'Edward Crankshaw et Jerrold Schecter. Ed. Little, Brown et Cie, Boston, Toronto.





AFRIQUE

Tunisie

Début de détente à l'université de Tunis

De notre correspondante

Tunis. — Contrairement aux rumeurs qui circulaient depuis plusieurs jours dans la capitale, concernant un éventuel boycott des examens, les premières épreuves se sont déroulées dans le calme à la faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, où trois cent vingt étudiants n'avaient pas été admis à présenter leur candidature à cause de *« trois absences injustifiées »* aux séances de travaux pratiques.

La faculté de droit et des sciences politiques passe pour l'une des plus turbulentes de Tunis, et c'est à la suite d'une première semaine de grève clôturant le second trimestre que le conseil des professeurs avait décidé que *« les absences pour faits de grève seraient considérées comme injustifiées »*. Cette décision — non gouvernementale — avait été communiquée au ministère de l'éducation nationale et affichée dans les locaux de la faculté. On espérait ainsi obtenir plus de calme et d'assiduité aux cours. Au début du troisième trimestre, trois semaines de grève paralysent à nouveau la faculté. Le conseil des professeurs décida alors, tout en maintenant le contenu de l'avertissement, de ne pas mettre au passif des étudiants la semaine pendant laquelle la faculté a été occupée par les forces de l'ordre. De ce fait, le nombre des candidats exclus se trouvait très diminué.

« Ce que nous voulons, dit M. Guiga, ministre de l'éducation nationale, *c'est remettre l'entreprise universitaire au travail. »*

« Nous voudrions pratiquer une politique de fermeté sans fermeture », ajoute M. Guiga, qui rappelle qu'en octobre 1973 un décret a instauré les élections libres à l'intérieur des établissements universitaires, en application de la loi de 1969 qui n'avait pas été, jusque-là, effective. *« Nous voulions, pour rétablir le le dialogue interrompu, tenter d'abord une reprise sur un plan exclusivement universitaire. »* Des élections se sont effectivement déroulées à la faculté de médecine et à l'École normale supérieure, mais les autres facultés ont boycotté cette tentative et *« politisé »* à nouveau le conflit en demandant un congrès extraordinaire de l'Union générale des étudiants tunisiens (G.E.T.) afin d'assurer la *« représentation démocratique »* au sein de cette organisation nationale étroitement liée au parti destourien de par sa charte même.

Le ministère de l'éducation nationale maintiendra la possibilité d'élections libres au sein des facultés à chaque rentrée universitaire.

Annulation du voyage en Chine

Par ailleurs, le voyage en Chine du président Bourguiba, prévu pour le 14 juin prochain, est annulé. Cette décision est en rapport avec le départ pour Paris, le 3 juin, du premier ministre, M. Nouira. Celui-ci, souffrant depuis le 30 mai dernier, avait été examiné à Tunis par le professeur Caroli. Un bulletin de santé avait ensuite précisé que, *« totalement rétabli »*, le premier ministre devrait observer *« trois semaines de convalescence »*. Le départ de M. Nouira pour Paris n'a pas été annoncé officiellement.

MANUÈLE PEYROL.

Somalie

● LE GOUVERNEMENT DE MOGADISCIO est revenu, le mercredi 5 juin, sur sa décision d'expulser Andrew Torchia, envoyé spécial de l'Associated Press, chargé du reportage de la réunion de l'O.U.A. Aucune raison n'avait été donnée pour son expulsion et aucune n'a été fournie pour l'annulation de cette décision. — *(A.P.)*

LE SORT DES TERRITOIRES PORTUGAIS D'AFRIQUE

Mozambique

Tandis que le dialogue s'engage à Lusaka

Le FRELIMO intensifie son activité militaire

Après une accolade publique et cinq heures d'entretien, MM. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères, et Samora Machel, président du Front de libération du Mozambique, se sont séparés mercredi 5 juin à Lusaka sans avoir publié de déclaration commune. Les deux hommes avaient été présentés l'un à l'autre par M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, qui joue dans ces circonstances un important rôle de médiation.

Il semble que la plupart des sujets intéressant l'évolution du statut politique du Mozambique aient été abordés par MM. Mario Soares et Samora Machel et que les conversations se soient déroulées dans une atmosphère particulièrement cordiale. Ce jeudi, une nouvelle rencontre était prévue et le ministre portugais des affaires étrangères devait quitter le jour même la capitale zambienne pour Londres où il doit rencontrer à nouveau la délégation du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.).

Un communiqué publié mercredi à Beira par les forces armées portugaises fait état d'une recrudescence de l'activité des rebelles, précisant que, durant la période du 10 au 25 mai, dix Africains ont été tués et une cinquantaine d'autres, dont trente-neuf enfants, ont été enlevés par le FRELIMO. Selon les auteurs de ce communiqué, les nationalistes tentent ainsi, au moment même où s'amorcent des négociations, d'affirmer leur contrôle sur la population civile par la violence.

M. Vasco Soares de Melo, nouveau gouverneur du Mozambique, a quitté mercredi Lourenço-Marquès pour Lisbonne, où il doit être confirmé dans ses fonctions à la tête du gouvernement provisoire du Mozambique — lequel serait formé dans une semaine environ. On estime généralement que M. Soares de Melo devrait, en principe, revenir à Lourenço-Marquès en compagnie du général Spinola, dont il a confirmé la visite prochaine en Angola et au Mozambique.

On apprend d'autre part que des mouvements de tendance séparatiste sont apparus à la fois à Madère et à Cabinda. A Madère, le Mouvement démocratique de Madère (M.D.M.) a tenu, mercredi, une réunion destinée à étudier les possibilités d'autodétermination pour la population de l'île. A Cabinda, petit territoire portugais situé entre la République populaire du Congo et le Zaïre, l'Union démocratique de la population de Cabinda a adressé un appel à la junte, demandant que cette enclave soit considérée comme une entité distincte de l'Angola, et qu'elle puisse séparément accéder à l'indépendance.

Enfin, on apprend, dans les milieux autorisés de New-Delhi, que la République indienne est prête à rétablir des relations diplomatiques avec Lisbonne, *« si le gouvernement portugais reconnaît l'annexion de Goa au territoire indien, opérée il y a treize ans »*. C'est Mme Indira Gandhi qui aurait fait connaître ce point de vue aux dirigeants de Lisbonne, dans un message verbal transmis par l'intermédiaire de M. Léopold Sedar Senghor, président de la République du Sénégal. — *(A.F.P., AP., Reuter, U.P.I.)*

● *A Macao*, le commandant militaire par intérim, le commandant Rebelo Gonzalves, a annoncé le 5 juin la levée de la censure sur la presse dans le territoire. — *(U.P.I.)*

Angola

La commission provisoire révolutionnaire du M.P.L.A. réplique aux dissidents de ce mouvement

De notre correspondant

Rome. — *« L'appel lancé contre l'actuelle direction du M.P.L.A. et son président, M. Agostino Neto, par des membres dissidents de ce mouvement* (le Monde *du 31 mai) constitue une manœuvre de division dont les intentions sont à peine obscures. »* C'est ce que nous a déclaré, au cours de son passage à Rome un émissaire de la commission provisoire révolutionnaire, organisme qui, depuis quelques mois, remplace le comité directeur du M.P.L.A.

Les dix-neuf signataires de cet appel ont sans doute eu jadis des mérites incontestables. Mais, selon cette personnalité, ils sont assez mal placés aujourd'hui pour revendiquer leur participation dans l'aboutissement d'une lutte armée qu'ils ont, soit délibérément, soit du fait des circonstances, abandonnée depuis des années, neuf d'entre eux en effet ne sont plus membres du M.P.L.A.

M. Mario de Andrade, après avoir tenté de vivre quelques mois dans un camp en Zambie, semble avoir préféré la vie en Europe à celle du maquis. Le commandant militaire Floribert Monimaro, qui fait état, après sa signature, de la qualité de chef des opérations de l'état-major nord, n'a pas rejoint ce poste lorsqu'il y a été nommé, et se trouverait au Zaïre. M. Gentil Viana a passé neuf ans en Chine, où il traduisait Mao Tse-toung en portugais. Le seul signataire qui ait eu une autorité dans le mouvement (en dehors de Mario de Andrade) est le révérend Domingos Da Silva, ancien vice-président et membre du bureau politique. Agé de soixante-dix ans, ce dernier semble avoir été circonvenu et a fait savoir à M. Agostino Neto son étonnement d'avoir vu son nom associé à une telle liste de revendications.

Selon l'émissaire de la commission provisoire révolutionnaire, les auteurs de cet appel sont pour la plupart mulâtres ou métis et leur attitude a soulevé des réactions amères parmi les Africains noirs qui y ont vu une attitude empreinte de ce racisme même qu'ils prétendaient dénoncer. Ils sont considérés comme des représentants d'une bourgeoisie intellectuelle éloignée des maquis et des réalités. Un exemple de leur comportement est illustré, nous a-t-on fait valoir, par les hésitations du révérend Joachim Pinto de Andrade, frère de Mario de Andrade, qui fut longtemps emprisonné par les Portugais. Ayant accompagné M. Mario Soares à Bruxelles le 3 mai, il y rencontra M. Neto, qui lui remit des fonds pour l'organisation du M.P.L.A. à Lisbonne, en tablant sur son ralliement. Mais le révérend Pinto de Andrade hésite actuellement devant la proposition que lui a faite le général Spinola d'assumer le poste de gouverneur de l'Angola.

Au surplus, cet appel dissimule des intérêts politiques bien précis puisqu'il ne craint pas d'évoquer l'autonomie pour la zone de Cabinda, en assurant faussement que la population n'y collabore pas avec le M.P.L.A. Les perspectives d'exploitation du pétrole en font un nouveau Koweït, d'où, dans un rayon de 100 milles marins, on estime que seront extraites 65 millions de tonnes de pétrole en 1978, et de 100 à 150 millions vingt ans plus tard. Or, selon l'émissaire de la commission révolutionnaire provisoire, M. Hermann Kahn, le futurologue américain, a, dans une étude réservée au département d'Etat, préconisé de garder le contrôle de l'ensemble des ressources naturelles du Zaïre et de l'Angola.

L'Angola indépendant estime, nous a-t-on assuré, qu'il n'aura aucune difficulté à confier l'exploitation de ces gisements à des compagnies pétrolières amies. Dans l'immédiat, l'appel dirigé contre M. Neto s'inspire donc d'intérêts que résumait le général Costa Gomez, ministre de la défense portugais, dans une interview à l'hebdomadaire sud-africain *The Point* du 1er juin : *« Je suis convaincu,* déclarait-il, *que l'Angola décidera de rester portugais. Il devra fortifier davantage ses rapports avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie. »*

La France, nous a fait valoir le représentant de la commission révolutionnaire provisoire, a connu en Algérie, avec Messali Hadj, les erreurs que peut entraîner la surévaluation de tels appels à la division. — J. N.

● *Le gouvernement sud-coréen* a reconnu jeudi 6 juin l'Etat de Guinée-Bissau proclamé indépendant par le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) en septembre dernier, a annoncé le ministère des affaires étrangères de Séoul. — *(Reuter.)*

● *M. Batican Ferreira*, responsable du Mouvement démocratique de Guinée, nouvellement formé, a déclaré, le mardi 4 juin à Lisbonne, au cours d'une conférence de presse qu'un *« nouveau Biafra »* pourrait surgir en Guinée si l'indépendance était négociée avec le seul P.A.I.G.C. Le M.D.G. demande à pouvoir déléguer des observateurs aux pourparlers de Londres. — *(A.F.P.)*

Sénégal

UNE MISE AU POINT DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Après la publication dans *le Monde*, daté du 5 juin, d'une interview de M. Léopold Sedar Senghor, président de la république du Sénégal, la mise au point suivante a été rendue publique, mercredi 5 juin, à Dakar, par les services de la présidence :

« M. Jean de La Guérivière, journaliste du Monde, *a donné une soi-disant « interview du président Léopold Sedar Senghor ».*

» Le président rappelle que, selon le désir qu'avait exprimé M. Jean de La Guérivière lui-même, il s'est agi, tout simplement, d'une conversation à bâtons rompus.

» Le président Senghor prend toujours soin de faire enregistrer ses interviews et d'en corriger la transcription. La soi-disant interview de M. Jean de La Guérivière n'est donc rien d'autre qu'une interprétation personnelle de faits exposés par le président de la République. Il lui laisse l'entière responsabilité des jugements de valeur émis par lui. »

[Nous prenons acte de la mise au point du président Senghor et du fait que le terme d'« interview » a pu, en effet, prêter à malentendu. Notons toutefois que le président du Sénégal ne conteste pas sur le fond les propos que nous avons rapportés.]

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

● MGR AGOSTINO CASAROLI, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, a eu plusieurs entretiens à Madrid, les 4 et 5 juin, avec M. Pedro Cortinar, ministre espagnol des affaires étrangères. Ces discussions auraient porté sur la révision du Concordat conclu en 1953 entre l'Espagne et le Saint-Siège. — *(A.P.)*

● LES AUTORITES ESPAGNOLES ont remis en liberté les quatre membres de la LUAR (Ligue d'union et d'action révolutionnaire) qui étaient incarcérés à la prison de Salamanque depuis l'été 1973 pour *« trafic d'armes avec le Portugal »* (*le Monde* du 4 juin). Ces militants ont aussitôt gagné Lisbonne. Par ailleurs, la plupart des membres de la police politique portugaise qui s'étaient réfugiés en Espagne à la suite du coup d'Etat militaire du mois d'avril, ont été assignés à résidence dans la région du Levant, la plus éloignée de la frontière portugaise. On croit savoir qu'un grand nombre d'entre eux ont l'intention de se rendre en Rhodésie ou en Afrique du Sud. — *(Corresp.)*

Etats-Unis

● LES REPUBLICAINS ont perdu un nouveau siège à la Chambre des représentants avec l'élection mercredi 5 juin à San-Francisco du candidat démocrate John Burton. Cette victoire démocrate est la cinquième sur six consultations partielles tenues depuis le début de l'année. — *(A.F.P.)*

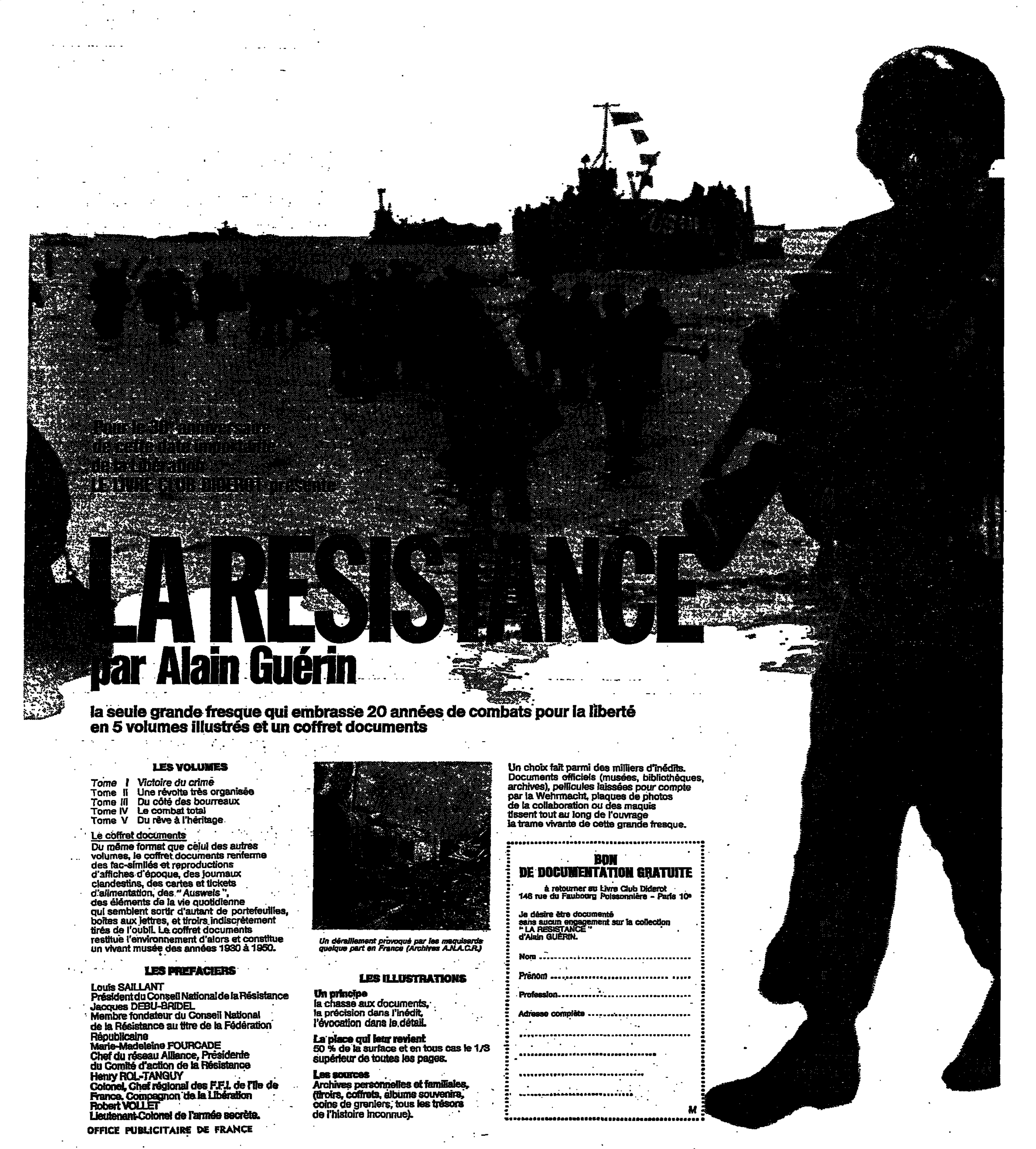
Pays-Bas

● LE TRIBUNAL DE HAARLEM a condamné, jeudi 6 juin, à cinq ans de prison les deux pirates de l'air palestiniens qui avaient détourné, le 3 mars dernier, un V.C. 10 de la British Airways, puis l'avaient incendié sur l'aéroport de Schipol-Amsterdam.

Uruguay

● *M. JUAN PABLO TERRA*, président du parti démocrate chrétien uruguayen, a été remis en liberté, mercredi 5 juin, ainsi que les six personnes qui avaient été arrêtées avec lui le 25 avril dernier. M. Terra, qui était sénateur dans le Parlement dissous par le gouvernement le 27 juin dernier, est à la tête de la seule formation d'opposition légale en Uruguay. *(A.F.P.)*

6 JUIN 1944 — il y a exactement 30 ans ils débarquaient sur la côte normande — 6 JUIN 1974



LE JOUR J

Par JEAN LACOUTURE

« Notre tentative de débarquement dans la région Cherbourg - Le Havre ayant échoué, j'ai ordonné le repli des troupes. Ma décision d'attaquer à cette date et en ce lieu reposait sur les meilleurs renseignements possibles. Les fantassins, les forces aériennes et la marine ont fait preuve d'une bravoure et d'un sens du devoir admirables. Si une faute a été commise *et si* quelqu'un doit en être *blâmé, c'est moi et moi seul. Signé : Dwight Eisenhower, 6 juin 1944.* »

Ce texte, le commandant en chef des forces alliées l'avait rédigé le lundi 5 juin, à tout hasard. Mais le mardi, à 9 h. 33, il dictait à son porte-parole le communiqué suivant, qui allait embraser les peuples d'espoir : « *Sous le commandement suprême du général Eisenhower, les* forces navales alliées, soutenues par *de puissantes forces aériennes, ont commencé ce matin à débarquer des armées alliées sur la côte nord de la France.* »

Depuis plus de neuf heures déjà, dix-huit mille parachutistes américains, anglais, canadiens et français étaient au combat entre Valognes et Houlgate, sur un front de près de 100 kilomètres. Depuis trois heures, une flotte de près de cinq mille navires, dont sept cents bâtiments de guerre, débarquait à intervalles réguliers sur cinq « plages » aménagées en hâte à cet effet, de l'embouchure de la Vire à celle de l'Orne, une force de près de deux cent mille hommes. L'opération « Overlord », approuvée en décembre 1943 à la conférence interalliée de Téhéran, qui avait été pour Staline l'occasion de réclamer fermement l'ouverture du second front si souvent promis par Roosevelt et Churchill, se déployait en majesté.

La décision

La décision de prendre pied en Normandie était antérieure à la désignation d'Eisenhower à la tête des forces alliées. C'est le général britannique Sir Frederick Morgan qui en avait dressé les plans en 1943. Installé près de Portsmouth en février, Eisenhower avait décidé le 17 mai de déclencher l'opération soit le 5 juin, soit le 6 juin, soit le 7 juin, les trois seules journées offrant les conditions favorables à son entreprise : un clair de lune tardif dissimulant les approches des parachutistes et leur donnant ensuite la chance de se repérer au sol ; une marée basse mettant à nu les innombrables pièges dressés sur les plages et les dunes par l'occupant. Un mauvais temps persistant faillit le contraindre à reporter l'offensive jusqu'au 19 juin. Mais, le 4 juin, les nouvelles d'une brusque amélioration des conditions météorologiques jusqu'au 6 juin à midi provoquèrent la convocation de la conférence décisive, qui se tint ce soir-là à 9 h. 30. Contre l'avis du chef de l'aviation, Sir Arthur Tedder, mais sur les instances pressantes du maréchal Montgomery, le commandant en chef annonça sa décision : ce serait pour le 6 juin.

Le secret

L'opération « Overlord », dans son principe, était connue des services allemands depuis des mois, grâce au fameux Cicéron, leur agent à Ankara. Mais ils n'en savaient ni la date ni le lieu. Tous les chefs nazis, à commencer par Hitler, étaient persuadés de l'ouverture d'un second front avant la fin de juin 1944, mais presque tous en situaient le déclenchement dans le pas de Calais. C'est là que le maréchal von Rundstedt, commandant en chef du front ouest, avait placé sa meilleure armée, la XV[e], laissant le soin de défendre la Normandie à une unité moins aguerrie, la VII[e] armée. Responsable direct du théâtre d'opérations, le maréchal Rommel était en désaccord avec Rundstedt sur la stratégie à adopter, persuadé qu'il était que la bataille décisive se jouerait dans les premières heures, sur les plages, quand son aîné suggérait de laisser les attaquants s'engager sur le sol français pour contre-attaquer avant la consolidation de la tête de pont et les écraser à loisir. Mais lui aussi était persuadé que l'effort majeur des Alliés porterait sur la région de Calais, et convaincu que l'assaut serait conjuguée avec une nouvelle offensive soviétique en direction de la Pologne : or le dégel n'y surviendrait pas avant le 15 juin. D'ici là, on pouvait voir venir. Et tout en poussant fébrilement les préparatifs de défense du Mur de l'Atlantique, Rommel demanda et obtint une permission pour aller fêter son anniversaire en famille à Herrlingen, près d'Ulm. En fait, il comptait bien poursuivre son voyage jusqu'à Berchtesgaden pour obtenir personnellement de Hitler la mise à sa disposition de trois divisions blindées stationnées dans le nord-ouest de la France, la 21[e], la 12[e] SS et la Panzer Lehr, divisions qui dépendaient du Führer seul. Ainsi quitta-t-il son poste le 4 juin, sans que personne, hormis quelques familiers et un aide de camp de Hitler, en sut quoi que ce soit.

Le chef des renseignements allemands, l'amiral Canaris, avait, un mois plus tôt, acquis la certitude que le signal de l'invasion serait donné par la diffusion, sur les antennes de la B.B.C., des premiers vers de *la Chanson d'automne*, de Verlaine, (« Les sanglots longs des violons de l'automne... »), mais que l'opération ne serait déclenchée qu'après la diffusion du second vers : « Bercent mon cœur d'une langueur monotone ». Le 1[er] juin, ses services avaient enregistré la première phrase. Mais, chose surprenante, l'information ne fut communiquée qu'à l'état-major de la XV[e] armée, celle du Nord ; pas à la VII[e], celle qui gardait la Normandie. Et ni Rommel ni Rundstedt n'en firent grand cas. Elle ne suffit même pas à détourner la plupart des officiers stationnés en Normandie de se rendre le 5 juin à Rennes, où avait été organisé un « kriegspiel » figurant un débarquement allié sur la côte atlantique.

L'air

Les premières unités parachutistes de la 82[e] et de la 101[e] divisions aéroportées américaines et de la 6[e] division britannique prirent pied sur le sol français le 6 juin à 0 h. 15. Les premiers s'abattirent sur la bourgade de Sainte-Mère-l'Eglise (Manche), effarés et effarants comme des papillons de nuit. Les autres, plus surprenants encore, sur le Q.G. du général Reichert, près de Tourtreville. Du sud du Cotentin aux rives de l'Orne et du canal de Caen, ces quelques milliers d'hommes étaient chargés de délimiter et de baliser le champ de bataille non sans faire, en passant, sauter les voies de communication, notamment les ponts sur la Douve et le Merderet à l'ouest, sur la Dives et l'Orne à l'est. En moins de six heures, balisage et sabotages étaient réalisés au-delà des espérances du commandement en chef.

La réaction allemande fut d'abord extrêmement discrète. Si la XV[e] armée, à 300 kilomètres de là, fut mise en alerte, la VII[e] armée ne le fut pas. tant au quartier général de Rundstedt qu'à celui de Rommel — qui dormait paisiblement du côté d'Ulm — on jugea qu'il s'agissait essentiellement d'une opération de diversion, assortie d'une ruse grossière : « Ce n'étaient pas des parachutistes, mais des mannequins » que le commandement allié larguait alors sur la Normandie (ce qui n'était pas entièrement faux : quelques centaines de poupées de caoutchouc lestées d'explosifs furent en effet jetées sur les arrières de l'ennemi).

Les pertes de cette première vague d'invasion furent lourdes, bon nombre de planeurs où avaient pris place les hommes des généraux Gavin, Dempsey et Maxwell Taylor étant venus s'empaler sur les pieux que Rommel avait fait dresser sur les dunes, ou s'enliser dans les marais de la Dives ou du Merderet.

La mer

Sur 40 kilomètres de front, à raison d'un bâtiment tous les 100 mètres, la plus grande armada de l'histoire, ballottée par les vagues, allait jeter sur les plages une troupe saoulée de mauvais temps : vingt et un convois américains, trente-huit britanniques (anglo-canadiens) sans compter, entre autres, deux navires français, le croiseur *Georges-Leygues* et le croiseur léger *Montcalm*. L'objectif : un chapelet de cinq « plages » ou zones de débarquement, baptisées en nom de code, d'ouest en est : *Utah* (de Sainte-Marie-du-Mont à la pointe du Hoc), *Omaha* (de la pointe du Hoc à Arromanches), *Gold* (d'Arromanches à Langrune), *Juno* (de Langrune à l'embouchure de l'Orne) et *Sword* de part et d'autre de l'embouchure. Les deux premières plages sont les objectifs des Américains, la troisième des Anglais, la quatrième des Canadiens, la cinquième des Angalis encore, auxquels se mêlent les « bérets verts » du commandant français Kieffer (un des héros, l'année précédente, du coup de main sur Dieppe).

A *Utah*, à *Gold*, les opérations prennent, selon bon nombre de témoins, l'allure d'une manœuvre. A *Juno* et à *Sword*, Canadiens et Anglais se heurtent à une sérieuse résistance. Mais c'est à *Omaha* (dite « la sanglante ») que l'affaire prit un tour de tragédie. Au nord de Colleville, sur les falaises, la 352[e] division de la Wehrmacht a consolidé ses positions et, en dépit d'un fantastique bombardement maritime à partir de 4 h., ses vingt canons lourds resteront intacts pendant des heures : des vagues où ils se débattent sous un déluge de ferraille aux premiers contreforts de la falaise deux mille cinq cents combattants américains sont massacrés en deux heures. Témoin de choix, Ernest Hemingway, jouant « le vieil homme et la mer » dans un L.S.T., note non sans cynisme que ces pantins désarticulés le font penser à une représentation de Petrouchka...

La terre

A partir de *Utah* à l'ouest, et de *Sword* à l'est, c'est-à-dire de la Vire et de l'Orne, en direction de Carentan et de Caen, la progression alliée va s'amorcer, et déjà, vers 9 h., à l'état-major britannique, on parle d'une conférence de presse à Caen pour l'après-midi... Mais la situation est si grave à *Omaha* que le général Bradley, commandant de la 1[re] armée U.S., commence à envisager l'hypothèse d'un rembarquement, au moins partiel.

Que serait-il arrivé si le commandement allemand avait jeté immédiatement toutes ses forces dans la bataille, à commencer par les trois divisions cuirassées, 21[e], 12[e] et Panzer Lehr dont il a été déjà question ? Il faut rappeler d'abord que pendant des heures, des jours, des semaines même, la plupart des responsables nazis croiront encore que les alliés préparent « autre chose » dans le Pas-de-Calais, où d'ailleurs leur aviation avait lancé le 6 juin une diversion. Ensuite, que l'homme qui aurait pu galvaniser la résistance, Rommel, dort toujours chez lui — on ne le préviendra que vers 10 h. ce matin-là ! Après avoir envisagé de maintenir le projet de visite à Berchtesgaden, il ne rejoindra la Normandie que tard dans la soirée de ce jour J qu'il avait baptisé lui-même « le jour le plus long » et dont il fut absent. Enfin, que von Rundstedt prit bien sur lui de donner ordre aux trois grandes divisions de faire mouvement, mais qu'il s'attira un veto formel de l'O.K.W., le grand état-major qui se contenta de lui rappeler que seul le Führer pouvait en disposer. Décision suicidaire « tout à fait dans le style de ce caporal bohémien », rugit von Rundstedt, désarmé.

Bref, quand Eisenhower lance son communiqué de 9 h. 33, il sait que la tête de pont est déjà solidement établie. Il compte sur la chute prochaine de Bayeux — qui interviendra le surlendemain, — de Caen et de Cherbourg, qui résisteront longtemps. Mais il a mesuré l'efficacité de l'armement allié. Et lui, le terrien, il se sent de nouveau dans son élément, partiellement affranchi de la tutelle des amiraux et des air-marshalls qui lui dictaient leurs lois.

Voire. Surgissent deux partenaires incommodes : de Gaulle et la résistance intérieure. On a lu le récit des démêlés entre le président du G.P.R.F. et ses alliés (1).

Il faudra attendre la fin de l'après-midi du 6 pour que de Gaulle, qui n'a point voulu paraître « aux ordres » des alliés, parle enfin. « *La bataille suprême est engagée. Le devoir simple et sacré est de combattre l'ennemi par tous les moyens, et de le détruire sans délai... Les consignes données par le gouvernement français et par les chefs français qu'il a qualifiés pour le faire doivent être exactement suivies.* »

Le chef de la France libre contredit Eisenhower sur deux points. Alors que le général américain incite au calme provisoire ceux qui ne sont pas concernés par les opérations, de Gaulle suggère un soulèvement général, et il ne prône la discipline qu'à l'égard des chefs français. Il faudra une semaine pour résoudre tous les problèmes « politiques » qui s'opposent à sa présence sur le sol national : c'est le 14 juin qu'il débarque à Courseulles, avant de gagner Bayeux et de se faire « reconnaître » par le peuple de France.

Mais la résistance intérieure, toute galvanisée qu'elle soit par la réussite du débarquement, s'étonne du peu de moyens qui lui sont accordés pour mener à bien la mission qu'elle s'attribue à juste titre : créer un front au revers de celui que vient d'ouvrir « Overlord ». Certes, le 6 juin, le général Koenig, nouveau commandant en chef des F.F.I., a lancé un ordre du jour réclamant à la fois l'unification des maquis et l'accélération de l'effort de guerre. Mais, le 10, il appelle à « freiner au maximum l'activité de guérilla », faute d'armes.

C'est un mois et demi plus tard seulement que les grands parachutages dans le Sud-Ouest donneront à la bataille de France son ampleur et sa signification, permettant aux forces armées de l'intérieur de répondre au sacrifice d'*Omaha beach* par les harcelements de grandes unités comme la division Das Reich dans les maquis de Corrèze et du Limousin.

(1) *Le Monde* du 6 juin.

D'Overlord à la libération de Paris

La bataille de la tête de pont

- **6 juin** Débarquement allié et création d'une tête de pont sur les côtes du Calvados et du Cotentin, à l'ouest de l'embouchure de l'Orne.
- **8 juin** Bayeux est la première ville de France libérée, puis Isigny (le 10), Carentan (le 12), Valognes (le 21).
- **8 juin** A Tulle (Corrèze) une unité allemande pend quatre-vingt-dix-neuf otages.
- **10 juin** La population d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) est massacrée : six cent trente-quatre victimes.
- **12 juin** La première bombe volante (V1) tombe sur Londres.
- **14 juin** Le général de Gaulle, qui revient pour la première fois en France depuis 1940, est accueilli avec enthousiasme à Bayeux.
- **19 juin** Une tempête coupe pendant près de quatre jours les communications entre la Grande-Bretagne et les ports de débarquement. Le port artificiel d'Omaha est détruit.
- **26 juin** Libération de Cherbourg. Les Alliés disposent d'un grand port pour leurs effectifs et leur ravitaillement.
- **9 juillet** Libération de Caen par les forces britanniques, puis de Saint-Lô (le 28), de Coutances (le 29) par les forces américaines.
- **20 juillet** Attentat manqué contre Hitler, à son quartier général de Prusse Occidentale. Epuration massive dans le haut commandement allemand.
- **27 juillet** Exécution publique à Lyon de cinq otages.

La percée

- **30 juillet** Percée des forces américaines du général Bradley dans le secteur d'Avranches (Manche) tandis que les forces anglo-canadiennes du maréchal Montgomery retiennent devant Caen le gros des unités allemandes. Une violente contre-attaque allemande dans le secteur de Mortain n'arrivera pas à refermer le « goulot » où s'engouffrent les divisions américaines dont les unes fonceront en Bretagne, déjà en grande partie libérée par les Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.), tandis que les autres (la 3[e] armée américaine du général Patton) opéreront un vaste mouvement vers l'est.
- **1[er]-13 août** Libération de la Bretagne (à l'exception de Brest, Lorient et Saint-Nazaire).
- **14 août** Libération d'Alençon (Orne) par la 2[e] D.B. du général Leclerc qui opère aux côtés de l'armée américaine. La 3[e] armée américaine remonte vers le nord (Argentan), tandis que les troupes de Montgomery poussent vers le sud (Falaise). La poche sera refermée entre les deux villes, à Trun et Chambois (Orne). Huit divisions d'infanterie et deux divisions blindées allemandes seront détruites. Mais une partie de l'armée allemande échappe à la nasse et s'échappe vers la Basse-Seine.
- **15 août** Débarquement en Provence de forces américaines et françaises (1[re] armée du général de Lattre de Tassigny), qui, aidées par les F.F.I., remonteront rapidement la vallée du Rhône.
- **16 août** Exécution de trente-quatre jeunes gens à la Grande-Cascade du bois de Boulogne.
- **19 août** Insurrection de Paris, les F.F.I. et la police parisienne occupent l'Hôtel de Ville et la préfecture de police.
- **20 août** Massacre de cent personnes par la Gestapo, à Saint-Genis-Laval (Rhône) près de Lyon.
- **23 août** Libération de Marseille et de Toulon.
- **24 août** Arrivée à Paris des premiers éléments blindés de la division Leclerc. Libération de Cannes, Grasse et Antibes.
- **25 août** Reddition du général Von Choltitz, commandant de la garnison allemande du « Grand Paris ».

DU DÉBARQUEMENT

Un millier de Français en Amérique pour commémorer le 6 juin

De notre envoyé spécial

Washington. — Près d'un millier d'anciens combattants des deux guerres, des déportés et des internés de la Résistance ont choisi d'aller célébrer le trentième anniversaire du débarquement aux Etats-Unis en compagnie des vétérans américains qui, le 6 juin 1944, se lancèrent à l'assaut des plages de la Manche.

Il ne s'agit pas seulement de la célébration d'un anniversaire mais aussi d'une manifestation de reconnaissance à l'égard des libérateurs qui, sans tirer aujourd'hui aucune vanité de leurs actions, ont parfois décelé au fil des années dans le comportement politique des dirigeants français sinon de l'ingratitude, du moins un précoce oubli.

Baptisée *Overlord*, du nom de code que lord Mountbatten avait donné pour préserver le secret des préparatifs au débarquement allié de 1944, cette expédition commémorative civile et pacifique menée par mer avec le paquebot *France* et par air avec les charters de la Panam a ému les Américains. La presse de Washington et de New-York a consacré plusieurs articles à ces visiteurs qui ne sont pas de simples touristes.

Au niveau de l'intendance, les choses ont paru parfois moins minutieusement organisées que ne l'avait été il y a trente ans le gigantesque assaut conduit pour libérer l'Europe, ce qui fit dire à un ancien pilote français de la Royal Air Force qu'il aurait mieux valu faire appel aux survivants de l'état-major d'Eisenhower qu'à une agence de voyages pour monter l'opération *Overlord 74*...

Pour de nombreux membres de l'expédition, parmi lesquels on compte dix généraux et un amiral, *Overlord 74* est aussi une occasion de découvrir Washington et New-York et de voir vivre les Américains chez eux. Certains parmi les Français détiennent des adresses d'amis de guerre depuis longtemps perdus de vue résidant maintenant dans le Maryland, le New-Jersey ou le Kentucky. Fébrilement, ils tentaient peu de temps après leur arrivée de retrouver les traces de ceux-ci, traces gommées par la vie, et avec elles les souvenirs d'un moment de leur dangereuse jeunesse. D'autres, venus de Normandie, s'inquiétaient de savoir combien il restait de survivants des commandos parachutistes des 101e et 82e divisions aéroportées qu'ils virent descendre du ciel au-dessus de leur bocage à 0 h. 15 le 6 juin 1944.

D'autres encore apportaient des témoignages d'amitié recueillis par les associations d'anciens combattants et qui furent remis à M. Walter Washington, maire de Washington, premier magistral noir d'une cité qui ne compte que 30 % de Blancs.

Tous ces hommes et ces femmes, portant au revers du veston ou du tailleur des décorations qui ne doivent rien aux faveurs ministérielles et qui n'ont pas été gagnées dans les salons, sont peu prolixes quand il s'agit d'évoquer les actions qu'ils menèrent dans la guerre ou dans la Résistance.

Simplement

Il y a les héros connus qui ont écrit, parlé, qui ont fait carrière depuis dans la politique, les lettres ou l'action sociale, et puis il y a tous ceux qui, la paix venue, ont repris tout simplement le cours de leur existence. Pour cette expédition américaine, ils sont sortis de leur réserve. Par amitié, et pour manifester la pérennité de leur reconnaissance envers cette Amérique qui leur parachutait des armes et des émetteurs radio avant de leur envoyer ses soldats. Telle dame aux cheveux blancs, au sourire doux, faisait à vingt ans dérailler les trains de munitions allemands. Telle autre, hôtelière dans l'Ain, nourrissait et soignait les gars du maquis jusqu'au jour où la Gestapo l'envoya à Ravensbrück. Une troisième guidait les aviateurs rescapés des appareils abattus vers des asiles sûrs. Tel employé d'assurances, qui porte une série de décorations anglaises, fut incorporé comme pilote de bombardement dans la Royal Air Force, dès juin 1940, le jour de son vingtième anniversaire.

Tel représentant en machines agricoles de Vendôme, dont le revers s'orne de la médaille de la Liberté, distinction que les Américains ont rarement accordée à des étrangers, a fait toute la campagne d'Italie et d'Allemagne avec les G.I. Tel employé de perception modeste et courtois fut un saboteur plein d'imagination du réseau Buckmaster. Et ses trois copains à l'accent rocailleux, qui portent en bandoulière le sac de voyage que leur a offert la Panam comme autrefois leur musette de bitfin, paysans robustes et futés, ils furent, disent ceux qui les connaissent, un redoutable trio de partisans.

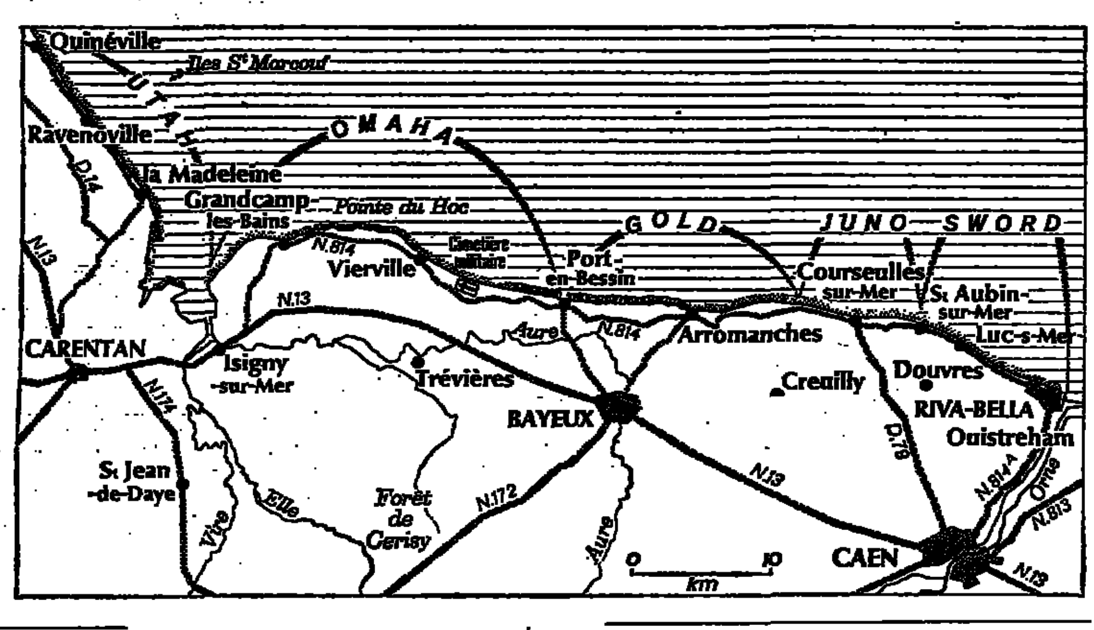
Quand tout ce monde, derrière le porte-drapeau Eugène Tellier, quatre-vingt-trois ans, un ancien de Verdun, se retrouva sous le soleil au cimetière national d'Arlington, le mardi 4 juin, les Américains eurent tout de même un moment d'étonnement. Ainsi, c'étaient ces hommes et ces femmes aux poitrines constellées de petites médailles qui, il y a trente ans, les attendaient chacun à son poste dans la clandestinité et quelquefois aussi dans les camps de concentration où les avait envoyés l'ennemi que tous combattaient.

Ainsi, ils avaient fait le voyage d'Amérique pour venir un moment dans ce parc où reposent, avec les plus grands Américains, des soldats tombés en Europe, dans le Pacifique, en Corée et au Vietnam, pour se souvenir des mille quatre cent soixante-cinq tués, des trois mille cent quatre-vingt-quatre blessés et des mille neuf cent vingt-huit disparus américains du 6 juin 1944.

Tandis que les fusiliers du 3e régiment d'infanterie, que les Américains appellent la vieille garde et qui veillent sur Arlington, rendaient les honneurs, M. Kosciusko-Morizet, ambassadeur de France — guidé par le colonel Watson, du 3e régiment d'infanterie, et accompagné par M. André de Fougerolles, représentant du général Bethouart, à qui revient l'initiative d'*Overlord 74*, — déposait une gerbe devant le mausolée de l'armée américaine.

Après les hymnes nationaux et un instant de recueillement, les Français, sous les frondaisons du parc, se rendirent jusqu'à la tombe du général Marshall, dont on a un peu tendance à oublier le rôle capital qu'il joua dans la préparation du débarquement allié en Europe. Ils se rassemblèrent aussi autour de la flamme qui palpite sur la tombe de J.-F. Kennedy, puis ils se répandirent sur cette colline au gazon parsemé de pierres tombales, véritable jardin des morts glorieux d'où l'on aperçoit, par-delà le Potomac, l'austère géométrie du Pentagone où s'élaboreraient, dit-on, des guerres futures si effrayantes qu'elles garantissent la paix.

MAURICE DENUZIÈRE.



DANS LE CALVADOS

La plus grande invasion depuis 1944

De notre envoyé spécial

Caen. — « C'est le pont le plus long que j'aie jamais traversé. Trente ans après, il me fait toujours la même impression. » *Essoufflé, M. Bill Millin, cinquante-deux ans, vient de jouer une nouvelle fois, à la demande générale,* Blue Bonnets Over the Border. *C'est l'air qu'il jouait le 6 juin 1944, à midi, lorsque, seul sous le feu de l'ennemi, il franchit le pont de Bénouville — nom de code :* « Pegasus Bridge » *— sur le canal de Caen. Ce refrain fut le signal du succès de l'une des opérations décisives du débarquement à la tête des commandos de lord Lovat, débarqués quelques heures plus tôt sur la plage de Colleville. M. Millin venait de faire la jonction avec les parachutistes de la 6e division aéroportée britannique, qui, à bout de force, tenait depuis le début de la nuit les ponts de l'embouchure de l'Orne, assurant ainsi tout le flanc gauche des forces d'invasion. M. Millin a fait don de sa cornemuse, criblée d'éclats, mais soigneusement rapiécée, au musée de Pegasus-Bridge, inaugurée lors des premières cérémonies marquant le trentième anniversaire du* « D. Day ».

Un peu naïves

Depuis plusieurs jours, tout au long des côtes du Calvados ou du Cotentin, tous les hôtels affichent complet : « Nous sommes réquisitionnés par les Alliés », *explique un portier laconique.* « C'est la plus grande invasion depuis 1944 », *ajoute un restaurateur. Des milliers d'anciens combattants américains, canadiens et anglais sillonnent le champ de bataille. On recherche une haie, un chemin creux ou une grange où on s'est battu. On reconnaît parfois un nom dans un cimetière. Sur les plages, au week-end de la Pentecôte, les enfants ont abandonné leurs ballons pour observer, intrigués, de dignes quinquagénaires couchés sur le sable pour revivre devant leurs épouses la pénible progression des Rangers américains à Omah-Beach. Les Normands participent également à cette quête communicative du souvenir. Les habitants de Ouistreham ont salué du V de la victoire le passage d'un convoi d'une centaine de véhicules militaires de toutes sortes datant de la seconde guerre mondiale, respectueusement entretenus par des collectionneurs britanniques qui organisent un rallye.* « Rallye du D day ».

« Un blindé s'est arrêté devant ma porte, *raconte une commerçante.* A bord, des Anglais portaient leur ancien uniforme. Je les ai embrassés. Je revoyais la libération, j'avais vingt ans. » *Ailleurs, les libérateurs ont été invités à boire un verre de cidre ou de calvados.* « Toutes ces manifestations paraissent peut-être un peu naïves, *commente un officier qui se contorsionne dans une* « Austin mini » *pour revêtir son battle-dress.* C'est difficile à dire, mais nous avons besoin de nous rencontrer, après avoir vécu un tel exploit. » *Au* « Pegasus Bar », *à Bénouville, sous les photos jaunies des nombreuses unités qui s'y sont donné rendez-vous pendant de longues semaines en 1944, on se bouscule aujourd'hui pour obtenir une bière,* « un peu chaude, comme autrefois ».

Mme Gondrée a retrouvé, trente ans après, « tout son monde ». *On se jette dans ses bras :* « Oh ! colonel, *dit-elle,* vous avez encore oublié de m'amener votre femme » *Beaucoup d'effusions. Le* « Pegasus Bar » *est la* « première maison libérée dès la première heure du 5 juin par le Oxfordshire et le Buckinghamshire Light Infantery, sous les ordres du major Howard », *comme l'indique une plaque au fronton. Au-dessous, le major Howard lui-même pose pour les photographes. Un ancien* « marine », *M. Henry Morgan, blessé en 1944, peu après le débarquement près de Bénouville, vient de rencontrer un* « commando » *français avec qui il avait échangé un jour son béret devant le café de Mme Gondrée :* « Qui n'a pas entendu parler de cet établissement et de sa patronne, au cours de la bataille de Normandie ! », *s'exclame M. Henri Lallemant, un Français engagé dans la R.A.F., qui commandait une escadrille de chasseurs basée sur un aérodrome de fortune, à quelques kilomètres de là.*

En retard

Traversant la foule des vétérans, le cornemuseur Bill Millin, toujours coiffé du béret vert et d'un kilt écossais, vient reprendre son instrument derrière le bar, avant la cérémonie d'inauguration du musée de Pegasus Bridge, bâti dans le jardin de Mme Gondrée. « Je me presse, *dit-il,* en 1944, j'étais déjà en retard », *et il désigne à quelques mètres le monument sur lequel les anciens des 5e et 6e brigades de parachutistes ont traduit avec ironie leur impatience :* « Dans cette maison eut lieu, le 6 juin 1944, à 12 h. 2 minutes 30 secondes, la jonction entre les éléments commandos venus par mer et les forces de la 6e division aéroportée..., avec deux minutes, trente secondes de retard. »

En dépit de son caractère très officiel, de la présence de préfets, d'un ministre canadien, des ambassadeurs des six nations qui participèrent au débarquement, et de nombreuses délégations militaires, la cérémonie de Bénouville ne devait pas refléter un sens étroit du protocole. En tête du cortège, en compagnie du général Omar Bradley, commandant en chef de la 1re armée U.S. le jour J, Sir Richard Gale, soixante-dix-huit ans, général commandant la 6e division aéroportée, a causé dans son entourage une certaine surprise, sinon de la gêne, en s'exclamant soudain : « Hello ! Darling », *à l'adresse d'un petit homme jovial, coiffé d'un chapeau de paille, aux allures d'un M. Hulot d'outre-mer. Les deux hommes ont aussitôt échangé de larges poignées de main et de grandes tapes dans le dos. Cet inconnu était le général Kenneth Darling, ancien compagnon d'armes du général Gale, parachuté non loin de Bénouville dans la nuit du 5 au 6 juin 1944.*

« L'atmosphère de retrouvailles de Pegasus Bridge m'a frappé, *déclarait un vétéran canadien.* Il y avait une émotion très simple et spontanée. Je n'aime guère les manifestations conventionnelles avec défilés, discours et feux d'artifice. » *Il faisait très précisément allusion à une imposante cérémonie qui avait eu lieu quelques heures plus tard dans la soirée à Ver-sur-Mer.*

FRANCIS CORNU.

LE P.C.F. : union pour défendre les idéaux de la Résistance.

Le parti communiste français a publié mercredi 5 juin, à l'occasion de l'anniversaire de la Libération, un appel qui indique : *« Trente ans ont passé confirmant la justesse des décisions prises et la valeur des sacrifices accomplis. Aujourd'hui, l'indépendance nationale est gravement menacée par les sociétés multinationales et un pouvoir qui fait prévaloir leurs intérêts au détriment de l'intérêt national.*

» Des manœuvres de réhabilitation du nazisme et de la trahison resurgissent. Le combat pour la souveraineté et le rôle pacifique de la France prend une dimension nouvelle.

» Le parti communiste français appelle tous ceux et toutes celles qui n'ont pas oublié, tous ceux et toutes celles qui, aujourd'hui, ont vingt ans et qui s'exaltent au souvenir des sacrifices de leurs aînés, à célébrer avec éclat ce trentième anniversaire. Aujourd'hui, l'union de tous les patriotes reste une constante de sa politique. Cette union est nécessaire pour la défense des idéaux de la Résistance.

» Elle est impérative pour défendre l'indépendance de notre patrie et contribuer à la marche en avant du peuple de France vers le progrès, la liberté, la démocratie et la paix. »



SCIENCES

UN PROGRAMME DE 1 MILLIARD DE FRANCS

Le laboratoire orbital Spacelab sera réalisé par la société allemande ERNO

Les membres de l'ESRO ont encore repoussé le choix du nouveau directeur général

L'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO) a attribué, le mercredi 5 juin, un contrat de 180 millions d'unités de compte (environ 1 milliard de francs) à la société allemande ERNO pour la réalisation du laboratoire orbital habité européen Spacelab. En tant que contractant principal, ERNO a réuni une équipe industrielle groupant des firmes de tous les pays participant à ce programme.

ERNO l'a emporté de justesse sur un autre groupement industriel à la tête duquel se trouvait la société allemande M.B.B. Ce choix final n'a pas manqué de provoquer un certain mécontentement dans les milieux industriels concurrents, d'autant que l'industrie aérospatiale adverse traverse une phase difficile et que le montant du contrat, d'une durée de six ans, est appréciable.

L'ESRO vient ainsi de lancer un troisième grand programme après le projet de lanceur lourd Ariane et son programme de satellites d'applications décidé en 1971. Mais l'Organisation attend un nouveau directeur général depuis le mois de mars, et la nouvelle convention sur laquelle elle doit s'appuyer pour mener à bien ses grands programmes n'est toujours pas signée. Certaines demandes de la France et le changement de gouvernement dans notre pays sont à l'origine de ce retard. La signature de la nouvelle convention a même été repoussée « sine die », compte tenu des incertitudes qui pèsent sur la date à laquelle le gouvernement français sera en mesure de signer la convention.

Pour un peu plus de 1 milliard de francs, l'Europe vient, après un an et demi d'études, de donner le coup d'envoi à la réalisation de son premier laboratoire orbital habité. Le premier vol devrait avoir lieu au début de l'année 1980, avec, à bord de l'engin, des pilotes américains et des scientifiques américains et européens. D'un poids maximum de 14 tonnes, ce laboratoire sera placé sur orbite par le lanceur que met aujourd'hui au point la NASA : la navette. Il s'agit d'une sorte d'avion-fusée dont l'étage supérieur revient sur terre et qui permet donc de rapporter au sol les charges utiles emportées, puis de les relancer un grand nombre de fois. Le laboratoire orbital européen devrait ainsi être placé sur orbite une cinquantaine de fois en dix ans.

L'attribution du contrat de réalisation du Spacelab ne s'est pas faite sans difficulté. Au sein de l'ESRO, c'est l'Allemagne fédérale qui contribue pour la plus large part — environ 52 % — au financement de ce programme. Des contrats d'études avaient donc été passés à deux groupements industriels dirigés chacun par une société allemande, ERNO ET M.B.B.

C'est finalement ERNO qui l'emporte. Une injustice, estime-t-on chez la firme munichoise M.B.B. « *Un choix difficile* », mais honnête, expliquent les responsables de l'ESRO. La procédure de choix d'un contractant final se fait en plusieurs étapes. Un conseil, composé de plusieurs comités, commence par attribuer une note aux différentes solutions techniques proposées pour les divers systèmes, pour les procédures de gestion envisagées, et compare le coût des travaux évalué par les concurrents. Les notes furent voisines pour ERNO et M.B.B. Un comité d'adjudication se prononce alors sur ces notes et ces évaluations, en tenant compte aussi des défauts des solutions techniques, de la rapidité avec laquelle on pourra les corriger, de l'ensemble de la conception de l'engin... ERNO fut désigné comme vainqueur et un comité administratif et financier confirma le choix final.

L'intervention de la NASA

Comme il avait été prévu dans l'accord signé entre la NASA et l'ESRO, l'agence spatiale américaine s'était réservé le droit de donner son avis sur les projets proposés par les industriels. C'est ainsi que la NASA fit récemment remarquer que le poids des charges utiles pour les diverses configurations possibles du laboratoire étaient trop faibles. A la fin du mois de mai, une série de réunions entre les spécialistes de l'ESRO, les industriels et les représentants de la NASA permirent de résoudre le problème et de gagner quelques centaines de kilogrammes.

En effet, le laboratoire pourra voler dans trois configurations : ou bien il sera composé d'une longue cabine pressurisée, ou bien d'une cabine pressurisée plus petite, avec, à côté, une plate-forme portant des instruments d'observation directement exposés au vide, ou encore d'une seule longue plate-forme porteuse d'appareils d'observation. Dans cette dernière configuration, il a été possible de gagner presque 1 tonne pour la charge utile en réduisant la longueur des éléments de la plate-forme portant les appareils.

Auprès des industriels, l'ESRO avait d'ailleurs plus insisté sur la nécessité de rester dans l'enveloppe financière prévue que de gagner du poids. Aujourd'hui encore, le poids des diverses configurations et des charges utiles correspondantes est loin du maximum (11 tonnes environ au lieu de 14), car l'ESRO a ménagé une double réserve pour les équipements, qui ne manqueront pas de prendre du poids, et pour les charges utiles. De même, l'ESRO a mis de côté une large réserve financière de 126 millions d'unités de compte pour des études technologiques, les frais de gestion du programme, l'augmentation possible du coût du laboratoire...

Il faut croire que la NASA n'est pas trop mécontente du projet européen puisque l'administrateur, M. Fletcher, a annoncé aux responsables de l'ESRO que la NASA envisageait la commande d'un second laboratoire prochainement et, ultérieurement, de trois à cinq autres engins. L'accord signé entre la NASA et l'ESRO prévoyait, en effet, que le premier laboratoire serait construit et payé par l'Europe, mais que les autres laboratoires dont la NASA aurait besoin seraient achetés à l'industrie européenne. Pour l'instant, le coût d'un Spacelab est estimé à environ 100 millions de francs.

ERNO et ses sous-contractants auront donc probablement une première commande assez rapidement. En grande partie, le travail industriel se fera en Allemagne, puisque la répartition des contrats est proportionnelle au financement de chaque pays participant. En ce qui concerne le contrat de mise au point du premier engin, ERNO bénéficiera d'environ 35 à 40 % du montant du contrat de 180 millions d'unités de compte, la société allemande Dornier environ 15 %. Le reste est réparti entre d'autres sociétés allemandes (A.E.G., SEL), françaises (Matra, Thomson-C.S.F.), italienne (Aeritalia), hollandaise (Fokker), britannique (Hawker-Siddeley); belge (Sabca)...

Si l'ESRO a plutôt lieu d'être satisfaite de la manière dont se déroule le programme Spacelab, elle s'inquiète fort du sort de la convention modifiée qui devait être signée le 19 juin prochain pour lui permettre de gérer ses différents programmes. Avec la signature, l'ESRO devait prendre le nom d'ESA. Mais le comité des suppléants des ministres des pays membres réunis le 4 juin à Paris a repoussé cette signature *sine die*.

L'ESRO devait aussi avoir un nouveau directeur général à partir du 1er avril, mais un vote n'a toujours pas eu lieu pour départager le candidat allemand et le candidat français, bien que ce dernier n'ait plus guère de chances d'être choisi.

La délégation française hésite, en effet, à signer la convention et à passer au vote en l'absence de l'avis de son ministre de tutelle. Le dernier gouvernement Messmer n'eut pas le temps de se prononcer, et M. Michel d'Ornano, qui va désormais s'occuper de la science, pourrait demander à réexaminer le dossier. D'autant que la délégation française ne voulait pas signer la convention avant d'avoir obtenu de ses partenaires qu'ils participent pour environ 35 % aux frais de fonctionnement du champ de tir de Guyane. Et certains n'excluent pas que la France propose même un nouveau candidat pour le poste de directeur général de l'ESRO. Résigné, l'ESRO fait contre mauvaise fortune bon cœur. Mais le choix du nouveau directeur général est un préalable au choix du directeur du programme Spacelab, poste qui est vacant depuis le 15 avril après le départ de son titulaire. De même, l'ESRO attend toujours le successeur de l'ancien directeur des programmes et du plan, qui a aussi démissionné cette année. Ces nouvelles nominations sont urgentes.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EST RATTACHÉE AU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Il se confirme que la recherche scientifique, dont on ignorait jusqu'ici le sort dans le nouveau gouvernement de M. Chirac, est rattachée, comme depuis le cabinet Chaban-Delmas de 1969, au ministère de l'industrie. Le ministre responsable sera donc M. Michel d'Ornano. On ignore encore si un secrétaire d'Etat sera nommé pour s'occuper spécialement des problèmes de recherche au sein de ce ministère.

SCIENCES

La peur nucléaire

(Suite de la première page.)

La Commission a donc édicté des recommandations générales et fixé un plafond à la quantité de radiations absorbables, en principe sans péril : la « dose maximale admissible ». Dans le cas de l'air comme dans celui de l'eau, cette dose à la clôture de la centrale (limite du terrain qu'elle occupe) ne devrait pas, a-t-on décidé, excéder 500 millirems par an, soit le dixième de la dose maximum admissible pour les travailleurs professionnellement exposés au risque nucléaire — et qui font à ce titre l'objet d'une surveillance permanente.

Pour l'ensemble de la population d'un pays, la dose est naturellement plus faible et elle s'évalue en fonction du risque génétique : on la fixe donc pour une génération, soit trente ans, et elle est de 5 rems, soit 170 millirems par an. Une dose, donc, qui est quelque peu supérieure à celle qu'impose à chacun l'irradiation naturelle (sources radioactives dans le sol, rayons cosmiques) : 130 millirems par an en moyenne.

Mais cette estimation repose sur trois hypothèses, à savoir :

1) Qu'il existe une relation linéaire entre la dose absorbée et son effet quelle que soit la quantité de radiations absorbée ;

2) Que toutes les doses de radiations délivrées à un organisme ont des effets cumulatifs, et cela quel que soit le rythme auquel ces doses ont été absorbées ;

3) Qu'il n'existe pas dans l'organisme humain de mécanisme de réparation des cellules endommagées par des radiations.

Il n'est aucune de ces hypothèses qui ne fasse l'objet de discussions. C'est le cas de l'absence de tout mécanisme de réparation cellulaire et celui, aussi, du caractère linéaire des relations entre la dose et l'effet. Peut-être existe-t-il un seuil en deçà duquel l'absorption d'une dose de radiations se montre sans aucun effet sur l'organisme...

La Commission n'ignore rien de ces discussions et son dernier rapport — publié à la fin de 1973 — porte à croire qu'elle pourrait abandonner la thèse de la linéarité. En attendant, il reste que ses hypothèses de travail pèchent peut-être par excès de pessimisme, mais ses erreurs, s'il y a, vont dans le sens d'une meilleure protection de l'individu et de la population.

Ces doses de radiations délivrées par les centrales en fonctionnement normal paraissent en effet trop faibles pour qu'on puisse identifier leurs effets somatiques ou génétiques au niveau de chaque individu. Ce ne serait qu'en passant à l'échelle d'une population entière que l'on pourrait tenter de les caractériser, s'ils existent et s'il est possible de les séparer de ceux dus à d'autres facteurs. D'autant que les fuites radioactives ignorent les frontières. Une nouvelle notion fait donc son apparition, celle d'*homme-rem* (le produit de la dose moyenne reçue par l'ensemble de la population concernée).

« Aussi bas que faire se peut » ?

Les calculs faits aux Etats-Unis sur la répartition effective des fuites de radioactivité pour l'ensemble de la population en 1970 en restent encore à la conception classique : en moyenne, chaque Américain a alors absorbé du fait des centrales nucléaires en service une dose annuelle de 0,003 millirem, contre 130 millirems pour l'irradiation naturelle, 72 millirems à imputer aux examens ou traitements médicaux et 2 millirems d'origine diverse, dont 0,1 millirem

Certes, c'est peu ! Mais pourquoi ne pas dire que c'est encore trop ? Acceptant déjà de s'appuyer sur des hypothèses peut-être pessimistes, la Commission a voulu faire un pas supplémentaire dans la direction d'une sécurité plus grande, en souhaitant que les doses susceptibles d'être reçues à la clôture des centrales soient rendues aussi basses que faire se peut *(« as low as practicable »)*. Une expression que la commission américaine de l'énergie atomique (AEC) a officiellement adoptée en 1971, mais en la paraphrasant : *« Aussi bas qu'il est pratiquement réalisable, en tenant compte, d'une part, de l'état de la technologie et du coût des améliorations possibles, d'autre part, des bénéfices attendus pour la santé publique et la sécurité et de l'intérêt que présente pour le public l'utilisation de l'énergie atomique. »*

C'était montrer la voie qui conduirait à l'abandon de jugements formulés en des termes absolus et à l'adoption de modes d'appréciation relatifs où interviendraient les inconvénients de l'énergie nucléaire, mais aussi ses avantages. Chose remarquable, la Commission internationale a emboîté le pas en adoptant dans son dernier rapport des positions nouvelles. Sans condamner l'hypothèse de la linéarité, elle admet qu' « *appliquée à des niveaux de doses très faibles, elle peut conduire à surestimer les gains attendus d'un point de vue social de nouvelles réductions de ces doses, et pousser à des efforts qui ne trouveraient pas leur contrepartie dans les avantages escomptés* ». D'où une nouvelle définition : les doses de radiations absorbées du fait de l'énergie nucléaire doivent être non plus « aussi basses que faire se peut », mais « aussi basses qu'on peut les rendre dès à présent » *(as low as readily achievable)*.

C'est définir la nouvelle tendance : elle est au réalisme. Le scientifique trouve de moins en moins de raisons de demander de nouvelles réductions des doses à imputer à l'énergie nucléaire — elles sont déjà si basses qu'il devient difficile de les distinguer des fluctuations de la radioactivité naturelle. L'ingénieur, de son côté, trouve de plus en plus de raisons de s'émouvoir de nouvelles réductions : les « fuites » qui sont tolérées aujourd'hui sont déjà si faibles que les réduire encore exigerait, à supposer que cela soit possible, des efforts financiers substantiels.

Pas question, donc, de ne pas enchaîner le monstre ! Tout au contraire, il faut toujours raccourcir la laisse — mais non au point d'étrangler l'animal, puisqu'il apparaît qu'il peut rendre de grands services... Et, en l'absence de tout accord international, à chacun de tenir la laisse à sa guise.

Vers la duplication

Aux Etats-Unis, suivant la ligne de conduite recommandée par la Commission internationale, l'A.E.C. a « recommandé » — mais non imposé — que la dose maximum à la clôture des centrales soit fixée au *centième* de la valeur arrêtée par la Communauté scientifique : 5 millirems. C'est se montrer plus royaliste que le roi. Une statistique officielle montre qu'en 1971, sur quatorze centrales prises en considération, trois seulement ont rejeté à la clôture plus de 6 millirems, et que là où elles furent les plus importantes les pertes radioactives n'ont pas atteint le tiers du plafond international : 160 millirems contre 500.

Parallèlement, l'A.E.C. et l'industrie américaine — notamment les quatre firmes qui ont mis au point les modèles actuels de centrales nucléaires — ont coopéré à la mise en place de tout un dispositif réglementaire auquel chacun dorénavant se plie.

Le premier objectif est évidemment de permettre, d'une manière réaliste, la mise en application des normes arrêtées. Fixant tous les détails nécessaires, et reposant sur tout un ensemble d'opérations de contrôle de qualité cet ensemble de spécifications aboutit à limiter les initiatives des constructeurs et à faciliter les inspections par l'administration. A ce double titre, il pousse à la standardisation des matériels, et, au-delà, à la duplication des installations : les installations seront d'autant plus sûres qu'elles seront plus nombreuses. Mais plus elles seront nombreuses, moins elles seront coûteuses et plus elles pourront être compétitives. C'est vouloir résoudre en le dépassant le dilemme entre la sécurité, qui appelle en principe des investissements supplémentaires, et la compétitivité, qui exige un effort de compression des dépenses.

Mais n'est-ce pas oublier que plus les centrales seront nombreuses, plus elles auront de chances de ne pas fonctionner correctement, donc plus grand sera le risque d'accident ?

Eviter qu'il puisse en être ainsi constitue justement le second objectif des règles techniques que se sont fixées les Américains. Juste retour des choses ! Après avoir profité d'une certaine compréhension de la part du scientifique, l'ingénieur va plus loin et se préoccupe de ce que le scientifique a voulu ignorer : le risque d'accident.

La défense en profondeur

Pour empêcher que, même assemblé selon toutes les règles de l'art, le monstre nucléaire n'échappe à ceux qui doivent en conserver la maîtrise et ne cause alors des ravages, les Américains ont imaginé de concevoir tout exprès leurs centrales en fonction d'un éventuel accident. C'est la méthode dite de la « *defense in depth* » : la défense en profondeur.

Une première approche de la « *defense in depth* » est donnée par la « théorie des barrières », dont on réclame la paternité en France. C'est au sein du combustible de la centrale que se forment les produits radioactifs dont il importe de limiter au maximum la diffusion à l'extérieur de l'installation. On enfermera donc ce combustible dans une triple enceinte : une gaine métallique d'abord qui contiendra le combustible lui-même pour former un « élément combustible » ; un caisson en acier où l'on disposera l'ensemble des éléments combustibles ; une enceinte de confinement en béton qui recouvrira l'ensemble de la chaudière nucléaire. Mieux, ces enceintes devront être conçues de manière à pouvoir être constamment surveillées et éventuellement réparées.

Les Américains, pour leur part, imposent trois « niveaux de sécurité » :

● Au premier niveau, on confère au dessin de la centrale des caractéristiques qui doivent assurer intrinsèquement son bon fonctionnement. Par exemple, on définit les équipements à y employer — de telle manière qu'ils puissent faire l'objet d'inspections périodiques — et on double un certain nombre de dispositifs importants ;

● Au second niveau, on suppose que, en dépit de toutes les précautions déjà prises, des incidents pourraient se produire qui seraient causés soit par des défaillances techniques, soit par des erreurs humaines. Par exemple, on double certains systèmes de contrôle.

● Au troisième niveau de sécurité, on introduit de surcroît l'hypothèse d'une défaillance en chaîne des dispositifs de secours, quelque improbable qu'elle puisse être. Ainsi, aboutit-on à redéfinir l'agencement complet de l'installation pour le plier à un modèle nouveau, le « *design basis accident* » : le « dessin conçu à partir du risque d'accident ». Ce qui, pratiquement, revient à tenir compte à l'avance, dans la conception de la centrale, des conséquences qu'aurait une succession d'incidents, même très hypothétiques, pour en annuler les effets ou, au pire, les minimiser.

C'est de cette conception de la sécurité qu'hérite tout acquéreur de la licence d'un modèle de centrale américaine. La France est dans ce cas et, bien sûr, elle fait droit aux recommandations de la Commission internationale. Mais toute chaîne vaut ce que vaut le plus faible de ses maillons. Et elle vaut aussi par la main qui la tient.

NICOLAS VICHNEY.

Prochain article :
TOUT VA TRÈS BIEN MADAME LA MARQUISE...

Le Monde DES LIVRES

PIERRE-JEAN RÉMY ALCHIMISTE

Ava, notre « diva »

★ AVA, Gallimard, 276 pages, 32 F.
★ LA MORT DE FLORIA TOSCA, Mercure de France, 147 pages, 16 F.

PIERRE-JEAN REMY effraie par son abondance : ce n'est pas un livre par an qu'il publie, nous en serions plutôt à deux tous les six mois. En ce printemps du moins, après *la Vie d'Adrian Putney poète*, paru à l'automne, en voici deux qui sortent ensemble, un gros et un petit, un grand et une pochade, un vrai beau roman et une confession en « roue libre ».

Ce doublé fait courir un risque à l'auteur : que le lecteur, par paresse, lise surtout le petit, qui n'est qu'un complément du gros, un coup d'éclairage supplémentaire sur une sensibilité, une technique. Révélant la passion de P.-J. Rémy pour l'opéra, l'esthétique fin de siècle, le baroque rouge et or, il a son importance. Mais c'est *Ava* qui compte, il ne faut pas s'y tromper. L'alchimie créatrice qui transforme le plomb en or, le réel en mythe, l'aventure en poème et fait de la vie imaginaire d'une comédienne un hymne à la femme éternelle, y brille de tous ses feux. A la limite, on pourrait dire que cette transmutation, qui met à nu sans ostentation ses procédés, est le sujet même du livre.

Ava... Eve... Mais une lady Ava trônait déjà dans la *Maison de rendez-vous*, de Robbe-Grillet. L'écho n'est pas fortuit et pourtant c'est le jour et la nuit que ces deux livres ! L'un, ironique, narquois, contrecarrant le plaisir de conter à mesure que la fable se tisse dans sa proliférante toile. L'autre — celui de Pierre-Jean Rémy — qui joue aussi sur les stéréotypes de l'imaginaire, qui collecte les histoires les plus mélodramatiques d'amour et de mort, d'ascension et de chute, de séduction et de meurtre, romantique et grisant parce que l'auteur s'enivre aux liqueurs, aux poisons qu'il distille.

Naïf et rusé tout ensemble, cet écrivain diplomate qui écrit pour ses pairs mais aussi pour Margot. Et cela le différencie de la forte *tradition* où il s'insère, des Morand aux Claudel, aux Giraudoux, aujourd'hui représentée surtout par lui-même et par Romain Gary... Entre ces deux-là un parallèle serait à faire. Plus de russe dans le cas Gary, plus de truculence, de clins d'œil, de pirouettes ; plus de rêve dans le cas Rémy, plus d'esthétisme mais finalement autant de passion, autant de rouerie, ces deux attitudes contradictoires. Leur romanesque naît de cette tension entre des contraires. A coup sûr, chez l'un et chez l'autre, une imagination débordante, et l'envie d'enfourner dans chaque *livre*, ou la planète ou l'humanité et son histoire et de pourvoir notre temps de sa mythologie.

Car *Ava* c'est notre star, notre diva, l'objet autour duquel nous filons nos légendes où se lisent en clair nos invincibles penchants pour l'évasion, le luxe, la gloire et notre soif de passion, notre croyance aux fées, notre besoin des dieux qui dispensent la vie, le génie et la mort. *Ava*, c'est la femme, contemplée de loin, exhibée dans ses poses et ses gestes, désirée mais hors d'atteinte, de toute notre civilisation de l'image. Mais attention ! là n'est pas l'essentiel du livre. Il serait satirique, alors qu'il renoue au contraire tous les fils du vieux rêve humain, masculin.

C'est pourquoi Ava à Londres dans son boudoir bleu à la lumière verte, Ava sur la scène en voiles blancs tendant à son partenaire la coupe mortelle — « *Maintenant, c'est le moment de boire* », — Ava pour qui les jeunes gens meurent, Ava qui parcourt Paris ou Venise entourée d'hommes : musiciens, écrivains, metteurs en scène, dilettantes, esthètes que sa seule vue arrache à l'infernal ennui ou à l'impuissance créatrice, Ava traînant dans son chalet-clinique de Suisse son cœur malade ou sa folie parce que ceux qui vivent d'elle l'ont dévorée, Ava cherchant à échapper à son déclin tantôt par le suicide, tantôt par un affreux mariage possède la chair d'une héroïne et la nébuleuse présence d'une idole.

JACQUELINE PIATIER.

(*Lire la suite page 20, 3e col.*)

DÉCOUVERTE DE MERVYN PEAKE

Une fantasmagorie ironique...

★ « TITUS D'ENFER », de Mervyn Peake. Traduit de l'anglais par Patrick Reumaux. Préface d'André Dhôtel. Stock. 482 pages, 49 F.

« TITUS D'ENFER » est le premier volet d'une trilogie qui enthousiasme la jeunesse anglaise. Après « Gormenghast » (1950), « Titus Alone » paraîtra en 1959, juste avant que Mervyn Peake ne sombre dans un lent déclin qui s'achève par sa mort prématurée en 1968, à l'âge de cinquante-sept ans.

Le monde de cet auteur inconnu en France est un monde de visionnaire : chaque phrase de sa plume emprunte sa substance à ses dessins, à ses caricatures, voulant combler à la fois tous les sens, car la peinture ne pouvait suffire à lui donner la précision qu'il cherchait — la précision qui réside dans la dureté concrète du mot. Que Peake ait été d'abord un peintre et un dessinateur (il a illustré, entre autres, « l'Ile au trésor », les Contes de Grimm, « Alice au pays des merveilles », les « Contes drolatiques » de Balzac), un artiste qui, à cause de sa capacité à saisir le tragique, fut envoyé après l'armistice au camp de Bergen-Belsen pour en fixer les images insoutenables — c'est ce qui apparaît à toutes les pages de ce roman.

Terminé pendant la guerre, alors que Peake est mobilisé, « Titus d'Enfer » reflète un monde où règne l'horreur de la cruauté. Mais un autre élément paraît essentiel à la compréhension de cette histoire où les personnages importent moins qu'une atmosphère et que le génie du lieu : Mervyn Peake, dont le père était missionnaire et médecin, est né en Chine centrale en 1911. Il fait ses études à Tien-tsin, qu'il traverse tous les jours à cheval parmi un peuple famélique. Sans doute est-ce de Chine qu'il rapporte l'image hantée de la forteresse qui est au centre de ce roman : Gormenghast, construction invraisemblable où tout s'enchevêtre, tours et bastions, plates-formes qui ne mènent à rien d'autre qu'au ciel, arbres qui se projettent hors des murs qu'entourent des ruelles sordides et des huttes d'argile. Monde du dedans, tragiquement replié sur lui-même, énigmatique à cause du rituel qui régit ses ombres, et monde du dehors, grouillant et misérable, énigmatique à cause des passions qui assaillent soudain ses habitants — deux univers sans communication aucune, qui rappellent l'inaccessible et hautaine Cité interdite, minée d'intrigues secrètes en face de l'agitation pygméenne de la ville chinoise. Et, sans doute, le fait que le père de Peake ait été oculiste n'est-il pas étranger à cette vision dilatée et minutieuse des êtres : le chef cuisinier Lenflure apparaît comme une sorte d'animal libidineux et hydropique, et le glabre Craclosse promène sa mécanique rouillée dont les jointures craquent à chaque pas avec un tic-tac angoissant qui évoque la montre et la mort.

Endiguer le chaos...

Le succès de ces livres outre-Manche vient de ce qu'ils font admirablement ressortir le contraste entre la folie intime sans murs ni limites et la force meurtrière des murailles, des corridors, des remparts, concrétisée dans les rites d'une tradition qui, heure par heure, a tout « prévu ». Mais, comme le dit très bien André Dhôtel dans sa préface : « Il suffit que les relations humaines échappent tant soit peu aux habitudes pour que naisse un petit sentiment de rien du tout qui, finalement, ne peut être contenu. Un déclenchement insignifiant, et c'est le déchaînement des passions, haine ou amour. » A cette vie tracée d'avance, tuée dans la matrice de la forteresse, les personnages réagissent chacun de façon insolite, cramponnés à une passion unique qui leur tient lieu de psychologie : une tristesse suicidaire (lord Tombal), le cynisme (le médecin Salprune), une morne imbécillité (les sœurs de lord Tombal, Cora et Clarisse), la rêverie (l'adolescente Fuchsia), l'ignorance indifférente (le bébé Titus, héritier de Gormenghast), l'érotisme sadique (l'homosexuel Lenflure), l'ambition et la révolte (le jeune Finelame, qui s'insinue dans le château pour briser l'ordonnance du rituel), la simplicité gâteuse (la vieille nourrice Nannie Glu), le délire donnant accès à d'autres règnes (la comtesse monumentale amoureuse de chats et d'oiseaux).

Nul doute que cette envie lancinante d'une délivrance exprime essentiellement les tourments propres à l'auteur ; dans des notes envoyées à Maeve Gilmore, sa femme, peintre elle aussi, et auteur d'un livre émouvant sur lui, Peake écrit au sujet de sa peinture : « Endiguer mon chaos. Le faire couler à travers les égouts de Gormenghast... Créer des arabesques, des mondes autonomes, des paysages, des vues de toits et de ciels... créer le fantasmagorique et le grotesque et utiliser la peinture comme si elle vous donnait à boire et à manger. Revenir à des ensembles immenses de personnages comme ceux des vieux maîtres : le Tintoret, le Greco, Vélasquez. »

Ce dessein, qui reflète la nécessité de transposer son enfer personnel, s'applique parfaitement à « Titus d'Enfer », dont certaines pages évoquent une fresque peinte par un artiste que guette la folie. On songe à Edward Lear, à Lewis Carroll, à Sterne et même à Cervantès, auteurs dont il était familier et dont l'influence se retrouve dans ses poèmes qui expriment, en vignettes à la fois tendres et satiriques, l'absurde et le chaos. Tel est le monde fantasmatique auquel ce livre étrange nous convie : son traducteur, Patrick Reumaux, lui-même poète, a su restituer aussi bien sa violence baroque coulée dans une minutie quasi névrotique que son ironie mordante, car Mervyn Peake ne cesse d'osciller entre la perte de soi procurée par l'imaginaire et un regard dur comme la flèche de la Tour des Silex — un regard qui, malgré le rêve, se fige soudain devant le grotesque.

DIANE DE MARGERIE.

LE PÉCHÉ, VOUS VOUS SOUVENEZ ?

« JEUNESSE », de Julien Green

Par Bertrand Poirot-Delpech

ON en sourit depuis que le bonheur temporel de tous prime officiellement le salut éternel de chacun et que l'injustice sociale reste le seul péché mortel, mais enfin c'est un fait que pendant deux millénaires l'Eglise a convaincu les Occidentaux, infidèles compris, que le plaisir charnel offensait le ciel, souillait l'âme et fermait le paradis. Les artistes se recrutant surtout dans la bourgeoisie croyante, et chez les adolescents à problèmes, cette dramatisation chrétienne de la sexualité a même été au cœur, depuis deux siècles et jusqu'à il y a vingt ans, des vocations et des créations littéraires.

Julien Green en sait quelque chose, même s'il est vrai que la religion a moins suscité ses troubles intimes qu'aidé après coup, comme l'écriture, à les supporter. Bien que niée ou déclarée incompréhensible au moment de s'avouer, comme il est courant chez qui s'analyse sous son seul contrôle, la préexistence des difficultés psychologiques — d'aucuns diraient : leur rôle exclusif — ressort d'autant plus clairement dans ce nouveau retour à sa *Jeunesse*, que l'auteur, sans doute enhardi par l'âge et la « permissivité » ambiante, n'a jamais parlé si nettement, à des changements de prénoms près, de ce que furent vers vingt ans ses premières aventures d'homosexuel torturé (1).

CET instinct contrarié semble même son unique préoccupation entre le retour d'Amérique en 1920 — il est né avec le siècle — et la parution, en 1924, de son premier texte, le pamphlet contre les catholiques. La vie de famille entre son père, ses sœurs et leurs amis, n'est évoquée que dans la mesure où elle entrave ou éveille ses envies. C'est pour ne pas « *renoncer à la chair* », dont il ignore encore tout, qu'il a exclu d'entrer dans les ordres, et c'est au gré de ses tentations ou de ses remords qu'il continue de fréquenter la Bible et les couvents du quartier.

La même idée fixe guide ses lectures — au *Diable au corps* et à *la Porte étroite*, jugés « ennuyeux », il préfère Blake, vu comme libérateur sexuel, — ainsi que ses rares soirées parisiennes : rebelle aux mondanités — et, de là, à Proust, — il lui suffit de constater, en croisant Gide — ce « *Lucifer déguisé en touriste* », — Cocteau et quelques autres, que les gens de son espèce forment, dans les lettres, une minorité pour le moins « importante ». Jusqu'à ses premiers écrits qui ne lui servent, comme ses dessins, qu'à sublimer ou conjurer en secret ses fantasmes sur le mode onaniste.

Tel est en effet le seul apaisement qu'il consente à son « *impitoyable fringale* » de beauté masculine. Non qu'il la trouve « *contre nature* » — « *c'est la nature qui est une vieille folle amoureuse des jeunes gens* », — mais il n'ose la satisfaire ni avec les amis, indignes de « ça », ni avec les premiers venus, indignes de lui. Des mois durant, une sorte d'angélisme exacerbé le retient à la fois d'effleurer le bel Américain Mark dont il est amoureux, et de suivre les complices de rencontre dans ce qu'il pense être l'« *enfer de la volupté* ».

CAR Dieu est impliqué dans ces renoncements. « *Où étiez-vous le soir où je me suis interdit d'approcher Mark ?* », lui demande-t-il avec le sentiment, intact après un demi-siècle, de lui avoir sacrifié son bonheur. « *Etes-vous croyant ?* », lance-t-il aux inconnus abordés, lorsqu'ils s'apprêtent à consentir ou à récidiver.

Mais il est conscient de ce que cachent ces scrupules spirituels et ces soucis subits de « salutiste ». Il est le premier à dénoncer ce « *méli-mélo de sexualité et de religion* ». La prétention de cette dernière à imposer la chasteté et à régenter l'instinct lui paraît « *inutile* », « *mauvaise* », « *révoltante* ». S'il s'y soumet, c'est qu'alors la notion de faute et de châtiment tire une certaine vraisemblance des maladies vénériennes. C'est surtout qu'elle masque et ennoblit ses inhibitions. Eût-il grandi dans l'antiquité ou à notre époque affranchie, une « *part de lui-même* » n'aurait pu se réjouir de la liberté offerte.

Cette même part qui le pousse à « *faire le contraire de ce qu'il désire* », à fuir brusquement les êtres qui l'attirent, à « *provoquer leur refus* ». Non par crainte d'être « *repoussé* » ou trouvé « *trop laid* », ainsi qu'il se l'imagine, mais parce que la frustration ou le plaisir narcissique lui paraissent moins inquiétants que l'échange réel, comme en témoigne sa passion pour les seuls visages, à l'exclusion de tout ce qui évoque directement la sexualité.

L'amour et la beauté interdisent, à ses yeux, l'assouvissement, qui veut la laideur ; et c'est avec un inconnu « *affreux* » qu'il rompra pour la première fois sa solitude, « *comme une bête subjuguée par un chasseur* ».

DES lors, sa vie sera plus que double : coupée en deux. Le jour : messe, lecture de la Bible, flirts innocents, courrier ou écrits fiévreux ; le soir, errance affamée du côté du Trocadéro puis de la porte Saint-Denis, « *aventures médiocres* », « *rendez-vous avec le Diable* ».

Ce partage semble lui coûter. « *Honte sur toi qui prêches les autres et te déshonores dans les rues !* », se reproche-t-il. Mais la honte, justement, ne lui déplaît pas. Il prolonge ses ablutions de l'aube autant pour la joie de se laver moralement que par crainte des souillures physiques. « *C'est comme ça* », consent-il : d'un côté l'amour pur, la beauté, l'éternité et la souffrance en Dieu ; de l'autre, la volupté vilaine, l'instant mortel et l'abaissement démoniaque. La lumière contre l'ombre : ici l'âme, là le corps, « *ennemis jurés* », qui se gâchent et exaltent mutuellement leurs aspirations.

Le soupçon lui vient parfois que cette coupure pourrait être une malice de son inconscient, et non une donnée universelle de la condition humaine. Mais, de même que les théories de Freud, comme par hasard, lui « *échappent* », sa « *bizarre phobie* » de l'accomplissement sexuel lui paraît décidément « *inexplicable* », et cet échec l'effraie moins que d'y voir clair. Après tout, « *on tue les choses en les désignant par leur nom, le mot juste est parfois le mot d'à côté* ». L'esprit ne s'abaisse pas à imputer à Satan ce qui lui reste « *indéchiffrable* », et la création romanesque y gagne à coup sûr.

Si, à défaut de contre-attaquer comme ses cadets Bory, Duvert ou Hocquenghem, Julien Green n'a même pas profité de l'impunité conquise par ses devanciers Gide et Jouhandeau, c'est sans doute qu'en toute bonne foi le déchirement chrétien à l'ancienne mode préservait mieux l'unité de son être et la source de sa création.

DISSOCIER le plaisir de l'amour et craindre sa propre laideur — ou faire semblant — permet de se maintenir dans le cadre rassurant du narcissisme d'avant la virilité. Demeurer sous le regard d'un dieu, même sévère, c'est encore une façon de se sentir protégé, hors du commun, — *ad majora genitus*.

Pour qui n'a pas la maturité d'associer sens et sentiment, la notion de péché est également une aubaine, plus qu'une malédiction, dans la mesure où elle officialise, dramatise et finalement absout cette distinction. Ce n'est pas un hasard ni une preuve certaine de duplicité si, à ce qu'on dit, des hommes de foi parmi les plus consacrés s'abaissent en secret à des plaisirs vénaux, avec l'illusion de sacrifier leurs partenaires diaboliques d'un moment à l'amour d'un dieu éternel.

Ce n'est pas non plus sans raison que Green, pour sa part, réunit dans une même pudeur les confidences sur sa piété et les aveux touchant sa vie érotique. Les premières lui paraissent même plus « inconvenantes » que les seconds. Il est vrai que la sexualité se conjugue aussi pour lui avec l'écriture, qui en est la plus haute sublimation.

CELA a commencé par le dessin. A l'abri des regards, il traçait amoureusement le visage de Mark, ou des corps d'adolescents aux sexes soigneusement dérobés par des boules de cristal ou autres accessoires. Une fois pris le plaisir auquel elles conduisaient, ces esquisses étaient brûlées ou perdues, donnant à leur auteur le sentiment d'être « puni », d'être « quitte ».

C'est ensuite par des récits de ses fantasmes charnels que le futur écrivain s'est consolé de son abstinence. Certains textes étaient envoyés à des amis chers, d'autres se sont perdus.

Peu à peu, l'écriture n'a plus emprunté à la libido dont elle procédait que des images transposées : ainsi l'utilisation d'un certain Ted pour décrire le Pat Ryan dont rêve Lucy Fletcher dans *Mont-Cinère*. Mais c'est pour échapper au « *démon* » d'un nommé Alexis que, sans l'évoquer en clair, l'auteur a songé à se faire romancier. D'une façon générale, l'acte d'écrire est devenu en soi l'exutoire de tous ses désirs, sa *Wunschzeichnungen*, sa volupté de remplacement par excellence. « *On eût dit que le fait d'écrire devenait un acte sexuel, même lorsqu'il s'agissait de religion, et que la chair se mêlait irrésistiblement à l'esprit, dans ces moments qui semblaient exclure le désir.* »

« *Combien de livres, même les plus sages, sont nés de la faim sexuelle !* », s'exclame Green. Si toutes les œuvres avaient la dimension de la sienne, il y aurait en effet de quoi glorifier la névrose... et regretter le péché !

(1) Plon, 296 pages, 28 F.

LITTÉRATURE

UN COLLOQUE INSOLITE

Discours sur le discours

HISTORIENS, sociologues, philosophes et linguistes : une trentaine de vedettes parmi les spécialistes de toutes les « sciences humaines » viennent de se réunir à l'université de Lille III pour se demander ce que parler veut dire. Qu'est-ce qu'un discours ? Comment le lire ? Une science des œuvres est-elle possible ? Tels furent quelques-uns des thèmes de ce colloque où, du 29 au 31 mai, Jean Bollack accueillit des conférenciers venus du monde entier. Et prêts à disserter sur les sujets les plus divers, l'unité venant ici de la méthode : puisque la mode veut que tout soit langage, le linguiste interroge les institutions comme des textes, tandis que le sociologue analyse les idéologies comme des œuvres.

Mais les institutions ne sont pas que des textes ; elles ont parfois, sur ces derniers, des effets singuliers. Comme l'a montré Louis Marin dans l'exposé inaugural, ce sont des pouvoirs historiquement déterminés (la famille de Pascal, le groupe de Port-Royal, etc.) qui ont le plus puissamment contribué à présenter les *Pensées* comme une œuvre organique, possédant un plan propre et constituant une totalité close. Puis Théodore Draper a dirigé des débats (trilingues !) autour d'une intervention du professeur Berdahl sur la notion d'idéologie, relayé le lendemain par Fernand Braudel.

Il apparaît décidément que les formes symboliques qui modèlent notre vision du monde, ne sont intelligibles que si on les rapporte aux institutions qui les ont produites : tout savoir ne reçoit sa forme et sa structure que d'un pouvoir qu'il sert, au mieux, à justifier. Toute pratique du discours est au service d'intérêts politiques. C'est ce qu'a rappelé, après Randall Collins, Pierre Bourdieu. Ce dernier a montré que le style même fait partie intégrante de l'univers idéologique : dès le moment où il y a style, c'est-à-dire où existe une possibilité de dire les mêmes choses autrement — il y a choix, et ce choix est aussi l'effet d'une position de classe.

Entre-temps on aura mis sur le tapis la « querelle des philologues », les oligarchies de la Renaissance, l'école de Cambridge et le problème de l'expansion économique au Siècle des Lumières.

Mais ce colloque aura surtout été marqué par deux moments d'une très grande qualité. D'abord la conférence du professeur Schorske sur Gustav Klimt. Rappelant que, pour ce peintre, l'art était un miroir offert au monde moderne, Carl Schorske a mis en rapport l'évolution de Klimt avec celle de sa catégorie sociale — la moyenne bourgeoise juive dans une Vienne « fin de siècle » — et les a reliées à celle de Freud. Ensuite l'intervention de Jean Bollack, consacrée aux principes qui guident le remarquable travail que ce philologue accomplit sur les présocratiques. Retrouver le sens, pour Bollack, c'est retrouver, par-delà les lectures traditionnelles et déformantes, le projet de l'auteur. Mais tout texte est une allégorie : il ne s'épuise jamais dans ce qu'il dit, car toute phrase contredit toujours une autre phrase, soit d'un autre écrivain, soit du même dans un autre contexte. L'herméneutique est prise dans cette contradiction. Peut-elle atteindre un sens ultime ? Mais que serait, demandait Jacques Derrida, une telle instance ?

Beaucoup de questions sont certes restées sans réponse, mais ce colloque aura eu le mérite de prouver au philosophe — ce technicien du sens qui travaille sans le texte — ainsi qu'au philologue — ce technicien du texte qui travaille sans le sens, — qu'ils ont encore beaucoup à apprendre l'un de l'autre.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

Ava, notre « diva »

(Suite de la page 19.)

C'est pourquoi cette Ava ressemble à toutes les femmes immortalisées par les peintres, les sculpteurs du Quattrocento, de la Renaissance française, par les Tiepolo, les préraphaélites anglais, par Ingres, par Balthus... ou par les films américains des années 50.

Ava une et centuple, dont on pourrait pourtant, à travers un récit éclaté qui juxtapose le présent et le passé, l'art et la vie, recomposer l'histoire. Et c'est cette histoire tant de fois rabâchée et ici jamais dite pour elle-même qui tient, malgré tout, le lecteur en haleine. Pierre-Jean Rémy joue — et avec quelle habileté — d'un mystère entretenu, d'un drame sur le point d'éclater, d'un désir, d'une attente jamais comblés... et de phrases savamment inachevées.

Curieuse, furieuse, géante tête romanesque. Il ne prend — lui-même le dit — de plaisir qu'aux fables, toujours tenté de suivre « ces marquises qui sortent à cinq heures » mais sachant bien que la chose est mal vue dans le roman moderne. Alors, il tourne l'interdit, il biaise et de ses feintes naît une forme de roman originale, effervescente et comme en suspens, savante et populaire tout ensemble. Il la cherchait déjà, cette forme, dans *le Sac du Palais d'été*, où tant de motifs romanesques, ébauchés et entrecroisés, s'efforçaient un peu gauchement de capter l'essence même du romanesque. Il la porte ici, à mon sens, à une manière de perfection.

JACQUELINE PIATIER.

ECHOS ET NOUVELLES

— **UN CONGRES CONSACRE A ROBERT MUSIL se tiendra à Vienne (Autriche), les 10, 11 et 12 juin prochains. Cette réunion aura lieu à l'occasion de la fondation d'une société internationale Robert Musil, patronnée par le chancelier B. Kreisky. (Pour tous renseignements, s'adresser au Centre de recherches Robert Musil, université de la Sarre, D. 6600, Saarebrücken II.)**

— **LE PRIX « VACANCES 2000 » a été décerné à Georges Blond pour « La Méditerranée où se joue notre destin ». (Presses de la Cité.) Au premier tour, trois voix s'étaient portées sur : « Adieu la Tortue » de Roger Rion (Robert Laffont).**

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR LAURÉAT DU PRIX APOLLINAIRE

Le prix de poésie Guillaume-Apollinaire a été décerné à M. Léopold Sédar Senghor, président de la République sénégalaise, pour l'ensemble de son œuvre poétique. En outre, deux bourses de 2 500 francs chacune, offertes par la ville de Troyes, ont été décernées à Javotte Martin pour son recueil *la Fête consumée* (Guy Chambelland), et à Pierre Gabriel pour *le Nom de la nuit* (Rougerie, à Limoges).

— **« LES ŒUVRES COMPLETES » Maurice Scève sont publiées au Mercure de France dans une édition établie et annotée par Pascal Guignard, lequel fait paraître en même temps, chez le même éditeur, un essai sur Maurice Scève intitulé : « la Parole de la Délie ».**

— **EN EDITION BILINGUE, CHEZ AUBIER - FLAMMARION paraissent les « Poèmes sans sens » (« Nonsense poems ») d'Edward Lear, poète anglais né en 1812 et mort en 1888 à San-Remo. La traduction et la préface sont d'Henri Parisot, la chronologie, l'introduction et la bibliographie de Sylvère Monod, les illustrations d'Edward Lear lui-même.**

— **« CONNAISSANCE DE L'EST » de Paul Claudel, suivi de « l'Oiseau noir dans le soleil levant » publié pour la première fois, le premier en 1900 et le second en 1929, paraît dans la collection « Poésie-Gallimard », avec une préface d'Henri Petit. De ces deux œuvres, l'auteur avait spécifié lui-même qu'elles formaient un « diptyque ».**

— **LES DEUX ROMANS DE MAURICE SCHUMANN : « Le Rendez-vous avez quelqu'un », publié en 1962 et « Les flots roulent au loin », paru en 1973, viennent de faire l'objet d'une réédition en un seul volume sous le titre : « la Communication » précédé d'une introduction » inédite (Julliard, 149 pages, 30 F).**

— **LE HUITIEME PRIX DU « CŒUR VOLANT » a été décerné à Marie-Josèphe Gauthier pour son roman « les Armes du rêve », paru chez Gallimard.**

Vient de paraître

Romans français

JEAN HOUGRON : *l'Homme de proie.* — Un nouveau roman d'aventures et d'Asie de l'auteur de *Soleil au ventre.* (Plon, 500 p., 37 F.)

MICHEL HURIET : *la Fin des vacances.* — Quatrième roman de l'auteur de *la Fête de la dédicace* dont le décor se situe à Venise, où vit l'auteur. (Gallimard, 230 p., 27 F.)

MICHEL RACHLINE : *Lil.* — Un roman d'amour dans le Paris des années 60 par l'auteur du *Bonheur nazi.* (Guy Authier, 250 p., 32 F.)

PHILIPPE BOUVARD : *la Caisse de Jupiter.* — Le roman d'un directeur de journal, par l'auteur, journaliste, d'*Un oursin dans le caviar.* (Stock, 290 p., 28 F.)

Histoire

GASTON BONHEUR : *Notre patrie gauloise.* — Premier tome d'une série intitulée *Notre histoire* et dont les volumes suivants évoqueront : *les Rois fainéants, le Grand Ferré* et *Marianne.* (Robert Laffont, 320 p., 31,80 F.)

JEAN-MICHEL CHARLIER ET MARCEL MONTARRON : *Stavisky. Les secrets du scandale.* — Les dessous de la plus célèbre affaire de l'entre-deux-guerres. Coll. « Les dossiers noirs », Robert Laffont, 412 pages, 38 F.)

LEONCE PEILLARD : *la Bataille de l'Atlantique.* — I. *la Kriegsmarine à son apogée 1939-1942.* Le premier tome d'une histoire de la guerre dans l'Atlantique, écrit par un des meilleurs spécialistes de la mer et préfacé par l'amiral Dönitz, retrace la période victorieuse de la Kriegsmarine dans sa lutte contre la Royal Navy. (Robert Laffont, 371 pages, 39 F.)

JEAN-MARIE VARAUT : *l'Abominable Docteur Petiot.* — Soixante-trois cadavres homologués, un procès hallucinant. Le plus célèbre assassin de l'occupation. (Balland, 275 pages, 36 F.)

Critique littéraire

JEAN-PIERRE CAUVIN : *Henri Bosco et la poétique du sacré.* — La place d'Henri Bosco dans la littérature française contemporaine. (Klincksieck, 295 p., 40 F.)

EDMEE DE LA ROCHEFOUCAULD : *l'Angoisse et les écrivains.* — Un recueil d'études sur Valéry, Proust, Molière, Léonard de Vinci et Goethe, par le président du jury Femina. (Grasset, 250 p., 21 F.)

Voyages

JACQUES LACARRIERE : *Chemin faisant.* — Mille kilomètres à pied à travers la France d'aujourd'hui. Par le spécialiste de la Grèce antique et moderne, traducteur de Séféris et Vassilikos. (Fayard, 250 p., 28 F.)

MICHEL-CLAUDE TOUCHARD : *les Voyages de Bougainville.* — Album rehaussé d'images contant l'histoire du périple accompli autour du monde, de 1766 à 1769, par la frégate la *Boudeuse,* escortée de l'*Etoile.* (« Les Editions du Pacifique », Albin-Michel, 160 p., 49 F.)

UMBERTO NOBILE : *le Pôle, aventure de ma vie.* — La réalité géographique et historique du Grand Nord, qui connaît une nouvelle actualité. Traduit de l'italien par Gabrielle Cabrini. Préface de Jean Malaurie. (Fayard, « Civilisations du Nord », 470 p., 55 F.)

Esotérisme

LYALL WATSON : *Histoire naturelle du surnaturel.* — Une explication scientifique des phénomènes prétendus surnaturels, et dont l'auteur démontre qu'ils sont parfaitement normaux. Traduit de l'anglais par Léo Dilé. (Albin Michel, 300 p., 34 F.)

Nature

PHILIPPE DIOLE : *les Animaux malades de l'homme.* — Les bêtes supportent-elles aujourd'hui les rêves et les frustrations des hommes, sous couvert d'un amour ambigu ? Préface de J.-Y. Cousteau. (Flammarion, 334 p., 28 F.)

Sciences

GEOFFREY E. R. LLOYD : *les Débuts de la science grecque.* — De Thalès à Aristote, une analyse des premières démarches scientifiques. Traduit de l'anglais par Jacques Brunschwig. (Maspero, « Textes à l'appui - Histoire classique », 192 p., 32 F.)

Récit

MOHAMED BELKACEMI ET ALAIN GHEERBRANT : *Belka.* — Du port d'Alger au F.L.N. et au camp du Larzac, une vie mouvementée racontée au jour le jour. (Fayard, 370 p., 35 F.)

Espionnage

E. ASIMOF, W. HINCKLE, W. TURNER : *Dix secondes pour s'évader.* — L'évasion fantastique de l'espion milliardaire Joël Kaplan, au terme d'une histoire mouvementée où s'entrecroisent intrigues politiques, contrebande des armes et marché noir international. (Hachette, « Littérature », 300 p., 26 F.)

Politique

JULES MOCH : *Socialisme de l'ère atomique.* — Nouvelles confrontations. L'ancien ministre socialiste se livre à une étude du socialisme moderne et de ses perspectives dans les prochaines années. (Plon, 490 p., 36 F.)

صكنا من الاهل

ET CRITIQUE

LE PRINTEMPS DE LA NOUVELLE

IL y a cinquante ans — et même davantage, puisque Huysmans le notait déjà dans la première année du siècle — qu'on déplore le déclin de la nouvelle. Le phénomène est d'autant plus surprenant qu'il est propre à la France, alors que le « faire court » a toujours passé pour un trait français et que la fortune de la nouvelle a été constante dans notre littérature, du Moyen Age à la fin du siècle dernier. Nombre de nos écrivains valent, et parfois sont grands, par de petits récits. Sans ses contes, Voltaire n'aurait plus guère d'existence qu'historique.

Quoi de plus réconfortant et paradoxal à la fois que la persistance de cet intérêt porté à un désintérêt et à son objet ? M. René Godenne y revient dans un petit livre qui comble une lacune, en attendant les études approfondies que lui-même réclame (1).

La désaffection pour la nouvelle vient du public, non certes des écrivains qui s'y sont obstinés, et de façon exemplaire, comme Paul Morand, Marcel Aymé, Marcel Arland. Toujours assez célèbres, toutefois, pour que lecteurs et éditeurs aient pu leur passer un caprice qu'ils ne toléraient plus chez les autres. Pourquoi, se demande M. Godenne, cette défaveur ou cette indifférence ? Il répond : « Les lecteurs, de toute évidence, n'aiment pas lire... » *Ce qui n'est pas sans vérité. Mais je n'en trahis pas moins l'auteur en l'interrompant. La phrase a un complément : ce que les lecteurs n'aiment pas lire, ce seraient ces suites d'histoires trop brèves qui les obligent à un effort de re-connaissance et d'imagination. Il est plus reposant, une fois qu'on a pris le courant, de se laisser aller longtemps au fil du fleuve romanesque.*

Toutefois, son livre entier en témoigne, M. Godenne néglige le nouveau roman. Ce qui est, en soi, significatif (mais pourrait expliquer aussi l'attitude d'une partie de la critique) : l' « anti-roman » est encore plus radicalement l' « anti-nouvelle ».

La nouvelle n'est-elle pas, à l'état de pur concentré, cela même que le nouveau roman détruit : l' « histoire », le personnage ? On voit mal ce que serait la « nouvelle nouvelle » ; ou bien tout, excepté une nouvelle. A moins que le nouveau, pour elle (et peut-être pas seulement pour elle) soit ailleurs. Tel qu'il apparaît chez Mandiargues, par exemple, et déjà, bien entendu, chez Bataille.

Depuis quelques mois on voit publier, en nombre inhabituel, des recueils de nouvelles. Sans compter ce livre qui se veut d'abord défense et illustration du genre. Autant de signes auxquels s'en ajoute un autre qui pourrait être décisif : l'institution du « Goncourt de la nouvelle » qui est décerné le 7 juin. Toutefois, le projet prêté aux académiciens Goncourt de couronner, dans les années suivantes, non plus un recueil mais des nouvelles isolées publiées dans la presse, si excellentes qu'en soient les intentions, va-t-elle vraiment dans le sens du renouveau ?

YVES FLORENNE.

(1) *La Nouvelle française*, P.U.F., 176 pages, 20 F.

Dans la filiation de Mérimée

★ L'AMI DES PAUVRES, de Jean Mistler. Grasset, 272 pages, 25 F.

DANS *la Fille aux yeux d'or*, *le Bal de Sceaux* ou *la Grenadière*, Balzac est tout entier — moins les défauts et les rides. Il y a dans la nouvelle, quand elle est bien venue, « bien née », une jouvence qui lui est propre. C'est une réflexion qui nous vient, à lire les quatre récits que nous donne aujourd'hui Jean Mistler, ou qu'il nous rend : ils furent écrits entre 1930 et 1944. D'un trait net, sans « recherche » apparente, sans rien qui les date. Pas même l'Histoire majuscule, car il arrive que c'est l'histoire fictive qui la précède ; et la nouvelle alors garde à l'égard de l'histoire vraie, de l'événement, cette distance qui est dans le texte littéraire et que rien ne peut annuler. Je pense d'abord à la première, cet *Ami des pauvres* qui donne son titre au recueil. Elle préfigure à l'échelle, si l'on ose dire, humaine, ce qui sera la pièce la plus affreuse de la machine nazie. Ici, c'est un philanthrope qui « liquide » systématiquement les incurables, les irrécupérables, les impurs, bref, les pauvres. Après leur avoir donné ce qu'il croit être un moment de bonheur, c'est-à-dire un bien-être animal, un engourdissement que l'angoisse, pourtant, taraude.

Une prescience semblable, cette fois sans tragique, apparaît dans *la Femme nue*, qui a d'ailleurs de bien plus grands mérites que d'annoncer curieusement l'affaire des faux Vermeer. A la double aventure, l'une intérieure, l'autre quasi policière, qui se déroule, se mêle une satire des mœurs politiques et des hommes, d'autant plus piquante que le milieu était celui de l'auteur, et ces ministres et sous-ministres ses « amis », au moins politiques.

La Ligne droite, étrange récit de la torture par les courbes, fait songer à Poe. Quant à la dernière de ces nouvelles, trente ou quarante ans après, elle trouve le moyen d'être toujours d'anticipation — elle se passe à l'extrême fin du siècle — et d'une actualité surprenante dans ses variations allégoriques et monétaires.

S'il faut situer ces récits dans une filiation, c'est celle de Mérimée. Par la netteté presque sèche de l'écriture, qui rend plus saisissant encore un réalisme insidieusement fantastique, mais aussi parce que ces nouvelles affectent d'être des divertissements d'homme engagé dans une carrière plus sérieuse. — Y. F.

Dans l'étable où brille la paille

★ LA VILLE COURONNEE D'EPINES, de Gilbert Cesbron. Robert Laffont, 240 pages, 26 F.

LE titre même est très expressif d'une spiritualité sensible, mise à nu, déchirée et aussi d'une certaine naïveté douloureuse dans l'imagerie ; mais il tait la joie, le mouvement perpétuel vers le bonheur, cette attente du miracle quotidien, qui ne sont pas moins au fond de l'œuvre de Cesbron et de ce livre-ci.

Cette couronne d'épines — hérissement de béton et de fer — autour de la ville, c'est la banlieue, et c'est son agonie sous les injures : sa passion, justement, que l'auteur souffre à travers les destins humains qu'il suscite et raconte. Ceux de l'aveugle ou des vieux enfouis dans le passé, qui ne savent pas que tout a changé autour d'eux, que tout est mort. Et tous les autres qui ne savent même pas que ce fut autrement : la vie, les choses ; que l'éruption de ciment, la lave de l'asphalte ont submergé, détruit une campagne, des villages, une vie humaine, toute cette banlieue que l'auteur a encore connue — menacée, démantelée déjà, certes, mais encore présente, vivante — et qu'il a aimée.

De ces amours, ces récits sont nés. Pour les situer, à nos yeux et aux siens, dans le passé d'hier, il a accroché devant chacun d'eux comme un petit tableau souvenir. Maintenant, dans ces agglomérats humains, il ne voit plus guère que néant machinal, souffrance et surtout solitude. Mais aussi, le sursaut pour y échapper, l'élan pour se sauver. Se perdre afin de se retrouver : ce thème revient souvent. C'est le chauffeur d'autobus qui, un soir, rompt brusquement avec l'éternel itinéraire, s'enfonce jusqu'au bout de la nuit, et, avec le matin, retrouve la fraternité ; c'est l'enfant qui part sur l'autoroute en construction et, au-delà des machines qui la déroulent, découvre le merveilleux des images : des arbres, un champ, une vache. Un homme quelconque s'égare dans le brouillard en rentrant dans son grand ensemble — bâtiment 12, escalier M, porte 21 — et il trouve un autre merveilleux plus merveilleux encore, jusqu'à... Mais je laisse le lecteur découvrir tout seul ce *Pavillon perdu* qui est peut-être celle de ces nouvelles que je préfère.

Quelques-unes sont violentes, parfois sanglantes ; la plupart d'une mélancolie douce ou poignante. Mais c'est tout le contraire d'un livre sombre et désespéré : dans l'étable, même détruite, brille le brin de paille. — Y. F.

JUIN 1974 LE MONDE

HISTOIRE

★ Drago Arsenijevic : *Otages volontaires des S S.*

Ed. France-Empire, 362 p., 28,25 F.

Voici certainement l'un des épisodes les plus étonnants de la deuxième guerre mondiale : l'aventure d'une dizaine de volontaires sélectionnés par le comité international de la Croix-Rouge et autorisés par le général SS Kaltenbrunner à pénétrer dans plusieurs camps de concentration, à condition de ne pas en sortir jusqu'à la fin de la guerre. C'est ainsi que de paisibles citoyens suisses entrèrent volontairement dans l'enfer de Mauthausen, Theresienstadt ou Dachau. Présence pathétique. Souvent utile : l'un d'eux réussit à faire rapporter l'ordre de dynamiter les usines souterraines Messerschmidt à Gusen, où travaillaient quarante mille déportés. Le livre de D. Arsenijevic éclaire d'autre part quelques aspects essentiels de l'activité du C.I.C.R. pendant cette période. — P. G.

★ André Bogaert : *Un homme seul contre Hitler.*

Coll. « Ce jour-là », Robert Laffont, 259 pages, 30 F.

Le 8 novembre 1939, quelques minutes après le départ de Hitler de la Bürgerbräukeller, la brasserie de Munich dans laquelle il célébrait par un discours, comme chaque année, l'anniversaire du putsch de 1923, un mécanisme d'horlogerie mettait le feu à 50 kilos d'explosifs. Longtemps, les historiens ont pensé qu'il s'agissait d'un attentat truqué, une provocation analogue à celle de l'incendie du Reischtag, et que son auteur, Georg Elser, était manipulé par la Gestapo. André Bogaert restitue à Georg Elser sa vraie personnalité, celle d'un jeune tourneur sur métaux, anti-nazi, qui prend place dans la longue et héroïque cohorte des tyrannicides. — P. G.

★ Philippe Pétain : *Actes et écrits.*

Edition établie et présentée par Jacques Isorni, Flammarion, 652 pages, 18 F.

Ce gros volume rassemble une série de textes qui donnent une image assez complète de la pensée militaire et politique de Pétain. Certains sont fort peu connus, voire inédits, comme les notes d'un voyage en A.O.F. en 1925, les annotations manuscrites sur un exemplaire du *Fil de l'épée*, du général de Gaulle, etc. Il en sort, sans surprise, l'image achevée d'un homme d'Etat viscéralement traditionnaliste. Ce n'est pas assez pour faire du maréchal, comme le voudrait Jacques Isorni, « un autre Solon ». Mais on y trouvera, en effet, des parentés avec bien des orientations de la Vᵉ République.

P. G.

★ Georges Debat : *Marine oblige.*

Flammarion, 332 p., 34 F.

L'aventure intellectuelle d'un officier de la Royale dans un monde bousculé. La guerre d'Espagne, le choix de la discipline, c'est-à-dire de Vichy, l'internement de la Force X à Alexandrie, le passage à la France libre, la guerre du Vietnam, en sont les clefs. De réalisme maurrassien en réalisme gaulliste, un homme se défait, un homme se fait. Et celui-ci s'assied en abord de sa dernière passerelle, obsédé par le visage d'enfant d'un matelot englouti par les vagues : « Je suis seul. Je ne reprendrai plus la mer. ». — P. G.

★ Alfonso Leonetti : *Notes sur Gramsci.*

EDI, 238 pages, 27,35 F.

Un des plus proches compagnons de combat de Gramsci, un des fondateurs du parti communiste italien à Livourne, Alfonso Leonetti mêle dans ces notes, souvenirs personnels et études critiques. Outre leur intérêt proprement historique, venant d'un tel témoin, elles restituent à Gramsci sa dimension essentielle, celle du militant affronté aux problèmes de la classe ouvrière italienne et du mouvement communiste international. Elles contribuent à éclairer en particulier le problème des rapports entre la position de Gramsci et celle de Trotski, dans la situation où le stalinisme impose un cours ultra-gauchiste à la politique des partis communistes, autour de 1930. Antonio Gramsci a-t-il, de sa prison, rejoint l'opposition de gauche, comme nombre d'ordinovistes et Leonetti lui-même ? Si l'on en croit ces notes, apparaissent, à tout le moins, de remarquables convergences.

P. G.

★ Hugues Portelli : *Gramsci et la question religieuse.*

Editions Anthropos, 321 pages, 38 F.

Déjà auteur d'un ouvrage sur *Gramsci et le bloc historique*, Hugues Portelli nous donne une excellente étude sur *Gramsci et la question religieuse*. Le thème religieux n'est pas occasionnel, mais au contraire fondamental dans la pensée gramscienne telle qu'elle apparaît dans les Cahiers de prison. Cela tient au rôle particulier de l'Eglise en Italie, notamment chez les paysans du Mezzogiorno, à l'échec de la politique religieuse des communistes, de 1919 à 1926, et enfin au développement des réflexions de Gramsci sur le rôle hégémonique joué par ce qu'il appelle les « intellectuels organiques », l'Eglise n'étant pas un des moindres. Comment la religion chrétienne et l'Eglise ont évolué à travers les fonctions historiques qu'elles ont successivement remplies, comment le marxisme se situe en tant qu'héritier du grand mouvement qui va de la Réforme à la Révolution française, comment il se présente lui-même gros d'une indispensable « réforme intellectuelle et morale », telles sont les grandes directions de cet ouvrage, qui démontre, une fois de plus, la richesse des analyses de Gramsci. — P. G.

★ André David : *75 années de jeunesse. Du vivant des héros de Marcel Proust.*

Ed. André Bonne, 230 p., 39 F.

Jeune écrivain doué, issu de cette grande bourgeoisie parisienne cultivée et policée qui fournit à Marcel Proust tant de traits pour ses personnages, André David débutait dans les lettres à dix-sept ans sous l'égide d'Anne de Noailles. Entre les deux guerres, poète, romancier, essayiste, pilier du *Mercure de France*, fondateur des *Conférences des Ambassadeurs*, il a connu presque tous ceux qui ont compté dans cette société brillante, bouillonnante et cruelle, dans ce monde et ce demi-monde d'artistes, gens de lettres, diplomates et hommes politiques.

Barbey d'Aurevilly et Paul Léautaud, la duchesse de Rohan et Boni de Castellane, Maurice de Rothschild et le maréchal Lyautey, Hélène Vacaresco et Tristan Bernard défilent, la fleur au corsage ou l'œillet à la boutonnière, au fil de pages savoureuses.

Son témoignage, qui prolonge un précédent recueil de portraits et de notes sur les conférenciers des Ambassadeurs, est vivant, coloré, tendre et parfois nostalgique. — P. V.-P.

★ Jean Savant : *Napoléon.*

Ed. Henri Veyrier, 12, rue Nesle (6ᵉ), 321 p., 45 F.

Tout sur Napoléon, ses gros mots, ses fautes d'orthographe, ses maîtresses, ses maladies vénériennes, ses brutalités, les assassinats qu'il a commandés et les pillages qu'il a organisés. Rien n'échappe à l'érudition vengeresse de Jean Savant, traqueur de balivernes et déboulonneur de statues. Il rend le 18 brumaire au banquier Perregaux et la campagne d'Italie au banquier Haller, Arcole à Augereau et Austerlitz à la chance. Reste un Corse vantard, inculte et grand « machinatore » traînant à sa suite une tribu avide de s'enrichir. Livre féroce, injuste, certes (n'y cherchons pas l'histoire de la *période* napoléonienne), tout à fait à contre-courant, mais rafraîchissant. Démolissons maintenant les grands hommes ! L'iconographie, qui fait la moitié de l'ouvrage, est pleine de trouvailles. — P. G.

★ Jean Prasteau : *les Heures enchantées du Marais.*

Librairie académique Perrin, 452 p., 40,65 F.

Ce livre amoureux est une invite à la promenade « en dix chapitres, en dix journées » à travers le plus beau musée d'architecture en plein air du monde. Impossible de définir le Marais, deux arrondissements de Paris grouillants d'histoire, rassemblement de microcosmes fortement contrastés. A coup sûr, il a une âme. Pour combien de temps ?

Les promoteurs y ont commencé leurs ravages et en vendent, à de riches amateurs, des lambeaux que ceux-ci « aménagent », pas toujours sans dommage pour l'ensemble. Ainsi risquent de disparaître, chassés, les innombrables artisans qui, par la diversité de leurs activités, donnaient son caractère propre et son pittoresque à un quartier où la curiosité trouvait partout à se satisfaire comme les yeux à s'enchanter. — G. G.-A.

★ Dominique Paladhile : *les Papes en Avignon ou l'Exil de Babylone.*

Librairie académique Perrin, 346 p., 38,50 F.

Quand Bertrand de Got, archevêque de Bordeaux élu pape en 1305, se fixe quatre ans plus tard à Avignon, il ne se doute guère que ses successeurs y résideront durant près de trois quarts de siècle, pas plus que Grégoire XI, septième pontife avignonnais, n'imagine que son retour à Rome, en 1378, donnera naissance à un schisme regrettable.

D. Paladhile raconte clairement les querelles byzantines qui opposent alors Italiens et Français, pouvoir spirituel et pouvoir temporel. Peut-être cette crise était-elle nécessaire à l'Eglise pour son adaptation à un monde neuf ? G.-G. A.

PHILOSOPHIE

★ Vincent Monteil : *Clefs pour la pensée arabe.*

Seghers, 204 p., 14,70 F.

Plus de trente ans de fréquentation active, chaleureuse, militante du monde arabe, des épreuves vécues en commun, une érudition inépuisable, la pratique en virtuose d'une langue qui, s'agissant des Arabes, est au centre de tout : Vincent Monteil était bien armé pour nous donner les clefs d'un monde qui, dirait-on, « pense avec la bouche ».

Avec ce petit livre bourré de faits, de citations, Monteil plaide pour la reconnaissance de l'originalité d'une pensée arabe. L'effort synchrétique qui marque la « falsafa », ou philosophie islamique imprégnée d'hellénisme, ne doit pas faire oublier ce qu'ont d'original les courants mystiques (soufi) et le rationalisme sociologique qui culminent avec Ibn Khaldoun.

Etait-il impossible de retrouver trace d'une véritable pensée arabe pré-islamique, autrement que par allusions ? Monteil nous doit, sur ce plan, un prolongement de ce savoureux, généreux petit livre.

On applaudit au plaidoyer de Monteil pour l'authenticité et l'irréductibilité d'une pensée arabe originale. Mais faut-il, pour défendre une cause aussi juste, se faire, sans condition, le champion de Moammad Kadhafi, et confondre ainsi élan de la sincérité et clarté de la pensée ?

J. L.

ESSAIS ET DOCUMENTS POLITIQUES

★ Michel D. Perreaudeau : *Irlande, pays des nègres roux.*

Ed. le Cercle d'or, 72, rue Napoléon, 85100 Les Sables-d'Olonne, collec. « Les jeunes et le monde face à face », 140 p., 22 F.

Dès sa préface, Michel Perraudeau, vingt-cinq ans, enseignant et peintre, nous prévient : il ne s'agit pas d'un livre impartial. De fait, le portrait qu'il trace de cette « *patrie des nègres roux* » est trop lyrique et manichéen pour être réellement informatif, et le lecteur qui cherche honnêtement à se retrouver dans le labyrinthe irlandais risque de ne pas y apprendre grand-chose de nouveau. Ce petit livre n'en est pas moins typique d'une certaine lecture de la crise irlandaise familière aux milieux de l'ultra-gauche. Il illustre bien, aussi, la difficulté d'appliquer les schémas marxistes à une situation aussi spécifique. — N. B.

★ Uwe Kitzinger : *Diplomatie et persuasion ou Comment la Grande-Bretagne est entrée dans le Marché commun.*

Traduction de Bernard Cassen. Ed. Alain Moreau, 34 F.

Notre auteur a achevé la rédaction de son travail avant le retour des travaillistes au pouvoir et les prises de position fracassantes de M. Callaghan à Bruxelles. Près de 650 pages ! Une mine pour ceux qui veulent suivre dans le détail le cheminement de nos voisins vers le Marché commun jusqu'à l'entrée officielle le 1ᵉʳ janvier 1973. Grâce à ses patientes interrogations et à un plan très clair, on voit mieux comment les gouvernements de sa gracieuse Majesté ont dû constamment se battre sur deux fronts pour parvenir à leurs fins : à Bruxelles, afin de permettre que le Traité de Rome ne gêne pas trop les Anglais aux entournures, à Londres, pour persuader l'opinion que les citoyens ne faisaient pas une mauvaise affaire si l'Europe se construisait avec eux. — P. D.

Deux livres d'Olivier Carré

Vers une analyse scientifique des idéologies arabes

IL est facile de dire : « *Tous ces gens sont fous, laissons-les s'entr'égorger puisqu'ils semblent y prendre tellement de plaisir !* » Il est facile de lever les bras au ciel devant les méandres de la politique arabe. Il est encore facile (quoique demandant au moins un peu plus de courage) de prendre parti énergiquement et totalement pour l'un ou l'autre des belligérants en suivant les suggestions de ses souvenirs, de ses attachements, de ses viscères ou encore des intérêts de son prestige ou de son portefeuille.

Mais tout ce qui est réel cache au moins, sous le chaos et l'incohérence de la superficie, des réseaux de rationalité profonde. Et il serait trop commode aussi que l'attitude rationnelle et scientifique ne doive s'appliquer qu'aux domaines où notre passion n'a pas de raison de s'engager. Combien plus elle est nécessaire (et difficile) quand les problèmes sont aigus, complexes, évoquent au fond de nous le flot profond des sentiments !

L'attitude scientifique commence par une certaine distance qui n'exclut pas forcément des prises de position raisonnées, en dehors de l'anathème et de l'incompréhension érigés en vertus, la désignation des responsabilités, le discernement des voies d'une issue équitable et de ce qui les bloque. C'est, pour ce qui est de l'étude du monde arabe et du conflit israélo-palestinien, la voie qu'a choisie Olivier Carré, sociologue, arabisant, analyste politique, instruit des techniques les plus modernes, ayant longuement séjourné dans les pays arabes et en Israël.

On ne parlera ici que de deux de ses livres (1), alors qu'un troisième vient de paraître (2). Son étude de l'idéologie palestinienne de résistance est solide, sérieuse, documentée. Elle n'en est pas moins intelligente, fondée sur les concepts de mythe et d'idéologie, combinant une analyse sociologique et une analyse de contenu du type utilisé en science politique. Son matériel est puisé, d'une part, dans des poèmes palestiniens (il en a publié par ailleurs un recueil traduit), d'autre part dans cinq textes politiques fondamentaux émanant des organisations. Il montre que la même expérience palestinienne engendre le mythe littéraire de la patrie crucifiée et renaissante et les thèmes idéologiques des analyses politiques. Son étude fouillée porte surtout sur les liaisons entre les concepts utilisés : elle permet de déceler le cheminement logique des idées et les contradictions. Outre cette analyse d'un grand intérêt en elle-même et pour sa méthode, on trouvera dans son livre des textes donnés *in extenso*, des indications précises sur les organisations, une chronologie détaillée. On a ainsi un ouvrage de référence indispensable à qui veut s'informer sérieusement sur le problème palestinien.

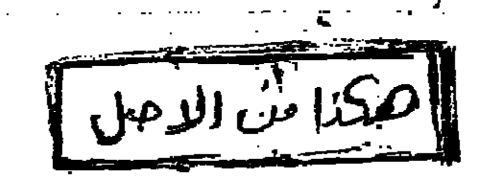
Son livre sur le conflit de Palestine embrasse un domaine plus large et devrait servir de guide à un public plus étendu. On y retrouvera l'essentiel sur les deux nationalismes qui s'affrontent, sur la lente réalisation dans les faits du projet sioniste, sur les résistances palestiniennes et leur non moins lente concrétisation en organisations structurées et (plus ou moins) efficaces, en actions politiques et militaires, sur le développement de l'Etat israélien et le sort des Arabes qu'il a englobés ou rejetés. Le diagnostic des causes, des perspectives, des raisons et des torts sera naturellement rejeté d'un côté, même, partiellement des deux. Mais, au minimum, on ne peut contester sa bonne foi, son sérieux et sa solide base documentaire.

Olivier Carré a su résister à la tentation de juger vite, sommairement et définitivement, pour chercher à cerner une difficile vérité valable pour tous ceux qui veulent se fonder sur autre chose que la passion. Ceux qui contesteront ses conclusions (discrètes et nuancées d'ailleurs) devraient au moins prendre la peine de s'informer auprès de lui de ce qui milite dans l'autre sens. C'est à ce jour un des meilleurs livres d'ensemble, accessibles par leur dimension et leur prix, qui aient paru sur la question. Nul ne perdra son temps à le lire.

MAXIME RODINSON.

(1) *L'Idéologie palestinienne de résistance*, analyse de textes, 1964-1970. Armand Colin, 165 p., 39 francs. — *Le Proche-Orient entre la guerre et la paix*. Editions de l'Epi, 176 p., cartes, 30 francs.

(2) *Enseignement islamique et idéal socialiste*, analyse conceptuelle des manuels d'instruction musulmane en Egypte, Beyrouth, Dar El-Machreq. Diffusion Librairie orientale, 334 p., 20 livres libanaises.



Sous la Coupole

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JEAN D'ORMESSON

Le discours du récipiendaire

Hommage au canular

ELEVE au rang de genre littéraire, le canular reçoit sous la Coupole ses lettres de noblesse — avec toute la gravité requise. Après « les Copains », le pseudo-roman historique « la Gloire de l'Empire » est couronné des mêmes lauriers.

Ce n'est pas une farce et ce n'est pas nous qui le disons. C'est M. Thierry Maulnier, à l'adresse de M. Jean d'Ormesson : « Je n'oublie pas que vous fûtes normalien, que Jules Romains le fut, que je le fus moi-même et que trois normaliens ne peuvent être réunis dans une circonstance comme celle-ci sans que soit évoqué ce signe de ralliement entre normaliens, cet élément primordial de l'être normalien qui a nom le canular. »

Le récipiendaire avait bien entendu ouvert le feu, non seulement en rangeant ledit élément parmi les trois thèmes de Jules Romains mais en affirmant que le canular avait marqué de son empreinte la totalité de son œuvre. A commencer par une thèse sur la vision extra-rétinienne.

Soyons justes : l'auteur de « Knock » fut aussi celui des « Hommes de bonne volonté », et ce dernier titre, à lui seul, traduit ses ambitions généreuses, son culte de l'amitié, qualités qu'a tout aussi bien soulignées et louées M. Jean d'Ormesson.

Le nouvel académicien savait fort bien que M. Thierry Maulnier lui renverrait le compliment : « Vous êtes bien un mystificateur » — le mystificateur d'une « hénaurme » épopée dont la teneur n'a d'ailleurs abusé personne.

MESSIEURS,

LA gloire frappe de rayons bien inégaux ceux que vous distinguez. J'aurais mauvaise grâce à m'étonner de ces variations qui vous sont parfois reprochées puisque c'est à elles que je dois d'abord d'être aujourd'hui parmi vous. Valincour succède à Racine, Gros de Boze à Fénelon et Châteaubrun à Montesquieu. Voilà que, fidèle sans doute à l'esprit d'alternance de ces exercices en dents de scie, j'occupe à mon tour le fauteuil de Jules Romains. Je pourrais poursuivre longtemps cet exercice traditionnel et liminaire de la *Deprecatio* chère aux Anciens et de l'humilité plus ou moins feinte. Je m'en abstiendrai pour trois raisons : la première est que les traditions sont faites, à mes yeux, et d'une façon indissoluble, à la fois pour être maintenues et pour être bousculées. La deuxième est qu'il n'y a pas de honte à être inférieur à Jules Romains parce que Jules Romains était de toute évidence un de ces géants dont nous cherchons en vain, de nos jours, autour de nous, les successeurs et les jeunes émules. La troisième enfin est que notre tâche est tellement immense que je voudrais me hâter de délaisser les politesses et les bagatelles cérémonieuses du seuil pour aborder sans retard tout ce qui fait le sel, la force, la dignité de l'aventure humaine et qu'illustre avec tant d'éclat le grand nom de Jules Romains : une pensée et une œuvre qui s'insèrent dans l'histoire, qui la traduisent et l'expriment, et qui, en revanche, la modifient. Car le propre du grand créateur est sans doute d'abord de s'inscrire dans son temps. Mais aussi, et peut-être surtout, de le marquer à son tour et de le transformer.

La vision de Louis Farigoule

UN soir d'octobre 1903, deux jeunes gens de dix-huit ans sortaient de la khâgne du lycée Condorcet où ils préparaient le concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure. Ils étaient amis, et l'amitié jouait un grand rôle dans l'image qu'ils se faisaient de leur vie. Ils découvraient ensemble, à travers trois ou quatre littératures, le génie poétique d'Homère ou d'Hugo, de Dante ou de Cervantès, de Shakespeare ou de Goethe. Rien n'est plus beau que ces débuts d'existence : l'attente vaguement angoissée de l'avenir y tâtonne encore un peu parmi les voix intérieures et les folles espérances, mais déjà le génie s'agite, impatient des grands espaces dont il pressent la splendeur et où il s'épanouira. Les maîtres, à cette époque, au lycée Condorcet, étaient des professeurs éminents et parfois célèbres : un Léon Brunschvicg, l'auteur des *Etapes de la philosophie mathématique* et des *Progrès de la conscience dans la philosophie occidentale*, un Charles Salomon qui répétait volontiers : *« Messieurs, je vous habituerai à une extrême précision »*, un Hippolyte Parigot, journaliste au *Temps* et critique dramatique, ennemi juré du mauvais goût, du maniérisme, de l'affectation, et dont une des formules favorites était, dans sa simplicité, d'une terrible et éternelle vérité : *« Croyez-moi, messieurs, c'est une chose très difficile que d'écrire en français. »* Les camarades s'appelaient Albert Pauphilet ou Paul Etard — qui devaient devenir respectivement directeur et bibliothécaire de Normale vers l'époque où j'y entrais moi-même, — un peu plus tard Henri Franck, le futur poète trop ignoré de *la Danse devant l'Arche*, et surtout André Cuisenier, qui s'enorgueillit encore aujourd'hui d'un beau titre qu'il porte avec modestie : il est le plus vieil ami vivant de Jules Romains. Car les deux jeunes gens que nous avons laissés en train de remonter la rue d'Amsterdam, vous les avez déjà reconnus : l'un s'appelait Léon Debille, et il devait emprunter à une terrasse qui domine la Marne, entre La Varenne et Ormesson, son pseudonyme de George Chennevière ; l'autre était Louis Farigoule, dont nous célébrons aujourd'hui sous le nom de Jules Romains la mémoire et le génie.

En ce soir d'automne parisien, dans la rue d'Amsterdam pleine de couleur et de mouvement, encombrée de voitures et de passants qui se rendaient à leurs plaisirs ou à leurs occupations en entraînant avec eux, dans une sorte de mouvement brownien invisible et pourtant réel, leurs pensées innombrables, leurs ambitions, leurs craintes, leurs rêves à peine formulés, le jeune Louis Farigoule, qui rentrait chez son père, instituteur à Montmartre, eut une illumination : il éprouva, en une véritable intuition d'ordre mystique dont il ne reste aucune trace écrite, mais que ses confidences ont maintes fois évoquée, un sentiment de fraternité et de totalité. Entre les boutiques et les réverbères de la rue d'Amsterdam, il eut subitement la révélation du monde moderne, de la foule, de la grande ville, de la multiplicité des êtres et de leur unité. Il faisait, dans la rue et parmi les hommes, sa première communion unanime, rationnelle et mystique.

C'est un fait bien remarquable que, vers le début de ce siècle dominé plus qu'aucun autre par la science et la raison, une espèce — je prononce les mots avec prudence, — une espèce d'ivresse mystique et quasi religieuse ait été le point de départ de l'œuvre de Jules Romains. Ce n'est pas un cas isolé. Claudel frappé par la foi derrière un pilier de Notre-Dame, le Salavin de Georges Duhamel, la vision du monde en tant qu'amour qui constitue le fondement des *Leaves of Grass* de Walt Whitman et même la madeleine de Proust, les deux clochers de Martainville, les trois arbres d'Hudimesnil ou le pavé mal équarri de la cour des Guermantes pourraient tous être confrontés à la rue d'Amsterdam du jeune Louis Farigoule. Je livre aux jeunes gens de l'avenir ce travail fascinant : l'étude dans le détail des rapports entre illumination et raison vers la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième.

Un double pays natal

D'OU pouvaient bien surgir chez notre khâgneux de Condorcet les racines de cette crise à la fois mystique et rationnelle ? Comment ne pas nous tourner d'abord, pour tâcher de mieux les comprendre, du côté du couple fameux de l'hérédité et du milieu ? Le pays natal, pour Jules Romains, il est permis de le dire double : c'est le Velay et c'est Paris. Voulez-vous vous souvenir des deux personnages centraux des *Hommes de bonne volonté ?* Jerphanion est vellave et Jallez parisien. Jules Romains unit en lui-même la double appartenance provinciale et montmartroise qui l'enracine à la fois dans ces deux mondes, parfois opposés, de la culture et de la vie françaises.

Il nous faut remonter ici encore un peu plus loin dans ce roman des origines qui est aussi, en même temps, origine du roman, dans cette poésie des origines qui est, toujours, avec évidence, origine de la poésie. Le dimanche 31 mai 1885, un événement prodigieux agitait le peuple de Paris et le précipitait en masse vers l'arc de triomphe de l'Etoile : c'était les funérailles de Victor Hugo que le corbillard des pauvres devait mener le lendemain, à travers l'affection et la vénération de la foule, jusqu'au Panthéon. Jules Romains a avoué lui-même n'avoir conservé de cette cérémonie qu'une « impression des plus confuses ». Rien d'étonnant : il n'y assistait que par personne interposée. Il n'était pas encore né, mais sa mère, enceinte de lui depuis six mois, était perdue, minuscule élément d'une foule innombrable, parmi la masse des spectateurs. A travers le peuple de Paris qu'ils ont tant aimé l'un et l'autre, on croit voir le flambeau de la création romanesque passer de l'auteur des *Misérables* et de *Notre-Dame de Paris*, à celui des *Copains*, du *Dieu des corps*, de l'*Ame des hommes* et des *Hommes de bonne volonté*.

Arrêtons-nous un instant à cette date de 1885. Dans une histoire littéraire aussi éclatante que celle qui, du traité de Verdun à nos jours, s'exprime à travers cet instrument admirable, à la fois délicat et indestructible, toujours menacé et toujours vainqueur, de la langue française, toutes les générations ne sont pas égales en richesse et en splendeur. En quelque quinze ou dix-sept ans, de 1622 à 1639, naissent La Fontaine, Molière, Pascal, Mme de Sévigné, Bossuet, Mme de La Fayette, Boileau et Racine. En quelque quinze ans à nouveau, de 1790 à 1805, Lamartine, Augustin-Thierry, Vigny, Michelet, Balzac, Hugo, Mérimée, Sainte-Beuve et George Sand. Lorsque, dans le petit hameau de La Chapuze, au-dessus de Saint-Julien-Chapteuil, non loin du mont Mézenc, Louis Farigoule apparaît parmi nous, voilà quelque quinze ans déjà qu'a surgi de part et d'autre de Sedan, de la Commune, de la fin du Second Empire, une génération sans égale, digne en tout point des plus grandes, et qui illuminera tout le début du vingtième siècle d'une clarté éblouissante. En cinq ans, entre 1868 et 1873, Maurice Barrès et Henri de Régnier, encore dans la petite enfance, naissent successivement Paul Claudel, Romain Rolland, Charles Maurras, André Gide, Marcel Proust, Paul Valéry et Charles Péguy, sans même parler d'Alain ou d'André Suarès, de Francis Jammes ou d'Edmond Rostand. Un peu plus jeune que Jacques Chardonne ou Valery Larbaud, qu'Etienne Gilson ou Jacques Maritain, que Jean Paulhan, que Georges Duhamel, que Jean Giraudoux, contemporain de François Mauriac et d'André Maurois, l'aîné de quelques années de Francis Carco et de Pierre Benoit, de Blaise Cendrars, de Jacques de Lacretelle ou de Saint-John Perse, Jules Romains appartient à la génération qui suit immédiatement cette foudroyante cohorte.

La famille de sa mère, Marie Richier, était paysanne aussi loin que l'on pût remonter. Le père de sa mère était né vers la fin de la Restauration. En vertu des lois de conscription et du tirage au sort, il avait servi d'abord sept ans, comme soldat ; puis, poussé par des mobiles qui s'enfoncent dans les ténèbres romanesques du passé et de l'histoire, il s'était rengagé pour sept ans et il avait pris part à la guerre de Crimée. Il avait laissé des Mémoires, malheureusement détruits par cette terrifiante manie de faire de l'ordre et de jeter qui prive les historiens de tant de documents essentiels. Ce grand-père paysan, soldat, mémorialiste méconnu, avait eu une fin affreuse et superbe qui nous rejette d'un seul coup dans Virgile ou Lucrèce. Assis, l'aiguillon à la main, à l'avant d'un char traîné par une paire de bœufs, il était tombé sur le sentier semé de grosses pierres et de trous, et les roues de son char lui étaient passées sur le corps.

Henri Farigoule, lui, le père de Louis, était originaire des plateaux qui s'étendent au nord du Puy. Il était le fils non d'un vrai paysan mais d'un entrepreneur rural de maçonnerie. Héritière des luttes ardentes des Réformés et de l'action en sens inverse de saint François Régis, l'apôtre du Vivarais au début du dix-septième siècle, la vieille tradition catholique, pénétrée de rigueur protestante, régnait encore assez fort, vers la fin du siècle dernier, sur les villages du Velay et les montagnes d'Auvergne. Pendant que ses deux sœurs se faisaient religieuses cloîtrées au Bon Pasteur du Puy, Henri Farigoule entrait au Pensionnat des Frères de la doctrine chrétienne. Sachant à peine lire à quatorze ans, il faisait assez vite des progrès décisifs, et, quelques années plus tard, profitant de la loi sur l'enseignement obligatoire et du recrutement accéléré qu'elle provoquait, il rejoignait ceux que Péguy appelait superbement « les hussards noirs de la République », et il se faisait nommer instituteur à Montmartre. Voilà déjà en place quelques-uns des éléments d'un décor où vont se jouer tant de chefs-d'œuvre.

Le Velay et Montmartre, la province paysanne et le Paris des instituteurs, la tradition religieuse et le rationalisme, l'Ecole normale de la rue d'Ulm et la naissance obscure d'un sentiment nouveau non seulement de fraternité mais de solidarité universelle, telles sont quelques-unes des données qui vont commander l'avenir et faire surgir parmi nous l'œuvre de Jules Romains.



M. JEAN D'ORMESSON

(Dessin de Marek Rudnicki.)

Une cathédrale pleine de niches et de chapelles

CE qui frappe d'abord dans cette œuvre, c'est la puissance. Un massif. Un monument. Les noms qu'on évoque le plus volontiers à son propos, ce sont ceux de géants qui ont laissé un monde derrière eux, des personnages changés en mythes ou passés en proverbes : Hugo avec Gavroche et avec le peuple des barricades, Proust avec ses duchesses et l'effrayant Charlus, et peut-être plus encore, avec leurs créatures innombrables, Zola et le grand Balzac — ceux qui ne se sont pas contentés de peindre des caractères ou de tisser des intrigues, mais qui nous ont donné un univers. Dès les années bénies de la jeunesse et de la formation, Romains n'avait d'ailleurs jamais cessé de s'entourer des grandes ombres d'Homère, de Virgile, de Lucrèce, de Goethe et toujours de Hugo. Nous voilà aussitôt assez loin de ces *joueurs de flûte* dont M. de Norpois parle avec mépris au narrateur de la *Recherche*. Avec Jules Romains, d'emblée nous reconnaissons sans beaucoup de peine l'architecture assez grandiose où nous allons pénétrer : celle des vastes ensembles, celle de la cathédrale, dans une certaine mesure, qu'il serait bien intéressant de préciser, celle de la symphonie.

Cet immense monument de l'œuvre de Jules Romains, plein de niches et de chapelles, toujours prêt à se transformer soudain en théâtre, en lanterne magique, en carrières où erre Quinette, en basilique naturellement, en bistrot sur les quais de La Villette, où coule à flots le vin blanc, en pont de la Moselle, où se retrouvent nez à nez, au début de *Donogoo*, Lamendin et Bénin, en cabinet de travail ou de consultation, en casino, en transatlantique, en boutique d'artisan, en maison de passe ou en château, comment souhaiteriez-vous, messieurs, que nous le visitions ? Nous pourrions, naturellement, suivre l'ordre du temps ou de l'espace, nous abandonner à la chronologie de la vie et des œuvres, l'examiner période par période et ouvrage par ouvrage. Je crains un peu, je vous l'avoue, à la fois la lassitude et l'insuffisance : car cette vie est si pleine et cette œuvre si riche que le seul défilé des honneurs et des dignités, la seule énumération des titres, de l'Ecole normale à la présidence du Pen-Club et à l'Académie française, du *Bourg régénéré* ou du merveilleux *Mort de Quelqu'un* aux *Mémoires de Madame Chauverel* ou aux *Portaits d'inconnus*, d'une pièce inédite, ignorée et sans doute détruite, écrite encore dans l'enfance et qui s'appelait étrangement *les Surprises du divorce*, d'une autre, un peu plus connue déjà, et dont le titre était *Tzar*, jusqu'à *Marc-Aurèle, le Besoin de voir clair* ou *Pour raison garder*, occuperait tout notre temps et nous limiterait, en vérité, aux apparences superficielles d'une des pensées les plus cohérentes et les plus significatives de notre temps.

J'ajouterais volontiers, en reprenant une boutade d'un des vôtres qui fut aussi, dans une autre enceinte, un de mes prédécesseurs, qu'il y aurait quelque paradoxe de ma part à venir vous présenter ce soir un poète, un romancier, un homme de théâtre et de pensée que vous connaissiez tous intimement pour l'avoir retrouvé tous les jeudis pendant de longues années, et que je n'ai eu le bonheur et l'honneur de rencontrer moi-même que trois ou quatre fois dans ma vie. Me permettriez-vous donc de passer assez rapidement sur les événements de la vie de Jules Romains, dont nous avons déjà brièvement esquissé les débuts — et même sur la liste impressionnante de ses œuvres — pour tâcher d'étudier et, si possible, de comprendre la signification et l'importance dans notre monde moderne de la pensée de l'auteur des *Copains*, de *Knock* et des *Hommes de bonne volonté* ? Ce que nous tenterions alors, c'est de dégager, sous forme d'une coupe transversale, cinq ou six thèmes majeurs qui dominent de bout en bout l'œuvre immense de Jules Romains et de retrouver ainsi le projet d'ensemble, le souffle créateur qui l'informe et l'anime.

L'âge de la vie collective

UNE première évidence s'impose à nous, que pouvait laisser prévoir déjà l'illumination mystique d'octobre 1903 : avec Jules Romains, la vie collective et la société entrent triomphalement dans notre littérature. Toute la grande génération de 1870 a encore l'individu pour point de référence. Il serait passionnant d'étudier la place de la personne humaine chez un traditionaliste comme Maurras, chez des chrétiens comme Claudel ou Péguy, chez un classique comme Valéry, chez un individualiste comme Gide, chez un analyste comme Proust. Avec Jules Romains, tout change. L'homme s'efface, et les hommes s'avancent. Dans la brèche laissée par l'homme se précipitent les masses. La crise de l'humanisme et la mort de l'homme chantée autour de nous, de Picasso à Michel Foucault, par tant d'artistes et de philosophes, Jules Romains, pour sa part, la ressent profondément. Il éprouve qu'un dieu s'écroule. Il cherche, de toute son âme, à le remplacer par un autre : le groupe, la société, tout ce qui est lié à ce phénomène formidable, vieux maintenant de cinq mille ans, mais dont l'importance et le poids n'ont cessé de s'accentuer jusqu'à l'écrasement ; ce développement de la ville, dont nous parlaient déjà un Rimbaud, un Verhaeren, et surtout un Baudelaire quand il évoquait en une formule saisissante, rappelée par Jallez à Jerphanion dans leur turne de la rue d'Ulm, *« la fréquentation des villes énormes, et le croisement de leurs innombrables rapports »*. *L'Ame des hommes, la Vie unanime, A la foule qui est ici, Odes et Prières, Manuel de déification, l'Armée dans la ville*, sont des œuvres assez éloquentes. Elles traduisent toutes un double mouvement où se mêlent inextricablement, comme dans la rue d'Amsterdam, la mystique et la société. Chacun sait que Jules Romains était politiquement assez éloigné du marxisme. Il reste qu'il vit dans un âge marqué d'abord par Marx et par le socialisme : un âge de la foule, de la ville, du grand nombre et de la vie collective.

Jules Romains, bien entendu, n'est pas le seul interprète, en notre temps, de ce grand élan de collectivisation que traduisent, sous des formes bien diverses, et pour prendre des exemples aussi éloignés que possible les uns des autres, le développement des syndicats ou de la sociologie, la construction des grands ensembles, la poésie de Verhaeren, ou encore, dans un domaine esthétique particulier, le cinéma soviétique ou ce film de King Vidor qui porte, en 1927, ce titre à lui seul révélateur : *la Foule*. Nous savons, sans doute, que les rapports entre Jules Romains et un Durkheim ou un Lévy-Bruhl, maîtres de la sociologie française, relèvent plutôt, pour parler le langage des ethnologues, de la convergence que de la diffusion — c'est-à-dire qu'il s'agit plutôt de rencontre que d'influence. Mais le phénomène n'en est que plus frappant. Ce qui impose à cet âge ses dimensions sociales, c'est notre maître à tous, le maître de la mode et de la philosophie, le maître des mœurs et des idées : l'air du temps, la sensibilité d'une époque, la conjonction des forces poussées en avant par le passé — en un seul mot, l'histoire. C'est le sens de l'histoire contemporaine — ou peut-être au moins un de ses sens, car je soutiendrais volontiers qu'il faut prendre la formule *sens de l'histoire* dans son acception de *signification* souvent multiple plutôt que de *direction* imposée — c'est le sens de l'histoire contemporaine que tente de cerner, au carrefour de la mystique et de la société, au carrefour aussi de la science et de la poésie, l'unanimisme de Jules Romains.

Social et quasi mystique, l'unanimisme — qui devait se développer, vers 1908, avec Georges Duhamel, Charles Vildrac, René Arcos, autour de l'Abbaye, sans qu'il puisse pourtant jamais y avoir confusion entre les deux mouvements — apparaît au sortir d'un âge parcellaire, élémentaire, ultra-individualiste, comme une certaine conception vivante de la totalité. En un sens, Balzac et Zola, Claudel et Proust — et Hugo avant eux — avaient déjà eu un peu plus qu'une intuition de la totalité. Mais elle prenait toujours appui sur des héros privilégiés, elle rayonnait à partir d'eux.

(Lire la suite page 24.)

LE DISCOURS DE M. JEAN D'ORMESSON

(Suite de la page 23.)

Elle s'exprimait chez Balzac, par la juxtaposition des aventures des Vautrin, des Rubempré, des Rastignac ou des Marsay ; chez Zola, par la filiation héréditaire au sein des Rougon-Macquart ; chez Proust, par l'organisation du monde autour d'un narrateur central auquel tout se rapporte d'un monde qui change et d'un temps qui s'écoule : chez Claudel, par le catholicisme, où la personne humaine et l'universel sont, à travers l'incarnation du Christ, articulés l'un sur l'autre. Avec Jules Romains, nous plongeons directement dans le corps universel et dans l'âme collective.

Cette communion mystique et ce lyrisme collectif, c'est d'abord, tout naturellement, dans l'effusion poétique qu'ils vont pouvoir s'exprimer. Jules Romains disait volontiers qu'il était avant tout un poète. Et une des clés de son œuvre, avant même l'exploration romanesque de l'univers social, c'est un réalisme poétique accordé au monde moderne et situé aux extrêmes antipodes d'un symbolisme vieillissant, dénoncé avec véhémence. Par un paradoxe admirable, les triomphes de *Knock* et des *Copains*, des *Hommes de bonne volonté* et de *Donogoo*, ont porté tort au poète. Si Jules Romains était mort en 1911 ou 1912, ses ouvrages poétiques et ses recherches sur l'art du vers auraient laissé dans notre mémoire un souvenir lumineux, que les succès du romancier ou de l'homme de théâtre ont — hélas ! ou grâce à Dieu — rejeté un peu dans l'ombre.

Plus encore, peut-être, que le recueil de *la Vie unanime*, prenons, par exemple, et parmi beaucoup d'autres, le texte capital de *Cromedeyre-le-Vieil*, où nous voyons s'effacer devant la description poétique de la vie communautaire tout le récit traditionnel des aventures ou des sentiments de l'individu isolé. Le héros n'y est plus, sous une forme ou sous une autre, le *moi* cher à Racine, à Gide, à Valéry ou à Proust. C'est le groupe humain. La caractéristique de ce groupe humain est de constituer, au-delà de la conscience individuelle, un tout spécifique profondément solidaire et de révéler bien d'autres richesses et bien d'autres abîmes que cette conscience individuelle. La vérité fondamentale que nous suggère Jules Romains, c'est que le tout social est définitivement autre chose et plus que la simple addition des éléments qui le composent. Et au sein de ce tout s'établissent des rapports pleins de mystère et d'allégresse que l'unanimisme poétique et romanesque a pour tâche d'explorer à la lumière assez neuve de la multiplicité collective, car

Tout communique et se pénètre
Dans l'épaisseur de Cromedeyre

Ainsi, dans un temps dominé par la sociologie, par le marxisme, par la montée des masses, peut-être déjà par la découverte de ces structures dont la spécificité se situe toujours au-delà de la seule juxtaposition extérieure, est expulsé, au profit de tout ce qui le dépasse et le commande, le personnage élémentaire, espèce de Robinson fictif de l'univers littéraire. Dans *Cromedeyre-le-Vieil*, choisi presque au hasard parmi tant de textes significatifs, dans son sujet collectif, dans le thème des rapports entre les hommes et de la communication entre eux, figure déjà en puissance toute l'immense cathédrale des *Hommes de bonne volonté*.

Son œuvre capitale

C'EST dans *les Hommes de bonne volonté*, l'œuvre capitale de Jules Romains, celle que ne faisaient peut-être qu'annoncer et préparer des ouvrages qui, à eux seuls, étaient déjà des chefs-d'œuvre — *Mort de quelqu'un* ou *les Copains*, *Puissances de Paris* ou *le Vin blanc de La Villette*, — c'est dans *les Hommes de bonne volonté* que se révèle dans toute son ampleur ce projet gigantesque d'exploration du monde social auquel Jules Romains devait attacher son nom. Ceux qui ont vécu cette époque se rappellent l'impatience passionnée avec laquelle était attendue, entre 1932 et 1946, la publication, d'une régularité inexorable, à peine entamée par les tourbillons de la guerre et par l'exil dans les Amériques, des deux volumes annuels qui paraissaient en principe à chaque rentrée d'octobre. Jules Romains s'est longuement expliqué, dans des pages d'un intérêt prodigieux pour qui s'attache à la technique littéraire, sur les dimensions de son œuvre, sa structure, ses harmonies intérieures et ses articulations. Chacun sait que, conçue et écrite en quelque quinze ou vingt ans, elle couvre, du 6 octobre 1908 au 7 octobre 1933, une durée de vingt-cinq ans. Quel quart de siècle ! Des origines lointaines de la première guerre mondiale au triomphe de Hitler, il culmine, en 1916, dans l'héroïsme et dans l'horreur, avec l'épopée collective de Verdun, à laquelle Jules Romains consacre deux de ses volumes les plus universellement connus : *Prélude à Verdun* et *Verdun*. Avec ces pages d'autant plus stupéfiantes que Jules Romains, réformé, n'avait été le témoin d'aucune des scènes qu'il décrit et dont il n'avait des échos que par des témoignages extérieurs et par des lettres d'amis — Georges Chennevière ou Albert Cazes, un ancien collègue du lycée de Laon, — l'auteur vient prendre place parmi ces écrivains de premier rang qui ont trouvé leur inspiration dans les souffrances de la guerre et qui les font revivre dans le souvenir avec l'espèce de tendresse épouvantée que le passé donne aux cauchemars : Henri Barbusse avec *le Feu*, Georges Duhamel avec *Vie des martyrs* et *Civilisation*, Roland Dorgelès avec *les Croix de bois*, Maurice Genevoix avec *Ceux de 14* et *la Mort de près*, à qui font écho, dans des cultures étrangères et sur des registres bien différents, les récits de guerre d'un Erich Maria Remarque avec *A l'Ouest rien de nouveau*, d'un Ernst von Salomon avec *les Réprouvés*, d'un Ernst Jünger, d'un T.E. Lawrence ou d'un Ernest Hemingway.

Œuvre collective par excellence, la guerre est très loin d'être le centre de l'univers de Jules Romains. Elle est sans doute le pivot autour duquel s'organise une des plus formidables constructions romanesques de tous les temps. Mais elle est aussi, et surtout, l'image même des forces de recul et d'anéantissement contre lesquelles se liguent les hommes de bonne volonté. Jules Romains raconte lui-même dans des pages remarquables comment il avait longtemps hésité à choisir pour date finale de l'immense roman qui s'ouvrait au 6 octobre 1908 la date du 6 ou du 7 octobre 1933. Le 6 avait pour lui l'avantage d'une symétrie rigoureuse. Mais le 7 marquait symboliquement le lent progrès de l'histoire des hommes à travers leurs erreurs et leurs folies, à travers les guerres et les massacres. Le choix du 7 octobre 1933 comme pendant du 6 octobre 1908 traduit symboliquement tout ce qu'il peut y avoir d'optimisme raisonné et de confiance obstinée, en dépit des délires, dans la pensée de l'auteur de *Cela dépend de vous*, du *Besoin de voir clair*, de *Retrouver la foi* et de *Pour raison garder*.

Je lutte avec peine, messieurs, contre l'envie d'évoquer ici les mille aspects si divers du monde de Jules Romains, les mille facettes de son talent protéiforme et de son génie universel. J'ai déjà prononcé les noms de Jallez et de Jerphanion. Dans cette enceinte où flottent, à travers les siècles, les ombres innombrables de créatures de rêve plus immortelles que nous tous puisqu'elles n'ont d'autre existence que dans le souvenir et l'admiration des générations successives, comment ne pas évoquer les figures de tant d'intellectuels ou d'ecclésiastiques, de criminels ou de jeunes femmes, d'hommes d'affaires ou d'artistes, de politiciens ou d'ouvriers, auxquels Jules Romains a attaché son nom ? Comme j'aimerais vous parler de l'abbé Jeanne ou de l'abbé Mionnet, d'Hélène Sigeau ou de Françoise, des Saint-Papoul et des Champcenais, des Laulerque ou des Clanricard, reflets, parfois sublimes, de l'image d'un père instituteur, des Wazemmes ou des Gureau, des Haverkamp ou des Germaine Bader, des prostituées ou des médecins, des Strigelius et des Ortegal, où se devinent plus d'un trait de Valéry et de Picasso, des Quinette ou des Sammecaud, sans parler du cheval Zéphyr et de l'exquis chien Macaire ! Mais voilà que je me souviens de vous avoir promis de partir à la recherche des thèmes plutôt que des anecdotes, des structures plutôt que des silhouettes. Ces thèmes qui sous-tendent toute l'œuvre immense de Jules Romains, voulez-vous que nous en prenions encore trois, presque choisis au hasard parmi tant de richesses inépuisables ? Liés tous les trois, à des titres différents, à la fois à cette mystique rationaliste et à cette découverte de la société dont nous avons fait nos lignes de force, voici le secret, l'amitié, le canular.

Le thème du secret

LE premier de ces thèmes — le secret, — je soutiendrais volontiers qu'il se confond en grande partie avec le romanesque même. Il est au cœur du mythe d'Œdipe, des amours de Tristan et d'Yseult, du cycle du roi Arthur, des tourments de Phèdre, des *Misérables*, de Hugo, de tout l'univers de Balzac, de toute l'œuvre d'un Barbey d'Aurevilly, d'un Henry James, d'un Lawrence Durell, d'un Malcom Lowry, d'un Alexandre Dumas naturellement, du roman policier dans sa totalité. Sous la forme sociale et sacrée de la conspiration, on le retrouvera tout au long des ouvrages de Jules Romains, depuis les épisodes de Quinette jusqu'à *Une femme singulière*, où l'auteur ne fait rien d'autre que de se livrer, à la manière de Gaboriau ou de Poe, à une enquête policière.

Les thèmes du secret, et plus encore de la conspiration, sont intimement unis au thème central de la vie collective et de l'unanimisme, puisque, par définition, la conspiration unit des individus dans un dessein qui les dépasse et les transforme. Le secret est partout chez Balzac, mais tout un large secteur de *la Comédie humaine* tourne plus précisément autour des liens mystérieux noués entre des conjurés et dont l'*Histoire des Treize* offre un très bon exemple. A mi-chemin entre l'*Histoire des Treize* et l'épaisseur de *Cromedeyre* où, vous vous en souvenez,

Tout communique et se pénètre.

Romains imagine entre trois cent soixante-cinq appartements de Paris, des passages secrets et des escaliers dérobés qui font surgir, au côté du thème du secret et de la conspiration, le thème assez voisin de la communauté urbaine. Tout au début de la carrière de Jules Romains, nous avions déjà rencontré la présence écrasante de la ville. La voici resurgir sous nos yeux avec toutes les séductions du mystère, du fantastique, presque du sacré.

Le secret, la conspiration, la société, le mystère et la ville se révèlent ainsi, peu à peu, n'être que les différentes facettes d'une formidable réalité. Dans son *Manuel de déification*, Jules Romains écrivait déjà : *« Ton plus grand Dieu de maintenant, c'est peut-être la plus grande ville. »* Romains est par excellence, avec Balzac, le romancier de la ville, peut-être parce qu'ils sont, l'un et l'autre, deux romanciers du secret. A un autre niveau, Eugène Sue avait déjà été, de son côté, le romancier à la fois des mystères et de Paris. Rien d'étonnant, dès lors, que ce soit à propos de Paris que Romains ait écrit quelques-unes de ses pages les plus admirables. Brossés triomphalement dans l'esprit de l'unanimisme, trois grands tableaux de Paris, de la France, de l'Europe, apparaissent successivement au début, au milieu, à la fin des *Hommes de bonne volonté* dont ils paraissent marquer le rythme et élargir les perspectives. Dès le premier volume, la *Présentation de Paris à cinq heures du soir* est un chef-d'œuvre que les écoliers de l'avenir, s'ils apprennent encore quelque chose de la beauté du passé, devront apprendre par cœur comme ils apprenaient jadis les pages de Hugo sur Notre-Dame ou celles de Balzac sur le Père-Lachaise. Robert Brasillach — qui, dans un esprit bien différent, et parfois opposé, devait parler si bien lui-même des couleurs du temps sur le Paris d'avant guerre et de ces trajets d'autobus qui menaient vers les illuminations du théâtre et du cinéma, — n'avait pas tort de s'enchanter du merveilleux voyage à travers Montmartre et Paris du petit Louis Bastide, armé de son cerceau. Rappelez-vous tous ces titres qui chantent dans votre mémoire : *Puissance de Paris* ou *le Vin blanc de La Villette*, *Amour couleur de Paris* ou *Eros de Paris*, ou encore les pages rassemblées par les mains de la tendresse et de la piété autour du thème collectif : *Paris des hommes de bonne volonté*. Le premier héros de Romains n'est ni Jallez, ni Jerphanion, ni Bénin, ni Broudier — le premier héros de Romains, c'est la Ville : la petite ville de *Knock*, tout entière alitée, les sous-préfectures des *Copains* allègrement ravagées par la mystification, la ville imaginaire de *Donogoo*, la grande ville moderne enfin, et surtout le Paris du délicieux Louis Bastide et des *Hommes de bonne volonté*, tout fourmillant de secrets, de délices, de mystères et de révélations.

L'amitié entre les hommes

PIETON de Paris comme Fargue, paysan de Paris comme Aragon, Jules Romains se situe ainsi au tout premier rang de ceux à qui les grands ensembles urbains du monde moderne apportent, un peu paradoxalement, parmi l'écrasement et l'uniformité morose, une source nouvelle de poésie. Les moralistes, les urbanistes, les sociologues de notre temps ont dénoncé à l'envi la solitude de l'homme dans nos villes tentaculaires. Comment s'étonner de voir le thème unanimiste de l'aspiration à une solidarité reconquise chercher à jeter un pont entre le thème du secret — qui pousse ses racines jusqu'au crime — et le thème de l'amitié — qui mène à la tendresse et à la douceur de la vie ? Sur tout cet immense espace, l'unanimisme et la mystique de la société tendent à explorer de nouveaux chemins capables de rassembler les hommes éblouis mais ébranlés par les bouleversements du monde moderne. A travers le catholicisme ou la franc-maçonnerie, à travers le socialisme ou le radical-socialisme, à travers les sociétés secrètes du capitalisme ou du marxisme, c'est ce que Jules Romains appelle, d'un beau nom, la *recherche d'une Eglise*. L'amitié entre les hommes y joue un rôle essentiel.

Parce que nous vivons dans un monde dominé déjà par l'existence collective, par la technique, par la quantité, et pourtant toujours à la recherche de la qualité et de la chaleur des valeurs humaines, l'amitié est une des clés de la littérature du deuxième tiers du vingtième siècle. Ce serait un beau travail, pour ne rien dire d'un Faulkner, d'un Hemingway, d'un Steinbeck, d'étudier l'amitié chez des écrivains aussi différents que Marcel Pagnol, Joseph Kessel, Antoine de Saint-Exupéry, Paul Morand, Roger Nimier, Antoine Blondin, Kléber Haedens, tant d'autres encore — et, naturellement, Jules Romains. Le titre qui s'impose ici, c'est celui qui a le plus fait, peut-être, avec *Knock*, pour la popularité de Romains, c'est *les Copains*, chef-d'œuvre immortel où convergent la littérature et la vie et qui chante, à la façon d'un Homère populaire, rigolard et savant, l'amitié des Sept devant Ambert et Issoire.

Ici encore, je ne détesterais pas faire retentir ces voûtes un peu trop solennelles de l'allocution en latin de cuisine mi-macaronique, mi-cicéronien qui accueille Bénin, transfiguré en conseiller du tsar à la cour de Russie, sur les quais de la gare de Nevers :

« — *Merdam ! Merdam !* » hurla Bénin exaspéré.

« — *Salut ! Salut !* » cria le traducteur.

« — *Utinam aves super caput tuum cacent !* »

« — *Que les oiseaux du ciel répandent leur bénédiction sur votre tête !* »

Bénin se tut. Broudier fit un signe. Et la fanfare attaqua l'hymne russe qui se défendit bien.

Ou encore de la scène impérissable où, pour mesurer la capacité d'un pichet de grès, Bénin propose successivement d'en verser le contenu dans un verre de lampe à gaz, modèle 8, de la marque des Trois-Marteaux, puis dans son propre estomac, dont la capacité, avant toute sensation très distincte de réplétion, est de 2 litres exactement. Ou du fameux dialogue autour de la façade en rond de la mairie d'Ambert :

« *A peine eut-il marché quelques pas qu'il tomba sur deux hommes dont l'un disait :*

« — *L'emploi de ces vastes motifs circulaires trahit une influence byzantine.* »

« *Et dont l'autre répondait :*

« — *Je crois que nous serions arrivés plus vite en tournant par la droite.* »

Ou enfin du rut d'Ambert et de ses robustes grossièretés, ou de la destruction d'Issoire autour d'un des copains qui, tout nu sur son cheval de bronze, figure le Vercingétorix de la place Sainte-Ursule. Le temps nous manque, hélas ! et je ne peux qu'invoquer ici, mais avec beaucoup de dévotion, le dieu unique en sept noms, à jamais immortels : Omer, Lamendin, Broudier, Martin, Huchon, Lesueur et Bénin — gorgé de saint-émilion, de barsac, de saint-péray et de casse-pattes, finissait par rire si fort qu'il en bavait dans sa coupe.

Les souliers jaunes

A travers ces farces énormes et ces conspirations ravageuses d'où naît le dieu nouveau de l'allégresse unanime, l'amitié, pour Jules Romains, n'est pas une chance accidentelle, un hasard, une anecdote sentimentale. C'est un noyau de collectivité élémentaire à mi-chemin entre la communauté sociale et la communion religieuse. Elle est la source d'un bonheur cosmique et presque mystique qu'illustrent les relations d'un Jallez et d'un Jerphanion, les ondes de sympathie qui s'élargissent autour du souvenir du disparu dans *Mort de quelqu'un*, et peut-être plus encore la célèbre promenade à bicyclette de Bénin et Broudier, aussi assurée de l'immortalité que la partie de cartes de *Marius* et où monte, dans la bouche de Bénin, le chant profond de l'amitié partagée : « *Tu ne te souviens pas*, dit Bénin, *d'autres fois pareilles à celle-ci ? Je repense soudain au point culminant d'une balade énorme que nous fîmes l'autre année. Je nous revois tous les deux, traînant côte à côte, vers les deux heures de l'après-midi, et arrivant à un carrefour (...) Je me rappelle, mon vieux Broudier, que tu as dit : « Je suis heureux » (...) Nous ne demandions plus rien. nous n'espérions plus rien. Et notre bonheur était dans un équilibre tel que rien ne pouvait le culbuter (...) N'y aurait-il eu que cela dans ma vie, que je ne la jugerais ni sans but, ni même périssable. Et n'y aurait-il que cela, à cette heure, dans le monde, que je ne jugerais le monde ni sans bonté, ni sans Dieu.* »

Ainsi, par le secret, par l'amitié surtout, l'individu est dépassé en direction de quelque chose qui le comprend et le dilate. Deux amis, dans une grande ville comme dans le désert, constituent déjà la mince, mais puissante amorce d'une collectivité et d'un groupe. « *Car trois copains*, écrit Romains, *qui s'avancent sur une ligne n'ont besoin de personne, ni de la nature ni des dieux.* » Et, dans cette même direction de l'amitié, mais encore un peu au-delà, comment ne pas éprouver qu'il est un autre sentiment pour transfigurer la nature et approcher le divin ? C'est l'amour, naturellement — toutes les formes de l'amour, depuis l'amour filial jusqu'à l'amour charnel. Il y a une scène bouleversante dans un des volumes des *Hommes de bonne volonté* : celle où Mme Bastide décide d'acheter des souliers jaunes à son fils Louis. Tout à coup, le petit Louis se met à calculer en silence le prix de ces souliers par rapport au salaire de son père et il n'exprime pas tout à fait son idée, mais sa mère la devine : « *Elle fut saisie tout à coup, atteinte au cœur par la pensée qui tourmentait son enfant. Elle fit un grand effort pour empêcher ses propres larmes de venir. Penchée sur lui, caressant ses cheveux, son béret, elle lui dit, sur un ton d'effusion sourde : « Mon petit garçon ! mon » pauvre petit garçon ! mon petit Louis » chéri !* » A côté de ces scènes pleines d'émotion et de tendresse, l'amour le plus physique et souvent le plus brutal n'est pas absent non plus de l'œuvre de Jules Romains. Plusieurs se sont étonnés, et parfois indignés, de la place tenue par la présence physique et l'érotisme dans l'œuvre de Jules Romains, du *Voyage des amants* à *Lucienne* ou à *Quand le navire...*, du *Dieu des corps* au *Tapis magique*. Percevez-vous, au contraire, la nécessité de la démarche ? L'érotisme et l'amour, au même titre que l'amitié, sont des éléments essentiels d'une vision unanimiste du monde parce qu'ils arrachent l'individu à sa solitude élémentaire pour l'entraîner, à travers le vice ou la tendresse, vers une multiplicité de points de vue qui s'harmonisent et s'unissent dans l'allégresse, dans l'extase, dans la passion.

S'il fallait résumer d'un mot tout ce que nous venons de dire du secret, de la conspiration, de l'amitié, de l'amour, de la lutte contre l'éparpillement individuel, j'emprunterais à Jallez le mot allemand de *zusammenerlebt*, qui pourrait se traduire, j'imagine, par le *vécu ensemble* ou peut-être plutôt, aujourd'hui, par la *convivialité*, mais avec quelque chose à la fois de plus tourné vers le souvenir et de plus mélancolique, et aussi de plus allègre, presque de plus lyrique. A un détour des *Hommes de bonne volonté*, à côté des aventures à grande orchestration des Jallez et des Jerphanion, apparaissent deux amis un peu obscurs du nom de Tellière et Gentilcœur. Ils mènent, aux yeux de Jallez, une *vie inimitable*, toute faite de *zusammenerlebt* et de lyrisme dionysiaque — « *non pas le grand dionysiaque à la Nietzsche... le « Sei getrunken » de Zarathustra, non ; plutôt un dionysiaque léger, cursif, avec une participation constante de l'intelligence et de l'ironie. Rabelais, le Voltaire de Zadig et de Candide, le France de Jérôme Coignard sont passés par là.* » Cette ironie lyrique de leur vie inimitable permet à Tellière et Gentilcœur de se rencontrer avec les déchaînements des copains pour nous introduire au dernier des trois thèmes que nous avions annoncés : la farce et le canular.

La farce et le canular

CE troisième thème de Jules Romains — et sans doute le plus célèbre — se situe au confluent des deux premiers : le canular entretient des liens très intimes à la fois avec le secret et avec l'amitié. Il nous a été impossible d'évoquer *les Copains* sans parler déjà du même coup de leur sagesse facétieuse, car tout canular est d'abord amitié, comme toute amitié est d'abord un secret. Il n'y a pas de canular solitaire, il n'y a pas de canular sans conspiration. La blague, la mystification sont, par hypothèse, des œuvres collectives et mystérieuses dont l'École normale de la rue d'Ulm a pu donner l'idée à Romains, mais qu'il a su marquer de son empreinte et porter à des dimensions grandioses qui atteignent parfois au mythe. Il suffit de citer ici, pêle-mêle, *Knock*, *Volpone*, *Donogoo*, *M. Le Trouhadec saisi par la débauche*, et encore *les Copains*, pour sentir aussitôt, à la fois, la signification sociale du canular et tout ce qu'il suppose de complicité et de camaraderie. Sans vie collective, pas de canular, sans société, pas de canular, et pas de canular non plus sans ce goût du bonheur que chantaient les copains.

Il faudrait, ici encore, pouvoir s'arrêter longuement sur le génie comique de Jules Romains. Ce génie s'enracine naturellement dans la tradition la plus classique et il ne serait pas très difficile de trouver les origines de *Knock* dans *le Malade imaginaire* ou dans *Monsieur de Pourceaugnac* :

« M. de Pourceaugnac : *Qu'est-ce donc que cette affaire ? Et que me voulez-vous ?*

— Premier médecin : *Vous guérir selon l'ordre qui nous a été donné.*

— M. de Pourceaugnac : *Me guérir ?*

— Premier médecin : *Oui.*

— M. de Pourceaugnac : *Parbleu ! Je ne suis pas malade.*

— Premier médecin : *Mauvais signe lorsqu'un malade ne sent pas son mal.*

— M de Pourceaugnac : *Je vous dis que je me porte bien.*

— Premier médecin : *Nous savons mieux que vous comment vous vous portez et nous sommes médecins qui voyons clair dans votre constitution.* »

N'y a-t-il pas déjà là, tout entière, la source de la formule fameuse : « *Les gens bien portants sont des malades qui s'ignorent* » ? Mais prenons-y garde : malgré des intuitions géniales et qui font mouche — « *Tomber malade, vieille notion qui ne tient plus devant les données de la science actuelle* », — *Knock* n'est qu'accidentellement une charge contre la médecine : c'est bien plutôt une réflexion poétique et farceuse sur le rôle de l'imposture et sur la condition de l'humanité. Après s'être adonné quelque temps au commerce des arachides — c'est-à-dire des cacahouètes — Knock hésite, il faut le noter, entre le sacerdoce, la politique, les finances et la médecine. Et lorsqu'il résume sa théorie médicale, il la caractérise d'un mot révélateur : « *Théorie profondément moderne, réfléchissez-y, et toute proche de l'admirable idée de la nation armée, qui fait la force de nos Etats.* » Ce n'est pas à une prospection médicale que s'attache d'abord Knock, c'est à une enquête sociale. Il s'agit moins de savoir qui est malade que de savoir qui peut croire et qui est capable de payer. Et la force de Knock est d'être mieux renseigné que le fisc : « *Alors que je dénombre 1 502 revenus supérieurs à 12 000 francs, le contrôleur de l'impôt en compte 17. Le plus gros revenu de sa liste est de 20 000. Le plus gros de la mienne de 120 000. Nous ne concordons jamais. Il faut réfléchir que lui travaille pour l'Etat.* »

Bien au-delà de la médecine, se révèlent les vraies dimensions de *Knock* aussi bien que de *Volpone* ou de *Donogoo* : des dimensions sociales où, à travers les ruses du secret, l'allégresse de l'amitié ou le comique de l'imposture, se déploient toutes les forces irrésistibles de la conspiration unanimiste. Il y a une petite phrase écrite, dès 1910, dans le *Manuel de déification* qui éclaire d'une lumière assez vive tous les développements futurs de *Knock*, de *Donogoo*, de *M. Le Trouhadec*, des *Copains*, et peut-être des *Hommes de bonne volonté* : « *Si tu doutes de l'unanime, crée-le.* » Né de la raison et de la foule, le dieu de Jules Romains se révèle alors, par un retournement prodigieux, n'être plus le père, mais le fils des hommes. Voilà, je crois, une des sources majeures des aventures des copains dans les sous-préfectures du Puy-de-Dôme, de l'état de siège médical de la petite ville de Knock où deux cent cinquante thermomètres entrent, si j'ose dire, en batterie à la même minute et de la fondation au milieu du désert, par des commerçants exténués métamorphosés en pionniers, de cette cité mythique de Donogoo-Tonka qui n'avait jamais existé que dans l'imagination de M. Le Trouhadec en train de caresser avec imprudence un des rêves les plus fous de l'humanité souffrante : entrer à l'Institut.

Il est aisé de comprendre que ce mélange très moderne de secret, de fête et de mystification ait permis au très grand public de s'initier sans trop de peine à la théorie assez abstraite de l'unanimisme et de se passionner pour elle. Voyez-vous comment se présente sous les masques les plus vifs et les plus comiques une doctrine à la fois rationnelle et mystique de la société, en vérité très austère ? Bénin et Broudier, les Saint-Papoul et le chien Macaire font passer quelque chose qui n'est pas si éloigné de Durkheim et de Lévy-Bruhl. Le sociologue, le poète, le savant, le philosophe, se dissimulent, chez Jules Romains, derrière le farceur et sa sagesse facétieuse.

Mystification transcendantale

TOUT un secteur de la pensée de Jules Romains a d'ailleurs été victime de ce triomphe du canular. Chacun sait que Romains a consacré une partie de sa vie à des travaux scientifiques dont les recherches du Dr Viaur dans *les Hommes de bonne volonté* sont le reflet et l'écho. Or beaucoup de bons esprits ont rangé les expériences de Louis Farigoule sur la vision extra-rétinienne et le sens paroptique parmi les mystifications auxquelles Knock, Le Trouhadec, les copains et Jules Romains avaient attaché leurs noms. Il est presque superflu de souligner au contraire le sérieux des travaux scientifiques de Louis Farigoule. Mais de même que ses triomphes au théâtre et dans le roman ont un peu rejeté dans l'ombre la poésie de l'auteur du *Petit Traité de versification* ou de *la Vie unanime*, de même le canular a marqué de son empreinte la totalité de l'œuvre de Jules Romains.

On a pu parler de la pensée de Jules Romains comme d'une *mystification transcendantale*. La formule mériterait sans doute d'être discutée : elle rend pourtant assez bien compte de toutes les forces innombrables de la vie collective qui se déchaînent à travers l'œuvre, mettant les villes en émoi comme dans *les Copains*, précipitant dans leur lit des populations entières comme dans *Knock*, faisant surgir du néant ces cités imaginaires comme dans *Donogoo*. Mais n'oublions pas, en même temps, que le mot *mystification*, qui n'est pas sans liens avec *mystère*, est assez proche aussi de *mystique*. Nous sommes évidemment toujours très près de la complicité secrète au sein de l'unanime, et je soutiendrais volontiers que nous ne nous sommes jamais beaucoup éloignés d'une certaine forme d'esprit religieux, jusque dans la conception laïque de la société, jusque dans l'amour charnel du corps humain. Vous souvenez-vous, tout au début de notre itinéraire, de la rue d'Amsterdam en octobre 1903 ? *L'Armée dans la ville*, *Mort de quelqu'un*, *le Vin blanc de La Villette*, *les Copains*, *Donogoo-Tonka*, *Knock*, tout l'immense massif des *Hommes de bonne volonté*, sortent, je crois, en droite ligne de la communion unanime de la rue d'Amsterdam.

La maladie des multitudes

J'AI pleinement conscience, messieurs, de n'avoir réussi qu'à effleurer à peine l'univers de Jules Romains. Que de personnages, que de confidences, que d'ouvrages entiers dont je n'ai pas dit un seul mot ! Quoi ? Rien sur *Europe*, sur *le Dictateur*, sur *Musse*, sur *l'Homme blanc*, sur *Bertrand de Ganges* ! Mais comment énumérer tant de figures et tant de thèmes qui font de ce monde imaginaire de Romains un des plus réels et des plus riches de notre littérature ? J'ai seulement cherché à montrer comment, à travers quelques-unes des lignes de pensée les plus fortes et les plus neuves de la vie moderne — la mystification, l'amitié, le secret, la grande ville, l'existence collective, la communion sociale, — Jules Romains a réussi, par un effort gigantesque, plein de puissance, d'émotion et de drôlerie, à faire entrer pour la première fois, dans l'histoire de nos lettres toute la poésie du groupe humain.

(Lire la suite page 26.)

Sous la Coupole

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JEAN D'ORMESSON

La réponse de M. Thierry Maulnier

MONSIEUR,

C'EST ainsi qu'il convient que je m'adresse à vous selon le cérémonial de l'accueil dans notre compagnie. S'il n'y avait l'exigence de ce cérémonial, je serais embarrassé. Même si j'écartais, pour éloigner de vous par la même occasion l'accusation de féodalisme, le titre de comte dont en d'autres circonstances, mondaines ou politiques, vous pourriez être honoré, ou flétri, mon choix resterait encore difficile. Vous appellerais-je mon cher camarade puisque vous avez été, comme je l'avais été longtemps avant vous, élève au lycée Louis-le-Grand ? Mon cher archicube, puisque avec la même quinzaine d'années d'écart qui fait la distance entre ma génération et la vôtre vous êtes entré comme moi dans cette école de la rue d'Ulm qui imposa aussi sa marque à votre grand prédécesseur, dans cette école dont les mamelles, multiples comme celles d'une divinité du Gange, nourrissent en même temps notre enseignement, notre haute administration, notre littérature, notre politique, dans cette école qui tisse entre ses membres, par-delà toutes les oppositions idéologiques ou confessionnelles et les éventuelles rivalités d'ambition, des liens à demi clandestins si forts que nous pouvons la nommer « Cosa Nostra » comme des maffiosi siciliens ? Vous appellerais-je mon cher confrère, puisque vous avez choisi comme nous d'exercer à titre préférentiel sinon exclusif cette profession d'écrivain qui a sa noblesse, si j'en juge du moins par l'épée que nous portons ici ? Mon cher directeur, puisque vous avez été il y a peu de mois — la saison a été bonne pour vous — appelé au poste de commandement d'un journal bien connu où vous me comptez parmi les membres de votre équipage ? Ou encore patron, comme il est habituel de désigner familièrement et parfois affectueusement le maître après Dieu — et après les syndicats — dans la rumeur des salles de rédaction ? Il était de rigueur, il y a cinquante ans, pour les littérateurs qui bénéficiaient du douteux privilège de l'âge à l'égard des représentants de la nouvelle génération, afin de les assurer d'une bienveillance protectrice et condescendant en les maintenant à leur place, d'employer la formule : Mon jeune ami. Je n'oserais. Le protocolaire Monsieur vient à mon secours.

« Le plus jeune d'entre nous »

MONSIEUR, donc

VOTRE entrée dans cette maison a été facile et brillante. Le talent qui étincelle dans vos livres eût suffi sans aucun doute à écarter du chemin qui vous y conduisait les cailloux et les épines, et l'on ne voit pas pourquoi l'espèce d'examen de passage qu'elle comporte eût été plus difficile pour vous que le concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure, que l'agrégation de philosophie, que votre participation dès 1946, à vingt et un ans, à de grandes assemblées internationales, puis à des cabinets ministériels, que la direction du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines à l'UNESCO, que votre activité d'adjoint au rédacteur en chef — notre confrère, votre confrère Roger Caillois — de la revue *Diogène*, vouée à la culture des relations « diagonales » entre les diverses disciplines de la connaissance de l'homme et du milieu humain, que le Grand Prix du roman de notre Académie, obtenu par vous pour un ouvrage peut-être déconcertant au premier abord, et assurément insolite, *la Gloire de l'Empire*, que votre accession il y a trois mois à la direction du *Figaro*.

Vous êtes et resterez sans doute assez longtemps le plus jeune d'entre nous. Mais votre nom est plus anciennement connu que cette Coupole elle-même, et il a été prononcé d'innombrables fois, depuis des siècles, dans les chambres des conseils royaux, les parlements, les assemblées, les ambassades. Dans votre dernier roman à peine né, *Au plaisir de Dieu*, où vous peignez avec un amusement affectueux, avec une tendresse impitoyable, une aristocratie aux prises avec la difficulté d'être dans le monde d'aujourd'hui, vous faites remonter la famille imaginaire que vous décrivez à l'époque des croisades. Les croisades, qui furent l'œuvre de la foi, bien entendu, l'œuvre de la surpopulation — les grandes épidémies s'étaient faites rares depuis quelque temps, — des aventureux Normands installés dans nos pays, mais mal accoutumés encore à la vie sédentaire, et l'œuvre du droit d'aînesse — les cadets étant bien forcés d'aller chercher ailleurs une terre ou la mort, — les croisades donc tuèrent beaucoup de bons chrétiens, de mauvais chrétiens et d'infidèles. Mais elles furent aussi de vastes couveuses historiques, qui firent éclore par une sorte de génération spontanée un nombre incroyable de familles d'illustre noblesse. En ce qui concerne la vôtre, dont l'arbre généalogique est tout aussi ample et ramifié que celui que vous attribuez à vos personnages, nous n'irons pas aussi loin. Dire les noms, les titres, les fonctions, de ceux de vos aïeux qui se sont illustrés ou honorés dans l'exercice des hautes charges de l'Etat me demanderait, quand je me bornerais à la plus sèche des énumérations, une trop grande part du temps qui m'est accordé pour vous accueillir parmi nous. Vous avez, monsieur, d'autres mérites que les noms de vos ancêtres. Notons donc seulement que depuis Olivier Ier Lefèvre d'Ormesson, qui fut au seizième siècle magistrat, président de la Chambre des comptes, conseiller de Michel de L'Hospital, depuis Olivier II, fils du précédent, maître des requêtes, rapporteur du procès Fouquet et disgracié par le roi pour avoir demandé seulement une peine de bannissement qui fut « commuée » en détention perpétuelle, vous pouvez compter parmi vos ascendants un chancelier de France, deux contrôleurs généraux des finances, un premier président du Parlement de Paris, un membre du conseil de Régence sous la minorité de Louis XV, onze conseillers, un nombre de présidents du grand conseil, d'intendants des finances et de maîtres des requêtes que je renonce à préciser, quatre ambassadeurs de France, dont votre père et votre oncle, le comte Wladimir d'Ormesson, membre de cette Académie, et du côté maternel un régicide.

L'ancêtre régicide

BIEN que plus d'une famille de l'aristocratie ait compté au cours des siècles des régicides d'intention ou des régicides par Ravaillac interposé, bien qu'on puisse trouver des régicides jusque dans les familles royales, les conventionnels régicides de 1793, dont beaucoup furent tranchés dans la fleur de leurs jours par d'autres conventionnels régicides comme eux, n'ont pas eu une postérité très nombreuse. Saluons donc Michel Le Peltier de Saint-Fargeau, président à mortier du Parlement de Paris. Son portrait fut peint par un autre régicide, David, qui, lorsqu'il dut fuir la France, emporta le tableau aux Pays-Bas avec quelques autres. Ce tableau fut l'occasion d'une petite aventure presque stendhalienne. La fille du conventionnel Le Peltier, votre lointaine grand-mère, était contestataire, donc royaliste, et ne pardonnait pas. Elle partit pour les Pays-Bas, nantie de 100 000 F de l'époque pour racheter le portrait détesté à David et le jeter au feu. David vendit le tableau mais, flairant de mauvaises intentions, fit signer par l'acheteuse l'engagement de ne pas le détruire. Contrat respecté. Le tableau fut scrupuleusement ramené à Saint-Fargeau dans l'admirable château qui avait été celui de Jacques Cœur et de la Grande Mademoiselle, et proprement muré sous une bonne épaisseur de maçonnerie qui le recouvre encore. Votre aïeule n'avait pas attendu Freud pour procéder symboliquement au « meurtre du père ».

Michel Le Peltier ne mérite-t-il pas une réparation ? Tant d'arrière-parents qui avaient bien servi durant des siècles nos monarchies et nos républiques bourgeoises vous affectaient, face aux sociétés de pensée de notre époque, d'une suspicion légitime. Un ancêtre régicide vous lavait du péché originel et vous ouvrait toutes grandes les portes des salons intellectuels des beaux quartiers.

Avouez, monsieur, qu'un tel passé vous orientait, par les contradictions qu'il comporte, vers une philosophie libérale, et qu'il vous imposait en outre l'obligation de vous distinguer. La densité des talents et des dignités qui ont fructifié depuis des siècles dans le feuillage de votre arbre généalogique faisait que l'Académie française était le minimum auquel vous deviez atteindre, à défaut de l'une de ces charges de connétable ou de sénéchal qui n'ont guère plus cours, pour ne pas vous sentir écrasé par les glorieux prédécesseurs de votre galerie d'ancêtres. Vous y voilà. Vous ne serez pas la honte de la famille.

Une fiction totale

LA *Gloire de l'Empire*, ce grand roman de cinq cents pages pour lequel le grand prix de notre Académie vous a été décerné, et de qui les mérites ont contribué pour beaucoup à vous mener là où nous vous voyons, *la Gloire de l'Empire* est un récit d'histoire imaginaire. Je dis bien un récit d'histoire imaginaire, et non pas seulement un de ces romans historiques où les personnages nés de l'invention de l'auteur, ou remodelés à sa façon, sont plongés par lui dans des Frondes, des guerres de religion, des intrigues dynastiques que nous pouvons tenir pour vraies au moins approximativement. Votre fiction est une fiction totale. Votre empereur Alexis, qui nous paraît être en même temps un peu byzantin, un peu sassanide, un peu Alexandre, un peu Frédéric de Hohenstaufen, conquérant et désabusé, homme d'Etat efficace et rêveur philosophe, débauché et amoureux, parcourt toutes les voies humaines depuis les vertiges de la toute-puissance jusqu'à cette méditation sur sa vanité qui fit prononcer par un empereur romain mourant, véritable celui-là, les mots célèbres : « J'ai été tout, et tout n'est rien. » Mais l'univers historique dont vous avez dressé autour de votre personnage central le décor imposant, fourmillant d'événements et de visages, est né lui aussi tout entier des seules ressources de votre esprit, et si vous nous y donnez parfois, non sans malice, l'illusion d'y discerner quelqu'un ou quelque chose que nous connaissions déjà, c'est pour nous la retirer aussitôt. Sans doute avez-vous voulu nous faire entendre, par ce pastiche de l'histoire vraie, que l'histoire elle-même est légendaire. Car, n'étant faite que de ce que les hommes du passé ont pu ou voulu nous laisser connaître d'eux, elle nous livre une réalité déjà sujette à caution sur laquelle agit encore le pouvoir modificateur de notre propre regard. L'incertitude qui affecte selon Heisenberg la connaissance microphysique du fait de l'action de l'observateur sur le phénomène observé affecte plus encore la connaissance historique, qui est toute d'interprétation. De sorte que toute histoire est jusqu'à un certain point une histoire mythique. L'histoire est par nature anachronique, et je voudrais être l'auteur de la sentence que vous placez dans la bouche d'un sage : « Demain expliquera peut-être aujourd'hui, mais il ne le comprendra plus. » A quoi s'ajoute cette difficulté que je propose au collaborateur de la revue *Diogène*, intéressée spécialement par les relations entre les diverses voies et diverses méthodes de la connaissance, que les approches du fait historique, comme celles du fait physique, sont contradictoires, et que, comme le phénomène lumineux, le phénomène humain se manifeste à nous sous la forme ondulatoire ou sous la forme corpusculaire, selon que nous l'abordons par ses données collectives ou par ses données individuelles, un de ces aspects ne pouvant épuiser l'autre. Les masses passives — *humanum paucis vivit genus* — sont-elles conduites à leurs destins historiques par un petit nombre de conducteurs, hommes d'Etat et de guerre, hommes de science, guides spirituels, ou, au contraire, les grands individus ne sont-ils que des émergences localisées de l'innombrable activité collective sous la pression de l'histoire ? Le débat ne comporte pas de conclusion, et du reste les livres sont faits pour nous inciter à poser des problèmes insolubles.

Mais je n'oublie pas, monsieur, que vous fûtes normalien, que Jules Romains le fut, que je le fus moi-même, et que trois normaliens ne peuvent être réunis, dans une circonstance comme celle-ci, sans que soit évoqué ce signe de ralliement entre normaliens, cet élément primordial de l'éthique normalienne qui a nom le canular. Vous avez, monsieur, admirablement parlé du canular. Le canular est le visage de l'esprit d'irrévérence, lorsque l'esprit d'irrévérence ne se prend pas lui-même trop au sérieux. Ecouter les paroles d'un orateur majestueux, en sachant qu'une main traîtresse a retiré doucement le fauteuil derrière ses fesses augustes pour l'instant où il va se rasseoir, c'est peut-être le seul plaisir où l'homme se sente l'égal des dieux. En fait, c'est le plaisir constant des dieux. C'est à la gloire du canular préparé et exécuté en commun, défi d'une dérision sans cruauté à l'égard de la crédulité humaine, des valeurs d'établissement, de la solennité des rites sociaux, et témoignage pour la camaraderie virile, que fut composé ce chef-d'œuvre de Jules Romains qui a déjà réjoui tant de générations successives : *les Copains*. Voici que c'est pour beaucoup à un roman-canular, à un canular-fleuve de cinq cents pages où la gravité méticuleuse s'entrelace à la fantaisie, où la sage éloquence de l'histoire à la mode du dix-neuvième siècle authentifie faussement l'invention pure et simple, où le faux vrai et le vrai faux se multiplient et se dédoublent dans des jeux de glaces, où nous commençons à sentir que nous sommes piégés à l'instant où nous cessons de l'être, que vous devez pour une bonne part votre notoriété littéraire et votre présence aujourd'hui parmi nous. Comment n'admirer pas l'art des citations mystificatrices qui a enrichi votre texte ? Les écrivains les plus illustres du passé et du présent sont nommés dans l'index où vous faites état de vos ressources comme il est d'usage dans les ouvrages les plus érudits, et certains de ces écrivains sont réels et d'autres sont inventés par vous, et certaines des citations sont véritables, et d'autres menteuses, et d'autres à moitié menteuses et à moitié véritables, et d'autres encore présentées de façon à nous incliner à croire qu'elles sont fausses alors que précisément elles sont vraies. Voici quelques vers de Hugo — le Hugo de *la Légende des siècles*, cela va sans dire — à la gloire de votre Empereur :

> Par une corde au sol la cage était fixée
> Il mit aux quatre coins les quatre aigles béants,
> Il leur noua la serre avec ses doigts géants...
> Alors, une tiare au front comme Mithra,
> Alexis, l'arc au dos, la flèche au poing, entra
> Dans la cage, et le roc tressaillit sur sa base,
> Et lui, sans prendre garde aux frissons du Caucase,
> Vieux mont qui songe à Dieu sous les cieux étoilés,
> Coupa la corde, et dit aux quatre aigles : « Allez. »
> Et d'un bond les oiseaux effrayants s'envolèrent.

Ces vers sont-ils vraiment du vrai Hugo ? Ils en sont bien capables. Pourtant, le nom d'Alexis est là. L'avez-vous substitué à quelque autre ? Le texte sent le pastiche, l'excellent pastiche. Mais Hugo s'est si amplement pastiché lui-même, parfois en le sachant, plus souvent sans le savoir ! Auriez-vous poussé la perversité jusqu'à introduire dans votre prose de véritables vers de Hugo pour nous faire croire qu'ils sont de vous ? Pour se démêler de vos tortueux desseins il faudrait le fil d'Ariane, ou la clairvoyance surnaturelle de Tirésias, le devin aveugle, celui dont l'œil

> Ouvert à l'invisible, au visible est fermé.

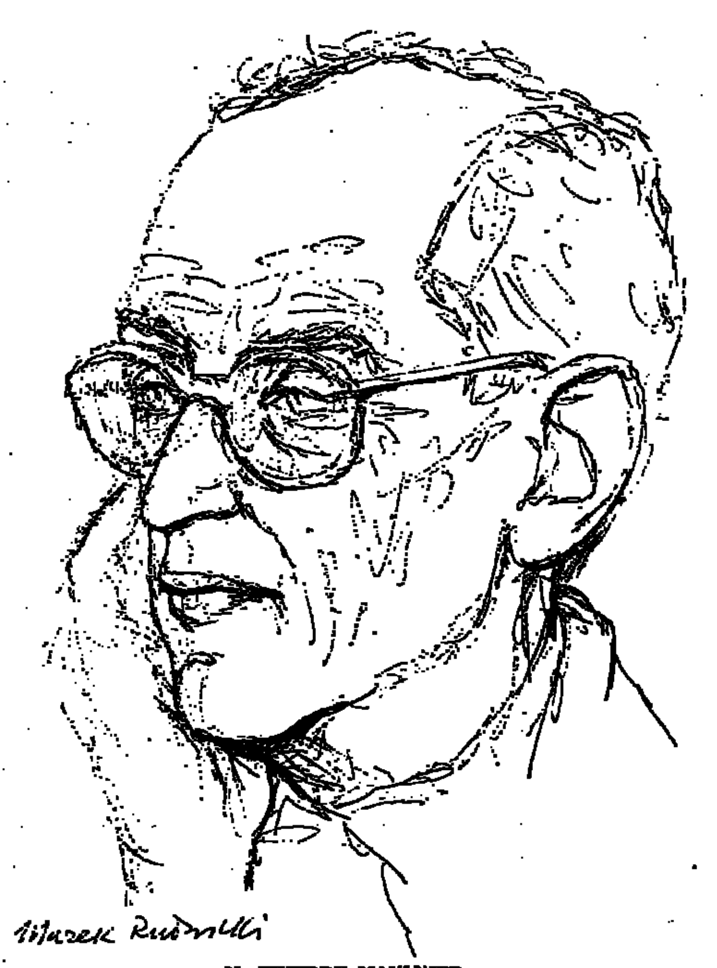
Encore un vers. Est-il de Hugo ? Est-il de vous ? Il n'est ni de Hugo ni de vous. Il est de moi. (Croyez-le si vous voulez.)

« N'êtes-vous pas un autre ? »

LE canular, en ce qui vous concerne, n'est d'ailleurs pas borné aux frontières de l'empire d'Alexis. J'ai déjà évoqué le dernier de vos romans, un roman nouveau-né — le nouveau-né se porte bien lui aussi : encore cinq cents pages, — pour lequel j'ai une tendresse toute particulière, *Au plaisir de Dieu*. Il me semble que vous y avez poussé à la perfection l'art de vous dérober à notre prise et de donner le change. Vous y prenez vos distances à l'égard d'une classe sociale que vous ne reniez pas et envers laquelle votre irrévérence est encore une marque de l'affection, la lucidité un visage de l'élégance. Au reste, quand dans vos romans vous écrivez « Je », dans quelle proportion s'agit-il de vous ? J'ouvre un autre de vos livres, il s'appelle *Du côté de chez Jean*, ce qui semble bien, avouez-le, nous préparer à des confidences. Je l'ouvre à la première page. Je lis les trois premiers mots. Les voici : « Ma stupidité m'atterre. » A qui voudriez-vous faire croire que vous avez là un sujet de consternation ? La marge d'erreurs que comportent nécessairement tous les choix humains peut avoir fait, exceptionnellement, qu'un individu stupide se soit assis parmi nous, mais non pas, à coup sûr, un individu atterré par sa propre stupidité. Vous êtes bien un mystificateur.

Au point que, si sérieux et même mélancoliques que soient vos livres à certains égards, il est bien difficile de cerner le moment où vous cessez de l'être. En cet instant même monsieur, j'ai un léger doute. Dans *les Copains*, déjà cités, Jules Romains nous conte l'inauguration d'une statue équestre. Lorsque le voile tombe parmi les discours et les musiques, les ministres, les notables, les spectateurs, les spectatrices voient apparaître sur le cheval de bronze, au lieu de Vercingétorix ou de quelque chose d'approchant, un joyeux garçon nu et poilu, singulièrement et scandaleusement vivant. La circonstance, aujourd'hui, est également majestueuse. Ne croyez pas pourtant, monsieur, que j'appréhende de vous voir nous jouer un tour de cette façon-là. Vous êtes inauguré, mais vous n'êtes pas sous un voile. Rien à craindre. Mon inquiétude a une autre cause. Vous savez si bien nous prendre au piège, et dérober votre sincérité sous vos artifices. Est-ce bien vous qui êtes là ?

Est-ce bien vous qui êtes-là ? N'êtes-vous pas un autre ? Il a été avancé que Victor Hugo — encore lui — était un fou qui se prenait pour Victor Hugo, et que les œuvres de Shakespeare pourraient bien avoir été composées par un imposteur qui s'appelait Shakespeare. De même, n'y a-t-il pas un faux Jean d'Ormesson qui a pris la place du vrai, ou, plus subtilement, un vrai Jean d'Ormesson qui cherche à nous faire croire qu'il est faux ? Dans l'impossibilité où je suis d'y voir plus clair, permettez, monsieur qui êtes là, que je continue de m'adresser à vous comme si vous étiez le vrai Vercingétorix.



M. THIERRY MAULNIER
(Dessin de Marek Rudnicki.)

Une page d'anthologie

VOICI qui est bien de vous, et qui est admirable. C'est la dernière page de *la Gloire de l'Empire*, celle où le long divertissement à demi mystificateur, avant les index, les bibliographies, les tables de chronologie comparée, prend une dimension nouvelle dans une somptueuse méditation sur le réel et l'imaginaire, le destin des civilisations et le sens ou le non-sens de l'histoire :

« Quelques instants encore, la rumeur des chevaux, des voix et des couleurs traîne et flotte dans les airs. Mais déjà elle faiblit et décroît jusqu'à s'évanouir dans la nuit qui tombe lentement sur le chemin, sur les collines, sur les daims poursuivis par les chiens, sur les paons égarés et sur les cyprès. La scène reste vide. Ah ! dites, était-ce donc si facile de ressusciter l'Empire et de faire revivre tout un monde ? Allons, applaudissez l'artiste. Et puis applaudissez-vous vous-même qui êtes aussi l'artiste, puisque vous le regardez et qu'il s'est glissé en vous et que l'Empire désormais se confond avec vous qui en avez reçu la garde. Il semble que l'histoire, son fracas, ses personnages, ses souvenirs familiers, s'en aillent rejoindre ailleurs tous les royaumes écroulés. Ailleurs... Où vont-ils, où sont-ils, où vivent-ils donc, écrasés par le présent insatiable, ces royaumes à jamais disparus, ces Ninive et ces Babylone, ces Memphis et ces Lagash, ces Ourouk et ces Our, ces Elam et ces Larsa, ces Sumer et ces Agadé, ces Kadash et ces Karkemish ?

Ils vivent dans vos rêves et dans vos souvenirs, avec vos courses dans les bois, avec vos longues épées, avec vos passions enfantines et vos verts paradis, avec nos trônes évanouis et nos grandes espérances. La vie a passé là-dessus comme elle a passé sur l'Empire.

Où sont-elles, toutes ces délices, nos attentes, nos folles amours, nos ambitions insensées ? La vie les a emportées comme elle a emporté l'Empereur, comme elle a emporté l'Empire. Nous les gardons au cœur parce qu'elles sont notre passé. Le passé... le souvenir... le monde n'est que son histoire. Rien de plus fragile que l'histoire. Rien de plus fragile que le monde. Le passé n'a pas d'autre sens que celui que nous lui donnons. L'art, la religion, la culture, l'histoire, dressent une mince barrière dans l'esprit des vivants contre les gouffres de la mort, du temps qui court, de l'oubli. Les morts, nos pauvres morts n'ont d'autre vie qu'en nous. Il ne resterait plus rien d'Alexandre et de César, de Virgile et de Dante, si nous cessions d'y penser. Tant de puissance et de génie, tant de science et de gloire s'abîmeraient d'un seul coup. Il ne resterait plus rien d'Abraham, de Socrate, de Maître K'ong, du Bouddha, de Mahomet, de Jésus, si nous cessions de les aimer. Il ne resterait guère plus d'Alexis si nous cessions d'y penser et si nous cessions de l'aimer. Et tout serait alors, sous les coups terribles de l'oubli aux aguets, comme si cet immense empire qui avait dominé le monde n'avait jamais existé. »

« Votre style est celui d'un classique »

VOUS écrivez bien, monsieur, je crois même qu'il est difficile d'écrire mieux que vous ne le faites. Votre phrase est allègre, parfois jusqu'à l'insolence, souple et précise, d'un équilibre sûr. Vous êtes de ceux, un peu moins nombreux, je le crains, à chaque génération, qui savent que l'écrivain de race n'a pas besoin de s'inventer un langage pour parler un langage qui soit à lui. Votre style est donc celui d'un classique. Mais voilà que je m'avise que je viens d'employer pour vous définir un mot qui pourrait, par les temps qui courent, vous faire plus de tort que de bien. Le classicisme, n'est-ce pas la solennité oratoire, la distinction guindée, le mot noble, l'académisme ? Je m'en vais tenter d'effacer la mauvaise impression que je viens peut-être de donner de vous. Je vous laisse encore une fois la parole, ou plutôt je la laisse au personnage qui dit « Je » et qui parle en votre nom dans *Du côté de chez Jean*, page 193.

(Lire la suite page 26)

LA RÉPONSE DE M. THIERRY MAULNIER

(Suite de la page 25)

« La vie, le cœur, le spectacle du monde, comme ils vont rire, les malins qui détestent le banal ! Je les emmerde. » Cette voûte ne s'est pas écroulée, elle n'a même pas frémi sous le choc d'un mot qu'elle entend peut-être pour la première fois. Je continue donc ma citation. Votre vocabulaire y devient d'ailleurs moins primesautier : « Ils ont assez méprisé le pauvre monde. Moi, c'est eux que je déteste et que je méprise. Je ne joue pas au rustre, bien simplet, au paysan du Danube : c'est pire. De temps en temps, le soir, je sens quelque chose qui éclate en moi et qui m'inonde de bonheur. Et je le dis. J'aime ce monde où je vis, et ce qu'il me procure et ce qu'il m'impose : le soleil sur la neige, le bureau le lundi, la révolution demain, les wagons-lits, les femmes du monde, le courage et le désespoir, les questions sans réponse, la guerre et la paix, l'attente, les triomphes, l'insuccès, l'amour, presque rien. Quel bonheur d'être au monde ! Et que tout nous soit donné ! »

C'est une grande grâce, monsieur, que d'aimer la vie dans chacune de ses heures, dans chacun de ses visages, dans chacune de ses tâches. Une grâce qui est plus heureuse que le bonheur puisqu'elle se fait bonheur dans le malheur même. Je songe aux *Nourritures terrestres*, je songe à l'allégresse de Nietzsche torturé. Il semble que vous puissiez prendre à votre compte la formule si étonnamment moderne qui était celle de Pindare il y a vingt-cinq siècles : « N'espère pas, mon âme, en une vie exempte de mourir, mais épuise le champ du possible. » Mais vous lui ajoutez ceci : « Et je me dis que peut-être, moi aussi, je découvrirai des cieux. »

De votre grand prédécesseur dont nous mesurons la dimension à celle du vide que sa disparition a creusé dans nos rangs, que dirais-je que vous n'ayez dit déjà, et que nous ne venions d'entendre, en songeant à quel point il eût été heureux lui-même de voir les accents mis avec tant de perspicacité et d'amitié sur ce que, dans son œuvre, il tenait lui-même pour le plus important ?

Hommage à Jules Romains

AU risque de vous répéter, et de me répéter moi-même, puisque j'ai déjà eu le douloureux honneur de rendre hommage au nom de cette Compagnie à un écrivain, à un homme qui l'illustre entre tous, je dirai que non inégal aux plus grands auteurs français d'une époque qui restera l'une des plus éclatantes de notre littérature, il s'est distingué parmi eux par un souci tout particulier de mettre son génie au service de ses semblables. Soit que, dans la perspective unanimiste qui avait une fois pour toutes orienté et défini son œuvre, il nous demandât d'exprimer par nos vies et par nos actes notre adhésion volontaire et fraternelle à la réalité collective qui fait notre substance ; soit qu'il nous mît en garde, comme il le fit de plus en plus souvent dans les dernières années de sa vie, contre les redoutables périls que font peser sur les plus précieuses libertés de l'homme social contemporain les diverses formes de la dictature d'un sur tous, de quelques-uns sur tous, ou de tous sur chacun. Vous n'étiez pas, monsieur, dans les années 30, en âge d'accueillir deux par deux, chaque année, produits dans un mouvement d'une amplitude majestueuse, comparable à celle des solstices et des équinoxes, les tomes des *Hommes de bonne volonté*. Mais quand vous avez pu aborder cette puissante série romanesque, ambitieuse dans ses proportions comme les entreprises des plus grands bâtisseurs de la littérature, vous avez pu y découvrir sans sans peine ce que son titre général nous annonçait déjà : qu'elle n'avait pas seulement pour dessein de nous informer mieux de notre condition, mais de peindre l'effort qui tend à la rendre plus supportable pour nos frères humains, et en le peignant de s'y associer. « Elle ne nous montre pas seulement le monde, ai-je dit un jour d'elle, elle nous invite à le faire meilleur. »

Jules Romains appartenait à la race de ces grands créateurs de formes et d'idées dont le regard sur le monde modifie pour ainsi dire ce qu'il voit et donne aux êtres et aux choses une nouvelle couleur — de ceux dont la vision est pour ainsi dire anticipation — et voit le monde non pas tel qu'il est, mais tel qu'il n'est pas encore et qu'il va devenir. Les années que nous avons vécues et que nous vivons, les années des dictateurs monstrueux suivis par des troupeaux fanatiques ou terrorisés, mais aussi les années des communautés supranationales, des grandes coalitions d'intérêts, des problèmes planétaires, des mass media au service des propagandes, de l'information universelle et instantanée, ces années voient l'accomplissement de l'unanimisme, mais en même temps le triomphe de sa parodie : de cette parodie que Jules Romains a nommée lui-même, vous l'avez rappelé, la maladie des multitudes. Puisque vous avez cité avec raison l'admirable discours que l'auteur des *Hommes de bonne volonté* prononça ici même le 7 novembre 1946, jour de sa réception à l'Académie, je vais à mon tour lui faire un emprunt. Il fallait quelque courage pour prononcer à la date que j'indique les mots que je vais citer dans une France dont les blessures saignaient encore, et où les ressentiments étaient cruels, où il arrivait à la vengeance de se cacher sous le masque de la justice, aux revanches de la liberté de ressembler aux abus de la tyrannie. Les mêmes mots ont gardé toute leur valeur dans les confrontations politiques moins sanglantes de temps qui restent incertains. Je dirais même que les semaines électorales que nous venons de vivre leur donnent une actualité rajeunie.

Gauche-droite

« J'AIMERAIS à signaler que chez nous, dans les époques de bonne santé intellectuelle, les tendances que nous étiquetons un peu sommairement la pensée de gauche et la pensée de droite ont exercé l'une sur l'autre une action bienfaisante de contrôle et d'éveil. Elles se sont mutuellement défendues contre leur perversion ou fanatisme. Les esprits de gauche étaient là pour répéter à ceux d'en face que le monde est mouvement, que l'ordre, sous peine d'être brisé, doit consentir à la justice, qu'un abus ne devient pas sacré en vieillissant, que le passé ne se survit qu'autant qu'il se transforme et que l'avenir aussi est un visage, aux traits incertains, mais passionnément attachant. Les esprits de droite — je laisse de côté, bien entendu, à droite comme à gauche, les marchands de haine, les professionnels de l'injure, ceux qu'une méchanceté de vocation désigne d'avance comme les procureurs du tyran ou de l'ennemi éventuel, — les esprits de droite nous mettaient en garde contre le danger des illusions même généreuses. Ils nous rappelaient, par exemple, que la nature humaine n'a guère changé depuis la forêt primitive, que la foule n'est pas foncièrement bonne ni scrupuleuse, que les masses ne sont point habitées par une sorte d'inspiration qui les dirige infailliblement ou leur fait choisir le chef ou les chefs en qui s'incarnera cette infaillibilité. Il serait extrêmement fâcheux pour notre pays que l'une de ces fonctions vînt à disparaître ou à se dissimuler. »

Il ne nous est pas interdit de rêver — et sans doute Jules Romains approuverait-il ce rêve — au jour où ces deux pensées contradictoires et complémentaires s'uniraient, se fondraient ensemble selon le vœu même de la vie, qui est évolution dans l'invariance, changement dans la continuité. Comme l'a dit à peu près Pascal, comme l'a dit à peu près Nietzsche, toute vérité devient erreur lorsqu'elle oublie la vérité contraire. Verrons-nous naître un jour en France un grand parti conservateur-progressiste ? Après tout, un tel parti devrait réunir les suffrages de presque tous les Français, qui ne désirent rien tant que la conciliation des grandes nouveautés et des vieilles habitudes, en leur offrant cette formule : « La révolution dans la stabilité. »

Travaillons-y, monsieur.

Une lourde succession

JULES ROMAINS, nous le savons, ne dédaigna pas le journalisme, et occupa même durant bien des années, dans la dernière période de sa vie, une tribune importante dans un grand quotidien, pour y défendre les esprits et les corps de ses concitoyens contre les formes d'oppression dont les menaces planent sur eux, ou sont prêtes à surgir du sein même de leur peuple, du fond même de leur cœur. Vous voici vous-même à la tête d'un autre grand quotidien. Je ne saurais m'en plaindre, car ce grand quotidien est celui où j'écris. J'y ai connu deux directeurs avant vous. L'un, Pierre Brisson, qui aurait dû s'asseoir parmi nous, et il n'aurait tenu qu'à lui ; l'autre, désigné par lui pour une succession lourde et difficile, notre confrère de l'Institut Louis Gabriel-Robinet, qui est là et m'écoute, et qui n'a quitté sa tâche que sur l'ordre catégorique des médecins. Les services qu'ils ont rendus l'un et l'autre à notre pays et aux valeurs que nous tenons pour consubstantielles à notre vie même sont immenses. L'héritage qu'ils vous ont laissé, ou plutôt le « témoin » qu'ils vous ont transmis au sens sportif du terme, c'est celui d'une défense vigilante, sourcilleuse, de la liberté. Ce relais, monsieur, je crois bien pouvoir dire que vous l'avez bien pris. Vous étiez préparé à le prendre.

Toute votre œuvre littéraire, dont nous espérons bien que vos devoirs nouveaux ne vous détourneront pas, et vos preuves, que vous avez faites en si peu de temps à la direction du *Figaro* dans les redoutables derniers mois, attestent que la liberté est pour vous le plus irremplaçable des biens, et peut-être le seul dont vous ne soyez pas jusqu'à un certain point désabusé. Prenons-y garde pourtant. Si de grands périls pour la liberté peuvent surgir des ambitions des puissants, de l'expansion des idéologies conquérantes, de la maladie des multitudes, de l'hypertrophie des techniques, et de ce goût d'asservir qui est pour tant d'hommes, dans la vie publique et privée, le seul moyen de s'affirmer, il est aussi un danger pour la liberté dans la charge qu'elle constitue et dans les responsabilités qu'elle impose. Certaines forces d'oppression ne naissent et ne grandissent que parce que les hommes éprouvent parfois comme une fatigue de la liberté. Cette fatigue prend dans les foules et même dans les élites la forme du besoin de sécurité, de conformité, d'unanimité dans une foi simplificatrice. Elle prend la forme de la fausse élégance intellectuelle dans les aristocraties périclitantes. Elle prend la forme de la peur. La tyrannie trouve en nous des complicités ténébreuses, parentes de l'instinct de mort, et le moment vient où cette tyrannie nous somme de renoncer nous-même à la liberté pour pouvoir mieux la défendre : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté. » Cette formule ne dut pas déplaire à votre ancêtre le conventionnel. Mais nous ne pouvons la faire nôtre. Ce que nous avons le droit de dire, c'est : « Toute liberté même pour les ennemis de la liberté, sauf celle de détruire la liberté. »

Mystifier la mort

VOUS venez, monsieur, au cours de la dernière minute de votre remerciement, de nous rappeler les lignes très belles où Jules Romains nous invite à travailler pour que survivent ceux qui meurent et que nous aimons, et aussi — telle était, j'en suis sûr, sa pensée et telle est la vôtre — pour que survive ce qui, autour de nous, est menacé par la mort et mérite d'être défendu contre elle. C'est la seule façon dont nous soyons assurés de survivre nous-mêmes : dans ce à quoi nous aurons permis de vivre un peu plus longtemps qu'il n'était prévu dans les desseins de la grande ennemie. Mystifier la mort, lui dérober sa proie pour un temps, et voir alors la tête qu'elle fait, voilà le point où le canular normalien rejoint l'universelle tâche des hommes. La mort est la chose du monde la mieux partagée, mais presque aussi bien partagé est le souci des vivants de défier sa puissance et de retarder sa victoire en lui dérobant pour un temps une part si infime soit-elle de ce qui lui appartiendra. Le besoin de la mère mortelle d'allaiter les petits mortels enfantés par elle, le geste acharné de la ménagère qui défend ses meubles contre l'envahissement quotidien de la poussière, et les veilles de notre fondateur Richelieu à l'ombre desquelles la France pouvait dormir en paix, font partie de la même bataille dont nous savons qu'elle doit être livrée et qu'elle sera perdue. Les petits des vivants et les meubles de la ménagère et les meilleurs de nos livres retourneront à la cendre qui fait aussi le linceul des empires, mais quelle autre ambition pouvons-nous avoir, si du moins nous ne mettons pas notre confiance dans un arrière-monde où la mort elle-même devient illusion, et l'illusion vérité, que d'inscrire dans la substance de l'univers, comme fait le vaisseau avec son sillage dans la substance de la mer, une trace qui prolonge notre propre passage, et atteste pendant un moment que nous sommes passés ? Ils ne le savent pas, mais les touristes imbéciles qui outragent de leurs inscriptions gravées au canif, à Paestum ou au cap Sounion, le marbre des colonnes millénaires, ne font qu'essayer d'imiter, selon la mesure qui est la leur, les architectes des Acropoles. Ils veulent retenir entre leurs doigts un peu du sable du temps. La couleur fondamentale, et la grandeur fondamentale, de la condition humaine sont que l'inévitable s'y confond avec l'inacceptable, et qu'un effort pour vivre, peut-être privé de sens, est peut-être le seul sens que nous puissions donner à la vie.

Si Dieu répondait aux questions, la question qu'il faudrait lui poser ne serait pas : « Pourquoi le mal ? », ce serait : « Pourquoi le monde ? ». Mais Dieu, s'il est, ne tient pas de conférences de presse. Il ne répond pas aux questions. Il est lui-même la question, la question sans réponse.

Il n'est pas sûr que l'univers ait ce qu'on nomme au sens propre du terme une raison d'être. Tout ce que nous savons, c'est que sur une étincelle refroidie devenue grain de poussière, parmi les soleils qui peuplent par milliards des milliards de nuées d'étoiles, est née une étrange espèce, un assemblage d'atomes minuscule, misérable, périssable, incomparable, irremplaçable, doué du singulier pouvoir de demander cette raison d'être à l'univers. Ce souci, ce tourment, cette espérance insensée, toujours démentie, toujours renaissante, c'est peut-être ce que faute de mieux nous appelons l'âme humaine.

Mais je m'arrête. Je suis en passe de devenir trop sérieux pour notre plaisir, avec des pensées qui s'accordent mal au contentement de vous compter désormais parmi nous.

Pourquoi parler de mort ?

Vous voici immortel, monsieur, mais voici mieux encore. Vous êtes vivant. Quel plus riche présent que celui d'un peu de vie peut espérer l'immortalité, même s'il ne s'agit pas de la précaire immortalité qui est la nôtre. C'est un peu de vie que les immortels de l'Olympe venaient à bon droit chercher sur la terre en se réchauffant dans des amours mortelles. Vous avez le don de vie, et parmi les trésors de la vie qui font votre bonheur et votre mérite, ceux des chromosomes ancestraux, ceux de la société, ceux de la culture, soyons assurés que le talent est celui dont vous manquez le moins.

LE DISCOURS DE M. JEAN D'ORMESSON

(Suite de la page 24)

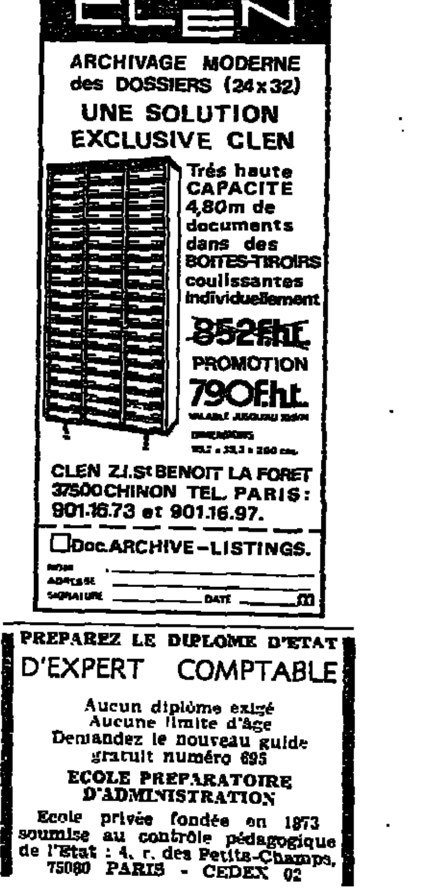
Il faut pourtant ajouter, pour être sincère et complet, que, vers la fin de sa vie, Jules Romains s'interrogeait sur cette montée des masses et cette révolution de l'unanime dont il avait été le prophète. Dès 1946, dans son discours de réception à l'Académie française où les circonstances, souvent cruelles, de l'histoire l'empêchaient de citer le nom de l'auteur, égaré dans la politique, de *l'Enfance*, de *l'Amitié* et de *Pensées dans l'action*, Romains dénonçait avec force les ravages de ce qu'il appelait *la maladie des multitudes*. L'apôtre de l'humanisme social et progressiste des *Hommes de bonne volonté* s'écriait, contre Hegel : « *Il ne suffira pas qu'un jour l'avenir devienne réel pour qu'il ait raison* », et, défenseur de la lucidité et de la liberté, de la résistance à l'oppression et du rejet du conformisme, il allait jusqu'à appeler de ses vœux une « *divine insurrection de l'âme contre les idoles* ». En 1964, dans *Ai-je fait ce que j'ai voulu ?*, il revenait sur ce problème évidemment capital : « *Je dois ajouter*, écrivait-il, *pour être pleinement honnête, que l'expérience d'entre les deux guerres, en confirmant l'importance que j'attachais à la psychologie de l'unanime, m'a fait réfléchir sur l'imprudence qu'il y avait à diviniser l'unanime en soi. Nous avons assisté aux pires orages de la psyché collective, à ce que j'ai appelé depuis la maladie des multitudes. Un terrible unanimisme de fait a ravagé l'histoire contemporaine. Nietzsche, s'il était resté vivant, aurait eu le droit de s'indigner quand les dictateurs se déclaraient ses disciples — bien qu'un aspect de sa pensée fût utilisable pour leur propagande. De même, dans des proportions modestes, j'ai le droit de répudier l'unanimisme des régimes totalitaires, sans nier qu'il soit une perversion diabolique de l'unanimisme originel.* » Ainsi se précise sous nos yeux cette image de J. Romains que je n'ai pu qu'esquisser : à l'acceptation ardente de la foule, des masses, de la grande ville tentaculaire, de l'avenir qui se prépare, à la création, dans l'enthousiasme, de cet unanime qui est la revanche des temps modernes contre l'éparpillement individualiste né de la grande révolution bourgeoise de 1789, répondent et font contrepoids les exigences de la lutte contre les idoles au nom de la personne humaine et de la liberté. Et tous ces éléments parfois opposés, seul un lien d'amour et de raison peut les rassembler et les unir : il s'appelle *bonne volonté*.

Le fil unique d'une œuvre inépuisable

JULES ROMAINS parle quelque part, à propos de Hugo, de Balzac, de Wagner, « *des dimensions imposantes de leur œuvre* » et « *de la diversité des biais qu'elle se donne pour atteindre le public* ». Et il accorde beaucoup de chances aux génies d'une telle ampleur d'être reconnus de leur vivant. C'est bien là, messieurs, depuis déjà longtemps et pour encore longtemps, le destin de l'auteur, désormais classique, des *Hommes de bonne volonté*. La diversité — et pourtant aussi l'unité — règne sur cette carrière et sur cette vie. C'est à propos du même homme qu'il est permis de parler de Molière, de Balzac, de Zola. C'est le même homme qui a écrit *Knock* et *Prélude à Verdun*, le *Manuel de déification* et *les Copains*. C'est le même homme qui a inventé l'unanime et qui s'est amusé des exploitations de la crédulité publique, qui a fait naître un dieu moderne et qui a ébranlé les fondements de la morale, de la société et du Puy-de-Dôme, qui a introduit les masses dans la littérature française et qui n'a jamais cessé de lutter pour les droits de l'individu, qui a tant aimé Paris, et qui, mieux que personne, a célébré l'Europe. Ami de Verhaeren, d'Apollinaire, de Max Jacob, de Valéry, de tant d'autres, il a sans doute, au moins indirectement, inspiré à Martin du Gard la fin de son cycle des *Thibault* et il a, avant Gide et *les Caves du Vatican*, inventé l'*Acte pur*, l'*Arbitraire pur* et — le mot y est — l'*Acte gratuit*. Il a dénoncé le sérieux et le sacré, et il en a fait des objets de plaisirs et les pièces d'un jeu. Et puis il a chanté « *deux ou trois choses divines* » dont il s'était établi le garant et le gardien. Et entre toutes ces perspectives si riches et si variées, il n'y a pas contradiction : il y a continuité. Ce que j'aurais voulu montrer dans cet hommage, qui ne sera certes pas le dernier, c'est qu'un fil unique court à travers cette œuvre inépuisable, toute faite de goût du bonheur et d'amour pour les hommes. A travers l'épique ou le comique, le romanesque ou le lyrique, c'est cette unité dans la diversité qui fait, je crois, la grandeur de Jules Romains.

La grande ombre que nous célébrons

« *SI quelqu'un meurt de ceux que vous aimez*, écrivait Jules Romains dans son *Manuel de déification, ne dites pas : « Je le retrouverai un jour ; il est impossible que tout finisse ainsi et que nous soyons séparés à jamais. » Mais travaillez à ce qu'il survive. Parfois vous vous sentirez pleinement au pouvoir des dieux, et traversé par leur torrent. Ramenez votre mort et abreuvez-le.* » Où pourrais-je donc, messieurs, me sentir plus pleinement au pouvoir des dieux évoqués par Jules Romains que dans cette illustre enceinte où vous entourent et vous inspirent tant d'exemples immortels de noblesse et de beauté ? J'y ai ramené la grande ombre que nous célébrons aujourd'hui et, de mes mains malhabiles, je l'ai abreuvée du seul nectar et de la seule ambroisie que les vivants peuvent offrir aux morts : la fidélité de l'amour et d'une admiration qui ne périt pas. Car il y a quelque chose de plus fort que la mort : c'est la présence des absents dans la mémoire des vivants et la transmission, à ceux qui ne sont pas encore, du nom, de la gloire, de la puissance et de l'allégresse de ceux qui ne sont plus, mais qui vivent à jamais dans l'esprit et dans le cœur de ceux qui se souviennent.



A TRAVERS LES LIVRES

SCIENCES HUMAINES

★ Jacques Chazaud : *les Cinquante Mots-Clés de la psychanalyse.*

Editions Privat, 172 pages, 17,60 F.

Qu'est-ce donc qui a poussé le docteur Jacques Chazaud, membre de l'Association internationale de psychanalyse, à accepter un travail de commande aussi inutile, aussi fastidieux et aussi peu gratifiant — narcissiquement tout au moins — que ce petit lexique intitulé *les Cinquante Mots-Clés de la psychanalyse ?*

Pourtant, dans un bref et savoureux avant-propos, il le *dit* bien : la réalité de la psychanalyse, vraiment, ce ne sont pas les « mots-clés », ces maîtres mots de l'hypnose idéologique et de la machine à décerveler. Alors ? Alors reste un petit livre où personne ne trouvera son compte : ni les universitaires, pour lesquels il est trop restrictif et trop hâtivement rédigé, ni les néophytes, qu'il effrayera par l'abus des majuscules et, malgré tout, une certaine tenue théorique. — R. J.

★ Jean Rivero : *les Libertés publiques.*

Presses universitaires de France, coll. « Thémis », 250 pages, 32 F.

Jean Rivero, professeur à l'université de Paris-II, tente d'esquisser une théorie générale des libertés publiques. C'est dans la proclamation des Droits de l'homme, en 1789, que les libertés publiques trouvent leur fondement. Un certain nombre de valeurs vont devenir des dogmes pour tous les libéraux. Ainsi la confiance dans le législateur pour fixer la règle et dans le juge pour en assurer le respect constituent-ils deux principes de base. Ces notions élaborées au cours du dix-neuvième siècle sont aujourd'hui remises en question. Par exemple, les marxistes ont dénoncé le caractère formel des libertés dans nos sociétés. Pour eux, la liberté, loin d'être donnée dès l'origine, est un bien à conquérir. — J.-C. T.

SOCIÉTÉ

★ Jean Bazal : *le Clan des Marseillais.*

Editions Guy Authier, 352 pages, 32 F.

Un de ceux qui ont connu de près les grands du milieu raconte comment Marseille est devenue l'école du banditisme français moderne. Sans négliger le pittoresque, Jean Bazal explique avec un grand souci de la rigueur historique comment cette ville est devenue, à l'aube de ce siècle, le lieu géométrique de tous les vices, de tous les trafics.

De l'accord entre les bandes de Saint-Jean et de Saint-Mauront à l'ascension et à la chute des Guérini, on assiste à l'installation méthodique d'organisations c o m p l e x e s, si bien huilées qu'elles peuvent s'adapter à chaque instant aux activités les plus lucratives du moment : de la traite des femmes à la drogue, au marché noir, à la contrebande des cigarettes, aux hold-up internationaux, toutes affaires prospères gérées par des chefs d'entreprises qu'un certain code de l'honneur empêche souvent de mourir du cancer ou d'un infarctus.

Bien peu, parmi eux, auront eu la chance de finir leurs jours comme Spirito, estimé président d'une société de pétanque. Le livre se termine par une étude prospective dont on regrettera un peu la brièveté. — J. Sn.

> Les notes ont été rédigées par Nicole Bernheim, Claude Durieux, Pierre Drouin, Paul Gillet, Ginette Guitard-Auviste, Roland Jaccard, Jean Lacouture, James Sarrazin, Robert Solé, Jean-Clément Texier, Pierre Viansson-Ponté.

★ Jean-Paul Gourevitch : *Clefs pour l'audiovisuel.*

Seghers, 220 p., 13,40 F.

La télévision, dans sa forme traditionnelle, a pris le public un peu au dépourvu, avec des conséquences — pilonnage des idées, fascination des images, etc. — qui ne vont pas sans dégâts.

En écrivant *Clefs pour l'audiovisuel*, Jean-Paul Gourevitch cherche à nous épargner semblable mésaventure : il cerne ce qui constitue la spécificité de la communication audiovisuelle (dont la télédistribution devrait apporter d'ici cinq ans des applications pratiques) et fait l'inventaire de son infrastructure matérielle actuelle.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, l'auteur analyse la fonction future de l'audiovisuel communautaire. Mais il est vrai aussi que « *la technologie progresse plus vite que l'éducation à la communication audiovisuelle* ». — C. D.

★ Jean-Claude Kiefer et Jean-Claude Batz : *Naissance d'un médium : la vidéo-cassette.*

Ed. Mame, 140 p., 16,50 F.

Encore un livre consacré à cette « boîte magique » qu'on nomme vidéo-cassette et qui, selon Jean-Claude Kiefer et Jean-Claude Batz, « *dans sa forme future est le talon d'Achille de la galaxie Marconi, le moyen audiovisuel par lequel l'homme conservera son individualisme* ».

Dans une préface prospective de bon aloi, Abraham Moles, se demande à propos du nouveau médium : « *Succombera-t-il à une maladie infantile ? La bibliothèque des images sera-t-elle aussi inutile que la plupart des bibliothèques privées ?* » — C. D.

RELIGION

★ Michel de Certeau et Jean-Marie Domenach : *le Christianisme éclaté*

Le Seuil, 120 p., 13 F.

Ce livre n'en est pas tout à fait un, puisqu'il contient, pour l'essentiel, un débat radiodiffusé par France-Culture le 22 mai 1973. Mais il n'a pas la légèreté de la plupart des ouvrages de ce genre : les idées y fourmillent, plus intéressantes les unes que les autres, sur la fonction d'un christianisme en miettes dans une société malade. Christianisme décomposé, qui se détache de plus en plus de la foi et apparaît comme une réserve, un vivier d'énergies neuves où puisent syndicats et partis... Un livre plus important que son petit volume ne le laisserait supposer. Egal à lui-même, Jean-Marie Domenach s'exprime avec autant de clarté que de chaleur, sans craindre par moments de schématiser un peu. Michel de Certeau prouve, pour sa part, qu'il est capable, quand il le veut, de mettre la richesse et la complexité de sa pensée à la portée du lecteur moyen que d'autres écrits de lui avaient pu dérouter. — R. S.

★ René Berthier : *Cent une questions à un chrétien.*

Hachette littérature, 206 p., 28 F.

Pourquoi cent une ? Le chiffre n'a probablement aucune signification : il fallait bien en choisir un, et, surtout, se limiter. L'abbé René Berthier a donc sélectionné cent une questions sur le christianisme que l'on entend couramment. Cela va de « Jésus-Christ a-t-il réellement existé ? » à « Un chrétien peut-il jouer au tiercé ? ». Le tout, émaillé de citations et de renseignements divers, avec *l'imprimatur* de l'épiscopat. Un livre utile pour tous ceux qui attendent de l'Eglise une réponse à leurs questions. Indirectement, un document significatif sur le catholicisme d'après concile qui intéressera, dans quelques années, des historiens. — R. S.

ÉTUDE VERS UNE SCIENCE DES SIGNES ?

« LA langue est un système de signes exprimant des idées, et par là comparable à l'écriture, à l'alphabet des sourds-muets, aux rites symboliques, aux formes de politesse, aux signaux militaires, etc. On peut donc concevoir une science qui étudie la vie des signes au sein de la vie sociale ; (...) nous la nommerons « sémiologie » (du grec « séméion », « signe »). Elle nous apprendrait en quoi consistent les signes, quelles lois les régissent. Puisqu'elle n'existe pas encore, on ne peut dire ce qu'elle sera ; mais elle a droit à l'existence, sa place est déterminée d'avance. » Ainsi s'exprimait, en 1916, Ferdinand de Saussure dans son « Cours de linguistique générale ».

D'emblée, Saussure incluait donc la science du langage verbal — renouvelée notamment par sa distinction fondamentale entre les deux faces du signe : le signifiant (la face « sensible ») et le signifié (la face « mentale ») — dans un ensemble plus vaste, qui résulterait de l'étude de tous les systèmes de signes à l'œuvre dans le jeu des échanges humains.

Au début du siècle, le projet saussurien vient converger avec d'autres recherches, menées indépendamment, comme celles du philosophe américain Charles Sanders Peirce, ou du logicien allemand Gottlieb Frege, qui élaborent de nouvelles théories du signe et forgent les instruments conceptuels d'une science des significations.

Naissant à la frontière de plusieurs « disciplines » constituées (linguistique, logique, philosophie, sociologie), le statut de la sémiologie — dénommée aussi « sémiotique » par les Anglo-Saxons — est longtemps demeuré ambigu. Des œuvres aussi dissemblables que celles d'Ernst Cassirer (« la Philosophie des formes symboliques », 1923), de Rudolf Carnap (« la Syntaxe logique du langage », 1937) ou de Charles Morris (« Fondements de la théorie des signes », 1939) participent d'une même histoire — une « préhistoire » plutôt — qui reste encore à écrire.

Qu'en est-il aujourd'hui ? La sémiologie, semble-t-il, est partout et nulle part. Œuvres littéraires ou mythes, arts plastiques ou rituels, codes sociaux ou gestes du corps, plus rien n'échappe à son emprise, à travers une profusion croissante de publications. Le point commun de ces analyses : considérer chaque ensemble d'éléments étudié comme un « système de significations » qui fonctionne « à la manière d'un langage », régi par des lois spécifiques qu'il s'agit de découvrir. Bref, s'il y a bien une « découverte » de la sémiologie, elle tient en ceci : toute activité sociale, « pratique » ou artistique, s'organise comme un discours.

Malgré cette relative unité, la sémiologie n'est pas une discipline unifiée, encore moins une science formellement constituée. Mais un champ de recherches, ou de batailles : l'extrême diversité des méthodes, le foisonnement des terminologies, l'inégal développement des différents domaines d'étude reculent indéfiniment la réalisation du vieux rêve de Saussure.

Alors que se tient actuellement à Milan, sous la présidence d'Umberto Eco, le premier congrès de l'Association internationale de sémiotique, qui rassemble plus de sept cents participants, nous avons demandé, avec l'aide de M. André Jarry, à deux grands représentants de l' « école française » de « faire le point » sur la configuration actuelle de cette « science » en train de se faire.

Roland Barthes retrace, à travers son itinéraire personnel, les tendances (et les tentations) présentes de la sémiologie. Algirdas-Julien Greimas, professeur à la sixième section de l'Ecole pratique des hautes études, rappelle la nécessaire lenteur de la démarche proprement scientifique. Enfin, à travers des travaux de Julia Kristeva, c'est une conception critique qui est mise en œuvre, annonçant une sémiologie « autre ».

R.-P. D.

L'aventure sémiologique

Par ROLAND BARTHES

L'ORIGINE de la sémiologie fut pour moi politique. Lassé du caractère immobile, oratoire, des dénonciations idéologiques, j'entrevis avec éblouissement, en lisant Saussure (c'était en 1956), qu'il pouvait exister une méthode élégante (comme on dit de la solution d'un problème mathématique) qui permît d'analyser les symboles sociaux, les marques de classes, les roueries idéologiques. Sans doute aurais-je mieux fait d'appeler cette science (ou ce discours) une « signalétique », car il s'agissait de décrire comment la société de classes *produit* des signaux (plus que des signes), des « affiches », qu'elle retourne astucieusement en traits de nature ; je gardais cependant le mot de « sémiologie », trouvé dans Saussure, et le garde encore, puisque c'est avec lui que j'ai continûment travaillé. Cette sémiologie — ou cette signalétique, — je la concevais donc comme l'extension d'un vaste projet de critique idéologique dont la figure majeure était, à mes yeux, Brecht.

***

Cependant, une fois découvert, détaillé et, si j'ose dire, halluciné, l'instrument sémiologique a développé ses *charmes*, qui sont grands : il y a une sorte de bonheur renouvelé à voir fonctionner l'organisation *sémantique* du monde, à surprendre non le sens (la sémiologie n'est pas une herméneutique), mais sa production, à développer en soi, si l'on peut dire, l'intelligence de l'intelligible, bref à jouir de tous les plaisirs de la science.

Bien vite, pourtant, ces plaisirs tendent à se transformer en arrogances (selon le mot de Georges Bataille) ; du jour où la sémiologie se constitue en science positive, elle devient loi en puissance, elle risque de tomber dans la méconnaissance de ce symbolique dont elle prétend observer de l'extérieur le fonctionnement formel, sans jamais donner à penser qu'elle puisse elle-même en être pénétrée. Toute science de l'homme n'est jamais qu'un discours. Comme science des discours, la sémiologie peut donc avoir au moins sur ses voisines cet avantage, dangereux, de connaître la façon dont elle s'énonce, l'enjeu de cette énonciation. Deux systèmes contigus l'y aident : l'analyse marxiste et l'analyse freudienne (lacanienne). De là naît une troisième sémiologie : sémiologie critique, théorisée par Julia Kristeva sous le nom de « sémanalyse », ou sémiologie textuelle, caractérisée par la suspicion de tout méta-langage (y compris celui de la sémiologie), par le retour du sémiologue à une activité d'écrivain, de producteur de texte.

Telles sont, à mon sens, les trois figures de la sémiologie : signalétique, scientifique, textuelle. Naturellement, chaque figure peut continuer son développement d'une façon autonome.

***

Paradoxalement, c'est la première sémiologie, la sémiologie directe du social, qui s'est le moins développée ; le paradoxe, néanmoins, n'est qu'apparent : la vie intellectuelle, en France, s'est à ce point politisée que le signe social est en quelque sorte tombé dans le domaine public ; il est devenu si voyant que nul ne manifeste un grand désir de l'analyser. La sémiologie scientifique, elle, a été féconde : des sémiotiques particulières ont été fondées (architecture, urbanisme, peinture, gestes, rites), et l'analyse structurale du récit est à coup sûr, dans le champ des sciences dites humaines, l'une des réussites de la dernière décennie. Quant à la troisième sémiologie, ou sémiologie de la textualité, son développement, par définition, ne peut être centré, nommé, discipliné — et encore moins disciplinaire. Certes, elle confine toujours à la science des discours, mais une partie d'elle-même se retourne, se détruit, se dépasse et s'avance hors de sa propre origine : c'est, si l'on veut, un discours-scorpion, dont la place sociale est toujours « ailleurs ».

***

C'est ainsi, pour ma part, que je vois la sémiologie aujourd'hui : comme un objet de savoir, certes bien constitué (on y travaille depuis quinze ans), mais aussi comme un champ divisé, mobile, à peine saisissable. *Cela* convient mal à l'intellectuel français, qui aime les écoles, les disciplines, les exclusions, tout un jeu dans lequel chacun, tel le roi de la bataille, est sommé de « se garder » (à droite, à gauche).

Et, cependant, si cette diversité, cette fracture sans cesse renaissante, en un mot cette « dépropriation », constituait l'identité même de la sémiologie (pour garder encore ce nom) ? Si elle était la science du pluriel, du renversement, de la déformation, l' « Enstellungwissenschaft » prévue par *Freud* : un déplacement dans lequel elle se prendrait elle-même, volontairement et continûment ? Si elle était la science, non des sens, mais de la guerre des sens, de leur destruction, de leur exemption ?

Une critique du discours scientifique est aujourd'hui nécessaire, déjà en marche : face au vieux rêve de totalisation du siècle dernier, la science se pluralise, se pulvérise ; et, face à l'action de l'État, qui vise trop souvent à réduire toute recherche à une technologie et à aplatir tout discours à une « technique d'expression », le sujet (chercheur ou enseignant) veut se libérer, rejoindre une jouissance de savoir ou d'écriture. Le lieu de cette critique peut être précisément une science des discours qui accepte de mettre en scène sa propre production, sa propre énonciation. Je crois que toutes les sémiotiques particulières (dont il n'est pas inutile d'esquisser à chaque fois le geste fondateur) sont appelées fatalement, au fur et à mesure de leur développement, à s'absorber dans une sémiologie que j'aimerais dire « perpétuelle », plutôt que « générale », pour en marquer le caractère circulatoire : semblable au vaisseau « Argo », la sémiologie ne serait alors que la figure légère d'un assemblage de pièces mobiles, usées, chassées, remplacées, selon le mouvement de l'histoire, mais sans qu'on puisse jamais revenir à une théologie scientifique, de quelque *alibi* qu'elle se couvre. La vertu qui guiderait l'aventure sémiologique (car il s'agit bien d'une aventure : ce qui nous advient tant que nous marchons) ne serait plus alors la sujétion imaginaire à la légalité de la science, mais quelque chose qu'il faut bien appeler une énergie inlassable de « déniaisement », applicable à toutes les sciences humaines, dès lors qu'elles commencent à « consister », à passer dans les appareils de pouvoir. Telle serait alors la fonction de la sémiologique : être le degré zéro de toute science de l'homme, la place « vide » (il faut y insister) d'où le sens (la loi) est « regardé ».

Entretien avec A.-J. Greimas

Une tradition de rigueur

« La définition saussurienne de la sémiologie comme une « science des signes » est-elle toujours actuelle ?

— Pour moi, la *science* des signes, c'est une fausse définition. Parce que derrière les signes se cache le jeu des significations, et une analyse plus profonde amène à détruire, à destructurer le signe, pour mettre à jour les univers de significations. Autrement dit, le travail de la sémiologie, c'est de parvenir aux structures logico-abstraites sous-jacentes à l'effervescence des formes figuratives qui nous entourent. C'est dire qu'il s'agit là d'une démarche réductionniste, qui n'épuise pas le vécu, le réel. Les accusations lancées à l'égard de la sémiotique viennent souvent de là. Mais il faut humblement reconnaître que cet aspect réducteur est une des conditions de la rigueur scientifique.

— Vous parlez aussi bien de « sémiologie » que de « sémiotique ». Faut-il faire une différence ?

— Je pense qu'il ne faut pas s'attarder à ces querelles de mots quand il y a tant de choses à faire. Quand il s'est agi, il y a six ans, de créer une association internationale, il fallait choisir entre les deux termes. Sous l'impulsion de Roman Jakobson, et avec l'accord de Lévi-Strauss, Benveniste, Barthes et moi-même, « sémiotique » fut retenu. Mais le terme de sémiologie avait déjà des racines assez profondes en France, d'où le maintien d'une double dénomination. Aujourd'hui, on pourrait avoir l'impression qu'il s'agit de deux choses différentes, ce qui est évidemment faux. Tout au plus peut-on proposer, suivant le conseil de Hjemslev, de désigner *par* « sémiotiques » les recherches concernant des domaines particuliers (littéraire, cinématographique, gestuel...) et de considérer que la sémiologie serait la théorie générale de toutes ces sémiotiques.

— Comment définir le principe de ces recherches ?

— Jusqu'à présent, la linguistique et la logique ne se sont occupées que de problèmes surgissant dans un cadre précis, dans la dimension d'une phrase, si vous voulez. Mais si l'on postule par principe que tout discours possède également une organisation logique, on se trouve obligé d'inventer une syntaxe qui ne serait plus celle des mots et de leur combinaison, mais bien une syntaxe des discours. Les problèmes se posent à un autre niveau, mais la visée générale est la même : voir à quelles conditions, et sous quelles formes, l'homme se pense, et pense le monde des idées.

— Peut-on dire que certains domaines de la recherche sont plus favorisés que d'autres ?

— Je pense qu'il y a aujourd'hui une sorte d'impérialisme de la sémiotique littéraire. C'est un domaine où travaillent un grand nombre de chercheurs, mais qui est aussi d'une très grande complexité et qui demeure davantage susceptible de subir les influences de la mode. Alors que dans le champ de la littérature orale, des contes, des proverbes, des chansons, il y a déjà beaucoup moins de travaux. Surtout, toute la sémiotique picturale et la théorie de l'image sont encore très peu développées. Des domaines aussi intéressants que la photographie, la bande dessinée, le dessin animé ou même toute l'architecture, commencent seulement à être explorés.

— Face à l'inflation des analyses sémiologiques, ce que vous dites n'est-il pas « trop modeste » ?

— En ce qui me concerne, j'entends me rattacher à une tradition de rigueur. On pourrait croire aujourd'hui qu'il s'agit de transformer, voire de créer les sciences humaines. Je crois qu'à plus longue échéance on verra que la sémiotique a joué au moins ce rôle d'éveiller la curiosité dans des domaines exclus de la culture classique et d'intégrer aux recherches scientifiques des univers de signification qui ne faisaient pas partie de la réflexion traditionnelle. Et ce sera déjà un grand mérite. »

Propos recueillis par
R.-P. D.

« SÉMIOLOGIE » ou « SÉMIOTIQUE » ?

L'UNE des particularités les plus inquiétantes, pour le profane ou le semi-profane, de la sémiotique — et spécialement de de la sémiotique littéraire — c'est qu'elle n'a pas de nom, ou, ce qui revient au même, qu'elle a trop de noms : sémiotique, sémiologie *(certains ont même continué assez longtemps à écrire* sémèiologie), sémanalyse, *sans parler des noms donnés à des activités voisines ou connexes, telles que la* poétique, *la* rhétorique *ou la moribonde* stylistique.

L'opposition sémiotique-sémiologie *comporte d'abord un aspect historique. Il se trouve en effet que, de façon indépendante, Saussure et Peirce ont mis sur pied, le premier sous le nom de sémiologie, le second sous celui de sémiotique, deux pratiques scientifiques l'une et l'autre fondées, selon les termes d'Umberto Eco,* « sur le concept de signe comme combinaison d'un signifiant et d'un signifié ». *Le champ d'activité de ces deux pratiques ? Les systèmes de signes et les pratiques signifiantes, de quelque ordre qu'elles soient. Parler, par exemple, de* sémiotique littéraire *ou de* sémiotique picturale *présuppose que les objets considérés — ici, la littérature et la peinture — sont conçus comme des systèmes de signes ou des pratiques signifiantes.*

Il se trouve que, pour des raisons diverses, le terme sémiotique *semble aujourd'hui prendre le dessus sur* sémiologie *: il y a une* Association internationale de sémiotique, *il y a eu un (fâcheusement éphémère)* Cercle parisien de sémiotique, *il y a une revue* Semiotica. *Plusieurs ouvrages récents affichent, dans leur titre, le mot* sémiotique *: citons, entre plusieurs,* les Essais de sémiotique poétique *(sous la direction de Greimas, Larousse, 1972),* la Sémiotique littéraire, *de J.-C. Coquet (Mame, 1973), le recueil d'articles* Sémiotiques textuelles *(n° 31 de la revue* Langages*),* les Essais de sémiotique discursive, *de François Rastier (Mame, 1973), etc. A l'étranger aussi, le mot* sémiotique *semble peu à peu effacer le mot* sémiologie *: ainsi, en Italie, où s'est créé récemment (à Milan) un cercle* Semiotica e psicanalisi.

On pourrait en rester là, considérer que l'opposition sémiotique-sémiologie *ne comporte aucune différence de sens et que ce sont essentiellement des raisons de forme (le mot a une syllabe de moins et se prête mieux à la dérivation) qui, peu à peu, semblent imposer le terme* sémiotique. *Faut-il le dire ? On n'en reste pas là. L'existence même des formes a, pour les sémioticiens, quelque chose de fascinant : aussi les voit-on périodiquement chercher à opposer, par les deux étiquettes lexicales, deux pratiques différentes.*

MICHEL ARRIVÉ.

KRISTEVA OU LA RÉVOLUTION DU SILENCE

DÉJA, le premier recueil d'articles de Julia Kristeva (1), paru en 1969, marquait une reprise critique des concepts de la sémiotique et un glissement de leur sens. Il ne s'agissait plus de *décrire* des systèmes signifiants, mais d'analyser une *pratique signifiante*, un processus d'engendrement. D'une certaine façon, s'amorçait le passage d'une conception « statique » à une conception « dynamique » du texte : non plus « produit », mais « producteur », *productivité*. Sous l'influence de la psychanalyse lacanienne, la sémiotique devait laisser place à une *sémanalyse*, fondée sur la conception freudienne du sujet, qui avait pour but l'étude du travail spécifique de la langue « sur elle-même ».

Avec *la Révolution du langage poétique* (2), Julia Kristeva poursuit cette même démarche dans ses conséquences dernières. Et ce, à partir d'œuvres qui ne sont pas des « exemples », mais la marque d'une fondamentale *rupture* : Mallarmé, Lautréamont. Ce qui est en jeu dans *Igitur* ou *Un coup de dés*, comme dans *les Chants de Maldoror*, c'est une subversion du langage, qui est aussi subversion du sujet pensant traditionnel et de l'ordre social capitaliste. Bref, la révolution poétique opère pour le sujet ce que *la révolution politique* introduit dans la société. Et les deux sont inséparables.

On reconnaît là la thèse depuis longtemps soutenue par « Tel Quel ». Tout le mérite de Kristeva est de lui donner de très savantes assises, et qui débordent très largement, par leur généralité, les textes en question. Au centre de sa réflexion, deux termes opposés : le *sémiotique* et le symbolique. Si le symbolique, en un sens fort proche de son usage chez Lacan, désigne ici le système impersonnel de la langue, le sémiotique par contre est à entendre en une acception très particulière : il désigne l'ordonnance, la place ou l'agencement des pulsions du sujet. Un usage si inhabituel s'autorise d'abord de l'étymologie (le *séméion* grec est « marque, trace ») puis de la théorie des pulsions chez Freud, pensées comme « frayage », réseau de traces archaïques.

La question à poser est alors celle des « rapports » entre le langage, impersonnel, lisse, soumis aux seules lois de la phonologie, de la syntaxe, de la grammaire (le symbolique) et le sujet, divisé, marqué, frayé par le jeu des pulsions, ce « sémiotique » que précisément l'usage social de la langue exclut. En d'autres termes : comment ce qui *ne peut pas* « se dire » peut-il trouver à se faire entendre ?

Le retour du corps

C'est là que l'avant-garde du dix-neuvième siècle est exemplaire. Cette activité « littéraire » qui joue sur les sons, bouleverse la syntaxe, fait vaciller les pronoms, déforme les contextes n'est ni « folle » ni « sociale ». Elle marque le retour, dans le langage, de ce qui est refoulé par lui : le corps.

Et il s'y fait entendre un sujet qui n'a rien à voir avec la famille, la morale, l'Eglise ou la production : celui de la jouissance, qui est aussi le sujet évincé de la scène politique.

Si les thèses de Kristeva sont tranchées, on pourra regretter que leur « démonstration » soit, dans le détail, peu convaincante. Pour s'en tenir à Mallarmé, l'analyse phonologique de *Prose* semble supposer acquises les affirmations de Fonagy sur « les bases pulsionnelles de la phonation ». Or en quoi « m » dénote-t-il une pulsion orale, ou « l » une pulsion anale ?

C'est dire que toutes ces analyses restent sujettes à caution. On ne saurait pourtant rester insensible à cette volonté constamment présente de faire éclater le cadre figé des « disciplines » distinctes. Ce désir de tout comprendre par tous les moyens conceptuels disponibles peut prêter à de faciles caricatures. Et l'écriture de Kristeva y invite, comme un certain syndicat d'admiration mutuelle. Ce serait oublier que les efforts déployés visent à leur manière à mettre fin à cette impasse que constitue la cohabitation d'une pensée, selon Marx, d'une analyse, selon Freud, et d'une approche, selon Chomsky, aussi cohérentes que parfaitement distinctes. Kristeva assimile les concepts, et jette des ponts entre la politique et l'écriture, l'inconscient et l'histoire. Vite et fort. Sans doute est-il trop tôt pour mesurer l'apport de ces six cents pages poisonnantes, jargonnantes et traversées par une étrange boulimie de savoir. Elles constituent néanmoins un énorme *travail*. A tous les sens du terme.

R.-P. D.

(1) *Sémeiotikè. Recherches pour une sémanalyse.* Le Seuil, coll. « Tel Quel ».

(2) Le Seuil, « Tel Quel », 648 p.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Calvino, scrutateur de l'invisible

★ « LES VILLES INVISIBLES », Italo Calvino, traduit de l'italien par Jean Thibaudeau, Le Seuil, 289 pages, 22 F.

IMAGINEZ que Marco Polo, arrivé de son Occident, décrit pour l'empereur mongol de Chine Kubilaï Khan toutes les villes qu'il a vues en traversant son empire : récits brefs, poèmes presque, chacun sous le nom d'une femme — sans doute parce que, dans chaque ville, quelque chose est poursuivi.

Ce sont, si l'on veut, des villes imaginaires. Mais le sens de ce mot, le premier qui nous vient à l'esprit, va se déplacer. Quand on conclut le livre et qu'on abandonne Kubilaï Khan à sa mélancolie, une certitude s'impose : l'espace « réel » où la lecture s'est déroulée, cette chambre — ce cube où l'on s'est enfermé, — cette maison, cette ville, sont à lire comme une phrase, une longue phrase complexe, avec des bifurcations et des subordonnées, avec des parenthèses, sans ordre apparent, proliférant à l'infini. La phrase de Calvino, précisément. Seules les coupures, paliers, rues, espaces verts, donnent du sens à la juxtaposition d'unités de la ville, comme les blancs à la phrase écrite.

Les Villes invisibles se présentent alors non comme un répertoire de détails urbains plus ou moins déplacés, plus ou moins déroutants, mais comme les enluminures d'un catalogue de déchiffrement, de méthodes à suivre pour parcourir les villes-phrases.

Les modèles, au premier abord, sont opaques, diffus, comme des tablettes couvertes de hiéroglyphes, des rêves, des récits de rêves ou de délire. « *Il n'est pas dit que Kubilaï Khan croit à tout ce que Marco Polo lui raconte quand il lui décrit les villes qu'il a visitées dans le cours de ses ambassades.* » On dirait qu'un scrutateur inexistant, perché à l'intérieur d'une coupole — où le lecteur reconnaît avec plaisir le Calvino de toujours, — a dressé avec une minutie presque obsessionnelle un inventaire des contradictions urbaines.

Contradictions dans l'espace : à l'Orient écrit, celui de la fiction arabisante qui va de Cordoue à Bagdad et Ispahan, mais aussi celui des missionnaires jésuites, à l'Orient de papier en somme, vient se mêler un Occident co(s)mique d'aventures programmées et de radars.

Contradictions dans le temps : temps effilochés, dédoublés, fuyant à la fois vers un passé intact et vers un avenir effacé. Temps zéro, qui fait coexister, dans des pages d'une densité et d'une tension uniques, les projets pour le passé, utopies nostalgiques ou régressives, et les ruines pour l'avenir :

Contradictions dans l'ensemble : chacun des éléments de la ville est précis, possible, vraisemblable même ; leur totalité est logiquement inacceptable. Ou plutôt : la coexistence de ces éléments, leur chaîne, ruine l'espace qui les supporte, le rend impensable. Si la ville de X — je compose ici à mon tour une ville exemplaire, un modèle des modèles — est célèbre pour ses gratte-ciel d'aluminium aux formes étoilées, pour la correspondance de l'ellipse de ses avenues avec les orbites des planètes, on trouvera, en abordant le fleuve qui la traverse, une restriction formelle : interdit de faire boire des zèbres.

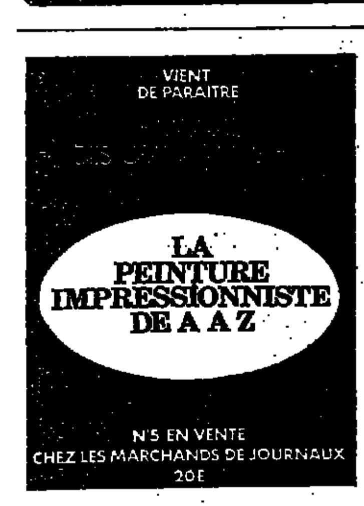
L'astuce de Calvino, sa « *furbizzia* », c'est qu'il donne en même temps l'enchevêtrement de la ville, sa stratification, et sa lecture claire, totalisante, dans une sorte d'après-coup. Il suffit de se situer pour lire, comme pour les anamorphoses chères à l'auteur, d'un point de vue donné ; il suffit de savoir entendre, de pratiquer une écoute attentive à la répétition, à la topologie, à la discontinuité, aux oppositions. Ainsi de la ville de Despina, située sur un plateau, avec les clochetons de ses gratte-ciel et les antennes de ses radars. Qu'on l'approche à dos de chameau, et l'on pense voir « *un voilier qui serait sur le point de lever l'ancre* » ; qu'on approche en bateau, « *le marin distingue la forme d'une bosse de chameau, d'une selle brodée aux franges étincelantes entre deux bosses tachetées qui avancent en se balançant, il sait qu'il s'agit d'une ville mais il y pense comme à un chameau* ».

Toute ville, conclut Calvino, reçoit sa forme du désert auquel elle s'oppose ; tout discours, du silence qui l'entoure et le traverse ; toute représentation, du blanc qui la constitue. Savoir approcher la réalité *négativement*, en fonction de ses absences — ce que nous appelons : la mémoire, le désir, la nomination, le regard, — c'est savoir qu'elle est toujours dessinée par celui qui la parcourt.

Si vous voulez déchiffrer et rêver en même temps la ville, lisez d'abord Calvino, calligraphe scrutateur de l'invisibilité.

SEVERO SARDUY.





Demain, l'enfer ?

« La Sève du diable » de Jerzy Kosinski

★ « LA SEVE DU DIABLE », de Jerzy Kosinski, traduit de l'anglais par Claudine Page, Flammarion, 232 pages, 24 F.

JERZY KOSINSKI entretient avec le diable des relations privilégiées Ses deux premiers romans, *l'Oiseau bariolé* et *les Pas*, révélaient une science du mal qui coupa le souffle à la critique américaine. Dans l'espoir de séduire ce dangereux Polonais, arrivé en 1957, à vingt-quatre ans, sans connaître un mot d'anglais, le Nouveau Monde en fit son best-seller. National Book Award, chaire à l'université Yale, présidence du Pen Club américain, les honneurs pleuvent sur l'ancien réfugié. Mais ces succès, loin de le désarmer, attisent sa virulence. Hier, avec *la Présence*, aujourd'hui avec *la Sève du diable*, il extrait le ver caché dans le fruit, distille l'angoisse tapie dans les cœurs.

Son héros, il l'a recruté parmi ses étudiants privilégiés, cette jeunesse dorée dont les parents s'inquiètent : « *Mais qu'a-t-il donc, mon fils ? Que veut-il ? Où va-t-il ?* » Par le biais de son livre, le professeur Kosinski répond : « *Il n'a rien. Il en meurt et votre grande société crève avec lui.* » Que devient le pionnier quand il n'a plus un lopin de terre à se mettre sous la dent ? Le capitaine d'industrie, quand tous les empires sont lotis, adjugés, quand la foi et l'espace manquent pour repartir à zéro ? L'énergie se retourne contre elle-même, l'arbre pousse à l'envers, la sève quittant les racines pour envahir la tête qu'elle affole, malédiction qui, selon les indigènes, frappe le baobab, le « *Devil Tree* », qui, dans l'édition anglaise, donne son titre au roman.

Voici Jonathan James Whalen, héritier d'une gigantesque affaire, dauphin « paumé », saturé d'introspection, qui dérive d'un lit à l'autre. Ecoutez-le : « *Impossible de dire quoi que ce soit à propos de moi-même sans me contredire aussitôt... Comment me définir ? Comment m'échapper ?* » L'argent, l'érotisme, la drogue, autant de fausses pistes qui débouchent sur le vide. Au hasard des souvenirs et des rencontres, ce clochard de luxe tente en vain de reconstituer son passé ou de s'inventer une histoire. Mais la réalité s'émiette sous ses doigts, les corps et les dollars glissent sans laisser de trace, le crime même ne marque pas celui qui le commet. De ce brouillard émergent quelques mirages : la cruauté et la folie clignent de l'œil, juste le temps d'apercevoir un « Superman » enfermé dans un frigidaire, un flacon de barbiturique à la main, de surprendre un safari dans lequel les enfants tiennent lieu de gibier, de tomber sur une séance de psychothérapie de groupe qui tourne à la danse du scalp. Au centre de la ronde, Jonathan dévide son funèbre monologue intérieur avant de s'engloutir, à son tour, dans la nuit.

« *Ce livre risque de dérouter le public français,* nous a dit Kosinski, *car il expose une maladie, un vertige, qui n'ont pas encore franchi l'Atlantique. Mais patience, l'Europe manifeste déjà des signes avant-coureurs. Ici aussi se multiplient les jeunes déracinés, déboussolés, prêts à s'accrocher à n'importe quoi.* »

Dans la rigoureuse traduction de Claudine Page, *la Sève du diable* s'insinue où le bât nous blesse.

GABRIELLE ROLIN.

« DADA EST TRÈS CONTENT... »

« L'HUMOUR avale des hommes comme des moules ». « Des bas en soie... la chose aussi ». « Penser est une besogne de pauvres, une misérable revanche ». Dada (1916-1922), cinquante ans déjà, du ton charmant et un peu sec de Francis Picabia, Marcel Duchamp et Jacques Rigaut, nous fait la nique. Par les temps qui courent, et ils vont vite, qui a envie de rire ?

Les éditeurs annoncent un Tzara et un Picabia complets. Les nostalgiques, qui ont leurs yeux pour pleurer, peuvent, en attendant, relire certains écrits de deux dadaïstes oubliés. L'un, Clément Pansaers, parce que belge, mort la même année que Dada, et farouchement « ailleurs ». L'autre, Georges Ribemont-Dessaignes, parce que, malgré tout, toujours vivant et fidèle à l'esprit moqueur de Dada.

Chacun voit Dada à sa porte. Ainsi Isidore Isou : « Dada représente une structure d'anti-art, de persiflage, de moquerie, de destruction des expressions esthétiques antérieures et plus particulièrement de la poésie à mots et de la peinture figurative » (1). Qu'importe. « Dada détruira Dada », déclarait Ribemont-Dessaignes. On saura un jour ce que Dada voulait vraiment détruire. En rendant publics (pourquoi pas ?) les textes de Dada allemand, qui désignent (les dadaïstes ont rejoint là-bas l'ultra-gauche du mouvement ouvrier) les « canailles », dont les sèmblables, à Paris, vont applaudir ou siffler les soirées Dada. John Heartfield et Georges Grosz mettaient Dada à sa vraie place, en 1919, n'en déplaise aux professeurs et fossoyeurs de Dada : « Il n'y a qu'une seule tâche : accélérer la ruine de cette civilisation d'exploiteurs par tous les moyens, le plus intelligemment et le plus conséquemment possible. Toute indifférence est contre-révolutionnaire ! Nous appelons tout le monde à prendre position contre le respect masochiste des valeurs historiques, contre la culture et l'art ! » (2).

RAPHAËL SORIN.

(1) Isidore Isou, *Les Véritables Créateurs et les Falsificateurs de Dada, du surréalisme et du lettrisme (1965-1973)*.

(2) *Agitprop. Littérature ouvrière en Allemagne.* Action poétique, num. 51-52.

FRANCE

RIBEMONT - DESSAIGNES

La haine de l'anthropophagie

★ **DADA, textes de Georges Ribemont-Dessaignes (1915-1930). Présentation, biographie et bibliographie de Jean-Pierre Begot. Champ libre, collection « Projectoires », 192 pages, 29 F.**

« DADA. *Déjà jadis* », notait Prévert, en 1965, reprenant le titre de Ribemont-Dessaignes. *Dada.* « *Déjà jadis* »... Et pourtant, Dada ne porte aucun signe de vieillesse. Les croque-morts de la littérature ont souvent songé, au cours des années, à lui donner sa retraite, si ce n'est à le momifier. Hélas ! il ne tient pas dans les sarcophages. A peine les maquilleurs l'ont-ils endimanché de la peau de chagrin de la gloire qu'il s'évanouit comme la gaieté au bord d'un matin gris. Et de resurgir ailleurs, là où personne ne l'espérait ou ne le redoutait. Aucune idéologie ne saurait le réduire à elle-même ni le vieillir. Dada s'en va et reparaît, imprévisible comme l'esprit négatif. « Dada est de nouveau si jeune si jeune. » En veut-on la preuve ? Qu'on lise ou relise les textes de Ribemont-Dessaignes. Les manifestes ou les articles qu'il écrivit dans les années 20 semblent nés de la dernière pluie de rires ravageurs. « Dada est l'amertume qui ouvre son rire... » Amertume, car « *la France* est devenue un brouillard affreux », et *rire*, toutefois, car Dada se moque de la France, comme de n'importe quelle autre nation. Dada, comme Jacques Rigaut, se promenait le suicide à la boutonnière. Il voulait *suicider* cette image de lui-même qui déjà s'esquissait dans le miroir aux alouettes de l'avenir : Dada artiste, marchandise et fétiche de la culture nationale, au même titre que Barrès. « Dada détruira Dada », lançait Ribemont-Dessaignes. Lui-même n'a cessé de refuser — de déserter — la littérature, reprochant assez aux surréalistes de trop aimer celle-ci.

Le sentiment du dérisoire

A la fin de 1934, il a déserté Paris, allant vivre dans l'oubli de quelque province. Il habite aujourd'hui Saint-Jeannet, près de Vence. Le silence ou la mi-voix, après le fracas. Il était, en quelque sorte, l'exécuteur de Dada, son polémiste le plus acéré. C'est lui qui joue le rôle d'accusateur public au procès Barrès.

« La race, disait-il, les morts, la patrie, sont des chandelles, non des soleils... La belle fierté d'avoir su mourir... Etre civilisé c'est planter des épinards dans un cimetière. »

Il éprouvait, de la manière la plus aiguë, le sentiment du dérisoire, en face de tous les fantômes dont se nourrissent les vivants, jusqu'à périr d'étouffement. « Votre mal, écrivait-il, vient de votre nourriture. » Le cannibalisme lui paraissait être la pratique la plus commune des sociétés « civilisées ». On mange les autres, on se mange soi-même ; on se remplit d'un moi idéal, d'une âme. « Otez-nous, disait-il, cet avant-goût de la mort qui sort de votre bouche et doit venir de votre âme. »

« *Dada est très content* », notait Ribemont-Dessaignes, lorsqu'il excite la colère de quelque anthropophage.

FRANÇOIS BOTT.

ARTICHAUDS

Dada, n'ayant plus que quelques années ou quelques mois ou quelques jours à vivre, cherche un notaire pour lui confier ses dernières volontés.

Les mathématiques Dada n'ont pas encore été cultivées. Jusqu'à présent l'étude du nombre a rendu complètement idiot. L'idiotie est le saturnisme du mathématicien.

Il y a aussi quelque chose qu'on ne connaît pas encore : c'est le dadaïsme dada. Mais Dada a des mamelles jusqu'aux orteils.

Dada doute de tout. On dit : cela aussi est un principe. Non le doute n'est pas in principio, mais quand cela serait, si Dada croit au doute, cela prouverait justement qu'il n'a pas de principe.

Quand Dada verra que les cochons châtrés commencent à avoir la voix du jaguar, il fera comme l'iode, il se sublimera. Et il revivra dans l'air respiré par les cochons châtrés, et dans leur bauge. Et les cervelas que l'on servira au repas familial seront malgré tout possédés par Dada.

Dada, ô Dada, quelle figure ? Si triste ? si gaie ? Regarde-toi dans la glace. Non, non, ne regarde pas.

Qu'est-ce que c'est beau ? Qu'est-ce que c'est laid ? Qu'est-ce que c'est grand, fort, faible ? Qu'est-ce que c'est Carpentier, Renan, Foch ? Connais pas. Qu'est-ce que c'est moi ? Connais pas.

Connais pas, connais pas, connais pas.
Regarder les astres ou l'intérieur de l'estomac avec une demi-jumelle de théâtre, c'est une occupation artistique. Enfin c'est la seule occupation des hommes. Et ils pleurent, ils pleurent comme si l'oignon entrait dans la composition du verre.

Il est intéressant de noter à quels partis appartiennent les sourires d'alliance offerts à Dada. Politique et mariage. Dada a une grosse dot à manger. Mais Dada est difficile à déflorer : la vierge est étroite.

GEORGES RIBEMONT-DESSAIGNES.
Mars 1920

BELGIQUE

CLEMENT PANSAERS

A la lueur du Tao

★ **RESURRECTION, réédition de la collection complète. Préface de Marc Dachy. Editions Jacques Antoine, Bruxelles, 280 pages, 55 F.**

★ **SUR UN AVEUGLE MUR BLANC et autres textes, Lettres à Picabia, Tzara et Van Essche, notes d'Aragon et Paul Neuhuys. Chronologie, bibliographie. Transédition, 59, rue Van Zuylen, 1180 Bruxelles, 96 pages, 22 F.**

RESIDANT à Paris d'avril 1921 à octobre 1922, date à laquelle il retourne à Bruxelles mourir d'une tuberculose des glandes qui le détruisit lentement, Clément Pansaers a traversé le ciel Dada comme un météore.

De cinq années d'activité nous restent en effet sa revue *Résurrection*, cinq recueils, des textes épars, une correspondance, quelques bois gravés (sous le pseudonyme de Guy Boscart) et statuettes de terre cuite, au total une œuvre mince en regard de celle d'un Picabia ou d'une Tzara mais profondément riche et polymorphe, occultée par cette mort prématurée à trente-sept ans, presque anodine dans l'effervescence du moment.

En 1916, Pansaers vit en bordure de la forêt de Soignes et découvre à la lueur de la philosophie taoïste de Tchouang-Tseu, « *après six mois de méditation sur un aveugle mur blanc que dans la vie n'est intéressante que la fantaisie chevauchant le hasard* ».

Cette influence prépondérante dans toute sa vie marque particulièrement les longs et fascinants poèmes qu'il publie dans *Résurrection* entre quelques réflexions sur la fonction artistique, ses bulletins politiques en faveur de la jeune révolution russe ou du fédéralisme en Belgique et ses études sur la jeune littérature allemande.

En fait de littérature allemande, il y traduit — non sans difficultés avec les autorités — les expressionnistes, pacifistes et internationalistes, tels que Werfel (ami de Kafka), Hasenclever, Wedekind et Carl Einstein (le « *Jarry de l'Allemagne* » dont il donne le célèbre *Bébuquin* en traduction complète). Cette conjonction de la révélation du Tao et d'une prise de conscience du phénomène littéraire à partir de la rupture, de la transgression et de l'élimination des référents traditionnels confère dès le départ aux premiers textes de Pansaers une puissance unique dans l'effondrement des modèles culturels sous l'impact d'un désir infini : *le Pan-pan au cul du Nègre*, *Bar Nicanor* et *l'Apologie de la paresse* livrent une poésie tourbillonnaire, forte d'ambiances chaotiques où le moi vient se dissoudre en une fête luxuriante.

Son éloignement des métropoles de l'avant-garde (Zurich, Berlin, Paris) l'autorise par ailleurs à une recherche multidirectionnelle et solitaire.

Car ce n'est que fin 1919-début 1930 que Pansaers adhère par lettre à Tzara au mouvement Dada et entame des contacts épistolaires avec Aragon, Picabia, Soupault, Breton. Mais, que ce soit à propos d'une manifestation Dada projetée à Bruxelles ou du contenu de *Littérature*, où paraissent certains de ses textes « *Pourquoi y publie-t-on Reverdy et Jacob ?* »), le questionnement de l'extérieur en quoi consiste cette correspondance révèle déjà les premières dissensions et luttes d'influences du groupe parisien. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'une semaine après son arrivée définitive à Paris, au cours d'une réunion très controversée (« *l'affaire du portefeuille* ») éclate la rupture, principalement avec André Breton que Pansaers attaquera aussitôt avec une extrême violence dans *le Pilhaou-Thibaou*, supplément à la revue *391*, de Picabia, cependant que sur les insistances d'Aragon, il retire de *Comoedia* un « *article-bombe* ». Il projette alors avec sa compagne, la Marcha Bianca da Pansa, l'édition d'une nouvelle revue, *Bilboquet*, avec le concours de Duchamp, Brancusi, Cocteau, Pound et Stravinsky, qui ne verra jamais le jour, poursuit ses travaux (*Point d'orgue programmatique pour jeune orang-outang* et un roman *Lamprido*) dans une grande détresse matérielle et physique.

Soutenu par l'amitié de Picabia, Aragon et Pound (« *je commence où il finit* » et « *nous travaillons à élargir la signification de Dada* »), il écrit en marge du mouvement, loin des germes de l'esthétique surréaliste.

MARC DACHY.

DADA SOULÈVE TOUT

DADA connaît tout. DADA crache tout.

MAIS......

DADA VOUS A-T-IL JAMAIS PARLÉ :

OUI = NON

OUI = NON

OUI = NON

JAMAIS JAMAIS JAMAIS

LE MINISTÈRE EST RENVERSÉ. PAR QUI ? PAR DADA

La futuriste est mort. De quoi ? De DADA.

OUI = NON

C'EST DADA QUI COMMENCE A VOUS PARLER

Que fait DADA ?
Que fait DADA ?
Que fait DADA ?
Que fait DADA ?
Que fait DADA ?
Que fait DADA ?
Que fait DADA ?
Que fait DADA ?
Que fait DADA ?

Que fait DADA ?

DADA

DADA EXISTE DEPUIS TOUJOURS

LA SAINTE VIERGE DÉJÀ FUT DADAÏSTE

DADA N'A JAMAIS RAISON

MAIS LE DOGMATISME ET L'IMBÉCILITÉ PRÉTENTIEUSE !

Paris 12 Janvier 1921.

★ **« Documents Dada », réunis et présentés par Y. Poupard-Lieussou et M. Sanouillet-Weber, 96 p., 65 F.**

AVEC soixante tracts, ou papillons, prospectus, *varia*, produits par Dada à Paris, rangés en ordre chronologique et suivis d'une « fiche technique » indiquant la nature du document, le lieu d'édition, la date d'édition, le format (hauteur, largeur, en centimètres), le nombre de feuillets et de pages, recto verso, etc., l'anthologie de documents Dada, établie par Y. Poupard-Lieussou et Michel Sanouillet, complète agréablement les travaux antérieurs de ces deux archivistes spécialisés; sans plus.

Les slogans crépitent à nouveau, mais faiblement. Pour rire et apprécier, il faut relire *Déjà jadis* ou le tome III des *Souvenirs sans fin* (1) d'André Salmon. Des précisions, des vétilles, aucune idée, pas de point de vue. L'historien ne juge pas. Ou bien il répète les poncifs qui rassurent : « *Ce mouvement, voué sur deux continents à l'apologie de la spontanéité, à la défense de l'inconstance, à l'amour de l'instant présent...* »

C'est plus facile que de s'interroger, par exemple, sur l'originalité de Dada par rapport au Futurisme, qui fit le lit de deux grands pouvoirs totalitaires. On dispose pourtant d'un tract, « Dada soulève tout », lancé le 15 janvier 1921, au cours d'une conférence de Marinetti, et dont les auteurs affirmaient : « Les signataires de ce manifeste habitent la France, l'Amérique, l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Belgique, etc., mais n'ont aucune nationalité. »

R. S.

(1) Gallimard, pp. 51-69.

JUGEMENTS

Georges Bataille

« QUE pourrait d'autre part signifier le fait que pendant plusieurs années, quelques-uns des hommes les plus doués se sont évertués à briser leur intelligence en morceaux, croyant par là faire sauter en éclat l'intelligence elle-même ? Dada est généralement regardé comme un échec sans conséquence alors que, pour d'autres, il devient le rire qui délivre — une révélation qui transfigure l'être humain. »

« Chroniques nietzschéenne », 1937, *Œuvres complètes*, tome 1, Gallimard, page 490.

Guy Debord

« LE dadaïsme et le surréalisme sont les deux courants qui marquèrent la fin de l'art moderne. Ils sont, quoique seulement d'une manière relativement consciente, contemporains du dernier grand assaut du mouvement révolutionnaire prolétarien ; et l'échec de ce mouvement, qui les laissait enfermés dans le champ artistique même dont ils avaient proclamé la caducité, est la raison fondamentale de leur immobilisation. Le dadaïsme et le surréalisme sont à la fois liés et en opposition. Dans cette opposition, qui constitue aussi pour chacun la part la plus conséquente et la plus radicale de son apport, apparaît l'insuffisance interne de leur critique, développée par l'un comme par l'autre d'un seul côté. Le dadaïsme a voulu *supprimer l'art sans le réaliser* ; et le surréalisme a voulu *réaliser l'art sans le supprimer*. La position critique élaborée depuis par les *situationnistes* a montré que la suppression et la réalisation de l'art sont les aspects inséparables d'un même *dépassement de l'art*. »

La société du spectacle, Champ libre, pages 126-127.

Bibliographie

TEXTES

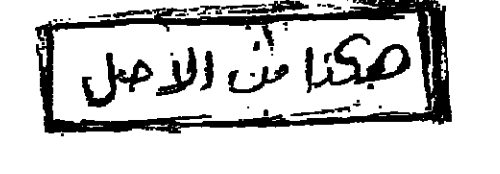
André Breton. *Les Pas perdus*. « Idées », Gallimard.
Arthur Cravan. *J'étais cigare*. Eric Losfeld.
Georges Ribemont-Dessaignes. *Déjà jadis*. 10/18. *Théâtre*. Gallimard.
Jacques Rigaut. *Ecrits*. Gallimard.
Tristan Tzara. *Sept manifestes Dada*. J.-J. Pauvert.
Jacques Vaché. *Lettres de guerre*. Eric Losfeld.

ANTHOLOGIES

André Breton. *Anthologie de l'humour noir*. Livre de poche.
Georges Hugnet. *L'Aventure Dada*. Seghers.
Poupard-Lieusson. *Dada en verve*. Pierre Horay.

ETUDES

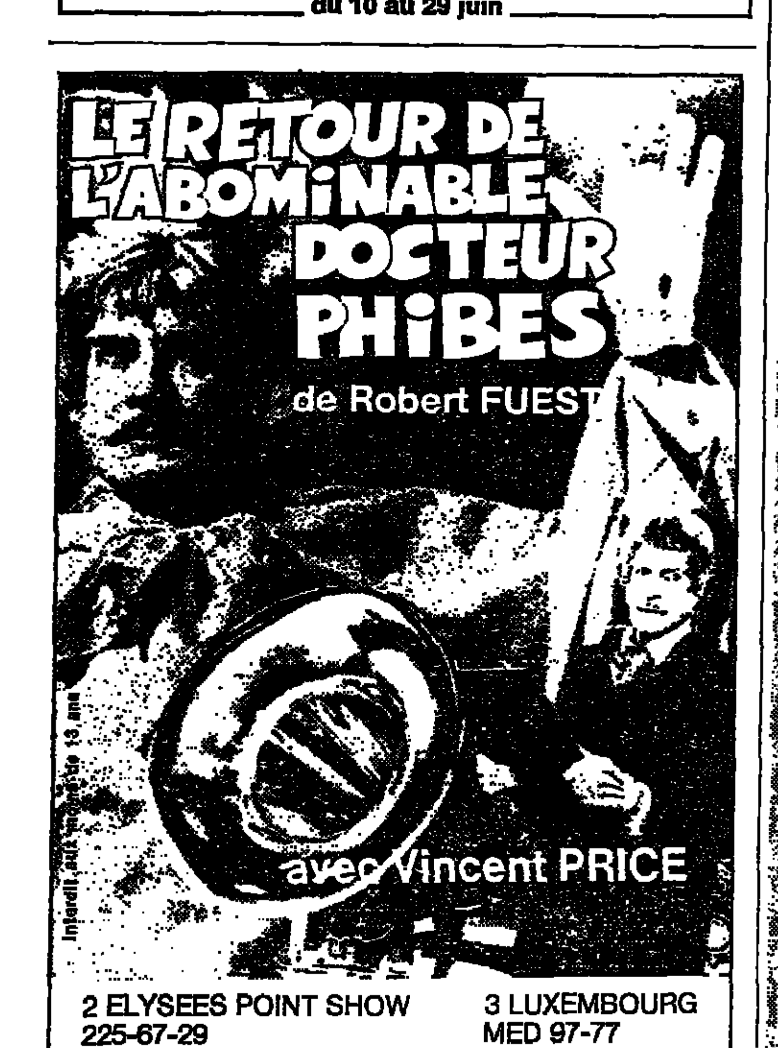
Isidore Isou. *Les véritables créateurs et les falsificateurs de Dada, du surréalisme et du lettrisme (1965-1973)*. Lettrisme, numéro quintuple, en vente à la librairie La Guilde, 18, rue de Turbigo, Paris (2e).
Hans Richter. *Dada, art et anti-art*. La Connaissance, Bruxelles.
Michel Sanouillet. *Dada à Paris*. J.-J. Pauvert.
Cahiers Dada surréalisme. Editions Lettres modernes. Quatre numéros.



هكذا من الأصل







SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Don Quichotte.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Dom Juan.
Odéon, 20 h. : Par-dessus bord.
Petit-Odéon, 21 h. 30 : Pierre Byland, Philippe Gaulier, deux clowns.
Théâtre de Chaillot, salle Gémier, 20 h. 30 : Phèdre ; Grand Théâtre, 20 h. 30 : Troïlus et Cresside.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Gold et Fizdale, piano ; 20 h. 30 : London Contemporary Dance Theatre.
Théâtre de l'Est parisien, 20 h. 30 : Cinéma (Semaine de la critique).

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Mari, la Femme et la Mort.
Athénée, 21 h. : le Sexe faible.
Biothéâtre, 20 h. 15 : le Piéton : la Savane ; 22 h. 30 : Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère.
Capucines, 20 h. 45 : Seul le poisson rouge est au courant : (petite salle), 18 h. 30 : Autopsie d'un dur ; 21 h. : Madame la Sociétaire.
Carré Thorigny, 20 h. : Mon œil.
Cartoucherie de Vincennes, Atelier de l'Epée-de-Bois, 20 h. 45 : Locôs.
Centre culturel suédois, 21 h. : les Affaires mirobolantes du roi des allumettes.
Européen, 21 h. : Le Grand-Guignol revient.
Fontaine, 20 h. 45 : Charlie et Bobby.
Gaîté-Montparnasse, 21 h. : Loretta Strong.
Hébertot, 21 h. : Candide.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 20 h. 30 : Cet animal étrange.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Molly Bloom ; 22 h. : les Horsains ; 24 h. : Prison-corps.
Madeleine, 20 h. 30 : le Tournant.
Michodière, 20 h. 30 : l'Arnacœur.
Montparnasse, 21 h. : Qu'est-ce qui frappe ici si tôt ?
Mouffetard, 22 h. : Luis Rego.
Le Palace, 19 h. 30 : Groupe Arcana ; 20 h. 30 : Vincent et l'amie des personnalités ; 22 h. 30 : Areski et Brigitte Fontaine.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Plaisance, 20 h. 15 : En attendant Godot.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : le Tartuffe.
Saint-André-des-Arts : Semaine du clown.
Saint-Germain-des-Prés (église), 21 h. : le Théâtre du monde.
Studio des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Délirante Sarah.
Théâtre Censier, 20 h. 30 et 22 h. : Si on causait.
Théâtre de la Cité internationale. — La Resserre, 21 h. : Cycle Samuel Beckett. — Grand Théâtre, 21 h. : Antigone. — La Galerie, 21 h. : le Nuage amoureux.
Théâtre des Deux-Portes, 20 h. 30 : le Revizor.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 20 : la BID.
Théâtre Mécanique, 20 h. 30 : le Jour de la dominante.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : le Grand Magic Circus.
Théâtre de la Plaine, 21 h. : spectacles audiovisuels.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Do you speak martien ? ; 22 h. 15 : Sa négresse Jésus ; 23 h. : la Voix T.P. 74.
Théâtre 13, 21 h. : Sur la piste.
Troglodyte, 20 h. 30 : Xâhât ; 22 h. 30 : Un jardin sur la lune.
Variétés, 21 h. : Coucou maman.

Les théâtres de banlieue

Levallois-Perret, salle Georges-Sadoul, 21 h. : l'Epine noire.
Montreuil, salle Berthelot, 20 h. 30 : Histoire de bonnes femmes.
Saint-Denis, basilique, 21 h. : Festival (voir concerts).
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h. : la Fleur et les godasses.

La danse

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : London Contemporary Dance Theatre.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 45 : Danses nationales d'Espagne.
Récamier, 20 h. 30 : Musique et danses de l'Inde.
Espace-Cardin, 20 h. 30 : Peter Goss et sa compagnie.
Centre Américain, 21 h. : the Phœnix (jazz).

Les concerts

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Gold et Fizdale, duo de pianos.
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. G. Solti, avec Cl. Arrau, piano (Beethoven).
Maison de l'O.R.T.F., 20 h. 30 : Orchestre lyrique, dir. C.F. Cillario (Bellini).
Faculté de droit, 21 h. : Ashkenazy-Perlman, piano et violon (Beethoven, Franck).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h. : Orchestre Merle-Portales (Bach, Vivaldi, Paganini, Monteverdi).
Eglise Saint-Médard, 21 h. : Orchestre de chambre Bernard Thomas (Vivaldi, Telemann, Purcell, Mozart).

Le jazz

Carré Thorigny, 21 h. 30 : Jho Archer.

cinémas

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Faust, de F.-W. Murnau ; 18 h. 30 : Ma sœur est du tonnerre, de R. Quine ; 20 h. 30 : Blanche, de W. Borowczyk ; 22 h. 30 : Chut, chut, chère Charlotte, de R. Aldrich ; 0 h. 30 : Not of this Earth, de R. Corman.
Rue d'Ulm, 19 h. 30 : Au loin une voile, de V. Legoshin ; 21 h. : Manon, de H.-G. Clouzot.

Les exclusivités

AFRICA EROTICA (Fr.-It.) (**) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-28).
AMARCORD (It., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Impérial, 2e (742-72-52), Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36).
AMERICAN GRAFITTI (A., v.o.) : Studio Saint-Séverin, 6e (033-50-91), Studio République, 11e (805-51-97).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-38) ; v.f. : Napoléon, 17e (380-41-46), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (734-20-70), Omnia, 2e (231-39-36), Helder, 9e (770-11-24), Gaîté-Clichy, 18e (387-62-99), Bretagne, 6e (222-57-97), Liberté, 12e (343-01-59), Murat, 16e (288-99-75), Tourelles, 20e (636-51-98).
LA BONZESSE (Fr.) (**) : Marivaux, 2e (742-83-90), George-V, (225-41-46), Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34), Paramount-Maillot, 17e (747-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Passy, 16e (288-62-34).
LE COURAGE DU PEUPLE (Bol., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LA DERNIERE CORVEE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), France-Elysées, 8e (225-19-73).
LES DURS (It.-Fr., v.f.) : Ermitage, 8e (359-15-71), Rex, 2e (236-83-93), Telstar, 13e (331-06-19), Rotonde, 6e (633-08-22), Murat, 16e (288-99-75), Univers, 14e (331-74-13).
DYNAMITE JONES (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Clichy-Palace, 17e (387-77-29), Hollywood-Boulevard, 9e (824-62-52), La Clef, 5e (337-90-90).
LA FEMME DE JEAN (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Vendôme, 2e (073-97-52).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE HASARD ET LA VIOLENCE (Fr.) : Concorde, 8e (359-92-84), Lumière 9e (770-84-64), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Caravelle, 18e (387-50-72), Montparnasse 14e (326-65-13), Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (All. v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
1789 (Fr.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13), Quintette, 5e (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
NOS PLUS BELLES ANNEES (A., v.f.) : Sèvres, 7e (734-83-88), Royal-Passy, 16e (527-41-15).
NOUS SOMMES TOUS DES VOLEURS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
ON S'EST TROMPE D'HISTOIRE D'AMOUR (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
PATAQUESSE (Angl., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE PIEGE (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
PORTIER DE NUIT (It., v. angl.) (**) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
QUI A TUE TANTE ROO (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA RACE DES SEIGNEURS (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Athéna, 12e (343-07-48).
LE RETOUR DE L'ABOMINABLE DOCTEUR PHIBES (A., v.o.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA REPUBLIQUE EST MORTE A DIEN BIEN PHU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
SAUVEZ LE TIGRE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
SEXE FOU (It., v.o.) (**) : Quintette, (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Gramont, 2e (742-95-82), Gaumont-Sud, 14e (331-51-10), Clichy-Pathé, 17e (522-37-41), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Cambronne, 15e (734-42-96).
SERPICO (A., v.o.) : Danton, 6e (326-08-18), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Fauvette, 13e (331-56-86), Images, 18e (522-47-94), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
UN SILENCIEUX AU BOUT DU CANON (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Maine-Rive Gauche, 14e (567-06-96), Lux-Bastille, 11e (343-79-17), Grand-Pavois, 15e (531-44-38).
STAVISKY (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Wepler, 18e (387-50-70), Montparnasse, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Quintette, 5e (033-35-40), Gaumont-Gambetta, 20e (797-95-02), Fauvette, 13e (331-60-74), Quartier Latin, 5e (326-84-65).
TOUTE UNE VIE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18), Caméo, 9e (770-20-89), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Mistral, 14e (734-20-70), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Maxeville, 9e (770-72-87).
LE TRIO INFERNAL (Fr.) (**) (jeu.) : La Clef, 5e (337-90-90), Arlequin, 6e (jeu.) (548-62-25), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (359-42-33), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Madeleine, 8e (073-56-03), Max-Linder, 9e (770-40-04), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Paramount-Maillot, 17e (747-24-24), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Magic-Convention, 15e (828-20-32).
UN HOMME QUI DORT (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46).
UN NUAGE ENTRE LES DENTS (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Quintette, 5e (033-35-40), Gaumont-Elysées-2 SF, 8e (225-67-29), Diderot, 12e (343-19-29), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
UNE RAISON POUR VIVRE, UNE RAISON POUR MOURIR (Fr.-It., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Fauvette, 13e (331-56-86), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-95-02), Cambronne, 15e (734-42-96).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Plaza, 8e (073-74-55), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), PLM-Saint-Jacques, 14e (326-22-17), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount-Maillot, 17e (747-24-24).

Les films nouveaux

CONVERSATION SECRETE, film américain de F. Ford Coppola, avec G. Hackman. — v.o. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Madeleine, 8e (073-56-03), Concorde, 8e (359-92-84), Saint-Michel, 5e (326-79-17), Saint-Germain-Village, 5e.
JIMY HENDRIX, film américain de J. Boyd. — v.o. : Action-Christine, 6e (325-85-78), Action-République, 11e.
LE PROTECTEUR, film français de Roger Hanin, avec B. Cremer, J. Berto, R. Hossein. — Mercury, 8e (225-75-90), A.B.C., 2e (236-55-54), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Bosquet, 7e (551-44-11).
TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI, film allemand de R. Werner-Fassbinder. — v.o. : Studio Gît-le-Cœur, 6e.
TOUTE NUDITE SERA CHATIEE, film brésilien d'A. Jabor. — v.o. : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Ursulines, 5e (033-39-19), Dragon, 6e (548-54-74) ; v.f. : Gramont, 2e (742-95-82), Méry, 17e.
WOODY ET LES ROBOTS, film américain de et avec Woody Allen. — v.o. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-17), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Clichy-Pathé, 17e (522-37-41), Mayfair, 16e (525-27-06), Maxéville, 9e (770-72-87), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96).
IL ETAIT UNE FOIS ZAPATA, film mexicain de Felipe Cazals. — v.o. : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; v.f. : Hollywood-Boulevard.

A PARTIR DU 7 JUIN

FRANCE S.A., film français d'Alain Corneau, avec M. Bouquet. — Vendôme, 2e (073-97-52), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), Arlequin, 6e (548-62-25).

LA VIE SUPERBE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Studio-Alpha, 5e (033-39-47), Studio-Raspail, 14e (326-38-98), Omnia, 2e (231-39-36), 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LES VIOLONS DU BAL (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29), Maxeville, 9e (770-72-87), Vezelay, 13e (589-28-57), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Murat, 16e (288-99-75), Montréal-Club, 20e (607-16-81).

Les festivals

CINE BALLADE POUR CENT CHEFS-D'ŒUVRE. — Dominique, 7e (551-04-55), la Charge de la brigade légère (v.o.).
HOMMAGE A JACK NICHOLSON (v.o.). — Action Lafayette, 9e (878-80-50).
FESTIVAL GRETA GARBO (v.o.). — Action Lafayette, 9e (878-80-50).
CINE BALLADE POUR CENT CHEFS-D'ŒUVRE. — New-Yorker, 9e (770-63-40), Kes (v.o.).
FESTIVAL DE FILMS SUR LA MOTO, composé de courts et de longs métrages, à des horaires différents. — Artistic-Voltaire, 11e (700-19-15).
AMERIQUE LATINE (v.o.). — André-Bazin, 13e (337-74-39), mer., 20 h., 22 h., séances gratuites : Chronique d'une femme du monde ; jeu., ven., sam. : la Grande Ville (v.o.) ; dim., lun., mar. : le Sel de la terre.
WOMEN BY WOMEN. — Centre culturel américain, 8e (222-22-70), 21 h. : The Bigamist.

Les séances spéciales

LE SOURIRE VERTICAL : La Clef, 5e (337-90-90), 10 h., 12 h., 24 h.
PUNISHMENT PARK (v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), 10 h., 12 h., 24 h.
TEX AVERY FOLIES (v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82), 12 h., 24 h.
TO BE OR NOT TO BE (v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
QUI A TUE TANTE ROO ? (v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
POUR L'EXEMPLE (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
VOYAGE EN GRANDE TARTARIE : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 24 h.



ARTS ET SPECTACLES

Télévision

« LES FAUCHEURS DE MARGUERITES »

Qui peut le plus peut le moins. Quand Marcel Camus fait de la télévision, c'est bien. Bien meilleur, en tout cas, que l'ordinaire. Il a le sens du feuilleton, rappelez-vous la Porteuse de pain. De la progression à petits bonds, de l'action coupée dans son élan. Et puis il a une façon bien à lui de situer choses et gens. Il les plante en bonne et riche terre, celle de la réalité du moment. Cette fois, les débuts de l'aviation. Tout est vrai dans cette évocation (contrôlée par le Musée de l'air, à qui elle a emprunté ses machines volantes), des premières glissades en plein ciel, vol plané sur les ailes en contreplaqué et papier gommé du rêve. Lilienthal, les frères Cousin, Blériot, Santos-Dumont, le capitaine Ferber, ceux que Jean Yanne appelle — sa chanson donne son titre à la série — « les Faucheurs de marguerites ».

Oui, tout est vrai, sauf le héros, Edouard Dabert, un personnage inventé, portrait-robot de ces fanas, de ces mordus, soldats inconnus, morts ruinés ou disparus pour la conquête de l'espace. Il a épousé une dot de soyeux lyonnais vite engloutie dans la frénésie des premiers essais. Ce soir, il trompe sa femme, qui le quitte et qui revient ; l'autre jour, il s'embarquant pour les Etats-Unis, histoire de découvrir l'engin à moteur des frères Wright, auxquels chacun ici, sauf lui, se refusait à croire.

Il a la gentillesse et la joliesse de Bruno Pradal. Mieux, il a ce je ne sais quoi, un mystère dans l'évidence, une retenue dans l'enthousiasme que grossit le prisme de l'écran. Il donne et il reçoit. Partie égale. A le voir espérer et désespérer, les gosses, les petits, les grands, l'encouragent du meilleur d'eux-mêmes. Ils se dépassent avec lui, avec lui ils se soulèvent de terre, pris de courage soudain, de générosité, de passion enfin pour quelque chose qui ne lui rapporte rien : ni argent ni gloire. Quelque chose qui, depuis Icare, touche au plus secret du cœur de l'homme. Cette chose qui se nomme poésie.

CLAUDE SARRAUTE.

Petites nouvelles

■ Du 6 juin au 6 juillet, le TEM (Théâtre-Ecole de Montreuil) présente en alternance trois spectacles : « Histoires de bonnes femmes », « le Bureau » et « Pour un délit mineur », salle Marcelin-Berthelot, rue Berthelot, Montreuil, à 20 h. 30. Renseignements : 858-65-33 et 287-49-49.

■ Le Studio des Acacias organise, le 7 juin, de minuit à l'aube, un festival Doris Day, cinq films entrecoupés de sandwiches, de vin et de musique : 15 F la nuit.

● ERRATUM. — Sous la rubrique « Les concours du Conservatoire », nous avons, dans « le Monde » du 2-3 juin, attribué un premier prix d'opérette et comédie musicale à Jean-Luc Chiron : le nom complet de cet artiste est CHIRON-TARDIEU, et il est connu sous celui de Jean-Luc Tardieu.

Musique

A Bourges

LE 4e FESTIVAL DE MUSIQUE EXPÉRIMENTALE

Bourges. — Etrange situation ! Comme s'il s'agissait d'une usine atomique ou d'une fabrique de lunettes, les habitants de Bourges ne semblent guère s'intéresser aux activités du Groupe de musique expérimentale (GMEB). On sait que ça existe, on en est plutôt content, même si parfois cela fait beaucoup de bruit dans le palais de Jacques Cœur, on est fier que le nom de Bourges soit ainsi porté à travers le monde, de Munich à Montevideo, mais on continue son petit bonhomme de chemin comme si de rien n'était. Seuls les huit cents enfants qui manipulent frénétiquement les manettes du gmebogosse (*le Monde* du 13 avril 1973) découvrent en jouant ce monde nouveau qui leur promet plein de merveilles.

Le GMEB est pourtant, en dehors du Groupe de recherches musicales de l'O.R.T.F., le centre de musique expérimentale le plus important de France. Avec un petit budget (150 000 F), l'appui de la Maison de la culture, dirigée par Yves Robault, et une équipe technique de premier ordre, Françoise Barrière et Christian Clozier défrichent énergiquement ce domaine encore ingrat en tous sens : au point de vue technique, création de matériels spécifiques (gmebaphone, pour une restitution « orchestrale » des musiques sur bande, gmebahertz, pour une transmission à distance, sans câbles, gmebogosse, et les tout récents « antonymes », structures mobiles, sortes de « tours son-video » télécommandées, qui feront leurs débuts ce samedi au parc des Expositions) ; sur le plan pédagogique, stages d'une année pour les compositeurs et étudiants, français et étrangers, boursiers du gouvernement, et, à l'intention de la population berrichonne, des cours d'initiation aux techniques électro-acoustiques, à l'informatique, et des sessions pratiques pour les amateurs, qui disposent d'un studio spécial, sans compter les ateliers du gmebogosse.

Un rayonnement plus international que local

Mais la création reste la préoccupation dominante du GMEB avec son équipe permanente de compositeurs et son intelligente politique d'invitation aux musiciens de tous pays, qui viennent ici réaliser librement leurs œuvres, ce qui est rare dans les autres studios : depuis quatre ans, soixante-douze œuvres ont été ainsi élaborées à Bourges par vingt-neuf compositeurs. De là, un indéniable rayonnement... plus international que local !

Les Berruyers vivent ainsi en ce moment sans bien savoir que se déroulent chez eux le quatrième Festival « Dans Bourges ancien, musique d'aujourd'hui » et les premières Journées d'études internationales électro-acoustiques, qui ont attiré de nombreux artistes et vingt-deux compositeurs français et étrangers.

Vingt ou trente spectateurs, pas plus, aux séances données pendant le week-end de la Pentecôte. Les rues bien pleines et actives de la vieille et merveilleuse ville contrastaient avec le vide de l'Ecole des beaux-arts où peu de gens (sinon le maire, M. Raymond Boisdé) circulaient entre les grands panneaux aux formes abstraites, découpées par les stagiaires de l'Institut d'éducation populaire de Marly-le-Roy, qui servaient de « promenoir » à une musique sans fin, composée par Christian Clozier à partir de sons de violon assez raboteux.

Dans le flot des musiques expérimentales qui coule à Bourges pendant douze jours, il n'était possible de faire que quelques prélèvements arbitraires. Les panoramas des studios polonais, tchèques et suédois ne nous ont pas apporté de grandes révélations, excepté peut-être *Aurora* de Leo Nilson (1939), pastel de sonorités rares produites par des verres de cristal remplis d'eau, aux polyphonies subtiles. Ce compositeur fut moins heureux avec le désolant ballet, dont il a réalisé la musique, qui fut présenté au théâtre de verdure des Prés-Fichaux par la compagnie suédoise de l'Etoile du Nord. Un homme-vers luisant, un gardien de but de hockey, un ours, trois femmes gigotant dans leurs fourrures, émettant des bruits douteux, et une compagnie de tortues apeurées étaient les vedettes de ce spectacle sans queue ni tête, bâclé, et d'un amateurisme qu'on aurait sifflé sur n'importe quel campus d'étudiants le jour de la fête du collège.

Très significatif était au contraire le concert des œuvres (pour la plupart en création mondiale) entièrement réalisées dans les studios du GMEB : la pétaradante *Toccatane* de Pierre Boeswillwald (1939), d'une richesse de matériaux qui mériterait une composition plus rigoureuse ; le merveilleux *Tango* d'Alain Savouret (1942), qui joue au contraire, avec de rares éléments et le silence, un jeu fantomatique plein d'esprit, d'un extrême raffinement rythmique ; *Sable et au-delà* du Chilien Jorge Arriagada (1943), illustration prenante, mais un peu étriquée, d'un beau conte tragique d'Ariel Dorfman sur l'espérance Allende ; le *Reel-a-Phil* du Canadien Philippe Ménard (1946), savoureuse évocation très « concrète » d'une fête au village ; et *Canto del loco* (*le Chant du fou*) de l'Argentine Beatriz Perreyra (1937), émouvante symphonie de voix multiples dont elle joue avec une virtuosité sans cesse nouvelle, jamais gratuite.

Deux séances de films sur des musiques expérimentales mériteraient mieux qu'une brève mention : films réalisés par synthèse de l'image et du son au moyen de l'ordinateur de la Bell Telephone, papillottants et pleins d'humour ; *Antithèse*, de Kagel, avec ses proliférations acharnées et oniriques d'un bric-à-brac radiophonique ; *Scene unobserved*, de Jon Appleton, paysage de neige immobile où paraissent et disparaissent des personnages inquiétants dans une sorte d'incongruité surréaliste : et *Bykowi Cwala*, de Papuzinski (musique de Mazurek), baroque et superbe poème évoquant un étrange dessinateur polonais du dix-septième siècle.

Mais l'œuvre la plus surprenante fut sans doute cette *Musica da camera*, faite d'admirable diapositives de Theo Coolfma (projetées sur trois écrants) représentant de vieux appareils photographiques, et d'une musique réalisée uniquement d'après les rares bruits de ces mêmes appareils. Musique mystérieuse, fascinante, collant à ces images dans une sorte de prodigieuse abstraction lyrique.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Le Festival de Bourges s'achèvera le dimanche 9 juin. Principales manifestations : les 7 et 8 : spectacle de J. A. Riedl, *Water environnement* ; le 8 : *Traction avant*, spectacle de Christian Clozier et Françoise Barrière ; le 9 : concert des lauréats du deuxième concours international de musique électro-acoustique de Bourges, qui a couronné, dans l'ordre Z. Pougracz (Hongrie), I. Pequeno-Andrade (Chili), E. Rudnik (Pologne), P. Bernard (France) et B. Mazurek (Pologne).

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

BASSON. — *Premiers prix :* Jean-Claude Montac, Francis Pottiez. *Deuxième prix :* Henri Bour.

HAUTBOIS. — *Premiers prix :* Bertrand Grenat, Jean-Michel Penot. *Deuxième prix :* Philippe Cousu.

GUITARE. — Aucun prix n'a été décerné cette année. Les deux candidats, déjà titulaires d'un deuxième prix l'an dernier, n'ont pas été jugés dignes d'un premier prix.

En bref

Expositions

Krol

« La gravure m'était indispensable : elle donne libre cours à l'imagination. » Ainsi Krol motive-t-il son choix d'un art où précisément, et peut-être paradoxalement, on rencontre le plus de visionnaires, comme si les contraintes matérielles du métier permettaient à la fantaisie d'en prendre à son aise. Les prouesses techniques dont témoignent les derniers burins d'Abram Krol risquent même d'éclipser, dans l'esprit du spectateur, l'excellence du résultat. Ces lions, ces éléphants, ces cavaliers, etc., admirablement stylisés et polychromes, sont nés de la séparation de plusieurs plaques de cuivre, qui ménagent entre elles les blancs lumineux du papier.

Mais le bestiaire de Krol, si riche soit-il, ne peuple pas tout son univers. Des compositions plus savantes, enrichies de variations sur l'alphabet hébreu autour des psaumes de David, trahissent une profonde influence biblique.

Quant à ses qualités d'illustrateur de livres de haut luxe — une vingtaine d'ouvrages, dont *l'Apocalypse, le Cantique des Cantiques, Athalie, Hérodius, Thésée, Agamemnon,* — on en a, dans cette exposition, un échantillon somptueux avec les vingt-cinq burins du *Cimetière marin.*

La rigueur du graveur rejoint la vigueur du poète. Pourquoi ? Parce que, *« pour Krol, les choses, les gens et leurs vies sont objets »*, comme l'avait écrit Béatrix Beck. — J.-M. D.

★ Galerie Claude Hemery, 3, place du Marché-Sainte-Catherine.

Variétés

« Chili au cœur »

L'Olympia présente pour quelques jours un spectacle dédié au Chili.

Isabel Parra, Patricio Castillo, la « brigade de peinture », de Luis Corvalan, les ensembles Inti Illimani et Quilapayun, ont, chacun dans leur propre domaine, participé activement ces dernières années au combat révolutionnaire chilien. Les groupes Quilapayun et Inti Illimani ont ainsi utilisé admirablement la musique folklorique du Chili et d'Amérique latine, l'ont adaptée pour en faire une musique populaire en prise directe avec les réalités sociales et politiques, et véhiculant dans le pays une série de chansons d'agitation, des chants d'espoir et de lutte.

Dans l'exil, tous ces artistes, qui pour la plupart n'ont pas atteint la trentaine, continuent de composer, d'écrire, de jouer, de chanter, de peindre. Et de se révolter contre la violence et la terreur.

Mercredi soir, à l'Olympia, il y avait dans la salle Mme Allende, la veuve de l'ancien président chilien. — C. F.

★ Olympia, 21 h. 30.

Théâtre

« De Moïse à Mao »
par le Grand Magic Circus

Le Grand Magic Circus est revenu à Paris au Théâtre d'Orsay jusqu'au 31 juillet, avec *De Moïse à Mao*, créé au Théâtre national de Strasbourg (*le Monde* du 21 novembre 1973), joué dans plusieurs villes de France et provoquant, selon son habitude, de grands mouvements de foule : le mythe du Magic opère toujours. A Marseille, invité pour trois jours, il reste une semaine. A Londres, où il s'installe un mois au Round House, malgré les restrictions d'électricité et de chauffage, il remplit la salle de spectateurs façon City, de spectateurs façon Biba. La fierté de Jérôme Savary est de donner des plaisirs à tout le monde. Jérôme Savary est un jouisseur généreux.

Là où le Magic passe, la tristesse trépasse, et pourtant il ne raconte pas des histoires tellement gaies. *De Moïse à Mao, ou Cinq mille ans d'aventure et d'amour*, est « le plus grand roman mélo, avec tous ses héros, dans leurs nouveaux numéros... » Le spectacle commence par un suicide silencieux, un pendu tournoie sur fond de valse, et il se termine par un massacre. Entre-temps, on assiste à l'épopée de l'homme, à son histoire, à ses histoires, c'est-à-dire à une accumulation de guerres et de meurtres, et aussi à la recherche toujours renouvelée de l'amour. Cette suite d'amours ratés et de guerres réussies est représentée par la troupe des Vienna's follies, bloquée dans le Nevada en attendant une subvention de la reine Victoria, qui se contente d'envoyer un gâteau d'anniversaire. Le Magic Circus découvre l'operette, en fait ses délices — et les nôtres — dans un délire de gags, une profusion de beauté délicate, de poésie percutante, un ouragan de rires, une symphonie de tendresse sur des chansons de Topor et de la musique de Coutureau.

On ne trouve pas la moindre trace de nostalgie ou d'amertume. Il ne s'agit pas d'une reconstitution, Jérôme Savary ne sacrifie pas au « retro 1912 ».

« On ne peut pas être rétrograde si on parle de problèmes éternels, dit-il, *et on ne peut pas faire de théâtre populaire en développant une thèse sur son nombril. »*

Il fait du théâtre populaire, donc il parle de problèmes éternels : la mort, mais, en même temps, l'éternel émerveillement de l'enfance. Il dit : *« Je contrôle les arts que j'aime »...* Le cirque, le jazz, les rythmes, l'opérette, le music-hall... Comme tous les enfants, il a été marqué par la magie douloureuse du cirque, le clinquant du music-hall, il y a reconnu son innocence. Adolescent, il devient fou de jazz. En faisant son service militaire en Argentine, il découvre les rythmes, il découvre, dans la chaleur moite, de grands hôtels morts le long de grèves abandonnées. Et la « Fête » : l'hippodrome de Buenos-Aires, le plus grand du monde, plein à craquer de joueurs pauvres ou riches, tous frénétiques.

La « Fête » : synonyme de Magic Circus. Ses milliers de spectateurs attendent la « Fête », ils veulent danser, taper sur les grosses caisses, cracher le feu, inventer le jeu et la vie à toutes les secondes, comme ces jeunes gens extravagants et familiers, si détendus dans leurs costumes brillants ou sous leur enveloppe rayée de faux zèbres. Ils veulent mener la danse, et raconter de fabuleuses histoires, comme Savary, clown blême aux yeux cernés de paillettes, un mégot de Bovard collé sur ses lèvres noircies, imperturbable. Seulement, ce n'est pas tellement facile. Savary et le Grand Magic Circus sont des « professionnels » : ils ne sont pas sur scène comme à la ville, ils sont à la ville comme sur scène. Ce qui exige du talent et du travail, même si tout semble improvisé.

Et puis Savary est une sorte d'homme-théâtre, avec un don particulier pour établir le contact immédiat dans une complicité chaleureuse ; avec une manière toute personnelle de lancer au moment juste, c'est-à-dire juste au moment où elles deviennent subversives, des vérités si simples qu'on a tendance à les oublier. Et comme il a très peur de perdre un instant de la vie, il n'en accorde aucun à l'ennui.

Mais le Magic Circus n'entraîne plus — ou rarement — les passants de la rue dans ses parades rutilantes. Cracheurs de feu et faux zèbres se réservent pour la scène.

La « Fête » se trouve dans le spectacle, pour les spectateurs et les acteurs. Et c'est pourquoi Savary est amoureux du théâtre : *« C'est une passion qui prend tout d'un coup. Quand elle possède les vingt-neuf personnes d'une troupe, ça devient quelque chose qu'on ne voit nulle part ailleurs. Une masse d'efforts qui se concentrent dans un but utopique, absurde. On a l'impression d'être à la pointe du combat militant, tous les jours, et pour rien, pour plus tard, comme Mitterrand le 19 mai... »*

Alors, bien que Savary ait achevé son premier film et pense déjà au deuxième, il n'est pas près d'abandonner sa passion. Avec Copi, il prépare, pour le Festival d'automne *Good bye M. Freud* ; les aventures de Freud et de sa mère, fuyant Vienne, et poursuivis par « la bande à Marx ». Cette fois, la musique ne sera pas viennoise, ce sera une opérette-tango.

COLETTE GODARD.

★ *De Moïse à Mao*, Théâtre d'Orsay, 20 h. 30.



INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

JEUDI 6 JUIN

A la suite de la grève des agents techniques et administratifs, la direction de l'O.R.T.F. a décidé de diffuser un programme unique sur les trois chaînes de télévision dans la soirée, et un programme de musique ininterrompue sur toutes les stations de la Radiodiffusion nationale avec un bulletin d'informations à 19 heures.

● CHAINES I, II et III

20 h. Vingt-quatre heures sur la une (chaîne I) et Inf. 2 (chaîne II).



20 h. 30 Film : « Madame X... », de David Lowell Rich (1965), avec L. Turner, B. Meredith, K. Dullea.

Une femme déchue passe en jugement pour un meurtre. L'avocat chargé de la défendre est son propre fils, qu'elle avait dû quitter lorsqu'il était enfant.

21 h. 35 Série : Les dossiers secrets des trésors, de J.-J. Sirkis et R.-M. Arlaud. Réal. J.-J. Sirkis. « L'or en exil ». Avec R. Jourdan, J. Gallang, R. Lombard, Y. Elliot.

De 1939 à 1941, 75 tonnes d'or polonais, 200 tonnes d'or belge et 2 750 tonnes d'or français ont fait l'objet d'une bataille secrète.

● FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE, FRANCE-INTER et INTER-VARIÉTÉS : musique ininterrompue et informations à 19 heures.

TRIBUNES ET DEBATS

– TELEVISION (chaîne 2) : 15 h., Retransmission du débat à l'Assemblée nationale.

VENDREDI 7 JUIN

● CHAINE I

20 h. 15 Feuilleton : Nans le berger.

20 h. 30 Série : Suspense. « L'accusé mène l'enquête ».

21 h. 40 Reportage : La télévision des autres, de J.-O. Chattard et F. Moreuil. « La course au trésor ». Réal. A.-R. Thomas.

Le travail dans les mines d'or d'Afrique du Sud. Un document produit par « Yorkshire TV », Angleterre.

● CHAINE II (couleur)

19 h. 45 Feuilleton : Animaux couleurs.

20 h. 35 Dramatique : « Sous le soleil de Palicorna », d'apr. le roman de J. Peuchmaurd. Adapt. Ph. Joulia et J. Peuchmaurd ; réal. Ph. Joulia, avec P. Michael, N. Benguel, F. Dorner.

Au cours de vacances passées aux îles Baléares, Simon, qui avait quitté sa famille pour vivre avec Sandra, une jeune femme de vingt-cinq ans, rompt leur liaison.

22 h. 15 Emission littéraire : Italiques, de M. Gilbert.

● CHAINE III (couleur)

19 h. 40 La vie régionale.

20 h. 40 Un pays, une musique. La Grèce, de Cl. Fléouter. Réal. R. Manthoulis.

21 h. 30 Les poètes, de J.-P. Prévost : Robert Pinget.

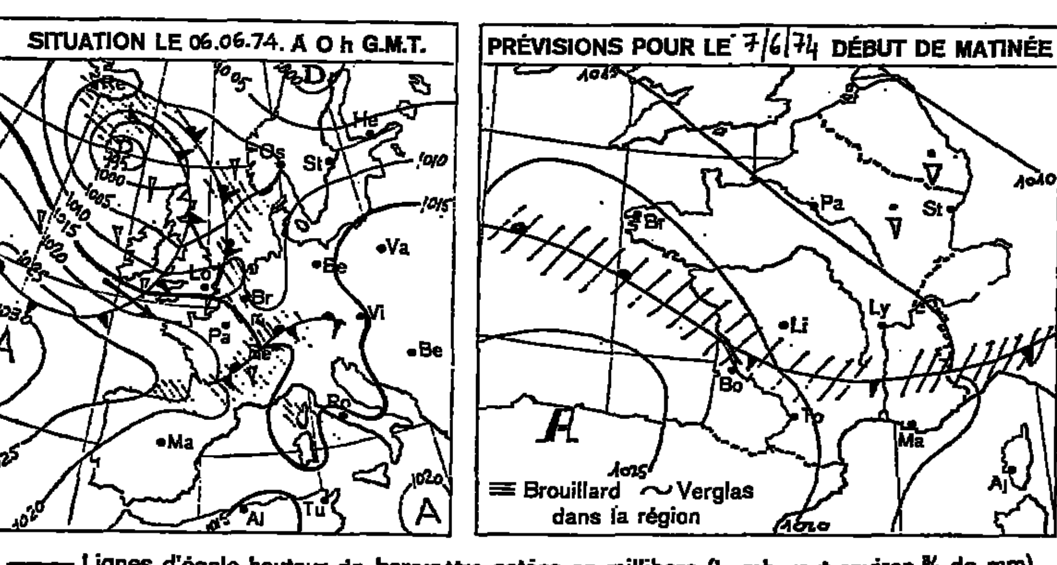
● FRANCE-CULTURE

20 h., Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault reçoivent : M. et Mme Nicolich, le professeur Cherrer, M. et Mme J. de Bourbon-Busset, Y. Courrière ; 21 h., Entretien avec Pierre Barbizet ; 21 h. 20, Les grandes avenues de la science moderne ; 21 h. 50, En son temps l'opéra ; 22 h. 35, Art, création, méthode ; 23 h., Les livres de spiritualité ; 23 h. 15, Le concert du bibliophile.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), En direct du Studio 105. Les soirées publiques de France-Musique. Lever de rideau par R. Stricker : Lieder avec plusieurs instruments. « Deux lieder opus 91 pour contralto, alto et piano » (Brahms) ; « Auf dem Strom, pour ténor, cor et piano » (Schubert) ; « Chants écossais, irlandais et gallois, pour deux et trois voix, avec piano, violon et violoncelle » (Beethoven) ; 22 h. (S.), Orchestre de l'O.R.T.F. Nord-Picardie, direct. M. Suzan, avec le Quatuor Deffayet (Respighi, Martinon, Prokofiev) ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques : Couperin, Scarlatti, Bach, Prokofiev, R. Loucheur ; 1 h. 30, Nocturnales.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses ⌈ orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 6 juin à 0 heure et le vendredi 7 juin à 24 heures :

Un rapide courant perturbé d'ouest s'établit temporairement de l'Atlantique à l'Europe occidentale. Des masses d'air frais et instable venant d'Islande pénétreront sur notre pays le 6 juin, puis une nouvelle pulsation d'air océanique plus doux atteindra le 7 nos régions du Nord-Ouest et de l'Ouest.

Vendredi, on observera sur l'ensemble de nos régions méridionales un temps nuageux avec éclaircies ; les vents, orientés au secteur nord-ouest, y seront modérés en général, mais assez forts dans la vallée du Rhône et le golfe du Lion.

Sur le reste de la France, le ciel sera d'abord variable, avec quelques averses principalement localisées de la Manche orientale au Morvan et au Jura, puis une zone de temps couvert et pluvieux atteindra l'après-midi les régions reliant la Vendée à la Bretagne et à la Normandie. Les vents, d'abord orientés entre ouest et nord-ouest, reviendront ensuite entre sud-ouest et ouest ; modérés dans l'intérieur, ils seront assez forts et parfois forts près des côtes.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 juin ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Biarritz, 17 et 13 degrés ; Bordeaux, 25 et 11 ; Brest, 15 et 9 ; Caen, 24 et 8 ; Cherbourg, 28 et 10 ; Clermont-Ferrand, 25 et 10 ; Dijon, 25 et 11 ; Grenoble, 25 et 15 ; Lille, 25 et 10 ; Lyon, 24 et 15 ; Marseille, 27 et 16 ; Nancy, 26 et 10 ; Nantes, 25 et 7 ; Nice, 22 et 15 ; Paris-Le Bourget, 26 et 11 ; Pau, 18 et 13 ; Perpignan, 29 et 17 ; Rennes, 24 et 9 ; Strasbourg, 26 et 14 ; Tours, 26 et 8 ; Toulouse, 27 et 13 ; Ajaccio, 29 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 17 et 12 degrés ; Athènes, 30 et 19 ; Bonn, 17 et 11 ; Bruxelles, 22 et 9 ; Le Caire, 27 et 21 ; îles Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 16 et 11 ; Genève, 34 et 13.

Concours

● *A la direction des impôts*, un concours est organisé pour le recrutement de trois cent soixante agents de constatation ou d'assiette stagiaires. Renseignements et inscriptions (avant le 17 juin) au centre régional d'études et de formation professionnelle de la direction générale des impôts, 15, rue Scribe, 75436 Paris Cédex 09 ; tél. : 742-42-80 (poste 326).

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, *nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes* :

FRANCE :

Quinze jours	14 F
Trois semaines	20 F
Un mois	25 F

ETRANGER (voie ordinaire) :

Quinze jours	20 F
Trois semaines	29 F
Un mois	38 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours	31 F
Trois semaines	45 F
Un mois	60 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre, accompagnés du règlement correspondant, une semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.

Loterie nationale

TIRAGE DE LA 11e TRANCHE 1974

Les billets portant le numéro 61841 gagnent 1 000 030 F (gr. 2, sér. A), 50 030 F (gr. 1 et 3, sér. A) et 500 030 F (gr. 2, sér. B), 25 030 F (gr. 1 et 3, sér. B).

Les billets dont le numéro reproduit au chiffre des unités près le numéro 61841 gagnent 5 000 F, 5 030 F ou 5 060 F (gr. 2, sér. A), 1 000 F 1 030 F ou 1 060 F (gr. 1 et 3, sér. A) et 5 000 F, 5 030 F ou 5 060 F (gr. 2, sér. B), 1 000 F, 1 030 F ou 1 060 F (gr. 1 et 3, sér. B).

Les billets portant le numéro 94412 gagnent 100 000 F (gr. 3, sér. A), 4 000 F (gr 1 et 2, sér. A) et 200 000 F (gr. 3, sér. B), 7 000 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets dont le numéro reproduit au chiffre des unités près le numéro 94412 gagnent 1 000 F ou 1 030 F (gr. 3, sér. A), 100 F ou 130 F (gr 1 et 2, sér. A) et 1 000 F ou 1 030 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 130 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 27802 gagnent 10 000 F (gr. 3, sér. A), 1 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 20 000 F (gr. 3, sér. B), 2 000 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 24763 gagnent 10 000 F (gr. 1, sér. A), 1 000 F (gr. 2 et 3, sér. A) et 20 000 F (gr. 1, sér. B), 2 000 F (gr. 2 et 3, sér. B).

Les billets portant le numéro 77075 gagnent 10 000 F (gr. 2, sér. A), 1 000 F (gr. 1 et 3, sér. A) et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F (gr. 1 et 3, sér. B).

Les billets portant le numéro 12385 gagnent 10 000 F (gr. 3, sér. A), 1 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 20 000 F (gr. 3, sér. B), 2 000 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 32056 gagnent 10 000 F (gr. 2, sér. A), 1 000 F (gr. 1 et 3, sér. A) et 20 000 F (gr. 2, sér. B), 2 000 F (gr. 1 et 3, sér. B).

Les billets portant le numéro 30319 gagnent 10 000 F (gr. 1, sér. A), 1 000 F (gr. 2 et 3, sér. A) et 20 000 F (gr. 1, sér. B), 2 000 F (gr. 2 et 3, sér. B).

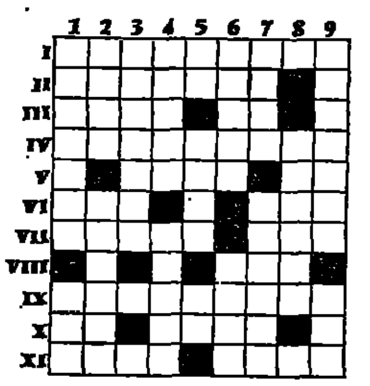
LES BILLETS DONT LE NUMERO SE TERMINE PAR		GAGNENT SERIE A	SERIE B
1	1	30	30
	891	130	280
	951	130	280
	5741	1 030	530
	1401	2 030	1 030
	35931	5 030	8 030
2	1382	1 000	500
3	373	100	250
	64973	5 000	8 000
	77283	5 000	8 000
	82913	5 000	8 000
4	24	60	60
	44	60	60
	064	100	250
	6864	1 000	500
	48224	5 060	8 060
5	275	100	250
	8265	1 000	500
	28415	5 000	8 000
6	816	100	250
	8646	1 000	500
	70246	5 000	8 000
	72086	5 000	8 000
7	97	60	60
8	9218	1 000	500
	9288	1 000	500
	5368	1 000	500
	48508	3 000	5 000
	63198	5 000	8 000
	99678	5 000	8 000
9	9	30	30
	39	90	90
	609	130	280
	0179	1 030	530
0	830	100	250
	520	100	250
	098	100	250
	1110	1 000	500
	98490	3 000	5 000

COMPTE TENU DES CUMULS DE LOTS

Le prochain tirage (tranche du Jockey-Club) aura lieu le samedi 8 juin, à 19 h. 45, salle Pleyel, 252, r. du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-VIIIe.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 861



HORIZONTALEMENT

I. L'été le laisse froid. — II. Il acheva par correspondance une idylle qui, dans ses débuts, avait été marquée par une réelle intimité. — III. Se laisse taquiner, à l'occasion. Fin de participe. — IV. Pour être bien couvert, il faut qu'elle soit assez élevée. — V. On lui doit bien des histoires gauloises. Incapable de prier (épelé). — VI. Monte quand il est chaud. Généralement dérangé quand il est occupé. — VII. Se suivent dans le domaine des airs. Se rend mais ne meurt pas. — VIII. Prénom féminin. — IX. Petite fleur bleue. — X. Pronom. La campagne lui a donc été profitable. — XI. Une devise qui devrait inciter à foncer. Perdit vraiment au change !

VERTICALEMENT

1. Fait baisser les affaires des restaurateurs de Constantinople. Abréviation. — 2. On n'arrête pas de les chasser mais ils sont toujours là ! Recouvertes d'un corps simple. — 3. Suprême espoir d'un mauvais dîner. — 4. Encombrement dangereux. Se fier à une allégorie boiteuse. — 5. Coule en France. Se prêtent aux ouvrages de dames. Pronom. — 6. Montras un grand souci de distinction. Ebranlée. — 7. Où les premiers furent, hélas ! les derniers. Moralement réparées. — 8. N'a pas un museau sympathique. — 9. Se fait dans la joie. Vieille figure.

Solution du problème n° 860

HORIZONTALEMENT

I. Petitesse. — II. Epilation. — III. Numératif. — IV. Ire. Dièse. — V. Tessin. S.R. — VI. ER. OV. Tom. — VII. Na ! Tétine. — VIII. Cil. Sasse. — IX. Etat. Si. — X. Mues. — XI. Brasseurs.

VERTICALEMENT

1. Pénitence. — 2. Epurerait. — 3. *Times* (journal). Lama. — 4. Ile. Sot. Tus. — 5. Tardives. Es. — 6. Etain. Tasse. — 7. Site. Tisi. — 8. Soissons. Or. — 9. Enfermées.

GUY BROUTY.

SPORTS

TENNIS

Une première journée à Roland-Garros

La première journée des Internationaux de France, à Roland-Garros, a bénéficié, le mercredi 5 juin, d'un temps idéal. C'était jour de congé et d'entrée gratuite des jeunes, qui avaient envahi le stade de la porte d'Auteuil de bon matin, flanqués de maîtres et d'accompagnateurs, trop heureux de l'aubaine. Ainsi, à 10 heures, heure du début de ces championnats, jusqu'à 20 heures, heure de l'orage, un public extrêmement dense, où se comptaient les piliers du tennis parmi une foule de jeunes filles en fleur et de mystérieux oisifs, ne cessa de circuler d'un court à l'autre, communiquant une rumeur d'excitation aux moindres matches. Ceux-ci, pour ce premier tour, pouvaient être suivis de plain-pied le long des grillages sur les huit terrains dits secondaires, en dehors du « central », ce qui donnait l'occasion aux néophytes non seulement d'admirer l'extraordinaire puissance des concurrents sur tous les coups du tennis, mais aussi de vivre, *pour ainsi dire* au microscope, leur stratégie et leurs débats intérieurs « *dans la cage* ».

En fait de débat intérieur, il n'y en eut aucun pour Georges Goven, vainqueur à l'arraché du jeune Américain Roscoe Tanner. Le petit champion retrouvé, dont le style est de loin le plus beau des Français, mena avec autorité sa partie, également la plus belle de la journée. Sur le court n° 2 plein à craquer, au milieu de l'après-midi, Goven ne s'en laissa nullement imposer par son adversaire, un gaucher doté d'un jeu si complet, si offensif, si rapide, qu'il a réussi ces derniers mois à l'emporter, à plusieurs reprises, sur S.M. Laver en personne. Complet, rapide, offensif, Goven le fut lui-même sans répit, comme il en faisait la démonstration, à l'orée de sa carrière au moment où il autorisait tous les espoirs, il y a six ans.

Des autres matches, tous amusants à suivre, nous détachons encore le bon combat des Colombiens Velasco et Molina, tombeurs des Etats-Unis en Coupe Davis, *précisément devant* les deux meilleurs Américains actuels, Gorman et Ashe, qui devront tremper leur *liquette* (de couleur) pour les « tomber ». Ce fut un régal d'admirer une fois de plus la sobriété du style, l'admirable toucher de balle d'Arthur Ashe *sur le central*. O perfection du jeu plat quand il est exécuté sans bavure, notamment le coup droit partant du tranchant inférieur de la raquette comme s'il était « repaumé » avec la main !

OLIVIER MERLIN.

RESULTATS DU PREMIER TOUR

Simple messieurs

Chanfreau (Fr.) b. Elsenbroich (All.), 6-4, 6-3 ; Ganzabal (Arg.) b. Rodriguez (Chili), 6-3, 6-1 ; Taroczki (Hong.) b. Simpson (N.-Z.), 6-4, 6-4 ; Pohmann (All.) b. Hancock (Aust.), 7-5, 7-5 ; Dibbs (Aust.) b. Dominguez (Fr.), 6-2, 6-2 ; El Shafei (Egypte) b. Lutz (E.-U.), 7-5, 6-2 ; Proisy (Fr.) b. Lloyd (G.-B.), 6-2, 7-5 ; Kandeial (Ch.) b. Cramer (N.-Z.), 3-6, 6-2, 9-7 ; Ramirez (Mex.) b. Franchetti (It.), 6-0, 6-0 ; Orantes (E.) b. Pinto-Bravo, 6-2, 6-0 ; Lovera (Fr.) b. Dell (E.-U.), 6-2, 6-2.

Zednik (Tch.) b. Thomson (Aust.), 6-4, 6-1 ; Sakai (Jap.) b. Benavides, 6-3, 3-6, 6-0 ; Koch (Br.) b. N'Godrella (Fr.), 6-4, 6-2 ; Gorman (E.-U.) b. Velasco (Col.), 6-3, 7-6 ; Pisecki (Tch.) b. Contet (Fr.), 6-4, 6-3 ; Vandillen (E.-U.) b. Tocci (It.), 6-2, 6-2 ; Phillips Moore (Aust.) b. Lara (Mex.), 6-1, 6-0 ; Brown (E.-U.) b. Bertolucci (It.), 6-4, 5-7, 6-2 ; J.-L. Rouyer (Fr.) b. Joly (Fr.), 6-3, 6-4 ; Kokoulia (U.R.S.S.) b. Hagelauer (Fr.), 6-3, 7-5 ; Ovici (Roum.) b. Alvarez (Mex.), 6-3, 6-3 ; M. Near (E.-U.) b. Hombergen (B.), 7-6, 6-2, 6-3.

Higueras (Esp.) b. Mandarino (Br.), 6-4, 6-4 ; Jean-Claude Barclay (Fr.) b. McManus (E.-U.), 6-0, 2-0, ab ; Boroviak (E.-U.) b. Krulevitz (E.-U.), 6-3, 6-2 ; Riessen (E.-U.) b. Kary (Aut.), 1-6, 6-4, 6-3 ; Solomon (E.-U.) b. Machan (Hong.), 1-6, 6-4, 6-2 ; Gerken (E.-U.) b. Pecci (Par.), 7-6, 6-4 ; Franulovic (Youg.) b. Lalmina (Tun.), 3-6, 7-5, 7-5 ; Barthès (Fr.) b. Ryan (Aust.), 6-2, 6-1 ; Hrebec (Tch.) b. Meiler (All.), 6-4, 6-1 ; Parun (N.-Z.) b. Di Mateo (It.), 6-2, 1-6, 6-4 ; Gottfried (E.-U.) b. Svensson (Suède), 4-6, 6-1, 6-2 ; Fillol (Chili) b. H. Gauvain (Fr.), 5-7, 6-4, 6-1 ; Yuill (A.S.) b. Marcu (Roum.), 6-3, 6-3.

G. Goven (Fr.) b. Tanner (E.-U.), 7-5, 4-6, 9-7 ; Russel (Jam.) b. Paish (All.), 6-4, 5-7, 6-4 ; Johanson (Suède) b. Keldie (Aust.), w.o. ; E. Deblicker (Fr.) b. Dowdeswell (Rh.), 6-3, 7-5 ; Ashe (E.-U.) b. Molina (Col.), 7-5, 3-6, 6-3 ; Amritraj (Tch.) b. Prajoux (Chili), 5-7, 7-5, 6-3 ; Fr. Jauffret (Fr.) b. Nowicki (Pol.), 3-6, 6-4, 7-5 ; Plotz (All.) b. Mignot (B.), 6-4, 6-4 ; Vasquez (Arg.) b. Andrew (Ven.), 2-6, 6-4, 6-4 ; Johansson (Suède) b. Bernasconi (Fr.), 6-4, 4-6, 6-3 ; Lzcaly (Aust.) b. Faulk, 6-1, 7-5.

ATHLETISME. — *Le Comité anti-raciste d'Afrique du Sud (SANROC) a adressé un télégramme au président de la République française, lui demandant d'intervenir auprès de la Fédération française d'athlétisme pour qu'elle renonce à faire participer des athlètes sud-africains au mémorial Méricamp qui a lieu ce jeudi 6 juin à Paris.*

De son côté, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) a, pour les mêmes raisons, élevé une protestation auprès de la fédération française. Le M.R.A.P. est également intervenu auprès du ministre de la qualité de la vie, ainsi qu'auprès des ambassadeurs des pays dont les athlètes devaient participer au mémorial.

BASKET-BALL. — *A Bologne, au terme d'un match comptant pour la coupe d'Europe des Nations, l'Italie a battu la France par 74 à 51. L'Italie conserve ainsi la tête du classement, avec 14 points, devant la Yougoslavie (11), la Grèce (10), la Turquie (10), la France (9) et la République fédérale d'Allemagne (9).*

FOOTBALL. — *Vainqueur du Red Star par 5 à 1, Lille a conquis, le 5 juin, le titre de champion de France de deuxième division.*

HIPPISME. — *Snow Knight, outsider à 50 contre 1, a remporté, mercredi 5 juin, le cent cinquante-neuvième derby d'Epsom, devant Imperial Price et Giacometti.*

VENTES

Au palais Galliera

400 000 FRANCS POUR UN PAYSAGE DE 1878 PAR CLAUDE MONET

Le palais Galliera vient d'ouvrir ses portes pour une saison estivale de ventes publiques qui doit se poursuivre pendant trois semaines le produit de la vacation inaugurale dépasse 4 millions 450 000 francs.

Un dessin de Daumier au lavis gouaché, la Plaidoirie, *a obtenu — compte tenu de son format 13 × 17 — une des plus intéressantes enchères de la soirée : 101 000 F, sur offre à 40 000 F ; un paysage enneigé de Giverny, peint vers 1878 par Claude Monet (toile de 65 × 81), qui se trouvait dans la dispersion de la collection Camille Pissarro chez Georges Petit en décembre 1928, fut adjugé 400 000 F ; un Vlaminck,* Bord de rivière *(65 × 81), vers 1914, tripla son prix de départ en étant noic 300 000 F.*

A l'hôtel George-V

Ce jeudi 6 juin, à 21 heures, une grande vente aux enchères aura lieu au profit d'Israël à l'hôtel George-V *; les adjudications ne seront pas alourdies des frais habituels grâce à l'exonération accordée par le ministre des finances.*

Toutes les œuvres présentées ont été offertes par des artistes, des collectionneurs et des galeries ; indiquons une boîte en or guilloché, Paris 1768, qui fut léguée au prince Napoléon par l'impératrice Eugénie ; par Agam, un chandelier à sept branches à mouvemnt continu en or ; un beau Courbet de 1866, Chevreuils en hiver *(65 × 81) ;* Danse *(1968), ocmposition de Vieira da Silva (51 × 60) ;* Crinolines sur la plage, *aquarelle par Boudin ; une* Compression de motocyclettes *(1866), par César ; une sculpture de* Arp *et une inclusion de violoncelle par Arman.* — G. V.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75 427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4 207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	69 F	123 F	177 F	230 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	107 F	198 F	289 F	386 F
ETRANGER par messageries: I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG	77 F	138 F	199 F	260 F
II. — PAYS-BAS (moins rap. que par voie norm.)	77 F	138 F	199 F	260 F
III. — SUISSE	94 F	173 F	252 F	330 F
IV. — TUNISIE	99 F	183 F	267 F	350 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS - IXe

هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

ENTREPRISE
AFRIQUE FRANCOPHONE
recherche le

Chef d'un important service entretien électromécanique

Ingénieur grande école, A.M., Centrale ou équivalent.
Minimum 10 ans de pratique entretien gros matériel T.P. et génie minier.
Réelles aptitudes commandement et capacités d'organisation-gestion.

Adresser C.V. et photo sous réf. 3.183 à AXIAL Publicité
91, Fg Saint-Honoré, Paris-8e, qui transm.

Pour faire face à son expansion

PHILIPS



recherche

pour monitorat en Clientèle sur multiclavier X 1150

ASSISTANTES TECHNICO-COMMERCIALES

CONDITIONS :
— Quelques années d'expérience acquises, de préférence chez un constructeur sur matériel de saisie de données ;
— Esprit d'équipe.

Adr. curriculum vitae, photo et prétentions à : PHILIPS Data Systems, Direction du Personnel, 5, square Max-Hymans. — 75741 PARIS CEDEX 15.

PROCTER & GAMBLE FRANCE

Filiale de l'un des plus importants groupes de l'industrie chimique mondiale (détergents et savons) propose à de

JEUNES DIPLOMÉS

des Grandes Ecoles Commerciales et de l'Université

plusieurs postes dans son

DÉPARTEMENT COMMERCIAL

Promotion des Ventes et Distribution

Au départ :
— formations initiale et continue assurées ;
— responsabilité complète de la progression d'un chiffre d'affaires important ;
— travail en équipe dans le cadre d'une direction par objectif ;
— application « sur le terrain » des techniques de vente, de marketing et merchandising les plus modernes.

Evolution de carrière :
— tous les postes de COMMANDEMENT sont pourvus par PROMOTION INTERNE ;
— les éléments dynamiques ont ainsi des possibilités exceptionnelles de DEVELOPPEMENT ;
— une structure OPERATIONNELLE et FONCTIONNELLE ouvre de larges perspectives d'évolution.

Plusieurs postes sont à pourvoir en Septembre pour la PROVINCE et la REGION PARISIENNE.

Les candidats libérés ou bientôt dégagés des obligations militaires sont priés d'écrire à : L.-C. SALOMON, Direction Commerciale.
PROCTER & GAMBLE FRANCE, 96, avenue Charles-de-Gaulle. — *92201 NEUILLY-SUR-SEINE.*

Sté de Presse rech., fibre rapid., COURTIER PUBLICITE, min. 25 ans. Rém. fixe + commiss. Vac. juill. et août assur. Bonne rentabilité si capable. Ecrire : Société SPAS, 59, rue de Ponthieu, PARIS-8e.

Société de Presse recherche COMPTABLE confirmé pr comptab. génér., facturat. Convention presse. Vacances juill. ou août assurées. Bonne rémunération si capable. Ecrire : Société SPAS, 59, rue de Ponthieu - PARIS-8e.

Pr immeuble gd standing cherche couple concierge de classe. Salaire en rapport. Téléphoner à JUNEGE au 887-97-81.

URGENT
Agence de Publicité recherche EXECUTANTS MAQUETTISTES
Téléph. 755-73-20, poste 05.

La Municipalité de BOBIGNY (93000)
Ville Préfecture offre postes : ASSISTANTES SOCIALES FAMILIALES D. E. ou ASSISTANTS SOCIAUX FAMILIAUX D. E.
Avantages statutaires, perfectionnement en cours d'emploi, possibilité de logement à titre onéreux. Candidature à adresser à M. le Maire. Renseignem. Assistante principale VIL. 50-84.

INGENIEURS PROGRAMMATION
TEMPS REEL, ANALYSES
EROM, 90, Champs-Elysées, 8e.

Vendeur (euse) et gestionnaire en produits laitiers pr vte détail sur marchés. Se prés. ou téléph. 9, r. E.-Darbois, 92-Gennevilliers. 793-15-59 ou 790-04-19.

MARCHAND DE BIENS
Agence immob. rech. pr serv. apparts Paris plusieurs T. B. NEGOCIATEURS (TRICES) AFFAIRES ARRETEES
Haut salaire si capables.
SORPI, 96, bd. Diderot (12e). DID. 97-15, DID. 98-54.

Société Internationale Import-export. Articles de sport. Siège Paris, chiffre d'affaires 25 millions, cherche pour compléter équipe Jeune/Dynamique.

DIRECTEUR FINANCIER
Responsable de gestion ; Trésorerie cours et moyen terme comptabilité générale et analytique. Contrôle de gestion, mise en place système informatique.

Anglais parlé/écrit obligatoire. Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétent. sous le N° 15.420.
J.R.P. 39, rue Arcade, Paris-8e, qui tr.

CADRE SUPÉRIEUR

TRAITEMENT DES EAUX
recherché par
SOCIETE MOYENNE EN DEVELOPPEMENT ACCELERE

Expérience plusieurs années dans différentes disciplines de l'eau exigée tant sur le plan traitement qu'en ingénierie.
La fonction doit prendre une grande importance dans la société si le titulaire répond aux exigences de la charge. Connaissance ANGLAIS courant indispensable et technique très appréciée.

Adresser lettre de candidature et C.V. manuscrits avec photo et prétentions à :
R. PINARD, 40, rue Cardinet, 75017 PARIS.

OAP GROUPE SAINT-...

IMPORTANTE SOCIETE SPECIALISEE DANS L'EXPLOITATION ET LA GESTION DE SERVICE PUBLIC (Distribution d'eau, irrigation, assainissement) recherche pour son service ETUDES ET TRAVAUX

INGÉNIEUR

(POLYTECHNIQUE, PONTS ET CHAUSSEES)

- Il travaillera en collaboration directe avec le responsable du Département et sera chargé de missions d'études à tous les niveaux (technique, commercial, financier, organisation).
- Il devra posséder une autorité naturelle et le sens des contacts humains pour pouvoir assumer rapidement les fonctions d'ADJOINT au Chef du Département.

Il est proposé une situation évolutive dans une société en expansion. La rémunération sera fonction de l'expérience (5 à 10 ans souhaités).

Envoyer curriculum vitae et photo sous réf. 241

OAP 29 bd Saint-Martin 75003 PARIS
chargé de la sélection



emplois régionaux

Importante S.A. Mécanique, série et moyenne série type automobile forte expansion, crée une nouvelle usine en Province, 100 km environ à l'Ouest de Paris (1 heure par autoroute) - Effectif : 300/400 personnes.

Recrutement de juillet à octobre

1) CHEF DU PERSONNEL
Expérience 5 à 10 ans dans entreprise similaire. (Age : 40 ans minimum)

2) CHEF DES MÉTHODES
Formation Ingénieur (A.M. appréciée) expérience 5 à 10 ans dans poste identique
CONNAISSANCES :
— préparation ;
— chronométrage ;
— outillages d'usinage.
PROFIL :
— dynamisme ;
— souci de la productivité.

3) PRÉPARATEUR 3e ÉCHELON - USINAGE

PRÉPARATEUR 3e ÉCHELON - MONTAGE

4) CHRONO-ANALYSEUR

5) CHEF DE SECTION ADJOINT AU CHEF DU SERVICE LANCEMENT ORDONNANCEMENT

6) DESSINATEUR PROJETEUR OUTILLAGE

Possibilité logement

Adresser C.V., photo et prétentions, au n° 50.760, *CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er*, qui tr.

TIOXIDE S.A. — CALAIS

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
DEUXIEME PRODUCTEUR MONDIAL
D'OXYDE DE TITANE
recherche pour son

SERVICE ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

UN INGÉNIEUR Grande Ecole
(Mines - Centrale - Arts et Métiers)

Capable de prendre rapidement en charge le bureau des méthodes.
2 à 3 années d'expérience industrielle sont souhaitables mais non indispensables.
Le candidat retenu sera intégré dans une équipe jeune et dynamique.

Nous lui offrons :
- Un salaire intéressant dès le départ qui évoluera en fonction de son niveau ;
- Des possibilités d'évolution dans une Société en rapide expansion.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre C.V. manuscr. avec photo et prétentions au chef du Service du Personnel, B.P. 89, TIOXIDE S.A., 62102 CALAIS.

SAFT — Groupe C.G.E.

vous propose à ANGOULEME
de créer le poste :

CHEF DU SERVICE RELATIONS HUMAINES

Le développement de nos activités dans la branche « Accumulateurs », nous amène à lancer au début de 1975 une nouvelle unité de production.

Nous souhaitons engager dès maintenant l'homme *qui, grâce à sa formation, son expérience et sa* personnalité :
- mettra en place (recrutement - orientation - formation) l'équipe qui sera chargée du lancement de l'usine.
- organisera la fonction personnel qu'il devra ensuite animer.

Si cette perspective vous attire, adressez nous votre candidature avec photo, sous référence A11-17, en mentionnant la rémunération souhaitée à :

SAFT DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Prdt-Wilson
92300 - LEVALLOIS PERRET

Importante Société Services

LEADER DANS SON DOMAINE
pour Région RHONE-ALPES
(BUREAU DE LYON) recherche

SON RESPONSABLE COMMERCIAL

Capable de diriger 15 vendeurs, pour en faire une équipe performante.
- Animation et formation des hommes ;
- promotion des produits ;
- gestion des canaux de distribution ;
- prise en charge d'une partie de la clientèle.

Age minimum : 30 ans + expérience indispensable de *l'animation d'un Groupe de commerciaux.*

Adresser curriculum vitae et prétentions, n° 7.791, COFAP, 40, rue de Chabrol. — 75010 PARIS, qui tr.

LES ENT. QUILLERY SAINT - MAUR

recherchent pour MARSEILLE

INGÉNIEUR DE T.P.

Hautement confirmé, sérieuses références exigées. Poste d'avenir.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo au 10, avenue Philippe-Matheron, 13009 MARSEILLE.

GESTION D'UN ENSEMBLE PATINOIRE BOWLING - CAFETERIA

La Ville de Roanne organise un appel d'offres restreint entre les sociétés commerciales intéressées par la gestion d'un ensemble patinoire-bowling-cafeteria sis dans le cadre du Parc de Fontalon.

Date limite pour les demandes d'admission : 21 juin 1974 à 18 heures.

Candidatures et renseignements à la Mairie de ROANNE, Service Administration Générale. (Tél. : 71-47-41 (poste 313.)

Nous sommes un important groupe de Sociétés du SUD-OUEST, spécialisé dans l'Agriculture, nous recherchons

responsable technique et des services exploitation

Pour l'une de nos entreprises située dans une grande ville des Pyrénées Atlantiques (70 millions de C.A.).
Nous lui confierons :
● les problèmes techniques, ● les travaux neufs et l'entretien, ● la gestion des centres de transport et de distribution.
Nous choisirons un homme ayant :
● une formation d'Ingénieur, ● exercé une fonction similaire pendant plusieurs années (de préférence dans les transports ou les travaux publics).
Il prendra place au sein d'une équipe de direction jeune et dynamique.

Sa rémunération annuelle brute ne sera pas inférieure à 70 000 F.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé au service 4874
plein emploi 118 rue réaumur paris 2

Diplômé A. et M. - E.C.P. - MINES ou équiv. DEBUTANT actuellement disponible, vous pourriez prendre vos nouvelles fonctions au plus tard dans un délai d'un mois.

Vous avez envie d'accéder immédiatement à un poste de Responsabilité, dans une Entreprise Moyenne au sein d'une équipe d'encadrement de 32 ans d'âge moyen. Sté Coopérative de Production de Verre Creux Mécanique installée à ALBI - en pleine expansion - nous créons un Centre pour la FORMATION de notre Personnel Technique. Nous cherchons le RESPONSABLE de ce CENTRE. Il vous sera donné la formation nécessaire et une large autonomie d'action.

A très court terme, vous mettrez en place la Division « METHODES » dont vous assurerez la Direction.

La rémunération n'est pas inférieure à 43.000 F. Si vous êtes MOTIVE, adressez très rapidement

C.V. et photo sous réf. 4.507 à :
Mme LAUTREC-LÉPY
Conseil en Recrutement
22, rue Sainte-Marthe - 31000 TOULOUSE.

DIRECTEUR
MONTPELLIER

Consolidant son implantation dans la Région Languedoc-Roussillon, une importante entreprise de *BATIMENT conférerait ce poste à responsabilité* globale à un homme expérimenté, justifiant d'une importante connaissance du second œuvre.

Il animera et coordonnera le Commercial, le B.E. et l'exécution des travaux avec l'appui et l'organisation du N° 1 FRANÇAIS de l'installation thermique.

Pour un premier contact, adressez votre C.V. avec photo et desiderata sous la référence 011.796, à HAVAS ANGOULEME.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE 1er PLAN
Constructeur Véhicules Industriels Routiers
recherche

CADRE COMMERCIAL

ayant solide expérience commercialisation biens d'équipement

Destiné à assumer
DIRECTION REGIONALE
REGION EST

Devra animer, coordonner et contrôler l'activité d'un réseau mixte de concessionnaires et de représentants.

Situation d'avenir requérant haut niveau de compétence dans *le domaine de la gestion commerciale* et important dynamisme sur le terrain.

Adr. lettre manuscrite indiquant curriculum vitae détaillé à n° 51.313, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Hôpital-Hospice d'Aunay-sur-Odon (Calvados) recherche
recherche une surveillante ou surveillante chef.
Un (e) infirmier (e) aide anesthésiste.
Téléph. (31) 80-63-28.

ENTREPRISE GENERALE DE CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISEES
recherche

ATTACHE COMMERCIAL

Région CENTRE-OUEST
Résidence TOURS
Expérience confirmée et relations à haut niveau auprès :
— Architectes,
— Administrations,
— Collectivités locales,
— Milieux industriels.

Adresser demande avec C.V. à n° 50.972, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES DE PROVINCE
recherche

CHARGES D'ETUDES D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE DE GESTION

Niveau universitaire

Connaissances en organisation ou informatique souhaitées. Formation complémentaire assurée par la Société.

Adr. C.V. détaillé et photo à n° 52.044, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Pour Région Sud-Ouest
Groupe immobilier rech.

DIRECTEUR REGIONAL

Capable coordon. services techn. et commerc. de plus. program. Nous exig. gr. expér. promot. immob. Adr. C.V., prétent. et photos (retourn.) à SIRAP 116, 3, rue Monttessuy (7e), qui tr.

IMPORTANTE USINE DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES
Région PAU
(Pyrénées-Atlantiques)
recherche
pour son service des ACHATS

ACHETEURS EXPERIMENTES

spécialité pièces coulées et forgées, ou Employé Service Commercial expérim., même spécialité, suscept. assurer rapidement cette fonction. Ecr. av. C.V. et prétent. à AG. HAVAS PAU D 11.689/10, qui tr.

CENTRE DE RECHERCHES PHARMACEUTIQUES GRENOBLE
embauche

TECHNICIENS BIOCHIMISTES

CONFIRMES
(niv. minim. B.T.S.) pour trav. C.P.G. enzymologie, dosages, paramètres sanguins. Ecr. avec C.V., références et prétentions à HAVAS GRENOBLE, n° 12.484.

IMPORTANTE STÉ ÉLECTRONIQUE

DU SUD-OUEST
recherche

TECHNICIEN SUP.

spécialiste entretien
Calculateur digital : PDP. 8-PDP. 11
Expérience minimum 2 ans
Anglais recommandé.

Adresser C.V. à l'Annonce n° 1.168 - B.P. 1547 - TOULOUSE.

offres d'emploi

SPERRY UNIVAC

2e Constructeur Mondial d'Ordinateurs dans le cadre de son expansion

dans l'ASSURANCE

recherche

Un cadre d'assurances

Grande Ecole, Actuaire

Ayant acquis une complète connaissance des problèmes de cette profession et désireux de promouvoir l'Informatique dans ce domaine.

La formation Informatique sera assurée par nos soins.

Lieu de travail : PARIS.

Salaire en rapport avec fonction. Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V., prétentions à : **SPERRY-UNIVAC, 3, rue Bellini, 92806 Puteaux,** Service du Personnel. Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

OFF SHORE PETROLIER — ETPM

(ENTREPOSE G.T.M. pour les travaux PETROLIERS MARITIMES)

Leader européen de son secteur d'activité à vocation internationale

recherche pour son Siège Social à PARIS

ASSISTANT DU SECRETAIRE GENERAL

H.E.C. - Sup. de Co. - Sciences Po. - (eco fi) ou équivalent (complément de formation D.E.C.S. ou Business School apprécié).

Débutant ou ayant une ou deux années d'expérience souhaité, dans une entreprise internationale.

Pratique courante de la langue anglaise.

Il aura à suivre, étudier et résoudre, en liaison avec les services administratifs du Siège et les Directions des filiales à l'étranger, les problèmes de gestion liés à la croissance du groupe (taux d'expansion, plus de 25 % annuel).

Poste d'avenir, permettant en particulier d'être appelé ultérieurement à assumer une Direction administrative à l'étranger.

Adresser CV sous référence 20.601 à :



GEDEV SÉLECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS



LA SOCIETE AUXILIAIRE D'ENTREPRISES
SAE

8.500 personnes 1.400.000.000 Chiffre d'Affaires

recherche

POUR PARIS
OU REGION PARISIENNE

JEUNES INGENIEURS

(T.P., P.C., A.M., INSA...)
dégagés obligations militaires

Vous pourrez après une période de formation de 2 années et en fonction de vos aspirations évoluer au sein de la Société vers une carrière dans les services Travaux, Commerciaux ou de Gestion

Si vous êtes dynamique et ambitieux, nous pouvons associer nos efforts pour réaliser ensemble de grands projets.

Adresser-nous votre candidature sous la référence D1



SAE — Direction du Personnel
32, avenue de New-York,
75784 Paris Cedex 16

---

chef de vente export

ESSEC, ESC ou équivalent
Vous avez :
Une solide expérience commerciale EXPORT (négociations de marchés, ventes et administrations)
Une connaissance parfaite de l'anglais et l'allemand (écrit et parlé)
Le goût d'une vie active comportant des déplacements à l'étranger-EUROPE AFRIQUE
Une IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE Biens d'Equipement
Vous propose de participer au développement de son secteur Export en vous confiant la responsabilité de ses marchés à l'Etranger

Pour en savoir davantage, adresser C.V. détaillé sous référence 3368 à
M.A. BORDES - CONSEIL ET DEVELOPPEMENT SOCIAL
6, Place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS

LA CABRO D'OR

---

offres d'emploi

CORNING GLASS INTERNATIONAL

CORNING

We are a rapidly growing American based company, the world's leading manufacturer of speciality glass for a variety of industrial applications. We operate plants and offices in many countries and over 30 % of our business is international.

We are now looking for a

MARKETING AND SALES MANAGER

to join a team based in our PARIS Headquarters and to take responsibility for activities in several Eastern European countries.

YOU WILL :

- have on-the-job training and spend some time in our U.S. and European operations
- have immediate independence and varied responsibilities
- supervise sales agents
- travel extensively
- deal with high-level people
- work in a small team of dynamic and international managers
- have world-wide career opportunities, as soon as you demonstrate performance.

YOU SHOULD :

- have about 5 years business experience
- be completely fluent in English and be able to work effectively in German
- have ability to work with technical products
- be a university graduate (science or business administration)
- be interested in making a career with us.

Please send your resume with a photo and a short handwritten cover letter stating your career goals to :

W.A. SUSSLAND - CORNING GLASS INTERNATIONAL S.A.
251, Boulevard Péreire - 75017 PARIS (FRANCE).

C&C 2888

BANQUE D'AFFAIRES

SPÉCIALISÉE DANS LE
CRÉDIT IMMOBILIER

recherche :

FONDÉ DE POUVOIR

ET

ATTACHÉS DE DIRECTION

POUR :
- assurer les relations commerciales avec les Constructeurs Promoteurs ;
- étudier les dossiers de crédits ;
- analyser les risques (financiers, juridiques et commerciaux) ;
- suivre le déroulement des programmes de construction.

LES CANDIDATS DEVRONT :
- être âgés de 25 ans minimum ;
- posséder une formation supérieure (H.E.C., ESSEC, Sciences Po, Licence en Droit au équivalent) ;
- expérience bancaire, de préférence dans la même activité exigée.

LIBRES RAPIDEMENT.

Adresser C.V., photo et prétentions sous no 52.303, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
de Biens d'Equipement
Leader dans sa Branche
Banlieue NORD-EST
recherche pour sa

DIRECTION DES ACHATS

ACHETEURS DYNAMIQUES

Pour les secteurs :
- fonderie (alu et fonte), forge et matriçage ;
- emboutissage, mécano-soudés, tôle et produits sidérurgiques.

Profil idéal :
VOUS avez acquis pendant environ 5 ans une solide expérience de la négociation.
VOTRE connaissance du marché est suffisante pour dominer les problèmes d'achats de produits de qualité.
VOUS VOULEZ accéder à un poste de responsabilité où le résultat de votre action apparaît clairement.

Envoyez curriculum vitae détaillé et prétentions à
SIPEP 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS, sous la référence no 4.966.

IMPORTANTE SOCIETE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

recherche

POUR SA DIRECTION INTERNATIONALE

DIRECTEUR EXPORTATION

SES RESPONSABILITES SERONT DE :
- développer les ventes sur les marchés étrangers récemment organisés ;
- conduire les études et enquêtes de motivation, définir les stratégies marketing sur les marchés en cours de prospection ;
- assurer la gestion de son Département.

La préférence sera donnée à tout candidat ayant acquis une expérience solide dans le domaine du marketing international pour des produits alimentaires.

Adresser C.V. détaillé manuscrit, photo (retournée) et prétentions sous Référence 997, à :

Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias - Paris 17e

Constructeur Informatique
en expansion rapide

recherche

JEUNES DIPLOMÉS

de l'Enseignement Supérieur

de préférence : Technique-Scientifique et Marketing-Gestion

Ces cadres seront responsables des études d'implantation de nos produits et du développement d'application de pointe auprès des utilisateurs.

La formation appropriée sera assurée à Paris par nos soins. Les postes sont à pourvoir à PARIS et dans les grandes villes de PROVINCE.

Les candidats devront être capables de maîtriser les techniques de l'INFORMATIQUE et de la gestion et disposer d'une bonne faculté de négociation.

Les hommes devront être dégagés de leurs obligations militaires.

Env. candidature avec curriculum vitae détaillé, sous référence 5.786 à :

organisation et publicité
2, RUE MARENGO - 75001-PARIS, QUI TRANSMETTRA

CHEF DE GROUPE

VOUS AVEZ :
- une formation H.E.C., SUP. de CO. ou équivalent ;
- plusieurs années d'expérience en marketing ;
- participé au lancement de produits en France et à l'étranger ;
- la pratique courante de la langue anglaise.

NOUS SOMMES :
- une jeune société en pleine expansion, spécialisée dans le transfert pour les arts graphiques, sise au Perray-en-Yvelines (près Rambouillet).

NOUS VOUS OFFRONS :
- pour renforcer l'équipe de notre directeur Marketing la responsabilité du développement et lancement de différentes gammes de produits.

Adresser C.V. et photo sous référence 246 à :

MECANORMA,
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

Vous recherchez un poste d'avenir dans un Groupe Bancaire

VOUS AVEZ :
- de l'initiative et de l'ambition,
- de bonnes connaissances,
- le goût de développer un fond de commerce en augmentation rapide.

NOUS VOUS PROPOSONS :
dans une banque privée (GROUPE SUEZ), les postes suivants :

1) DIRECTEUR D'AGENCE
2) ATTACHÉS DE DIRECTION

NOUS VOUS APPORTONS :
- un travail bancaire varié et intéressant ;
- la formation complémentaire nécessaire ;
- la possibilité de compléter cette formation par la connaissance de nouveaux domaines : (Immobilier, création d'agence, gestion de fortune, etc.) ;
- de larges perspectives de promotion si résultats.

Ecrire avec C.V. manuscrit, prétentions et photo sous référence 79.951,
PUBLICITE ROGER BLEY,
101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm. (discrétion assurée).

---

offres d'emploi



LE
CREDIT LYONNAIS

recrute pour son

GROUPE DE RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

2 INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

- débutants ;
- ayant une formation complémentaire en Economie ou un Master ;
- désireux de développer et de promouvoir des outils de gestion et d'aide à l'activité commerciale et financière de l'établissement.

Les candidats devront avoir l'aptitude des contacts à haut niveau, le sens les responsabilités et la volonté de mettre leurs projets en application.

Possibilités de carrières très ouvertes dans le groupe multinational

Ecrire avec C.V. au CREDIT LYONNAIS, Recrutement Cadres
34, avenue de Friedland, 75008 Paris.

NOUS SOMMES LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INDUSTRIEL MONDIALEMENT CONNU.

Nous tenons dans celui-ci une place très honorable avec un effectif de 10 000 personnes et un taux d'expansion supérieur à 10% l'an.

Informatisée de longue date, notre équipe comprend de brillants techniciens et notre parc machines n'est pas en reste. Pourtant l'intégration de l'informatique dans l'entreprise n'est pas achevée et, en particulier notre souci actuel est de **développer notre système comptable et financier.**

Nous offrons cette responsabilité à un

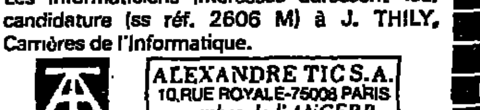
informaticien confirmé

ayant dépassé la technique pour devenir un gestionnaire, et susceptible d'accéder rapidement à un poste plus important.

Nous le souhaitons de formation supérieure. Son passé professionnel l'a conduit, par exemple, **D'UN CABINET D'AUDIT** ***à un poste opérationnel dans une entreprise industrielle. Il sait donc, d'expérience ce que représente la mise en œuvre d'applications complexes sur du matériel de grosse puissance.***

Ce poste est à pourvoir à Paris et, bien sûr, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Les Informaticiens intéressés adressent leur candidature (ss réf. 2606 M) à J. THILY, Carrières de l'Informatique.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

SOCIETE DE BATIMENT
Nous recherchons pour développer les activités de notre
DIVISION CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES (C.A. 500 millions)

UN INGENIEUR COMMERCIAL
DE HAUT NIVEAU

Dans un Poste d'Adjoint au Directeur de Division

Il sera chargé :
- de prospecter le marché des constructions industrielles (entrepôts, usines) et des équipements publics (Génie Civil).
- de superviser le service d'études de soumissions.
- de négocier les Marchés.

Il doit avoir la connaissance de ce marché et l'expérience d'une fonction similaire acquise dans une entreprise de bâtiment depuis au moins 5 années. La rémunération intéressante sera fonction de l'expérience et de la valeur du candidat.

Adresser C.V. sous no 1007 PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Nous répondrons avec discrétion à toutes les candidatures

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN

recherche pour

l'Allemagne
DIRECTEUR DE SOCIÉTÉ

Français, âgé de 35 ans au moins, il devra commercialiser en Allemagne une gamme d'appareils français fabriqués en France.
Il aura la responsabilité du développement de la Société :
- Animation du réseau commercial, composé d'une dizaine de centres régionaux ;
- Contrôle des marchés ;
- Organisation administrative et comptable de la Société ;
- Renforcement des services techniques et d'après-vente.

Sa formation supérieure, son expérience, sa bonne connaissance de l'Allemagne tant géographique qu'humaine, son ouverture d'esprit aux problèmes techniques doivent lui permettre de mettre en œuvre, dans le cadre d'une délégation très large, sa politique de prix, de promotion, de distribution, de livraison et de stocks.

Les candidatures manuscrites précisant obligatoirement prétentions sont à adresser, avec photo récente, à No 7.777, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

Discrétion absolue assurée aux candidats qui peuvent préciser noms des Sociétés auxquelles le C.V. ne doit pas être transmis.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

offres d'emploi

SOCIETE INTERNATIONALE
recherche pour sa filiale française qui commercialise ses produits pour les secteurs industriels de pointe

AGENTS
TECHNICO-COMMERCIAUX

niveau Ingénieurs
région parisienne et province

Ils seront chargés de promouvoir des produits industriels hautement spécialisés, dans un marché varié, comportant *notamment* Installateurs Electricité, Bâtiment, T.P., etc. Ces postes conviennent à de jeunes Ingénieurs ou Techniciens très actifs, sachant mettre leur curiosité technique au service des méthodes de Vente modernes et efficaces.

A la rémunération substantielle s'ajoutent divers avantages (dont voiture de fonction) et des possibilités de carrière dans un groupe international en évolution rapide (taux d'expansion supérieur à 30 %). Anglais souhaité.

Adresser lettre de candidature et C.V. détaillé à Monsieur SIGAULT — 9, rue d'Oslo — 75018 PARIS

SOCIETE FRANÇAISE - expansion : 30 % par an Siège PARIS proche banlieue NORD - 25 succursales - recherche son

DIRECTEUR
DE LA COMPTABILITÉ

Interlocuteur efficace de la Direction Générale, il adaptera les procédures comptables au développement de la Société et au contrôle budgétaire (en liaison avec l'informatique). Il participera à la gestion par des analyses permettant une prise de décision, il animera un effectif de 50 personnes dont 30 au Siège.

La réussite dans ce poste nécessite une solide expérience comptable, des qualités marquées d'organisateur et d'animateur, le sens de la gestion, un potentiel permettant d'être un des moteurs du développement de la Société.

Ecr. sous référence IT 602 CM
4, rue Massenet - 75016 PARIS
DISCRETION ABSOLUE

etap

Nous sommes une des grandes affaires françaises de distribution de produits industriels et notre système informatique est riche (250 K en DOS-VS ; plus de 60 collaborateurs ; à Paris-Ouest).
Notre Directeur Financier cherche notre nouveau

chef du département informatique

pour unifier et simplifier l'ensemble des chaînes (un début de MIS est notre vœu), gérer le département avec économie et sens du service : apporter donc un esprit nouveau à une bonne équipe en place.
Cette situation importante s'adresse à un ingénieur d'environ 35 ans, capable de bien s'intégrer à la Direction, dans une affaire au rythme rapide (donc tout le contraire d'un théoricien). Sa réussite n'est pas facile.
Les ingénieurs intéressés adressent leur dossier de candidature (ss référence 2686 M) à Mme TESSIER. Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

SODETEG ENGINEERING

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ayant une solide expérience en INFORMATIQUE de GESTION, désireux d'assumer rapidement des responsabilités de CHARGÉS D'AFFAIRES pour
— projets, réalisations ou missions d'étude ;
— domaines de l'engineering général et des techniques d'organisation ;
— marchés français et étrangers.

Les postes sont de nature à offrir à des informaticiens dynamiques l'occasion de mettre en valeur leur culture générale et de diversifier leur expérience.

NATIONALITE FRANÇAISE EXIGEE

Env. C.V. et prétentions à nº 50219, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
DANS SECTEUR METALLURGIQUE ET FONDERIE
recherche POUR POSTE RESPONSABILITE
SERVICE ACHATS
CADRE 30 ANS MINI.NIVEAU HEC ou EQUIVALENT
Ayant plusieurs années expérience achats aciers, pièces forgées et mécaniques sur marchés français et européen
- Pratique courante de l'Anglais indispensable
- Bonne connaissance Allemand souhaitée
- Disponible pour affectation Paris ou Province
- Ce poste offre de bonnes possibilités de promotion

Ecrire avec curriculum vitae à nº 5681
SPERAR 75 Chps-Elysées PARIS 8e qui tr.

COGID MARKETING

recherche pour son

département ÉTUDES

Chargés (ées) d'Etudes quantitatives - qualitatives

- Capables d'assurer réalisation complète d'une étude ;
- 3 ans minim. expérience dans société similaire ;
- possibilité de travail à plein temps ou en free-lance.

Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions à M. PINOCHE
COGID MARKETING, 10, r. Hamelin, 75116 PARIS.

---

jeune ingénieur responsable de canal de vente

Une importante société de raffinage et de distribution de produits pétroliers, recherche pour ses directions *régionales de LILLE et de MARSEILLE, les Responsables* des Equipes de Vente à la Clientèle industrielle.

Ayant en charge la réalisation d'un "objectif" en lubrifiants, ils animeront notre réseau de vendeurs à l'Industrie et orienteront leur action en clientèle.

Ils dirigeront et organiseront l'appui technique que nos Ingénieurs, spécialistes de la lubrification industrielle, apportent aux vendeurs ; un service intérieur placé sous leurs ordres, assurant le suivi des affaires.

Ingénieurs de formation (E.C.P., A.M., ENSI, Ecoles Nationales Supérieures de Chimie...) et possédant une première expérience professionnelle, ils seront de plain-pied avec des interlocuteurs de tous niveaux dans l'industrie, les Travaux Publics, les grandes Administrations.

Envoyer C.V., photo récente et prétentions sous *référence 25.788/M, à I.C.A. qui transmettra.*

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS-10e

---

Pour poursuivre son expansion

SAPIAC INFORMATIQUE

SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
IBM 370/145 et SINGER SYSTEME 10

recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Ils réaliseront l'analyse d'applications de gestion sous la direction de chefs de projets. Après une formation au langage d'analyse LENG - 1, ils utiliseront des SOFTWARES de génération automatique de programmes.

Adresser curriculum vitae et prétentions :
33, rue Adam-Ledoux, 92400 COURBEVOIE.

GROUPE INDUSTRIEL
1er Plan dans sa spécialité en Europe
recherche le futur

CHEF SERVICE ENTRETIEN

pour l'une de ses usines en PROVINCE

Ce poste conviendrait à un Ingénieur type A. et M.

Si possible expérience 3 à 5 ans acquise dans une usine importante à feu continu.

Carrière assurée pour candidat de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions, nº 50.986, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

Constructions Métalliques
Bâtiments Industriels

ingénieur technico-commercial

• élaboration des avant-projets, définitions techniques et études de prix • négociations commerciales • gestion administrative et suivi des chantiers.
Formation supérieure (AM - TP - CHEM etc...) avec expérience similaire, forte personnalité et capacités d'animation.
Pour inf. compl. éc. s/réf. 8113 R m à M. Audhuy

ORES 23, rue des Mathurins 75008 Paris

- Vous êtes l'adjoint d'un chef des ventes et souhaitez devenir le nº 1.
- Vous avez cinq à dix ans d'expérience.
- Formation école de commerce.
- Aptitude à la gestion des ventes et à l'animation d'un réseau laboratoire pharmaceutique en expansion nous vous proposons d'être notre

Chef des ventes

- Votre rémunération de début sera de l'ordre de 50.000 francs l'an.
- Vous habiterez LYON.
- Réception des candidats à Paris ou à Lyon.
- Ecrire avec curriculum vitae et photo, à :

Laboratoires BOIRON,
9, rue Florent - 69008 LYON.

MOISANT-LAURENT-SAVEY

ENTREPRISE DE BATIMENT-GENIE CIVIL
91-Morangis
recherche

INGÉNIEURS DE TRAVAUX

débutants ou ayant quelques années d'expérience. Après une période de formation aux méthodes d'organisation et de gestion propres à l'Entreprise, ils participent à la conduite d'importants chantiers.

POSSIBILITES DE PROMOTION RAPIDE POUR LES CANDIDATS DE VALEUR

Adresser C.V. et prétentions à BATIMETHODES, 18, rue Violet, 75015 PARIS, sous référ. M L 811, à qui nous confions cette recherche.

---

offres d'emploi

ΣS
sigma services

MECANOGRAPHIE - ASSISTANCE TECHNIQUE
GARDIENNAGE
ET ENTRETIEN D'USINES ET BUREAUX

recrute

LE CHEF DE SON DEPARTEMENT

COMMERCIAL

Adresser C.V. et prétentions à
SIGMA SERVICES, 2, r. Saint-Louis, 77000 MELUN

GROUPE CHIMIQUE D'AUDIENCE INTERNATIONALE EN FORT DÉVELOPPEMENT
nous offrons un poste d'

INGÉNIEUR DE VENTES

(BASE A PARIS BANLIEUE OUEST)

à un homme de contact, dynamique, ayant surtout, *quel que soit son niveau de formation*, une solide expérience dans le domaine des PLASTIQUES (en fabrication, en labo ou en vente).

Nous répondrons rapidement à votre candidature (C.V. + photo) adressée à nº 50.579, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui tr.

Société LABO INDUSTRIE Départem. lubrifiants industr. offre pour son siège social à NANTERRE un poste de
INGENIEUR
TECHN.-COMMERCIAL. Quelq. années de pratique dans le secteur *lubrifiants souhait. Résid.* REG. PARISIENNE. Ecr. ou tél. LABO INDUSTRIE, Service lubrifiants industriels, 1, rue Lavoisier. 92002 NANTERRE-CEDEX. Téléph. 204 - 68 - 00.

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE - PARIS-16e recherche
TECHNICO-COMMERCIAL
BTS-DUT ou équivalent ayant connaissance MATERIELS AGRICOLES Anglais souhaitable.
Adr. C.V. et prétentions à : Nº 51.365 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Important Groupe Français

recherche

CHEF DE SERVICE AUDIT

Il devra prendre en charge l'animation du service auquel sont confiés les contrôles des différents services comptables, établissements et agences de la société.

Son expérience personnelle de la fonction lui permettra d'optimiser le rôle des cadres de son équipe en participant à la définition des missions et à l'analyse des résultats.

Pour un premier contact, adress. C.V. dét., no 7.708, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transm.

ARCT

Premier Constructeur Mondial dans sa branche, recherche dans le cadre du développement de son Département des Etudes

ingénieur innovation

Il sera responsable des études, des essais et de la mise au point des prototypes relatifs à des problèmes entièrement nouveaux pour le matériel de pointe de la société.

Il aura sa propre équipe. Il disposera des services des prototypes et des essais, et bénéficiera de l'aide des autres départements de l'Entreprise.

Il devra être un Ingénieur mécanicien confirmé.

L'aptitude à imaginer des solutions nouvelles sera déterminante.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé et photo à Direction du Personnel ARCT Rue Cuvier 42300 Roanne.

HAVAS CONTACT

URGENT
DESSINATEURS
Schémas électriques.
Tél. pour rendez-vous 735-96-50.

Très importante Société, leader dans la branche pharmaceutique, filiale d'un groupe international, proche Banlieue Sud-Est, IBM 370/135, OS, recherche

PROGRAMMEURS DE GESTION

— Cobol, ANS, sous OS.
— Formation I.U.T. + première expérience ou niveau BAC + 2 années d'expérience.
— Pratique de CORIG fr. appr.
— Le candidat retenu s'intégrera dans une équipe de projets.
— Formation complémentaire et continue assurée.

Adresser C.V., prétent. et photo sous référence 25.797 M à : I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui tr.

SOURIAU

recherche un

CHEF DE GROUPE

pour superviser une équipe d'employées commerciales qui assurera le suivi des commandes.

Leurs relations avec la clientèle occasionnera des contacts fréquents avec la production, le bureau d'études, etc.

Le candidat retenu saura à tous moments faire la synthèse des informations émanant de ces différentes sources.

Ce poste suppose une expérience sérieuse de l'administration commerciale, de la rigueur, et en PREMIER LIEU des qualités d'animateur.

Env. C.V., photo et prétentions Direction du Personnel, 9, rue Gallieni, 92103 BOULOGNE.

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION (1.000 points de vente) siège Paris, recherche pour service marketing :
CHARGE ETUDES DE MARCHES
Formation Bac C Ecole Commerce des Sciences Eco.
Qualités : initiatives, créativité, objectivité, rigueur, bons contacts humains. Bonne santé nécessaire. Nombreux déplacements. Situation stable.
POSITION CADRE.
Ecrire avec C.V. manuscrit à : Nº 51.758 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Importante Entreprise T.P. recherche pour travaux de viabilité :
1° *pour Région Est :*
1 INGENIEUR
confirmé possédant une solide expérience de chantier dans cette spécialité.
1 TECHNICIEN SUPERIEUR
pour service Etudes de prix.
2° pour *région parisienne*, départements de l'Est :
2 JEUNES INGENIEURS OU TECHN. SUPERIEURS
désirant se créer situation.
Ecrire à Publicité Moderne, 21, en Chaplerue, 57000 METZ, sous Nº *42.259* qui transmettra. Discrétion assurée.

GROUPE FRANÇAIS
recherche
POUR UNE DE SES FILIALES
(80 pers. SUD DE PARIS)
CHEF COMPTABLE
30 ans minimum
apte à seconder
Directeur Général
EXPERIENCE en
— Contrôle de gestion ;
— Comptabilité générale ;
— Service du personnel ;
— Approvisionnement.
Env. C.V. et prét. Nº 86.914 B
BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui tr.

Ville de BOBIGNY (93000) rech.
CHEF CUISINIER
pour cantine scolaire (3.900 repas par jour). Salaire brut de début 1.674 F. — Candidature à adresser à M. le Maire.

SOSI, Société de Conseils Informatique recherche
INGENIEURS
GDES ECOLES (X, Télécom.) pour direction de grands projets informatiques nationaux.
SOSI, 8, rue Juliette-Dodu, 75010 PARIS. Téléph. 202-60-60.

IMPORTANTE SOCIETE PRODUITS CHIMIQUES recherche pour le
SECRETARIAT GENERAL de son Siège social
DE PARIS
CADRES
• Formation JURIDIQUE : Doctorat ou licence orientée sur le droit des sociétés ou assurances.
Débutants ou ayant quelques années d'expérience.
Connaissance langue anglaise souhaitée.
Ecr. à nº *50.532*, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Import. Constructeur français appar. chauff. électric. rech. DIRECTEUR CCIAL 30 a. min. Animateur, gestion, haut niveau, diplôm. A.M., VIOLET ou équiv., ayant sens ccial aigu. Rémunér. importante. Poste de responsabil. CENAF Sélection. — RIC. 98-39.

IMPORTANTE SOCIETE REGULATION PARIS recherche :
CHEF DE PRODUIT
régulation, de processus industriels, pneumatique et électrique. Expérience marketing souhaitée.
INGENIEUR
d'affaires système
ESE - ESME ou équivalent connaissant marchés industriels chimie et instrumentation.
INGENIEUR
technico-commercial
connaissance de calculateurs (mini-ordinateurs), multi 20, mitra 15 pour réalisation, devis, projets système numérique industriel. Pour ces 3 postes env. C.V. et prétentions à Service du Personnel S.A. MECI, 122, bd DE GRENELLE. - PARIS-XVe.

Rech. pr Impt CABINET EXPERTISE COMPTABLE AIDE-COMPTABLE COMPTABLE QUAL. Niv. B.P. REVISEUR
Responsab. trav. varié, intér. Ecr. SECOR, 14, r. d'Annam-20e.

---

offres d'emploi

Nous sommes une très importante Centrale d'Achats leader sur le marché de l'ameublement.

Nous recherchons un

RESPONSABLE COMMERCIAL

28 ANS MINIMUM

pouvant justifier d'une expérience réussie dans la constitution et l'animation d'un réseau commercial et dans la fonction achat-négociation.
Directement rattaché à notre P.D.G., ce cadre devra remplir les fonctions d'acheteur pour notre Centrale d'Achats. Il devra animer le réseau et rechercher de nouveaux partenaires et d'une manière générale participer à l'expansion du groupe.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo à Régie Presse 85 bis R. Réaumur Paris 2e sous référence 280.283, qui tr.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche

POUR POSTE DE CADRE

POUR SECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE APRÈS FORMATION

HOMME 25 ANS MINIMUM
ayant des aptitudes pour l'organisation administrative et, de préférence, une expér. de l'assurance.

Adresser candidature sous nº 88902-B à :
BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, VINCENNES, qui transmettra.

Import. Société immobil. rech.
2 NEGOCIATEURS / TRICES
avec voiture pour son serv. loc. Excell. présent. exig. Gros portefeuille ass. Fixe + % + avant. sociaux. Tél. 345-55-10, poste 25.

8

COLLABORATEURS HOMMES JEUNES OU JEUNES FEMMES
— S'ils ont au moins 21 ans ;
— S'ils sont libérés des obligations militaires (pour les hommes, évidemment) ;
— Si leur formation est nettement post-secondaire ;
— S'ils sont libres de tous engagements professionnels.

8

8.000 F MENSUELS APRES DEUX ANS D'ACTIVITE après un départ se situant au-delà de 3.000 F.
L'ensemble dans un système de rémunération prenant pour assiette le mérite personnel étalonné sur l'efficacité et la capacité à manager.

8

ANNEES entre des débuts professionnels fortement assistés et une position de cadre supérieur de notre industrie.
Nous disposons :
— D'un système promotionnel exceptionnellement ouvert et à cotations objectives ;
— D'une convention collective par poste de l'organigramme des fonctions.

2 × 8

16 % DE DEVELOPPEMENT ANNUEL GEOMETRIQUE depuis la Libération dans notre industrie au plan planétaire.
— Un peu plus dans notre Groupe de Sociétés ;
— Un peu mieux dans le département jeune et ardent que nous proposons
A VOS APPETITS.

3 × 8

24 jours de stage de formation initiale PROBATOIRE et totalement REMUNERE avant l'intégration proprement dite dans *notre équipe de base.*

X × 8

ANNEES D'UNE CARRIERE PLEINE ET FECONDE, EXALTANTE ET REMUNERATRICE,
autonome, fortement personnalisée en même temps que richement communautaire.
Une carrière jeune, assistée techniquement (recyclage permanent), moralement (dynamique de groupe), psychologiquement (environnement), matériellement (bourse de formation pour faciliter les débuts).

8 HEURES

environ pour vous déterminer entre l'interview que nous accordons, l'information de Groupe que nous assumons, la décision que vous prenez.
Dans nos bureaux, 62, rue du Louvre (2e), 1er étage, le 7-6-74, de 9 heures à 14 heures.

COMPRESS. CREYSSENSAC NANTERRE, recherche dans le cadre de son expansion
TECHNICO-ADMINISTR.
sous la responsabilité du Directeur Commercial, coordination et contrôle de la force de vente. Statistique et correspondances commerciales, relations ccIales avec les agences. Angl. indispensable. Expér. dans l'air comprimé. Adresser C.V., 88, avenue Félix-Faure. Tél. 204-28-56.

URGENT
RECHERCHE pour belle et importante résidence
HERBLAY (95) BORD DE SEINE
UN COUPLE
GARDIEN-CHEF
Responsable de son équipe nettoyage. 3 p. cuis., s. bns. LIBRE 15 juin 1974. Tél. 622-59-90 ou 51-80 pour rdez-vous, constitution dossier et vis., dem. Mme CARMANT.

offres d'emploi

Collège catholique
contrat d'association, cherche
1) PROFESSEURS
Sciences naturelles, Lettres, Mathématique.
Sciences physiques, Allemand, pour la rentrée 74.
2) SURVEILLANTS
Internat-externat pr la rentr. 74.
Collège libre
de Juilly 77230 Dammartin-en-Goële. — Tél. : 436-23-85.

Société de Services
filiale d'un important groupe financier recherche
CHEF PROGRAMMEUR
Le candidat, âgé de 30 ans environ, devra justifier d'une expérience réelle dans la fonction.
Excellentes connaiss. Cobol, Assembleur, DOS exigées.
Connaissances OS souhait.
Situation stable et d'avenir pour candidat de valeur.
Adresser C.V. et prétentions : nº 8.411 PUBLICITES Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Import. Sté recherche
LICENCIE EN DROIT
masculin, en vue inspection technique. Promot. cadre, stage rémunéré au siège social. Envoyer candidature manuscrite avec C.V. et photo : nº 8.390, PUBLICITES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Impt GROUPE FINANCIER
recherche
CADRES RETRAITES
— Goût des cont. hum. indisp.
— Gains importants.
TEL. : 285-16-16 +

URGENT
AGENT MAITRISE
pour magasin expéditions distribution trav. contrôle commandes et chargem. véhic. Qualités indisp. ordre, méthodes, dynamisme.
Ecrire avec C.V. et prétentions PEINTURES BERGER 45, rue Chabrol, 93123 LA COURNEUVE.

Société recherche Ingénieurs
D'ASSAINISSEMENT
travaux et projets.
Disponibles immédiatement.
Ecrire avec C.V., prétentions, à nº 12.108 P.A. SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

Pour laboratoire recherches appliquées matériaux d'isolation recherchons
AIDE-CHIMISTE
Env. C.V. détaillé et prétent., S.L.V.P., B.P. 78, 92 Nanterre.

URGENT
IMPORTANTE SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE
recherche
CHEF DE FILIERE
Responsabilités importantes sur plusieurs programmes.
Rémunération intéressante Fixe + commissions en fonction du chiffre d'affaires.
Expérience promotion immobilière indispensable.
Adr. C.V. manuscrit + photo à nº 51.928, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANÇAISE
située région de PONTOISE, recherche
JEUNE COLLABORATEUR
Chargé d'études pour Service marketing.
Conviendrait à personne ayant acquis expérience dans cabinet études de marché et possédant solide esprit d'analyse et goût d. contacts humains
Adr. C.V. et lettre manuscrite à nº 52.225, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SAINRAPT et BRICE
recherche
INGENIEURS
CONFIRMES
B.A. et B.P.
pour renforcer son bureau d'études techniques.
Ne pas se présenter, écrire avec curriculum vitae et références à SERVICE DU PERSONNEL, 3, pl. Paul-Verlaine, Paris (13e), ou tél. 589-41-89 poste 755.

Nouveau Groupe recherche
HOMME ou FEMME
expérience vente et démarchage exigeant parfaite connaissance Caisse de retraite et organismes sanitaires et sociaux.
Env. lettre manusc., C.V., photo, nº 480.507 REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

O.R.T.F. recherche
AGENTS DE LABORATOIRE
sous de 18 a. min. av. C.A.P. Photo ou référ. professionnelles. Téléphoner à : 551-31-00.

Impte entrepr. travx électric. rech. INGENIEUR ELECTRIC. diplôm. Adjoint à chef du dépt électricité, indust. bâtiment. CENAF Sélection - RIC. 27-46.

Sté de conseils et de marketing
recherche
DIPLOMES
d'Ecoles Supérieures de Comm.
comme INGENIEURS et CADRES COMMERCX
Ecrire SOSI, 8, r. Juliette-Dodu, 75010 PARIS. TEL : 202-60-60.

Importateur spécialistes chimiques industriels recherche pour Paris
ASSISTANT TECHNICO-COMMERCIAL
formation chimie même incomplète et bonne expérience cciale dans domaine industriel. Anglais indispens. seconde langue souhaitée. Ecr. avec C.V. + photo à J.-P. RENOUARD 26, rue Lafayette, 75009 PARIS.

Important groupe d'organismes de construction de logements sociaux
RECHERCHE
pour son Service Documentation à Paris (8e)
TECHNICIEN SPECIALISE « BATIMENT »
ayant bonne connaissance des techniques tous corps d'état et de la réglementation.
Grande capacité d'adaptation. Esprit d'analyse et de synthèse. Serait apprécié Documentaliste ayant quelques années d'expér. Env. lettre manusc., C.V., photo et prét. nº 8532 « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris, qui transmettra.

SOCIETE PARIS (10e)
recherche
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Matériel : H.B. 2040 sous O.S.
Tél. : 523-11-68
Monsieur POULOUX.

LABO. de RECHERCHES de l'ETAT - PALAISEAU
embauche
FRAISEUR P2 P3
Connaissances techniques prototypes. Libéré O.M.
Ecr. à Nº 51.848 CONTESSE Pub. 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Société d'investissements
recherche
pour gestion locative patrimoine immobilier (rédaction actes d'achats, baux)
CADRE ADMINISTRATIF
Formation juridique
Env. C.V. manus. à COFRAG, 4, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

GROUPE DE PRESSE
recherche
ANALYSTES FINANCIERS
et
JOURNALISTES SPECIALISES
avec sérieuse formation professionnelle pour études et informations sur l'activité des sociétés financières et industrielles françaises et étrangères.
Adr. C.V. dét. av. réf. à S.G.P., 13, av. de l'Opéra, Paris-1er.

SOCIETE FRANÇAISE désirant implanter bureaux permanents pr prospection secteur industrie automobile et sous-traitance recherche 3 responsables pour Angleterre, Allemagne, Italie (connais. parfaite langue pays). Env. C.V. et référ. à R.E.D., 45, rue Richer, 75009 PARIS. 380-57-54

ECOLE SECONDAIRE MIXTE
sous contrat assoc.,
proche banlieue Paris, rech.
PROFESSEURS LICENCIES
masc. de préférence en Lettres Class., Anglais, Philo, Hist.-Géo, Math., Phys., Sc. nat., ayt min. 30 ans âge et 5 ans enseignem. en éc. secondaire, susceptibles assur. DEMI-SERVICE dans spécialité et tâches de COORDINATION-ANIMATION.
6 classes 1er cycle ou 8 classes 2nd cycle.
Adresser curr. vitae manuscrit, nº 52.239, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Importante société
DE MACHINISME AGRICOLE
recherche
CHEF SERVICE
ORGANISAT. COMMERCIALE
qui doit :
— Assurer le service du plan de développement du réseau de concessionnaires.
— Prendre la responsabilité d'une équipe d'animation et d'organisation commerciale du réseau.
Expérience souhaitée dans le domaine du machinisme agricole et dans la fonction organisation commerciale.
Formation supér. souhaitée.
Age 35 ans minimum.
Env. C.V., prét. et photo à nº 51.721, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPTE STE PRIVEE
recherche
AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN
possédant BTS
Pour travaux dans le domaine des calculateurs et circuits périphériques associés.
Anglais souhaité.
Nation. française exigée.
Lieu de travail VELIZY-VILLACOUBLAY.
Transport assuré par car.
Ecr. av. C.V., prét, ss nº 51.065 LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS B.P. 40. 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

SODETEG ENGINEERING
recherche
INGENIEURS OU CADRES
1) Spécialiste Aménagement
DOMAINE TOURISME FRANCE et ETRANGER pour études et programme.
Exp. 8 à 10 ans de pratique. Langue anglaise indispensable.
2) Spécialiste Environnement
pour direction opérationnelle équipes spécialisées aménagement écologie, nuisance et recherche marchés correspondants.
Exp. nécessaire ds ce domaine.
Lieu de travail : PARIS (Banlieue Sud).
Possibilité missions courtes et moyennes durées.
Nationalité française exigée.
Adr. C.V. détaillé et prétent. à nº 50.218 CONTESSE PUB., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Importante Société constructions immobilières quartier OPERA, recrute pour SERVICE JURIDIQUE
REDACTEUR
au courant vie sociale SCI et si possible fiscalité immobilière. Adr. C.V. et prétentions à M. GATTAT. 15, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Fabricant d'équip. automobiles, leader dans sa branche, rech. pour son usine dans l'Oise,
UN CHEF DU PERSONNEL
Il est demandé :
— Expér. d'au moins 3 ans dans une usine occupant au moins 500 personnes ;
— Habit. des relat. av. les représentants du personnel ;
— Pratique de la paye sur ordinateur ;
— Connaiss. approf. du droit social.
Il est offert :
— Poste à responsab. réelles ;
— Rémunération élevée en fonction des capacités et de l'expérience du candidat ;
— Logt dans le dépt. de l'Oise.
Ecr. avec C.V. et prétent. s/réf. 6.596 à P. Lichau, 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

TECHNICON S.A. recrute
ATTACHE DIRECTION FINANCIERE
MISSION : organisation et contrôle financier ;
— Poste offrant possib. future promotion selon résultats.
PROFIL : école de commerce ;
— Anglais. Efficacité et dynamisme sont indispensables.
Ecr. C.V. et prét. J.C. Moinard directeur financier et administratif, B.P. 10, Z.I. 95330 DOMONT.

emplois féminins

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
recherche pour travail
OUEST PARISIEN
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Justifiant de plusieurs années d'expérience dans la fonction.
Formation secondaire exigée.
Nécessité de posséder une parfaite connaissance de la langue et de la sténo italienne.
Adresser C.V. et prétent. à nº 51.734, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er), qui transm.

URGENT
AMINISTR. d'IMMEUB. (17e)
Métro Malesherbes, recherche
SECRETAIRE DE GERANCE
Excellente sténodactylo indispensable, ayant expérience copropriété, immeubles neufs et anciens, sinistres, assurances. POSTE A RESPONSABILITES. Poss. vacances août. Tél. pour rendez-vous : 622-59-90 ou 51-80. dem. Mme CARMANT.

Postes stables et intérim
DACTYLOS ET STÉNODACTYLOS
Bons salaires + prime d'été. Tél. pour rendez-vous 735-96-50.

Société de Presse recherche COMPTABLE confirmé pr comptab. génér., facturat. Convention presse. Vacances juill. ou août assurées. Bonne rémunération si capable. Ecrire : Société SPAS, 59, rue de Ponthieu, PARIS-8e.

Société pleine expansion rech. pour son Directeur général : SECRETAIRE sténodact. expér. 25 ans minim., esprit d'initiat., travail varié. — RIC. 98-39.

SECRETAIRE STENO bilingue anglais. — RIC. 98-39.

Agence de Publicité internation.
recherche
HOTESSE RECEPTIONNISTE BILINGUE
bonne dactylographe, libre de suite, excell. présentation exigée. Ce poste conviendrait à jeune fille débutante. 5 × 8, cantine, mutuelle. Ecr. av. C.V. et photo indispensable (ret.) à J. W. T., Service du Personnel, 17, av. Matignon, PARIS (8e).

Société ASTAVA FRANCE, à Colombes (près gare) recherche une secrétaire confirmée (5×8). Salaire intéressant. 782-57-42.

LABO UNIVERSITAIRE ORSAY (91) recherche
SECRETAIRE
licenciée bilingue anglais, excellente DACTYLO demandée. Envoyer C.V. et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, PARIS (8e), sous référence 42.922.

GROUPE CHIMIQUE INTERN. recherche pour son siège social Banlieue SUD (près du train, métros et autobus)
SECRETAIRE STENODACTYLO
BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS
Dispon. imméd. Vacances assur. Horaire libre. Restaur. d'entrepr. Env. C.V. DIA-PROSIM BP Nº 8 94400 Vitry-sur-Seine. Réf. S.A.

Ecole Internationale de Jeunes Filles entre Lausanne et Genève rech. pr la rentrée de septembre
PROFESSEUR FEMININ INTERNE
pouvant enseigner :
Français - Histoire - Géographie.
Off. avec C.V. et copies certif. sous chiffre 22-7653, à Publicitas, CH-1002 Lausanne.

IMPTE STE D'ETUDES
proximité gare de Lyon
recherche
SECRETAIRE STENODACTYLO
Formation secondaire 5 × 8,30, 13e mois, pratique courante de l'anglais, libre rapidement.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et prétentions ss nº 4.531 LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle, 75009 Paris, qui transmettra.

STENODACTYLO
très qualit. - Cabinet Michaud, 22, rue Marcel-Royer 92230 Gennevilliers, près place Voltaire, Asnières.

URGENT
OPERATRICE I.B.M.
MULTIPOINT STANDARD
Tél. : 735-96-50 pr rendez-vous.

Société Internationale de Ventes de Matériel de Bureau
recherche
UNE SECRETAIRE BILINGUE
Sténodactylo anglaise-française
— Age minimum 30 ans
— Libre 1er juillet 74
Lieu de travail : 93-ST-DENIS, Horaires 5 × 8 aménagés.
Adr. C.V. détaillé et prétent., à REX-ROTARY FRANCE C/O COLOS S.A. 52, rue Charles-Michels, 93203 SAINT-DENIS

URGENT
OPERATRICE I.B.M.
MULTIPOINT STANDARD
Téléphone : 655-09-50, ou se prés. E.R.I., 4, rue Alfred-de-Musset - MALAKOFF.

CAB. IMMOBILIER recherche
SECRETAIRE EXPER.
Bon salaire. Ecrire avec C. V. : 2 et 4, rue Ruhmkorff, 17e.

demandes d'emploi

DIRECTEUR FINANCIER
Groupe importantes sociétés cotées en Bourse
37 ANS — TRES HAUT NIVEAU
Gestion, Administration, Négociations d'entreprises
RECHERCHE POSTE
DIRECTEUR GÉNÉRAL
Ecrire nº 442, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

J. F. 35 ans B. A. C., B. T. S. PUBLICITE, 10 ans expérience, cherche poste CHEF DE PUBLICITE ou ADJOINT. Annonceur Régie, Agence. Libre de suite. Etudier. toutes propositions. Ecr. nº 51.525, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

ANIMATEUR EXPRESSION ORALE
43 ans, dipl. Ecole Sup., 5 ans expér. techniques communication orale, animation stages, prise de parole en public, ch. contrat avec centre de formation Paris. Ecrire nº 463, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

INGENIEUR AGRONOME
+ I. A. E., 28 ans, libre août. Etud. ttes propos. Ecr. R. Baral, 10, rue Ch.-Péguy, 93240 Stains.

Ingénieur part. espagnol, angl., all., dipl. supér., format. scient., travail. promot. des vies, informatiq., ch. poste relat. internat. (mark., rel. com.), prét. Espagn. Ecr. nº 466, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. BRESILIENNE
28 ans, Sc. Po. lic. ès lettres, doct. 3e cycle en cours. PORTUGAIS, ANGLAIS, ESPAGNOL, FRANCAIS, expérience professionnelle, recherche situation RELATIONS PUBLIQUES CONTACTS COMMERCIAUX société française établie au Brésil ou société brésilienne établie en France. Ecr. nº 465, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 22 ans, parfaitem. trilingue franç., angl. (maîtrise) espagn. (lic.), assez bnes connaissances allem., ital., ch. poste traductrice, aimant les relat. publiq., disponib. à partir du 1er juillet. — Mlle BENAQUIN, 39, rue des Entrepreneurs, PARIS (15e).

Docteur ès sciences, L.A.F.M.C., 35 ans, diplômée d'histologie, cytologie, spécialiste microscopie électronique, endocrinologie, tissus calcifiés, 10 ans de recherche, parlant anglais, cherche emploi dans industrie, cadre supérieur. Ecr. nº 474, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ingénieur E.T.P. 32 ans, expér. T.C.E. organisat. chantiers, gestion, ch. poste dynam., sportif, avec déplacements étranger. — Ecr. nº 67.178, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

---

28 a., cadre commercial, ancien journaliste, SOLIDE EXPERIENCE VENTE et publicité. Toute offre comportant relations publiques, négociations à haut niveau me conviendrait. Ecrire nº 479, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Dame de compagnie, références exceptionn., haut standing, ch. place auprès personne valide. Voyagerait. Téléph. SOL. 38-68.

JOURNALISTE
5 a., expér., reportage, secrétariat de rédaction, ch. emploi France ou étranger ou collaboration. Etudierait toutes proposition marginales presse, édit. Ecr. nº T 057.386, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Etudiant médecine, bonne présentation, angl., allem., permis BATEAU A B C, 2 ans expér., ch. emploi été 74. Tél. 858-83-56.

J.F. ch. emploi week-end aide-comptable, caissière, mécanographe ou travail de bureau. — Ecr. nº 6.491, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Homme, 27 ans, dynamique.
— 2 ans vente bien équipements industriels au plus haut niv. ;
— Chargé de l'animation du département France, Belgique, Suisse ;
— Cherche situation d'avenir.
Ecrire nº T 57.400, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

H. 31 a., dipl. sc. éco et trad., ch. sit. presse ou rech. scient., langues maternelles franç., all. Bases italien, anglais. Référ., FAVRE, 34, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.G.
6 a. expér. bur. étud. et agce : concept. et réalis. de program. tr. divers, cherche place stable à respons. ou collab. France ou étranger. Libre rapidement. Ecr. nº 8.533, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE IMMOBILIER
— Form. sup., lic. Droit, IEP ;
— Grande expérience (7 ans) banque, promotion-négociat. ;
— Goût des responsabilités ;
— Sens de l'immobilier.
Ecr. nº 8.470, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CHEF DES VENTES
ESSEC 71, cherche PME si possible Paris, banl. Libre 1/10/74. Ecr. nº 8.496, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

L'immobilier

locations non meublées

Offre

PLESSIS-ROBINSON
Le Vieux-Cèdre, 4 pièces conf., park., tél. 1.000 F + charges. Tél. le mat. SEGECO, 522-69-92.

MONTPARNASSE, dans imm. standing, appart. 78 m2, double living, ch., cuis., s. de bns, tél., chauff. cent. immeuble. 1.300 F par mois. 924-96-17, poste 41.

PRES PARC MONTSOURIS, 2 p., cuis., s. de bns, chauff. entièr. ref. neuf. Vis. vendredi, 53, rue Brillat-Savarin, 4e gche, de 12 h. à 15 h.

LUXEMBOURG Exceptionnel. Liv. + 4 chamb., 2 s. de bns, 3 wc, 220 m2, chambre service et park. + PETITE TERRASSE. 6.000 F + charges. Ph. CANET, AMP. 17-47.

Quartier BUTTES-CHAUMONT, 100 m. Mº Laumière, im. nf im. hab., tout cft électr., cuisine équip., charges comm. réduites (60 F provis. mens.). Louons direct. par promot./construct. plusieurs studios avec ou sans park., 600 à 700 F mens. selon surf. et étal. S.A. RIIF, 18, rue Volney-2e. 742-42-17. Réservations immédiates. Disponibles juin 1974.

RUE DE MEDICIS, ds imm. P. de T., 3 pces, tt cft, refait nf. Loy. mens. 2.200 ttes ch. comp. Rens. et vis. : 870-58-97.

PORTE DAUPHINE
Imm. très gd standg, 200 m2, très belle réception + 2 ch., décoration raffinée, ch. serv., 2.200 F repr. just. - 544-13-34.

RICHELIEU-DROUOT
4 Pces + 2 S. de B., gd stdg, tél., 2.500 F charges comprises. TEL : 345-55-10, POSTE 25.

23, RUE BENARD
PARIS-XIVe
A louer directement par société propriétaire studios, 2 et 3 Pièces. Tout confort. Tél. 266-18-65.

NOGENT, R.E.R. 2 p., sur Bois, c., s. bs, 900 F - TUR. 97-81.

15e Liv. + ch., c. équ., bs, tél., 1.100 F - 754-08-88.

VAVIN, STDG, 2/3 p., tt cft, POSSIBILITE PROF. TEL. BOX, 2.000 F - 824-65-37.

12e Gd 4 P. tt cft, 10e étage. Tél. 1.250 F. 331-54-55.

VERSAILLES Résident. 5 P. 120 m2
Cuis. équipée, 2 bains, tél., gar., 2.100 F C.C. Tél. : 954-30-49.

SEVRES-BABYLONE 4 P. ref. nf
Plein soleil. Profess. libér. poss., 2.500 F. Tél. : 954-15-97.

LOCATIONS SELECTIONNEES DANS IMMEUBLES TT CONFT
Neuilly (Madrid), chb. ind., 500, stud. 470-680 ; 3 P. 8e ét., 1.500. 4 P. 82 m2, 4e ét., calme, 1.700. NEUILLY (Maillot), luxe, neuf, stud. équip., 3e ét. s/jard., 850. Paris 14e. Villa Brune, chb., 450, stud. 25 à 33 m2, 580 à 650. PARIS-16e MUETTE. Imm. 1910. 3 P. 85 m2. Bail 6 ans, 1.800.
R.E.F. 137, bd Haussmann, ELY 02-85.

Demande

Ch. appart. 4 p., cuis., s. bns, avec tél. Agence s'abstenir. Tél. à 805-31-69 entre 19 h. et 20 h.

P. à p. J.F. 26 a. ch. stud. tt cft rive gch. M. Sulpice, 265-18-40 h.b.

Cherche Garches, St-Cloud, Vaucresson belle maison, tr. grande réception, 5-6 chambres, 2 bains, 240 m2. Jardin. Contacter : Mlle VOLTO, 073-42-42.

représent. offre

Pour développer réseau commercial région parisienne
G. DUFOUR
— (Fraiseuse) Montreuil (93) ;
— Innovation mécaniq. (Tours) ;
MORET (77) recherchent :
REPRESENTANT V.R.P.
Expérim. dans ces produits.
Envoyer C.V. et photo à : G. DUFOUR, 143, bd Chanzy, 93107 Montreuil.

occasions

PAIE CPT BIJOUX, or, brill. 24, r. Fg-Montmartre, 1er étage.

ACHAT-VENTE TOUS BIJOUX or, brillants, argenterie, 22, rue Danielle-Casanova, Mº OPERA.

BEAUX LIVRES
Achat comptant à domicile
Cours le plus haut **MER. 26-73**

LIVRES. Achat de bibliothèques
H. Laffitte, 13, rue de Buci (6e) 326-68-28. Catalogue s/demande.

perdu-trouvé

SYRIEN
perdu passeport à Paris. Ecrire HABBABA-ADEL, 22, r. du Général-Appert, Paris (16e).

proposit. com. capitaux

VINS BEGIN COLNET
21170 ESBARRES
recherchent mandataire libre, sérieux, connaiss. vente vins fins clientèle particul., ttes régions, sauf 14 et 18. Ecrire directem.

Ch. pers. désir. placer arg. ss int. imméd. pr acq. en copropr. belle propr. agric. 270 ha dans l'Aveyron. - Ecr. Monsieur le Propr., Chbre 15, 35, avenue Bugeaud 75116. — Etrgers. Interm., Agces s'abst.

ENTREPOTS A PARIS
près périphérique, raccordé fer. Assurerait stockage et, éventuellement, livraisons de toutes marchandises ou denrées. Ecr. ss rét. 5.191 à P. Lichau, S.A., 10, rue de Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transm.

autos-vente

Vends Mercedes 350 SLC sept. 72 et 300 SEL 69. Tél. (66) 86-13-59.

bateaux

VOILIER ECUME DE MER
Diesel, spi, sondeur, à vd. neufs, sortant du chantier, disponib. Saint-Malo. — Tél. (99) 55-20-69.

appartements vente

Paris

14e, près MONTSOURIS
2e étage, F-3
standing, décoré, cuisine, cabinet toil., wc.
Vis. après 18 h. et sam., dim., tél. : 909-03-93.

Face parc Buttes, studio neuf, 38 m2, gd stdg, 6e étage, cave, parking, rare, 148.000, avec 30.000. S/place, jeudi, vend., sam., 10-13 h., 50, r. Crimée.

16e - 6 P., 160 m2, 2 services, tout confort, 895.000 - 527-51-84.

43, boul. SAINT-MICHEL
très gd living + chbre, entièr. rénové, lum., calme, 87 m2. Vis. vendr. 14-17 h. ou PAS. 04-44.

RUE HEROLD, PARIS-1er
plusieurs studios grand confort. Idéal placement. Travaux terminés 20-6-74 DID. 97-15 / DID. 98-54.

Près MONTSOURIS, 1957, 8e ét., soleil, vue, terr., liv., 3 fenêtres + ch., tél., box. S/place vend., de 13 à 19 h., 19, r. Aug.-Lançon - 229-52-98.

43, BD SAINT-MICHEL
Tr. gd stud. 40 m2 env. ent. rén. Vendredi 14-17 h. ou PAS. 04-44.

16e. RUE des MESSAGERIES
A SAISIR
pour PLACEMENT ou loger personnel, petites CHAMBRES ET STUDIO tout confort, cuisine équipée, décorés, moquettés. Location facile assurée. Propriét. : 325-56-78 + 25-25.

GUY-MOQUET
Etage élevé, studio, tout cft, plein sud. Facilités. MARTIN, Dr Droit. 742-99-09.

REUILLY-DIDEROT
Immeuble neuf, standing, gentil 3 pièces, tout confort. MARTIN, Dr Droit. 742-99-09.

REPUBLIQUE
Beau 5 pièces, conft, ch. serv., profess. libérales. Facilités. MARTIN, Dr Droit. 742-99-09.

16e. O.R.T.F. Appart. 70 m2 + 14 m2 balc., 7e étage, cuis. équ., tél., imm. réc., calme, soleil, 380.000 F. Agence s'abst. S/place ce jour, 14-19 h., 20, rue de Boulainvilliers, Paris-16e, esc. A.

PYRENEES
Stud., tt conft, nf, excell. pour placement à partir de 65.000 F. TEL : 345-55-10, POSTE 25.

BD HENRI-IV (près)
Propr. vd directem. GD 4 P., TT CFT, 140 M2, PARF. ET., IMM. STDG. - Tél. : 280-26-23.

BUTTES-CHAUMONT
Atelier d'artiste - Confort. Téléphone : 225-62-85.

14e MONTPARNASSE
Studios, 2 pces, 3 pces, tt cft, terrasse, ds bel imm. rén., à part. de 66.000 F. Me voir s/place, vendredi et samedi, de 10 hres à 19 hres, 9, RUE FERMAT.

9e Bel immeub. rénové, tapis escal. Sup. 2 pces, entrée, cuis., w.-c., sal. de bns, chf. cl, plein soleil. Sur place, jeudi-vendredi, de 14 h. à 19 h., 9, RUE DE VINTIMILLE. (Mº place Clichy.)

17e Mº PTE MAILLOT
sur AVENUE DES TERNES dans bel imm. 1900, part. vend à part. appart. 3 pces, 130 m2 + balcons, 2 caves, 2 chbres de service, 2e étage, très clair, 550.000 F. Tél. 755-80-24, à partir de 18 hres ou le samedi matin. Agences s'abstenir.

Le meilleur air de PARIS
GAMBETTA Paris-20e. Prix fermes
— Studios loggias, 125.600 ;
— 2 pces loggias, 168.500 ;
— 3 et 4 P., terrasses, 361.000,
I. F. 41, av. de Friedland (8e). 359-27-11 - BAL. 93-69.

13e Living + 4 chbr., tout conft. Imm. réc., calme. SOLEIL. URGT. Prix 185.000. 580-01-20, préf. matin.

18e 30 m2 environ à rénover. Prix 39.000 F. 734-22-75.

16e ETOILE. Appt gd stand., 250 m2, gde récept. + 4 ch. 2 bns, cuis. éq., 3 chb. domest. Peut profess. libér., 551-68-39. S/pl. jdi-vend.-sam., 15 à 19 h : 15, AVENUE KLEBER.

QUAI DES CELESTINS
DANS IMM. P. de T. RAVALE VUE SUR SEINE
4 PIECES, entrée, living dble + 2 chbres. cuis., salle bains, w.-c. + grand débarr., chauff. cent. Moq. TEL. ENTIEREM. REFAIT NEUF
PRIX 385.000 F Crédit possible
S/place jeudi, vend. 14-18 h 30 :
10, quai des CELESTINS ou BAL. 22-82

TROCADERO Immeuble catégor. except. Lux. 3 P. 100 m2. Tél. PROF. LIBER. 573.700 F. - JAS. 51-84.

BOUL. VOLTAIRE
Imm. ancien pierre de taille 6e étage, ascenseur neuf
1) 3 P. 60 M2 ENVIRON
Entrée, cuis., w.-c., poss. bains. Sur boulevard, avec balcon et cour-jardin. Bonne distribution.
2) 4 P. 95 M2 ENVIRON
Entrée, cuisine, w.-c., bains. Sur boulevard, avec balcon et cour-jardin. Bonne distribution.
Renseign. et visites : 755-85-30.

RUE BASSANO PRES IENA
APPARTEMENT OCCUPE
Dans immeuble p. de taille 1900
TRES BEL APPARTEMENT
Profession libérale possible
7 P., 210 M2 ENVIRON HAUTS PLAFONDS
DEUX ENTREES PALIERES
belle réception, rue et cour, asc., entrée et escalier service.
Renseign. et visites : 755-85-30.

12e Près MAISONS-ALFORT
INVESTISSEMENT
1er ORDRE - STUDIOS
Caves. Park. Dans bel immeuble rénové (250 mètres métro)
Livraison immédiate
GIRPA : 325-56-78 + 99-99

Région parisienne

SCEAUX Mº, 85 m2, 4 pièces + balcon. S/jardin, asc., calme, 250.000 F. 350-72-29. apr. 18 h.

FONTENAY-aux-ROSES, centre, vaste séjour, gde terrasse priv. avec bassin, massifs, 4 b. ch., 2 bs, 2 wc, park., ss-sol. UNIQ. Prix 375.000 F. Tél. BLO. 98-81.

CHAVILLE. Dans résidence stdg 4 p., tt cft, 115 m2, balcon. 2 park., 335.000 F. - 533-93-63.

VILLE-D'AVRAY, 130 m2 habit., séjour + 4 chbres. Prix 365.000 F - J.M.B., 970-48-10.

Parc MAISONS-LAFFITTE
Bel appart., 3 pièces, 80 m2, 56 m2 terrasse aménagée. cuisine équipée, garage. EXCLUSIVITE, 330.000 F. Sélection Immobil., 962-50-95.

SELECTIONS EN BANLIEUES
BOULOGNE. Imm. mod. tt cft, 3 p., 62 m2, 2e étage, 230.000 F. 3/4 p., 68 m2, 4e étage, 235.000 F. CLICHY calme s/Villa- 2 p., 40 m2, 4e ss asc., 85.000 F. NEUILLY. Appartem. profess. 3 p., 70 m2, r.-ch. cour, 245.000 F.
R.E.F. 137, bd Haussmann. ELY. 02-85.

SEGONDI 874-08-45/46
LES LILAS, pr. Mº et mairie dans pav. Tr. beau 4 P., tt cft 100 m2 + 50 m2 terras., s/jard. Gar. Vendredi 15-18 h., 33, BD EUGENE-DECROS.

Province

CANNES. Promoteur vend directement beaux appartements 2-3 pièces. Brochure gratuite AZUR EDEN, 26 boulevard Gambetta, 06-LE CANNET.

bureaux

VERSAILLES
Près gare Montreuil et Côte de Picardie
IMMEUBLE DE BUREAUX
A louer en bloc ou par niveau
1.700 m2 au total sur 6 niveaux, neufs, entièrement cloisonnés et moquette posée.
20 lignes téléphone préfinancées.
Parkings couverts sur 2 niveaux et parkings extérieurs.
LIVRAISON IMMEDIATE.
SEPRIM - VERSAILLES,
62, rue Maréchal-Foch - Tél. : 950-30-28.

BUREAUX MEUBLÉS GRAND STANDING
entre
l'ÉTOILE et le TROCADÉRO
Services complets :
- Hôtesses et Standardistes trilingues.
- Salles de conférences.
- Télex - Photocopies.
- Garage visiteurs.

HERSA : 553-50-11

17e - Toute propriété ou location 8.000 M2 de BUREAUX
NEVEU ET CIE 525-08-73

CH.-ELYSEES, 5e ét., asc.-desc. Beau bur.+entr. Tél. CALME. Loyer 15.000. Bail à reprendre. REF 137, Haussmann. Ely. 02-85.

NEUILLY
PPTAIRE loue 1 ou + bureaux meublés, imm. neuf. — 758-12-40.

NEUILLY - S. AVENUE
A louer 300 m2, imm. récent. Air condit. Tél. 8 l. 4 parkings. Loyer : 570 F le m2.
BOURDAIS - CAR. 11-89
BUREAUMATIQUE

BUREAUX TOUTES SURFACES
Location 55 pas-de-pte ou vie. AG. MAILLOT, 2, rue Pépinière. 522-19-10 - 387-14-00

32, RUE DE LISBONNE
Il reste à louer :
1.200 M2
Rez-de-Chaussée : 569 m2 ;
2e : 360 m2 ;
7e : 265 m2 ;
disponibles dès maintenant.
Immeuble de prestige. — Air conditionné. Standard IBM 2750. Installations ultra-modernes.
JOHN BROOKS S.A.
ELY. 33-00,
ELY. 00-11.

PRES CHAMPS-ELYSEES
Reste à louer sans pas-de-porte ds imm. neuf, 236 m2 de burx sur un seul plan. Nbrx park. HAMPTON AND SONS 225-50-35

fonds de commerce

DROIT AU BAIL 7 ans
LAINES exclusivité gde marque, près Asnières, sans concurrence, 30 m2 au sol + réserve en étage. C.A. 160.000 en progression const. Prix intéressant, possib. logem. 790-10-56.

Sté vend pas-de-porte excellent placement pour drugstore. Gde licence. Bonne affaire, sur place. 9, rue des Boulangers, Paris-5e. Tél. : 633-17-79.

DROIT AU BAIL 7 ans
ling., bonnet, enfant, mercerie pr. Asnières ds cité ouvrière impart., 30 m2 au sol + idem en ét. C.A. 120.000 à amélior., poss. log. Prix à débattre. Tél. 790-10-56.

locations meublées

Offre

15e Propriét. Stud., cuis., s. bns, tt cft. 800 F T.T.C. 842-09-70.

constructions neuves

POUR INVESTISSEURS
Dans petits imm. de standing STUDIOS et 2 PIECES REVENU GARANTI
Rens. s/pl. samedi 11 h. à 19 h. 32, RUE ARAGO 94 LA VARENNE S.O.G.E.L. 331-45-61 +.

5e CENSIER, Studios au 4e. 16e POMPE, STUDIOS NEUILLY-Madrid, stud. au 4e. PT-NEUILLY, Studios au 3e. PRIX FERMES GROUPE MAHOUT S.A., 4, av. Friedland, 924-74-85 même dim.

LOGEMENT ET CREDIT INFORMATION
— Des conseils pour l'achat, le financement de votre logement ;
— Un choix de logements aidés par l'Etat (appartements, maisons) ;
— Des possibilités méconnues de financement :
- taux de crédit, 2,5 % à 7,75 % sur 25 ans,
- mensualités de remboursement, 43 à 75 F par 10.000 F empruntés ;
— Une documentation sur le prêt 1 % employeur.
Renseignez-vous :
5, AVENUE DE L'OPERA PARIS
(Ouvert tous les jours, sauf dimanche, de 10 h. 30 à 19 h.)

MARAIS
IMMEUBLE GRAND CONFORT façade Pierre de Taille
Sur 52 appts, restent disponibles 14 studios et 4 appts de 2 Pces. PARKINGS.
PRIX FERMES.
Possibilité crédit 80 %.
Actuellement : Gros Œuvre.
Rens., 81, rue de la Verrerie, Mº Hôtel-de-Ville, tous les jours (sf mardi-dim.), 14 h.30-18 h. 30. Téléphone : 266-56-50.

hôtels-partic.

A louer hôtel particulier. Métro Mouton-Duvernet, ancien, ppté d'ambassade, grand stdg, usage commercial, ref. nf par décorateur 12 BUREAUX principaux + salle conseil ou exposition + sous-sol aménagé, 2 garages, 9 lignes téléphone, 18 postes. Plancher ordinateur telex. Bail 3-6-9 loyer annuel, 260.000 F. Sté Azed, 355-35-34 +.

Ach. pet. mais. ind. 6-7 p. à rest. quart. tranq. Paris ou Boulogne. Ecrire Nº 460 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

BOULOGNE BOIS JARDIN TERRASSE
Récept. 4 chb., 3 s. de bs, gar., Serv. Px : 1.600.000 - 527-51-84.

NEUILLY-S/SEINE - H. P. s/2 ét., 6 p., cuis., bs, ch. cent. Jard. privé. Créd. 11 à 19 h, 10, av. PHILIPPE-le-BOUCHER.

VIe Site Historique et classé H.P. « Hors du Temps » 300 m2, calme, cour-jard., park. Px 6t. « Pour gens de goût ». 742-02-44.

16e, rue de la TOUR, très Bel. H. Part. Parf. ét., surf. dévelop. 400 m2 + jard. 100 m2. R.-ch. + 3 étages. 13 pces. tt. cft. Parf. pr profess. libérales. Px. 2.250.000 F. Exclusivité. P. PLISSON. Conseil immobilier, 222, bd Raspail (14e). 325-26-06.

appartem. achat

Achète à PARIS 5-7 pièces, quartier résidentiel. OPE. 40-06.

Ach. stud. ou 2 p., év. à rén. B. imm., calme, clair, Mº. Prix rais. Offre précise. Bouvier, 6, Chaussée-Muette, 75016 PARIS.

ACHAT COMPTANT
après étude très rapide plusieurs appartements région Maisons-Laffitte, Saint-Germain-en-Laye, Marly-le-Roi. Sélection Immobil. : 962-94-97.

Part. achète chambre ou studio 8e arrondissement. T. 922-68-94.

locaux commerciaux

ASNIERES (près gare)
Prop. loue sans pas-de-porte local ccial tt cft 80 m2 env. MARTIN Dr Droit. Tél. 742-99-09.

20e 200 mètres INNO-NATION
MURS de GRANDES BOUTIQUES - Pressing et chaîne confection.
Bien placées. Bail expiré. Très bon placement à moyen terme pour personne avisée. Propriétaire : 225-56-78 + 25-25.

pavillons

NOISY-LE-GRAND, pr. fut. RER magn. pav. ent., sél.-sal, 4 ch. bs. w.c., ch. cl., cuis., s/sol, gar. 100 m2 atel, b, jdin, 315.000 F, av. 63.000 F cpt. Tél. : 957-88-20.

Parc MAISONS-LAFFITTE
coquet PAVILLON sur 500 m2 sél. 35 m2, belle cheminée, cuis., 4 chambres, s. de bains, w.c. EXCLUSIVITE 372.000 F. Sélection Immob. Tél. 962-50-95.

NOGENT-SUR-MARNE
50 METRES BORD DE MARNE
Résident. Pavill. brique, 1935. 5 P., tt cft, garage, jardinet. EXCEPT. : 230.000 F. Gros crédit poss. Tél. : 345-55-10, P. 25.

LA VARENNE Part. vend, rue Bara.
pavillon style Mansart, 6 pces, avec jardin, tout conft, à neuf. 399.000. Pos. gr. créd. s/20 ans.

Champigny, près transports
NEUF Pav. 7-8 p., tt cft. 488 m2 terr. + annexe. 395.000. Pos. gr. créd., 706-47-47.

PART. vend, PLESSIS-ROBINSON, 86, rue de Malabry, proximité métro, résidentiel, sur 600 m2 de terrain, pavillon neuf, jamais habité, séjour 60 m2 + mezzanine 40 m2, cheminée, 3 ch., 2 bains, chambre service. Salle de jeux, gar 2 voitures. Prix 800.000 F - Tél. 350-41-33.

VINCENNES PLEIN CENTRE
BEL HOTEL PARTICULIER, 180 m2 habit. + jard., 7 pces, 2 cuisines, salle d'eau, 2 wc, gar., téléph., conft, 680.000 F. DAU. 04-33 - TOU. 56-83.



هكذا من الاصل

L'immobilier

exclusivités

Sous ce titre, nos lecteurs trouveront régulièrement dans les rubriques immobilières de nos pages d'annonces classées des offres exclusives destinées à rendre plus efficaces leurs recherches.

Pendant quarante-huit heures (deux parutions), ces propositions de vente ou de location sont publiées uniquement par Le Monde

appartem. vente

Paris

Mº RUE DU BAC
Dans bel imm. bourgeois, très confort., APPART. 249 m2. En vaste réception, 5 chambres. 995.000 F — SENEZE TEL. : 331-68-80

16ᵉ RUE LONGCHAMP
Près FOCH - 4 pièces, 90 m2, étage élevé. Dble livg, 2 ch., cuis. équipée, bns, tél. Imm. P. de T., ravalé. - Tél. 770-85-01.

16ᵉ RUE LONGCHAMP
Appt très luxueux, 90 m2. Entièrem. décoré. 470.000. Agce s'abst. — Tél. : 231-31-80.

Mº DUROC
APPARTEMENTS 200 m2 2ᵉ et 4ᵉ étage. av. asc. Chauff. immeuble. Tél. : 874-75-51 et 52.

19ᵉ, près (Eglise Pantin), propr. vend dans imm. restaur. studios. gd stdg, placement exceptionn. Téléphone : 885-59-97 et 57-32.

CŒUR MONTPARN - (Passage d'Enfer), A rénov., pet. 2 Pces. Petit prix. DAN. 63-98, ap. 18 h.

PRES COLLEGE DE FRANCE LUXUEUX STUDIO. ODE. 95-10. CALME - SOLEIL.

116, Raspail - N.-D.-des-Champs. SEJ. DBLE + CH. GD CFT, ASC. SOL. CALME. ODE. 42-70. 13 à 18 heures, samedi et lundi.

VUE PANTHEON - T. EIFFEL VIᵉ, pr. Saint-Germain-des-Prés, LUX. décoré, TEL., asc., park., appt 160 m² + poss. gd studio. ODE. 95-10.

ODEON. Part. vd studio 30 m², poutres appar., tt cft, 90.000 F. Tél. : 633-96-26, avant 9 heures.

VAL DE GRACE - MOUFF. P. à P., raviss. pet. 3 P., tt cft, 5ᵉ ss asc., calme, soleil, jard., cheminée, 195.000 F. - 336-39-03.

AV. DAUMESNIL. Près Bois, bel imm. p. de t., 3 P., cuis., tt cft. ref. nf. 3ᵉ, asc., s/av. et jard. 245.000 F. T. : 628-79-40.

16ᵉ IENA - Bel imm. pierre de taille. 4-5 pces, tél., 4ᵉ ét. Prix 550.000 F. - LAB. 13-09.

15ᵉ PORTE DE VERSAILLES Imm. récent. Gd studio tt confort 50 m² + terrasse 30 m², 9ᵉ ét. Prix 235.000 F. LAB. 13-09.

MUETTE pr. HENRI-MARTIN 180 m2, très belle récept., 2 bains, 3 ch., service. Cpt ou 1/2 viager. - MOL. 27-65.

Av. MARCEAU 5.250 F LE M2
GD STAND. 7 p., cuis., 2 bains. 3 w.-c., 268 m2 (chbre service), poss. prof. libérale. - 285-46-46.

GAMBETTA 5 pièces, 100 m2, cuis., w.-c., bains + cab. toil., chauff. cent., 5ᵉ asc. Imm. p. de t. 270.000 F. 285-46-46.

16ᵉ VICTOR-HUGO - Appt de récept., 8 pièces, 265 m², 1ᵉʳ ét. Px 900.000 F. LAB. 13-09.

TERNES TRES URGENT 3 PCES 65 M2, confort. 239.000 F. - 285-46-46.

9ᵉ Gd 2 p., entr., cuis., bains, wc. 139.000 F. - LAB. 13-09.

Région parisienne

CHATOU. 3ᵉ R.E.R., gd appart. ds mais. av. jard., liv., 4 chbres, 2 bs, tt cft, caves, garage, tél. Téléphoner : 966-24-63.

Antony, près Mº, Part. vd 3 P., 60 m², ds pet. imm. 1958, calme, verdure : 140.000 F. - 237-43-19.

Mº BERAULT. Sél. + 2 chbres, tt cft, park. Prix 165.000 F, av. 40.000 F. Téléphone : 344-43-87.

LA VARENNE (94) Neuf
Vente directe - Livré de suite. Splendide 3 p. 89 m², hall 8 m², sél. 32m², 2 ch. 13 m², cuis. 9m², 20 m² de balcon, plein soleil. Gd luxe. 350.000 F. - 283-75-00.

NEUILLY SAINT-JAMES
TR. BEAUX APPARTEMENTS Du studio au 7 pièces Pour personnes raffinées Calme - Soleil - Parc ou jardins privatifs - Terrasses Chambres ou studios pr invest. S/pl. ts les jours, sf mardi et dim. - 747-82-24 et 722-99-38.

locations non meublées

Offre

Courbevoie, nf, 4 P., 8ᵉ étage, terras., gar. 1.300. MAC. 20-55.

ST-PLACIDE. Charmant 3 Pces. 70 m², TEL. 1.600 F. 704-88-18.

DIDEROT. Charmants stud. et 2 P., caract., kit. éq., s. d'eau, de 550 à 850 F. Tél. : 704-88-18.

BD VOLTAIRE. Imm. nf. 2 P., tt cft, park. 900 F. LAB. 13-09.

Demande

Ch. 1ᵉʳ juill., 2 P., C., s. de b., wc. Paris, prox. gares Nord, St-Laz., max. 800 FCC. Ag. s'abst. M. Isidro, 195, rue Fg-St-Denis.

pavillons

Bois-Colombes. pr., beau pavill., entr., séj., sal., 3 ch., bains, wc, cht, cal, cuis., s.-sol, coq. jard., 205.000 av. 42.000 F. - 757-15-85.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

immeubles

NEUILLY Mº SABLONS Propriét. vend bel imm. à usage bureaux, 1 local, 1ᵉʳ ord. Rapp. 480.000 F au 1ᵉʳ-7. Prix 4.800.000 F. - 747-50-64.

locaux commerciaux

900 m² entrepôts à louer. Bail 3, 6, 9 droit au bail, 200 mètres du périphérique PORTE DE SAINT-OUEN. PROGESCO : 522-24-83.

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

Centre Nation : 346-11-74

Centre Etoile : 525-25-25

pour vous loger ou pour investir vous propose :

— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;
— une document. précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART.

Service gratuit de la Compagnie bancaire.

IMMOBILIER en SUISSE
En toute propriété. Possibilité offerte exceptionnellement à tous investisseurs même non helvétiques. Ecr. nº 301, MURATET, 15, r. Taitbout, Paris-9ᵉ, qui tr.

INVESTISSEURS
15ᵉ ARRDT - STUDIOS
Tél. : 924-75-16 ou sur place : 62-64, RUE DE JAVEL.

LE VILLAGE MONTPARNASSE
82 bd Montparnasse - 14e
2 magnifiques 5 pièces
1 splendide 7 pièces
5 boutiques
PRIX FERMES ET DEFINITIFS
Livraison immédiate
Visite sur place samedi, dimanche de 13 h à 19 h (tél. 266.34.56)
COGEDIM

METRO CHARENTON-ECOLES
Reste disponible deux 4 PIECES habitables JUIN 74
J.M. ESNAULT 34, bd Malesherbes (8ᵉ) 266-39-40
VISITE DES APPARTEMENTS 5 et 7, rue Saint-Pierre, jeudi, vendredi, samedi, dimanche, lundi, 14 à 17 h.

SCEAUX. Neuf, gd stdg, gare Robinson, livr. déc. 74, STUD., 3-5-6 P., terras. SUD. Tous les jours, 14-18 h., sauf dimanche, 140, RUE HOUDAN. - 530-65-65.

appartem. achat

Ch. appart. 4/5 Pièces, RIVE GAUCHE. - DEGOVE, H.E.C., 37ᵉ ANNEE. — SUF. 80 - 53.

CORI rech. pour investisseurs immeubles anciens, bourgeois, même avec faible rapport. **CORI** 254, bd St-Germain (7ᵉ) 260-38-22 (p. 521).

fonds de commerce

Urgent, vend comm. hi fi, disq., rés. Centre (41), magas. neuf av. tr. bel appt, tt cft, bon C.A. Téléphone : 902-32-43.

EXCEPTIONNEL. Direct. pleine expans., restaur. - self - hôtel - bar - souvenirs, centre Lourdes : fonds, matériel neuf et murs. M. RAMU, 14, place J.-d'Arc, 65100 LOURDES. Tél. : (15) 62-94-24-56.

hôtels-partic.

Bourg-la-Reine, idéal pr famille artistes, vds mais. 300 m², soit : 2 atel. 100 et 35 m² + sal. 40 m², 3 ch., 2 s. de b. Espace, lumière, ét. excell., jard. DAN. 63-98, après 18 heures.

bureaux

BOURSE Bel imm. BUREAUX installés, meublés au choix, 260 m², ascens., standing. Loyer 12.500 mens. ss pas-de-porte. Pr vis., tél Gérant : 231-49-21.

villégiatures

COTE D'AZUR
Saint-Cyr-sur-Mer, Les Lecques (Var), RN 559, après embranchement, plage résidence de vacances : PUNTA MARINA. Locat. à la sem. ou au mois de
STUDIOS et T1 NEUFS
4 ou 6 personnes, entièrement meublés, cuisine et s. de bains équipées, vaste loggia. S. place ts les jrs, sam. et dim. compr.
BOURRISSON
Sce Marina, LES TERRASSES, 25, AVENUE MIREILLE, 13009 MARSEILLE. TEL. : (91-91) 41-24-34.

ILE D'OLERON
Côte S.-E., mais. indiv. 6 pers., cft, 250 m. plage, juillet. Ecrire nº 0.467, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

propriétés propriétés

CŒUR DU PERCHE
PRIX : 54.000 F - AV. 11.000 F COMPT.
ravissante maison sur colline avec vue sur la vallée. Construction pierres, toiture tuiles plates bon état. Elle comprend : séjour, grange, cellier, cave, grenier aménagé. Eau, Electricité. Proximité commerçants et S.N.C.F.
LA PROPRIÉTÉ 8, rue de Châteaudun. (28) LA LOUPE. - Tél. : 331.
RENSEIGNEMENTS PARIS : 770-55-86

St-LARMOR-PLAGE A 150 M. de la plage, villa 9 P., caract., poutres, cheminée, jardin. Vue sur les îles. T. : (16-97) 65-58-94.

A 12 kilomètres de Paris affaire exceptionnelle rarissime propriété de 7.405 m² dont un étang de 6.124 m², très beau parc. Prix 1.000.000 F. Renseignements : 871-11-03.

BORD DE SEINE - CROISSY : Propriété de caractère, 7 Pièces, 2 S. de B., maison de gardien, garage, parc. Très élégant. CIABA : 720-66-66.

Près AUNEAU
80 km Paris. Agréable maison campag. ou résid. princip., belle contrée. 3 grandes pièces, cave, garage + 1 pièce, cour, jardin 3.500 m². 135.000 F, crédit 80 %.
CHARON 2, av. Gl-Leclerc RAMBOUILLET Tél. 483-12-67 - TUR. 26-76.

OISE NORMANDE
Splend. fermette impecc., village agréable, orée bois. Séjour, cuis., 3 ch., bains, eau, élect., chauff. central, grenier, dépend. Jardin 1.000 m². Ts cces, SNCF prox. Prix 145.000 F, crédit 80 %.
CHARON Le Gros-Poirier R. N. 1 Tél. 448-84-27 ou TUR. 26-76

Près LYCEE **ENGHIEN**
Luxueux plain-pied 200 M2 + 200 m² ss-sol. Jardin 1.100 m², Prix justifié - 989-31-74.

villas

VESINET Prox. R.E.R. RESIDENTIEL
PAVILLON d'amis à aménager bon état gros-œuvre. Poss. 7-8 pièces = 170 m². Beau jardin 1.000 m². AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-85-90

fermettes

Vallée de la Levrière, 80 km. Paris, belle mais., entr., séj., sal., bur., ling., 4 ch., moquet., bns, w.-c., tél., ch., gar., jard. pr. riv. Px : 203.000 F. AVIS, 8, Fg-Cappeville. Gisors. - Tél. : 405.

maisons de campagne

Oise, 100 km. Paris, entre cr et jard. plant., 1.000 m², mais. 4 P. + mais. ind. 3 P., grange am., S. de B., chambre. - 460-99-97.

terrains

LES HOUCHES. Pr. rem. méc., magnif. terr. 1.200 m² viabilisés, tr. belle vue, accès par route : 79.000 F. AVIS, 40, rue Joseph-Vallot. Chamonix. T. : 53-05-68.

châteaux

A 25 KM DE PARIS CHATEAU ET COMMUNS parfait état, 70 ha, étangs, possibilités transformations multiples. Tél. : 973-16-28 ou écrire No 50.335, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1ᵉʳ, qui tr.

Château à rénover proche Besançon, en bordure de rivière, parc 2 ha 50, arbres centenaires. Prix : 600.000 F. Réf. 4.502. CABINET SEILER, 20, rue de la République, BESANÇON.

terrains

Proximité immédiate AMIENS, cédons à constructeur de pavill. individuels de qualité, ensemble de terrains lotis prêts à bâtir. Ecr. nº 8.505 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

FINANCIERS, PROMOTEURS, je vous propose affaire très importante, création d'un village sur terrain viabilisé dans les Pyrénées, avec toutes possibilités d'arrangement. Ecr. M. R. RIMBERT, château de Monséou. Rimont 09420.

LABENNE - OCEAN
Entre Hossegor et Biarritz 4 km du port de plaisance de CAPBRETON
TERRAIN A BATIR
1.000 m² - Plage - Forêt. A partir de 37 F le m2. CREDIT 90 %.
COLLEE Agence Bois Fleuri 40 - LABENNE-OCEAN

PROVENCE
Vend SUPERBE terr. 30.000 m², bord route nationale, pinèdes, vignes, arbr. fruitiers, pl. Sud, très viab. 700.000 F. J. Palmieri, PUGET-VILLE - 83390 CUERS.

fermettes

Pr. MELUN bel. fermet. b. état, 6 pces, 2 cuis, w.c., gren., cave, dép., ferr., sger. Rare 110.000 F, avec 21.000 F. Tél. : 437-02-78.

95 KM. AUTOROUTE SUD 3 km. Corbeilles-en-Gâtinais :
SPLENDIDE FERMETTE GATINAISE RESTAUREE EN EQUERRE
Pl. Sud, site imprenable, vue dégagée, construct. pierr., cuis. éq., ts éléments (lave-vaisselle), séjour rustique 40 m², poutres appar., 3 ch., bains, wc, fosse septiq., splendide grenier aménageable, en retour belle grange 100 m², cave, chenil, atelier. Le tout sur 2.000 m² clos, pelouse aménagée, plantée. Traite avec 40.000 F comptant, long crédit. LES PEUPLIERS, 27, rue de Vimory. - MONTARGIS, Tél. : (15) 38-85-22-72, 24 h. sur 24.

propriétés propriétés

DANS PARC 5.000 m2 Cœur MONTMORENCY maison de maître 700 m2 utiles, dépendanc., garage. Excel. état, toutes possibil. CIABA, 720-66-66.

PRES SAINTE-MAXIME somptueuse propriété style provençal, parc boisé 3 ha., vue 180º sur baie. Maison gardien. 567-22-58. GARBI S.A., 80, r. Sèvres, 7ᵉ.

65 km Nord Paris riv. hab. 80 m poss. ext. jardin 2.500 m2, dép., gar., forêt. 220.000 F. 229-36-45.

Près Fontainebleau propriété dir. sur Seine 100 m. berge avec ponton, cuis., grand salon, s. à manger, 5 chamb., 2 bains, tout conf. Beau terrain 5.000 m2. Agence Garçonnat. Bois-le-Roi. Tél. 069-63-44 ou 68-15.

65 KM OUEST Entre GAMBAIS et NOGENT-LE-ROI
Vue imprenable. site except. Magnifique corps de ferme, caractère, aménagement raffiné réception 125 m², avec loggia, cheminée, poutres, cuisine, 6 chbres, 3 bns, tél., chauff. mazout, gar., mais. gardien, 28.000 m² plantés, prix à débattre 680.000 F. URGENT. MAZIERES ET BOURDIN CONSEIL IMMOBILIER. 485-31-55 ou 729-38-62.

For. **LYONS** JOLIE maison NORMANDE long. basse, gd séj. 40 m², cuis., 6 ch., s. d'eau, mais. amis, joli jardin, nombr. arbres 2.200m². 280.000 F. Cabinet BLONDEAU - LEBLANC 2, FAUBOURG CAPPEVILLE GISORS. Téléphone 620.

VALLEE DU LOING
Sortie village, site reposant : ravis. propriété rustiq. amén. et impecc., pl.-pied : superbe liv. 60 m² (belle chem.) + cuis. amén., + 3 ch., bs, wc, chf. cal, dépend., cour d'agrém. + jard., terras. ombr., clos murs. Prix : 178.000 F, facil. G.I.M., FACE EGLISE à Nemours. - 428-03-09.

58 KM OUEST SOUS HOUDAN
Propriété rustique confort presse - boulon, séjour, loggia, S. à M., petit salon, 6 chambres, 3 bains, piscine, parce 7.500 m². AGENCE DES REMPARTS. Tél. : 486-12-54.

110 km. Paris, rég. Montargis
3 HA (30.000 M²)
construct. (dont 2 ha parc boisé) avec vaste GRANGE de 17 × 9, pet. pce d'eau, 1,5 km. gr. bourg, eau, élec., tél., sect. tr. calme. PRIX : 168.000 FRANCS. Mme Giboin, propr., 45230 Châtillon-Coligny. T. 15 (38) 92-54-25.

CHAUMES-EN-BRIE, Nat. 4, ancien RELAIS de POSTES entièr. refait à neuf, LUX. AMENAG. Gd living avec poutres appar. + bar + 4 ch. Beau parc de 3.000 m². Nbrses dépend. EXCL. ZANNETTACCI, 260-34-88 et 260-22-26.

SOLOGNE Région Chaumont-sur-Tharonne ds bois 2 ha., étang ss les fenêtres, raviss. fermette solognote, état neuf, 6 p. (180 m²), grand confort, 650.000 F. Cabinet LA SOLOGNE ROMORANTIN. Tél. : 76-02-92.

maisons de campagne

YONNE - 120 km Paris Part. à part. vend sde maison rurale. eau, él. 4 pces, grange. 3.000 m2. - Prix : 120.000 F. Tél. : 580-97-69, après 20 hres.

A vendre 10 km Saint-Emilion mais. de campag., 4 ch., séjour, cuisine, dépend., 1 ha de terre. BORDET, route de Vélimes. 24700 MONTPON-MENESTEROL.

villas

DRAVEIL vend sans ag. villa dans parc calme 105 m² + 1 ét., terrain 800 m², garage, caves, grenier, 20' Paris par autoroute sud-train. Téléphone : 921-83-65, de 6 h. à 11 h. Prix : 280.000 F.

A vendre villa 9 pièces, 720 m2 terrain, Saint-Nom-la-Bretèche. Tél. 460-81-55.

ENGHIEN-LES-BAINS, 15' gare du Nord, Part. vend quart. rés. VILLA tt conf., séj. dble 56 m², cuisine équipée, 3 ch., salle de bains, wc, sous-sol total. Jardin paysagé + annexe comprenant 2 chambres, salle d'eau, wc. Bureau ind. Chauffage mazout. Téléphone. Libre début juillet. Tél. 964-31-57.

chasse-pêche

ETANG à vendre sur terrain boisé, possibilité construire. — Tél. : 58 Cerdon-du-Loiret (par GIEN).

villégiatures

ILE DE RE, à louer en août, bord route, face mer, maison, petit parc ombré. Tél. : 928-22-07, après 19 hres.

Vacances en famille à BARCARES (Méditerranée) - Pension complète - Club d'enfants Animation - Tarif dégressif Renseignements à RENOUVEAU 2, r. Trésorerie, 73000 Chambéry.

BALEARES 2 semaines Pension complète Paris-Paris. Juin, 950 F ; août, 1.150 F. Tél. : 285-38-32

A louer saison, JUAN-LES-PINS, 50 m plage, bel appt meublé, 3 pces, conft. - Ecr. ANCEL, 11, av. Guillabert, 06-Antibes, ou téléphoner : 34-61-57.

viagers

Propriét. âgés, HERITEZ de vs-mêmes. Vendez en VIAGER rente indexée. — DECOBERT, spécial., 4, r. 4-Sept. RIC. 20-86.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Etude de Mᵉ BUREAU, not. à SOISSONS. Le 14 Juin 1974, à 15 heures, au CENTRE HOSPITAL. de SOISSONS. CHASSE A LOUER PAR ADJUDICATION

BOIS DE DOLE, Canton de Braine : 201 ha
BOIS DE RONCHÈRES, Canton de Fère-en-Tardenois : 44 ha
BOIS DE BONNES, Canton de Neuilly-Saint-Front : 158 ha

VENTE au PALAIS de JUSTICE à PARIS, le mercredi 19 juin 1974 à 14 h. EN TROIS LOTS

1) UN PAVILLON sis à PARIS (13ᵉ)
7, rue Alphand - LOUÉ
2) UNE BOUTIQUE Arrière Boutique - UN LOGEMENT
de 2 PIECES CUISINE et DEUX PIECES Bâtiment sur cour de Immeuble
26, rue Vitruve à PARIS (20ᵉ)
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
3) UNE MAISON sise à RAMPILLON (77)
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISES A PRIX : 1ᵉʳ lot : 31.000 F - 2ᵉ lot : 95.000 F
3ᵉ LOT : 14.000 FRANCS
S'adr. à : 1) Mᵉ P. REGNAULT, avocat à PARIS (9ᵉ), 6, square de l'Opéra. L. J. ; 2) Mᵉ J.H. ROBILLARD, notaire, 97, r. du Gal-Galliéni à Montreuil (93107) ; 3) Mᵉ P. LEPETIT, notaire, 4, r. Fourtier-Masson à PROVINS (77) ; 4) A tous avocats exerçant près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL ; 5) Et sur les lieux pr visiter.

Vente sur lic. Pal. Just. Paris, Lundi 17 Juin 1974 - 14 hectares en 4 LOTS

1ᵉʳ LOT **IMMEUBLE A BOULOGNE-BILLANCOURT**
(92) 78, avenue Jean-Baptiste-Clément. Comportant : a) Maison élevée en partie sur caves d'un rez-de-chaussée et de 3 étages, grenier au-dessus ; b) un autre bâtiment élevé sur terre-plein d'un rez-de-chaussée et de 2 étages grenier au-dessus ; c) 1 bâtiment élevé sur terre-plein d'un rez-de-chaussée ; d) 1 jardin ; e) cour. SUPERFICIE TOTALE : 385 m2.
MISE A PRIX : 100.000 F

2ᵉ LOT **IMMEUBLE A ROMAINVILLE (93)**
100, avenue du Président-Wilson. Comportant : a) 1 bâtiment élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée et de 3 étages ; b) 1 construction partie sur sous-sol et partie sur terre-plein d'un rez-de-chaussée ; c) une construction élevée sur terre-plein d'un rez-de-chaussée ; d) cour centrale. SUP. TOTALE : 116 m2.
MISE A PRIX : 80.000 F

3ᵉ LOT **PROPRIÉTÉ A BALLANCOURT (Essonne)**
5, rue du Four-à-Chaux. Comportant : maison d'habitation élevée sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée, de 4 pièces avec grenier. Grand jardin sur lequel est édifiée une dépendance en dur, le tout d'une SUPERFICIE DE 1.316 m2.
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION **MISE A PRIX : 100.000 F**

4ᵉ LOT **MAISON D'HABITATION A NARBONNE (Aude)**
31, avenue Anatole-France, à l'angle de la rue Proudhon, élevée d'un rez-de-chaussée et 1 étage avec grenier au-dessus. SUP. de 100 m2 environ. LIBRE DE LOCATION (occupée par un Sieur Save dont expuls. est en cours).
MISE A PRIX : 40.000 F.
S'adress. à Mᵉ J. NICOLAS, Avocat à Paris (9ᵉ), 9, rue Moncey (T. 874-46-36), Mᵉ GONDRE, Adr. Judiciaire, 14, rue de Liège, à Paris, et à tous Avocats postulants près les Trib. de G.I. Bobigny, Créteil, Nanterre et sur lieux pr vis.

VENTE au PALAIS de JUSTICE à PARIS, le jeudi 27 juin 1974 à 14 h. EN UN SEUL LOT

UN IMMEUBLE A USAGE COMMERCIAL
SIS A PARIS 18ᵉ
19, rue Eugène-Carrière
CINQ ETAGES - SURFACE 315 M2 52
MISE A PRIX : 150.000 F
S'adr. Mᵉ Dumonceau, avocat à Paris, 24, pl. Malesherbes. Tous avocats près les Tribunaux de Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Et. de Mᵉ SOMMIER, not. à Pontoise, 38, r. de l'Hôtel-de-Ville (464-00-82)
A VENDRE dans **VAL-D'OISE**
COURS SECONDAIRE
bonne réputation avec bel immeuble rapport intéressant.
Pour tous rens., s'adresser à l'étude.

Vente sur saisie imm. Pal. Just. Paris JEUDI 20 JUIN 1974 à 14 heures
MAISON d'HAB. à SAINT-DENIS
(93), 26, rue d'Arnouville.
MISE A PRIX : 80.000 FRANCS.
S'adr. Mᵉ ROUGEOT, av. à Paris (1ᵉʳ) 253, r. Saint-Honoré (Tél. 073-42-81).

Vente au Palais de Justice à Paris le JEUDI 20 JUIN 1974 à 14 heures
UN PAVILLON
6 PIECES, faux grenier couvert en tuiles, petit corps de bâtiment : une pièce, grenier, cave, 2 w.-c., cour
à VILLENEUVE-LA-GARENNE
(92) - 45, rue Chaillon, angle 8, rue Noël-Ledudal.
MISE à PRIX : 12.000 FRANCS
S'adr. Mᵉ Marcel BRAZIER, avocat, 178, bd Haussmann, PARIS (8ᵉ), tous avocats pr. Trib. de Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE au PALAIS de JUSTICE à PARIS, le jeudi 20 juin 1974 à 14 h.
PROPRIÉTÉ sise à MONTREUIL-BELLAY
(Maine-et-Loire)
Lieudit « PANREUX » - Contenance 3.263 m2
LIBRE DE LOCATION - MISE A PRIX : 100.000 F
S'adresser à Mᵉ René de SARIAC, avocat à Paris, 34, rue de Bassano ; Mᵉ FERRARI, syndic à PARIS ; Mᵉ CARVAIS, notaire à Paris ; Mᵉ DESSOLIAIRE, notaire à MONTREUIL-BELLAY.

VENTE au PALAIS de JUSTICE à PARIS, le mercredi 12 juin 1974 à 14 h.
En 7 Lots :
Sur le territoire d'Oissel (S.-Marit.)
1ᵉʳ Lot : route de Rouen
TERRAIN d'une CONTENANCE de 8 ha 04 a 18 ca
Sur lequel était édifiée l'Usine des Forges et Ateliers de Commentry-Oissel et sur lequel Terrain subsistent des baraquements
LIBRE DE LOCATION
2ᵉ Lot : 1, rue Docteur-Cotoni
MAISON à usage d'habitation - 2 étages
Buanderie - Hangar - Jardin - Contenance 12 a 29 ca
Louée - Rapport brut annuel : 4.500 Francs
3ᵉ Lot : 4, rue Docteur-Cotoni
MAISON à us. d'habitation - Un ét. sur r.-de-ch.
Remise - Jardin - Contenance 7 a 88 ca
Louée (Loyer compensé par travaux effectués par locat.)
4ᵉ Lot : 25, rue Docteur-Cotoni
MAISON à usage d'habitation - 2 Etages - Contenance 46 ca
LIBRE DE LOCATION
5ᵉ Lot : 27, rue Docteur-Cotoni
MAISON à usage d'habitation - 2 Etages - Contenance 43 ca
Louée (Loyer mensuel 16 Francs)
FACULTE DE REUNION DES QUATRIEME ET CINQUIEME LOTS
6ᵉ Lot : 18, rue Blanqui
MAISON à us. habitat. - 2 Etages - Cour - Dépendance - Conten. 89 ca
Louée (Loyer mensuel 180 Francs)
7ᵉ Lot : 9, 11, 11 bis, 13 et 15, rue Sadi-Carnot
GROUPE de MAISONS à usage d'habitation
Elevées chacune d'un étage sur rez-de-chaussée. Conten. totale 5 a 12 ca
Le numéro 13 est **LIBRE LOCAT.** Les nºˢ 9, 11, 11 bis sont loués moyennant un loyer mensuel de 16 F chacun
Le numéro 15 moyennant un loyer annuel de 30 Francs
MISES A PRIX
1ᵉʳ Lot : 800.000 F - 2ᵉ Lot : 70.000 F - 3ᵉ Lot : 80.000 F
4ᵉ L. : 8.000 F - 5ᵉ L. : 8.000 F - 6ᵉ L. : 25.000 F - 7ᵉ L. : 20.000 F
S'adresser pour tous renseignements :
à Mᵉ Georges MIELLET, avocat poursuiv., 14, r. des Pyramides à Paris ; Mᵉ LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli à Paris ; Mᵉ Louis RODOLPHE, syndic, 5, rue du Pont-de-Lodi à Paris ; Mᵉ Jacques Marie GARNIER, Syndic à Paris, 63, bd Saint-Germain Mᵉ FAYEIN, administrateur judiciaire, 25, r. Godot de Mauroy à Paris et de M. DESERT, administrateur de biens, 34, rue Thiers à Rouen.

CARNET

Naissances

— M. Jean-Marie Thomine-Desmazures et Mme, née Brigitte Reveilhac sont heureux d'annoncer la naissance de

Sarah.

Paris, le 28 mai.
1, rue de Lille, 75 007.

Nécrologie

HENRI BECRIAUX

Nous apprenons avec peine la mort de notre confrère

Henri BÉCRIAUX,
correspondant du « Monde »
à Avignon,

décédé subitement à l'âge de soixante et onze ans.

[Henri Bécriaux, qui avait débuté à Paris à « l'Ami du peuple » et au « Matin », avait collaboré à « Marseille-matin » avant d'entrer, après la Libération, au « Méridional » puis au « Dauphiné libéré ».

Henri Bécriaux assumait avec compétence la correspondance du « Monde » dans le département du Vaucluse. Il était le père de notre correspondant à Montpellier, Roger Bécriaux, auquel « le Monde » présente, ainsi qu'à sa famille, ses plus sincères condoléances.]

ÉCHECS

NICE SANS FISCHER...

Les XXIes Jeux olympiques échiquéens se sont ouverts jeudi matin au palais des Expositions de Nice. Malgré le forfait de l'Inde et du Pérou, dû à la présence d'une équipe de Rhodésie, tous les records de participation sont battus à l'occasion du jubilé de la Fédération internationale des échecs, fondée il y a cinquante ans à Paris.

Le tournoi ne commencera réellement que vendredi... sans le champion du monde Bobby Fischer, qui n'a pu faire accepter ses exigences financières ni celle de jouer dans un bâtiment séparé du palais des Expositions, qui abrite les cinq cents joueurs. Ainsi que le remarque M. Batourinski, chef de la délégation soviétique : « S'il est difficile de battre Fischer, il est encore plus difficile de le rencontrer. »

— Mme Hervé Baille,
M. et Mme Jairo Restrepo,
M. et Mme François Farhi,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Hervé BAILLE,
peintre
du département de la marine,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
officier des Palmes académiques,

survenu à Paris le 3 juin 1974.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église des Mesnuls-Doyenné de Montfort-l'Amaury (78), le vendredi 7 juin courant, à 10 h. 30, suivie de l'inhumation au cimetière des Mesnuls.

49, rue Raynouard, 75 016 Paris.

— M. Youssef Baccouche,
M. et Mme Slahédinne Ben Said,
M. et Mme Lassaâd Ben Becheur,
M. et Mme Béchir Ben Becheur,
M. et Mme Mustapha Ben Abdallah,
M. et Mme Azzedinne Azzouz,
M. et Mme Tahar Gargouri,
M. Béchir Guellatty et ses enfants,
Ses enfants, gendre, frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièce,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Sophia BEN BECHEUR,

survenu le 5 juin 1974, à l'hôpital de la Salpêtrière.

L'inhumation se fera à Tunis au cimetière du Djellaz.

— Mme Fernand Bourgeois,
M. Michel Bourgeois,
M. et Mme Bernard Bourgeois et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès du

colonel Fernand BOURGEOIS,

survenu à son domicile, le 30 mai 1974, des suites d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Perpignan.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Jacques Branger,
Jean-Jacques et Marie-Catherine Branger,
Mme Jean Terquem,
Mme Nottin,
Et leurs familles,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

Mme Jacques BRANGER,
née Nicole Terquem,

leur épouse, mère, fille et cousine, survenu le 28 mai 1974 à Neuilly-sur-Seine dans sa soixante et unième année.

Les obsèques ont été célébrées le 30 mai 1974 dans l'intimité.

4, villa Pasteur,
92 200 Neuilly-sur-Seine.
36, avenue d'Eylau,
75 016 Paris.

— Mme Jean Clamagirand,
Ses enfants :
M. et Mme Jean-Marie Rouvière,
M. et Mme Bernard Clamagirand,
M. et Mme Rémy Lejeune,
M. et Mme Daniel Clamagirand,
M. et Mme Emmanuel Clamagirand,
Ses petits-enfants, ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Théodore CLAMAGIRAND,
chevalier de la Légion d'honneur,
Palmes académiques,

survenu le 2 juin 1974.

Ils invitent ceux qui l'ont connu et aimé à s'unir par la prière, à la messe célébrée dans l'intimité en l'église de Leuville-sur-Orge.

1, rue du Maréchal-Gallieni, 91 310.

— Mme Amédée Daquo, née Colonna Cesari,
Ses enfants et petits-enfants,
font part du rappel à Dieu de

M. Amédée DAQUO,
administrateur
de la France d'outre-mer,

à la Trinité de Porto-Vecchio (20), le 29 mai 1974.

— Mme Philippe Hugon, son épouse,
Baptiste Hugon, son fils,
M. et Mme Jean Hugon, ses parents,
M. et Mme Henri Hubert, ses beaux-parents,
Mme Clément Chatain, sa grand-mère,
Mme Lucien Hugon, sa grand-tante,
M. et Mme Jean-Michel Hugon, son frère et sa belle-sœur,
Christophe et Cyrille Hugon, ses neveux,
Mlle Joëlle Hugon, sa sœur,
M. et Mme Charles Hubert, ses beau-frère et belle-sœur,
Charles-Henri et Sophie Hubert, ses neveu et nièce,
M. et Mme Gérard Barbier, ses beau-frère et belle-sœur,
MM. Vincent et François Hubert, ses beaux-frères,
Les familles Hugon, Hubert, Chatain, Maurel, Bastid, Félix, Gaudin, Badel, Lagelée, Sudre, Suscillon, Mesnard
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Philippe HUGON,

survenu le 3 juin 1974, chez ses parents à Montreuil (93 100), à l'âge de vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 8 juin 1974, à 10 h. 30, en l'église Saint-André de Montreuil, 36, rue Robespierre, 93 100 Montreuil.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue des Roses, parc de la Cerisaie, 95 570 Bouffémont.
19, rue du Sergent-Bobillot,
93 100 Montreuil.
3, rue de Trépail, 51 150 Ambonnay.

— Mme Rosa Lichtenstein, son épouse,
M. et Mme Marian Pomper, ses enfants,
Gérard, Robert-José, Marie, Martine Pomper, ses petits-enfants,
Sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Isidore LICHTENSTEIN,
Dr ès lettres et philosophie
de l'Université de Berne,

survenu le 3 juin 1974 dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le 7 juin à 14 h. 45, au cimetière de Pantin-Parisien, 29e division. Ni fleurs, ni couronnes.

35, rue Labat, Paris-18e.
39, avenue Henri-Barbusse,
92 700 Colombes.

— Le grand chancelier, le conseil de l'Ordre et les compagnons de la Libération ont la grande douleur de faire part du décès, survenu le 5 juin 1974 à Vaison-la-Romaine (Vaucluse), à l'âge de soixante et onze ans, du

Colonel Gilbert PARAZOLS,
Commandeur de la Légion d'honneur,
Compagnon de la Libération,
Croix de guerre 1939-1945
(quatre citations),
Croix de guerre de Norvège,
Campagnes de Norvège, Dakar, du Tchad (Kouffra, Fezzan), de Tunisie, d'Italie et de France.

Ses obsèques auront lieu le samedi 8 juin, à 15 heures, à la cathédrale de Vaison-la-Romaine (Vaucluse)

[Né le 26 octobre 1903 à Affreville (Algérie), Gilbert Parazols, colonel honoraire du train, chef d'escadron au groupe de transports 505, avait été fait compagnon de la Libération le 28 mai 1945.]

— Mme Maurice Ricard, son épouse,
M. Michel Ricard,
Mlle Marie-José Ricard,
Le docteur et Mme Gérard Chaput, née Ricard, et leurs enfants,
Les familles Hallynck et Gueroult,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice-Fernand RICARD,
Professeur honoraire,

survenu le 4 juin 1974, dans sa soixante-neuvième année, en son domicile

Les obsèques seront célébrées le vendredi 7 juin, à 15 h. 30, en l'église Saint-Savinien, 69, rue d'Alsace-Lorraine à Sens, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Stéphane-Mallarmé.
89 100 Sens.

— Mme Joseph Sabbah,
Mlle Sylviane Sabbah, ingénieur,
M. Jean Sabbah, avocat à la cour,
Les familles Sabbah, Levy, Aim, Fauré,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

Joseph SABBAH,
ancien combattant 1914-1918,

leur époux, père, frère, parent et allié,
survenu le 5 juin 1974.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin-Parisien, le 7 juin 1974, à 9 heures.

M. Daniel Schmidt,
Sylvie, Florence et France,
ont l'immense tristesse de faire part de la mort subite de

Mme Daniel SCHMIDT,
née Cécile Noguier,

à l'âge de quarante-sept ans, le samedi 1er juin 1974.

« Ainsi, mes frères bien-aimés, soyez fermes et inébranlables... »
I Cor. 15.58.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale. Il ne sera pas envoyé de faire-part.

3 bis, rue Emile-Duclaux,
75 015 Paris.

— Cournonterral, Montpellier, Paris, Châteauroux.
Mme Andrée Roger du Teil,
Le général et Mme Claude Hermann et leurs enfants,
Mme Guislaine Rouger, son fils et sa petite-fille,
Mme Jannik Rouger du Teil et ses enfants,
Le professeur et Mme Jean Falgueirettes et leurs enfants,
Mme veuve Etienne Noël, ses enfants et ses petits-enfants,
Mme veuve Charles Morel,
Mme veuve André Rouger et ses enfants,
M. et Mme Trotry de la Touche et leurs enfants,
M. et Mme Jean Chambon,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils ont subie en la personne de

Roger du TEIL,
homme de lettres,
lauréat de l'Académie française
et de l'Académie des sciences
morales et politiques,

pieusement décédé dans sa quatre-vingt-huitième année, le 1er juin 1974, et vous invitent à partager leurs prières et leur espérance.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 3 juin, en la chapelle Saint-Lazare à Montpellier.

« Dieu est amour. » (Saint Jean.)

45, Grande-Calade,
34 680 Cournonterral.

[Né en 1886 à Châtellerault (Vienne) d'une famille de magistrats alliée à celle de George Sand, Roger du Teil avait fait sa carrière dans l'armée. Il était sorti de Saint-Cyr et de Saumur et avait fait partie du cabinet du maréchal Lyautey, haut-commissaire au Maroc. Poète et philosophe, il est notamment l'auteur de « Amour et Pureté », « la Spécialisation et l'Evolution ».]

— M. le pasteur et Mme Pierre Toutlemonde-Proust et leurs enfants,
M. et Mme Robert Moegens-Toutlemonde et leurs enfants,
Mme veuve Marcel Verlomme-Fried-Toutlemonde et ses enfants,
Et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve TOUTLEMONDE,
née Marie Horlance,

rappelée à Dieu le 31 mai 1974, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation a eu lieu le mardi 4 juin, à Toulouse.

« Mon berger c'est le Seigneur. » (Psaume 23.)

31 000 Toulouse,
4, impasse de la Trésorerie.
92 100 Boulogne-Billancourt,
1, avenue Pierre-Grenier.
42 000 Saint-Etienne,
8, rue des Creuses.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Marc WORMS,
née Blanche Pelletier,

survenu à Paris le 3 juin.

Les obsèques auront lieu le samedi 8 juin, à 8 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise, porte Gambetta.

De la part de :
Mme Claude Michel, sa fille,
De ses petits-enfants, arrière-petits-enfants et de toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Jules-Lefebvre, Paris-9e.

Messes anniversaires

— Les compagnons de la Libération sont informés qu'une messe sera célébrée le mardi 11 juin, à 11 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à la mémoire du

général René MOREL,
compagnon de la Libération,
grand-officier de la Légion d'honneur,
grand-croix
de l'Ordre national du mérite,
ancien inspecteur général
de la Légion étrangère,

décédé le 8 mai 1974 ;
et que pour le dixième anniversaire de sa mort, une messe sera célébrée le mardi 11 juin, à 18 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à la mémoire du

général Ralph M. V. MONCLAR,
compagnon de la Libération,
médaille militaire,
grand-croix de la Légion d'honneur,
ancien gouverneur des Invalides.

— Une messe anniversaire sera célébrée le vendredi 7 juin 1974 à 19 heures, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères, Paris-2e, à l'intention du

sergent Albert DOVECAR
et de Claude PIEGTS,

exécutés le 7 juin 1962.

Remerciements

— M. Joannès Dupraz, très touché des témoignages et des marques de sympathie dont on a bien voulu l'entourer lors du décès de sa mère

Mme Elie DUPRAZ,

adresse ses remerciements et l'expression de sa reconnaissance.

4, rue Charles-Dickens, Paris-16e.

— M. et Mme B. S. GLAUBERT et leur famille remercient profondément tous ceux qui leur ont témoignés leur sympathie dans la cruelle épreuve qu'ils viennent de subir.

— M. Louis Lalo,
Christine, Laurence, Jean et Hélène,
Mme Henri Flurin,
très touchés de toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme Louis LALO,
née Monique Flurin,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

— M. Jean Thibault, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Antoine Thibault et leurs enfants,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Gérard BLUM,

remercient très sincèrement les personnes qui se sont associées à leur peine.

Soutenances de thèses

— Lundi 10 juin, à 14 h. 30, université de la Sorbonne nouvelle, salle Louis-Liard. M. Mario Rossi : « Description phonétique et phonologique du parler de Rossano (province de Massa, Italie) ».

— Samedi 15 juin, à 14 h., université de Paris-Sorbonne, amphithéâtre de l'annexe de l'université (16, rue de la Sorbonne). M. Cheikh Bouamrane : « Le problème de la liberté humaine dans la philosophie Mu'tazilite ».

— Jeudi 20 juin, à 14 h. 30, université René-Descartes, amphithéâtre de physiologie, galerie Claude-Bernard (Sorbonne). M. René Luneau : « Les chemins de la noce — La femme et le mariage dans la société rurale au Mali ».

— Jeudi 20 juin, à 14 h., université de la Sorbonne nouvelle, salle Bourjac. M. Norbert Tapiero : « Pour une didactique de l'arabe moderne, langue de communication : problématique et solution ».

— Samedi 22 juin, à 14 h., université de Paris-Sorbonne, amphithéâtre Guizot. M. Maurice Gresset : « Le monde judiciaire à Besançon (1674-1789) ».

— Mardi 25 juin, à 14 h., université Panthéon-Sorbonne, salle Louis-Liard. M. Pierre Cariou : « Les idéalités casuistiques. Recherches sur la rhétorique des cas de conscience au dix-septième siècle en France. Jacques de Saintebeuve (1613-1677) ».

— Vendredi 28 juin, à 14 h., université Panthéon-Sorbonne, salle Louis-Liard. M. Guy Bois : « Recherches sur l'économie rurale et la démographie du début du quatorzième siècle au milieu du seizième siècle en Normandie orientale ».

— Lundi 1er juillet, à 14 h., université de Paris-Sorbonne, salle Louis-Liard. M. Alfred Morabia : « La notion de Gihâd dans l'Islam médiéval (Des origines à Al-Gazâli) ».

— Jeudi 4 juillet, à 14 h., université de Paris-VIII - Vincennes, bâtiment H, salle 22, deuxième étage. M. François Tomas : « Organisation de l'espace et croissance économique : Le cas d'Annaba et de son arrière-pays ».

— La soutenance de thèse de M. Gilbert Mury (« Christianisme et monde moderne ») est reportée au samedi 29 juin, à 10 heures, université de Paris-VIII, bâtiment D, salle 201.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Visites et conférences

VENDREDI 7 JUIN

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 14 h. 45, avenue des Gobelins, 42, Mlle Pajot : « La manufacture des Gobelins et ses ateliers ». — 15 h., devant la cathédrale, place Saint-Louis, M. Carcy : « Versailles : la cathédrale Saint-Louis, ses tours et son trésor ». — 15 h., façade Saint-Merry, Mme Saint-Girons : « Le quartier des Halles autour de Saint-Merry ». — 15 h., centre de la place des Vosges, Mme Zujovic : « La rue de Turenne ».

14 h. 30, avenue Winston-Churchill : « Découverte de l'art thrace » (Petit Palais). — 15 h., sortie métro Pont-Marie : « Hôtels de l'île Saint-Louis » (Mme Cumul). — 15 h., façade église Saint-Pierre : « Jardins secrets et curiosités du vieux Montmartre » (Mlle Hager). — 15 h., rue de Crimée, 93 : « Un village russe aux Buttes-Chaumont » (Paris et son histoire). — 16 h. 30, face au 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris).

CONFERENCES. — 20 h., rue de Londres, 58 : « Scientologie : philosophie religieuse appliquée ; méthode de libération spirituelle et cours d'efficacité personnelle », entrée libre (Eglise de Scientology de France). — 20 h. 30, rue Henner, 8, M. Georges Livraga : « L'Atlantide, mythes et réalités » (Nouvelle Acropole). — 20 h. 30, rue Bergère, 26, M. Paul Arnold : « Le bouddhisme dans la vie quotidienne en Occident » (l'Homme et la Connaissance). — 21 h., palais de Chaillot, Musée de l'homme. MM. Ravaux et Rakoff : « Afghanistan » (Jeune Découverte).

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

VENTE

S. 1 - Tableaux mod., porcelaine, faïences, bronzes, meubles d'époque et de style. Tapis d'Orient. Mes Audap, Godeau, Solanet.
S. 4 - Tabl., bijoux. Me Peschetéau.
S. 6 - Tabl. et dessins mod. Tabl. anc. Extr.-Orient, argenterie, bijoux, meubles anciens et style, tapisseries, tapis. MM. de Knyff, Marumo, Portier, Canet. Me Lemée.
S. 7 - Art de Chine et d'Orient. MM. de Beurdeley, Soustiel. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud.
S. 8 - Bijoux, argenterie ancienne. MM. Fommervault, Monnaie. S.C.P. Couturier, Nicolay.
S. 10 - Tableaux anciens, meubles XVIIIe. Me Renaud.
S. 11 - Livres, timbres. Me le Blanc.
S. 14 - Ameublem. Mes Boisgirard.

VENTE LE 7 JUIN

PALAIS GALLIERA : à 14 h. 30
TABLEAUX ANCIENS
OBJETS D'ART
ET DE BEL AMEUBLEMENT
PRINCIPALEMENT DU XVIIIe siècle
PORCELAINES ANCIENNES
IMPORTANTES SCULPTURES
TAPIS - TAPISSERIES.
MM. P. Antonini, B. et J.-P. Dillée.
Mes ADER, PICARD, TAJAN.

H. George-V : exp. 11-12 h. Vte 14 h. 30
BIBLIOTHEQUE
D'UN AMATEUR
M. Claude Guérin.
Mes ADER, PICARD, TAJAN.

JUSTICE

Les micros du « Canard enchaîné »

UN AGENT SECRET MIS EN VEDETTE

Une fois encore, c'est par le biais de la diffamation que la justice connaît d'abord d'une affaire importante. Six mois après la tentative de pose de micros au Canard enchaîné, *alors que l'instruction est complètement arrêtée mais que le ministre de l'intérieur se répand en déclarations sur les écoutes, M. Georges Laborde, inspecteur de la D.S.T., poursuivait, mercredi 5 juin, l'hebdomadaire* le Point *pour atteinte à sa vie privée. Devant le tribunal civil bien sûr : c'est moins bruyant.*

Le Point, *dans son numéro du 7 janvier 1974, avait publié la photographie de l'inspecteur Laborde assortie du témoignage de Mme Bertin, la concierge des locaux du* Canard enchaîné, *qui affirmait :* « Je reconnais en lui un personnage qui est venu une dizaine de fois à ma loge et qui, par trois fois, m'a réclamé les clefs des futurs bureaux du *Canard enchaîné*. Il se présentait comme employé d'une entreprise de voilage. »

« Témoignage provoqué », *prétendra le bâtonnier René Bondoux, avocat de M. Laborde, qui plaidera l'atteinte à la vie privée, le droit de la personne à son image et le préjudice professionnel — l'anonymat perdu, phénomène insupportable pour un agent qui se veut secret — qu'il estime à 500 000 F.*

Droit à l'information rétorquera Mᵉ François Sarda pour le Point. *Il rappellera le refus opposé par le directeur de la D.S.T. à toute confrontation et le blocage de l'instruction pour justifier l'enquête de la presse.* « Vedette de l'actualité », *M. Laborde pouvait, en tant que telle, être photographié. Mais l'avocat n'en demandera pas moins le sursis à statuer. Seul le procès au fond — s'il vient un jour — permettra de dire si M. Laborde a eu sa carrière d'agent secret brisée parce qu'il posait des « voilages » ou parce que* le Point *l'a cru. Jugement le 3 juillet.*

B. D.

● *Citation à l'ordre de la nation.* — Le *Journal officiel* du 6 juin cite à l'ordre de la nation M. Maurice Larmaillard qui, le 30 mai 1974, avait été tué à Paris, place d'Estienne-d'Orves, en essayant « *sans arme d'empêcher la fuite d'un malfaiteur* ».

DÉBUT DU PROCÈS EN APPEL DE LA GARANTIE FONCIÈRE

Relaxés ou condamnés le mardi 19 mars par la onzième chambre correctionnelle de Paris (*le Monde* du 21 mars), les dix-sept prévenus de l'affaire dite de la Garantie foncière se sont retrouvés mercredi 5 juin devant la neuvième chambre de la cour d'appel présidée par M. Pierre Vergne après appel du parquet. Seuls absents : deux avocats de M. Robert Frenkel écartés par celui-ci. Un long rapport d'appel et des déclarations de M. Frenkel sur les expertises judiciaires, de M. Raymond Lagrave sur le rôle du commissaire aux comptes ou de Mᵉ Victor Rochenoir sur l'utilisation de son compte Carpa (caisse des avocats), l'achat d'or et les incidences fiscales des opérations de la Garantie foncière n'ont pas apporté de lueurs nouvelles sur une affaire qui n'avait pas occupé moins de trente-sept audiences du tribunal correctionnel d'octobre 1973 à janvier 1974.

Premier à faire appel. Mᵉ Victor Rochenoir sera le premier à être défendu lundi 10 juin. Les plaidoiries se dérouleront ensuite — dans l'ordre de l'appel — les trois premiers jours de chaque semaine.

LES AVOCATS DE M. ET Mme DEWEVRE RÉAGISSENT AUX DÉCLARATIONS DE Mᵉ LEROY

Répliquant aux déclarations de Mᵉ Pierre Leroy, notaire à Bruay-en-Artois, qui espère obtenir rapidement un non-lieu pour le meurtre de la jeune Brigitte Dewèvre (*le Monde* du 6 juin), Mᵉˢ Thierry Lévy et Georges Kiejman, avocats des parents de la jeune fille, ont diffusé la mise au point suivante :

« *Après l'annonce par les avocats de Mᵉ Leroy d'une visite pressante qu'ils auraient rendue au procureur général près la cour d'appel de Paris, les avocats de M. et Mme Dewèvre, Georges Kiejmann et Thierry Levy, soulignent qu'ils ont, le mardi 4 juin, reçu l'assurance du président de la chambre d'accusation que le dossier de Bruay-en-Artois ne ferait l'objet d'aucun règlement avant qu'ils aient été mis en mesure de solliciter de nouveaux actes d'instruction. Ils rappellent que le procès-verbal de la reconstitution ne figurant pas encore au dossier, il est prématuré d'en tirer une conclusion quelconque.* »

FAITS DIVERS

A Nice

ARRESTATION DU MEURTRIER PRÉSUMÉ D'UNE ENFANT DE HUIT ANS ENLEVÉE LUNDI

Le meurtrier présumé de Marie-Dolorès Rambla — l'enfant de huit ans enlevée le lundi de Pentecôte à Marseille — a été arrêté mercredi 5 juin, après que le corps de la fillette eut été découvert dans un bois, aux environs d'Aubagne (Bouches-du-Rhône). Le suspect, Christian Ranucci, vingt ans, agent commercial, a été interpellé alors qu'il rentrait à son domicile à Nice. Il a été transféré à Marseille et interrogé toute la nuit. Il nie être l'auteur du crime. Le commissaire Alessandra, chargé de l'enquête, estime pourtant que de « *très lourdes charges pèsent sur lui* ».

C'est en enquêtant sur un accident de la circulation que les policiers ont pu retrouver le corps de l'enfant et identifier son ravisseur. Le lundi 3 juin, en effet, le conducteur d'une « 304 » s'était enfui après être entré en collision avec un autre véhicule au carrefour dit de « la Pomme », sur le territoire de la commune de Peypin. Poursuivi par un témoin, l'homme fut, semble-t-il, pris de panique et, laissant son automobile, disparut dans un bois voisin, en tenant par la main une fillette. Le témoin renonça à le poursuivre, mais releva le numéro minéralogique de la voiture. Ayant fait le rapprochement entre cette scène et l'enlèvement de Marie-Dolorès Rambla, il avertit la police.

Des battues, aussitôt organisées dans les bois proches du lieu de l'accident, devaient permettre de découvrir le corps de l'enfant, tuée à coups de pierre. Le numéro d'immatriculation de la « 304 » a conduit les policiers vers le propriétaire de la voiture, Christian Ranucci.

● *Pour diffamation envers le contre-amiral Philippe de Gaulle,* mis en cause par *Minute* le 7 mars 1973 dans un article intitulé « Sosthène coule avec le sire de La Villette », M. Jean Boizeau, directeur de l'hebdomadaire, a été condamné, mercredi 5 juin, à verser 7 000 F de dommages et intérêts au requérant par la première chambre du tribunal de Paris. Le jugement devra être inséré dans *Minute* et dans trois journaux au choix du demandeur.

Dans les Landes

CINQ ENFANTS ET UN PRÊTRE SE NOIENT AU COURS D'UNE BAIGNADE

Cinq enfants et un prêtre sont morts noyés, le mercredi 5 juin, au cours d'une baignade sur la plage de Moliets-et-Maa, dans les Landes. Les victimes faisaient partie d'un groupe de quatre-vingt-trois écoliers d'Orleix, près de Tarbes (Hautes-Pyrénées), qui étaient allés se promener au bord de la mer, accompagnés par un prêtre de la localité.

Arrivés à 12 h. 30 sur la plage déserte et réputée dangereuse, les enfants se sont aussitôt mis à l'eau. Mais une forte lame et le courant ont brusquement emporté quelques baigneurs. Le prêtre qui les surveillait, l'abbé Pruez, a tenté alors de leur porter secours, tandis que les chauffeurs des cars donnaient l'alerte. Les sauveteurs devaient repêcher quatre corps, ceux de l'abbé Pruez, quarante-cinq ans, et de trois enfants, Patrick Labat, sept ans, Philippe Burguez, sept ans, et Jean-Claude Loubère, douze ans. Deux autres enfants, Michel Bithu, douze ans, et Elizabeth Mena, dix ans, ont disparu. Deux adolescents ont pu être sauvés. L'un a été ranimé sur place, tandis que l'autre devait être hospitalisé à Dax mais ses jours ne sont pas en danger.

[Dans les centres de loisirs et de vacances, des dispositions très strictes sont prévues pour les baignades : aux termes d'un arrêté du 21 novembre 1963, chaque baignade ne peut réunir plus de quarante enfants ou adolescents ; un moniteur pour huit doit les accompagner dans l'eau ; un maître nageur-sauveteur ou, à défaut, une personne titulaire du brevet de surveillance de baignade doit assurer une surveillance générale depuis la berge ; enfin, un responsable de groupe doit être « présent sur la berge, accompagné d'une personne qualifiée pour donner, en cas de besoin, les premiers soins ». Enfin, lorsqu'un groupe d'enfants arrive sur la plage, le responsable doit en avertir les services de sécurité de l'endroit. Cette réglementation extrêmement contraignante ne peut pas toujours être respectée, en raison même des précautions qu'elle prévoit et du nombre de personnes nécessaire : ainsi, pour que quatre-vingt-trois enfants puissent se baigner en même temps, il faudrait onze moniteurs et accompagnateurs.]

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'AMÉNAGEMENT DES SQUARES PARISIENS

Des voitures sous la pelouse

Creuser des garages sous les squares, cette désastreuse politique, décidée vers 1965 et mise en œuvre dans les années qui suivirent, a abouti aux résultats que l'on sait : dégrader des jardins déjà bien maigres, supprimer des arbres parfois centenaires et leur substituer des « arbrisseaux » anémiques plantés sur une mince couche de terre. L'administration parisienne vient elle-même de le reconnaître.

Le square d'Anvers, boulevard Rochechouart, est le très « parfait » exemple de ce massacre. Les riverains, déjà voués à la portion congrue, ont vu ainsi disparaître le dernier carré de verdure dont ils disposaient. Il y en a d'autres. Par la suite, l'administration et les élus, sous la pression de l'opinion publique, firent machine arrière. C'est aux Parisiens — et aux associations qu'ils fondèrent — que l'on doit d'avoir pu sauver le square du Temple, dans le troisième arrondissement, le square Jean-XXIII, au chevet de Notre-Dame, le square Gaston-Baty, à l'ombre de la tour Maine-Montparnasse.

Ce revirement, l'administration parisienne ne l'a pas consenti sans grincements de dents. Elle a plaidé que les plantations sur dalles faites dans les jardins, après construction d'un parking, valaient bien l'ancienne végétation, et surtout que la liberté d'aménager la surface pour le plus grand profit des promeneurs restait entière. Comme jardins « réussis », on citait entre autres, le plateau Marigny, les squares Bergson, Montholon, Boucicaut.

Un propos très récent de M. Jean Verdier, préfet de Paris, vient après coup tempérer ces affirmations optimistes. Un conseiller de Paris, M. Edouard Frédéric-Dupont (rép. ind.), avait demandé que soit réaménagé le square Boucicaut, conformément aux promesses faites, avec l'installation « au pied des arbres, dans des zones d'ombre si rares dans ce jardin, de rond-points avec bancs ».

La réponse du préfet, parue au Bulletin municipal officiel, *du 2 juin, est la suivante :* « Le réaménagement du square Boucicaut, dans un sens plus favorable à la détente, pose des problèmes difficiles par la suite de la présence en sous-sol du parc à voitures. » *On ne peut mieux dire.*

District parisien

Les industriels se plaignent du « parcours du combattant » que leur impose l'administration

La chambre de commerce de Paris, la Confédération des petites et moyennes entreprises, l'Union patronale et la préfecture de la région avaient convié le 5 juin les industriels de la région parisienne à débattre sur le thème de « *l'expansion des entreprises et les villes nouvelles* ». Les intéressés en ont profité pour exprimer les critiques très vives sur la politique de décentralisation menée dans la région parisienne et les pratiques de l'administration. Les doléances des industriels concernent par exemple le poids de la charge foncière jugé excessif par ceux qui déménagent dans les zones industrielles des villes nouvelles. D'autres visent l'étroitesse du marché du travail que l'on y trouve. Les plus fréquentes et les plus acerbes sont réservées aux administrations. Les équipements collectifs ont presque toujours du retard et l'un des participants a suggéré d'appliquer aux personnes publiques les pénalités qui sont d'usage lorsque des firmes privées dépassent les délais qui leur ont été fixés. Les fonctionnaires sont trop nombreux à s'occuper d'un même dossier, disent encore les industriels, qui se plaignent soit de ne savoir à quelle porte frapper, soit de voir les dossiers « s'enliser » entre les services compétents. Ainsi la SNECMA de Corbeil attend-elle depuis 1963 que la propriété du terrain où sont construits ses bâtiments soit transférée par l'Etat. La rapporteur général du colloque, M. Darrigrand, a prié les fonctionnaires de « *simplifier le parcours du combattant* » imposé aux firmes. Les industriels souhaiteraient pouvoir signer de véritables contrats « de desserrement » par lesquels ils s'engageraient à créer des emplois en échange de la garantie que les équipements publics seraient réalisés en temps utile.

Mises à part la suppression de l'agrément pour l'installation en région parisienne d'établissements de moins de 3 000 m2, et la suppression des taxes dans les villes nouvelles, les patrons de la région parisienne ne demandent que l'application de la politique officielle d'aménagement... mais le plus vite possible.

La question des liaisons

Autre motif de revendication : les liaisons entre les villes nouvelles et Paris, entre les villes nouvelles et les aéroports et entre les villes nouvelles elles-mêmes.

Au fil du débat qui a suivi la présentation du rapport général on a vu peu à peu les industriels faire front commun contre la politique de décentralisation de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). « *Si la politique de décentralisation de la région parisienne doit être poursuivie, qu'on le dise au moins officiellement* », a demandé un participant. M. Cuny, le représentant de la DATAR, a refusé quant à lui, de parler de décentralisation. « *Entre 1968 et 1972 les effectifs industriels de la région n'ont pas varié* », a-t-il déclaré, en ajoutant :

« *Est-il normal que l'industrie parisienne vive comme c'est le cas actuellement grâce à la main-d'œuvre étrangère alors que des provinces ne demandent qu'à offrir leurs forces de travail ?* » A quoi le préfet de la région a répondu en demandant que l'on démontre d'abord que « *l'industrialisation ne se fait pas grâce aux travailleurs immigrés dans le reste de la France* ».

Un débat à suivre.

SOCIÉTÉ

Mme SIMONE VEIL A REÇU DES PARTISANS DE L'AVORTEMENT LIBRE

Une douzaine de personnes appartenant au Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) et au comité de soutien aux trois travailleurs licenciés de l'hôpital international de l'université de Paris ont été reçues durant quelques minutes, mercredi 5 juin au début de l'après-midi, par Mme Simone Veil, ministre de la santé.

Le groupe, qui n'avait pas annoncé sa venue, se composait de membres du MLAC, mais aussi de membres du personnel du ministère de la santé représentant trois cent soixante signataires d'une pétition en faveur de la liberté de l'avortement. Ayant accepté de les recevoir brièvement, Mme Veil déclara qu'il fallait « *apaiser les passions* » que suscite le problème de l'avortement et indiqua qu'une décision serait prise avant la fin de l'année. Le ministre de la santé a aussi reconnu que la contraception ne touchait qu'une minorité de femmes et qu'un effort serait fait pour l'élargir.

Au sujet du problème particulier de l'hôpital universitaire — où deux kinésithérapeutes et un brancardier ont été licenciés le 18 février par la direction de l'hôpital pour avoir participé à un avortement illégal, — Mme Veil a déclaré ne pas connaître le dossier, mais assuré ses interlocuteurs qu'elle se renseignerait auprès du garde des sceaux.

L'action intentée pour « licenciements abusifs » par les trois personnes en question a été examinée ce jeudi 6 juin par le tribunal d'instance du quatorzième arrondissement, à Paris, statuant en matière prud'homale. Le jugement sera rendu le 23 juin.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

AVANT LA RÉUNION DE L'OPEP A QUITO

Les experts de la C.E.E. envisageraient une démarche auprès des pays producteurs pour qu'ils n'aggravent pas la fiscalité pétrolière

Une réunion du groupe d'experts pétroliers des pays du Marché commun se tient, ce jeudi 6 juin, à Bruxelles. Le représentant français proposerait à ses huit partenaires d'effectuer une démarche commune — à laquelle pourrait être associé le Japon — auprès des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui se réunissent le 15 juin à Quito (Equateur). Il s'agirait de démontrer à ces derniers qu'une modification de leur fiscalité pétrolière se traduirait inévitablement par une nouvelle hausse des prix à la consommation et une acceptation de la détérioration des balances des paiements occidentales.

On sait qu'une nette majorité se dessine au sein de l'Organisation en faveur d'un alourdissement de la fiscalité pétrolière, afin de « récupérer les super-bénéfices des compagnies » (*le Monde* du 26 mai). Selon les experts économiques de l'OPEP, une telle décision ne devrait pas avoir d'influence sur les prix à la consommation. Seules, les compagnies en pâtiraient.

Or les experts français de la direction des carburants contestent une telle interprétation. Les bénéfices records des sociétés réalisés durant la crise ? Ils existent bien sûr, expliquent-ils, mais il faut tenir compte de plusieurs facteurs qui les ont gonflés artificiellement : gains sur les changes, « fort coquets », au dire d'un président de compagnie ; provisions spéciales en vue du processus de nationalisation dans les pays producteurs ; bénéfices sur le pétrole extrait dans les Etats occidentaux, aux Etats-Unis notamment ; pofits confortables dans les secteurs chimiques ; plus-values importantes sur les stocks acquis avant la crise et parfois vendus aux nouveaux prix. A ce sujet, on admet qu'il a pu y avoir un certain surstockage de la part de quelques sociétés.

Tous ces éléments mis bout à bout expliqueraient en grande partie l'accroissement des bénéfices. Que les sociétés aient mieux gagné leur vie, que leur marge bénéficiaire par baril ait été améliorée, on n'en disconvient pas, mais il est faux de parler d'un bénéfice de 3,7 dollars voire de 4 dollars par baril. En effet, indiquent les experts, les compagnies ne vendent pas leur pétrole au même tarif que celui pratiqué sur le « brut participation » (93 % du prix affiché). Elles effectuent une péréquation entre ce dernier, qu'elles rachètent aux Etats à 10,85 dollars le baril dans le golfe Persique, et celui qu'elles ont en propre (le « brut concession », qui leur revient à 7,10 dollars). « *Contrairement à ce que l'OPEP veut faire croire, le prix réel du marché n'est pas égal à 93 % du prix affiché. Il est sensiblement inférieur.* »

Les responsables français sont d'autant plus motivés par une telle démarche auprès de l'OPEP que les prix en vigueur par notre marché sont relativement bas. Le gouvernement avait retenu en janvier un prix moyen de 8,32 dollars le baril pour la qualité provenant du golfe Persique. Les compagnies estiment ce prix insuffisant et réclament depuis plusieurs semaines un réajustement en hausse d'environ 50 francs par tonne.

Toute modification de la fiscalité des pays producteurs devrait donc être obligatoirement répercutée au niveau du consommateur.

On a déjà calculé au ministère de l'industrie que la généralisation des prises de participation à 60 % dans le capital des sociétés exploitantes par les États producteurs, qui augmente considérablement la part du brut vendue à 93 % du prix affiché, coûterait 1,20 dollar par baril et entraînerait pour la France le renchérissement de ses importations de 1,2 milliard de dollars. Si les impôts des Etats producteurs étaient portés de 55 % à 87 % du prix affiché, une augmentation similaire viendrait s'ajouter à cette majoration. Il nous en coûterait donc 2,4 milliards de dollars par an, soit près de 12 milliards de francs.

Les experts de la DICA veulent donc éviter une nouvelle escalade des prix. Ils ne contestent pas qu'une réforme de la fiscalité des Etats producteurs allant dans le sens de la simplification soit nécessaire. Ce qu'ils souhaitent, c'est ouvrir la discussion sur les chiffres avec l'OPEP, « *éviter qu'une nouvelle décision irréversible ne soit prise* ». On apprend à Washington que le directeur américain de l'énergie partage les mêmes craintes. Le département d'Etat a adressé des télégrammes aux principaux pays producteurs pour exprimer son inquiétude.

Et les compagnies ? « *Il appartient aux pays consommateurs de faire en sorte qu'elles réalisent des profits normaux.* » L'idée fait son chemin en Occident. Mais tous les Etats ont-ils la volonté et la possibilité d'imposer un contrôle très strict sur les opérations des majors ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

FINANCES

M. DE LAROSIÈRE est nommé directeur du Trésor

M. Jacques de Larosière a été nommé, mercredi 5 juin en conseil des ministres, directeur du Trésor en remplacement de M. Claude Pierre-Brossolette, nouveau secrétaire général à la présidence de la République.

[Né le 12 novembre 1929, M. de Larosière a été élève de l'ENA de 1954 à 1958. Inspecteur des finances en 1960, il fut chargé de mission à la direction des finances extérieures (1963), puis à la direction du Trésor (1965). M. de Larosière avait été nommé sous-directeur à la direction du Trésor en 1967, puis directeur adjoint et chef de service en 1971 à cette même direction. Au début de l'année, M. Jacques de Larosière avait été nommé directeur du cabinet de M. Giscard-d'Estaing, remplaçant à ce poste M. Calvet, qui venait d'être nommé directeur général adjoint à la Banque nationale de Paris.]

● RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Le nouvel âge de l'ingénierie » paru dans *le Monde* du 1er juin, nous avons cité parmi les plus importantes solutions de ce secteur la SEUDETEG. C'est bien entendu SODETEG qu'il fallait lire.

MONNAIES

Le dégel ?

(*Suite de la première page.*)

Assiste-t-on à un déblocage des discussions sur l'or qui permettrait de dégeler les réserves d'or des banques centrales inutilisables à cause du caractère fictif du prix officiel (42,22 dollars l'once) ? On a deux bonnes raisons de le croire :

1) Les Etats-Unis ne peuvent laisser leurs plus fidèles alliés (l'Italie, par exemple) se débattre dans des problèmes insolubles de paiements extérieurs, alors que la revalorisation du prix de l'or officiel fournirait un précieux « ballon d'oxygène » ; la valeur de l'encaisse-or passerait de 3,48 à quelque 13 milliards de dollars, si le prix théorique du métal précieux était quadruplé.

2) L'opposition américaine aux requêtes européennes n'est pas logique. Les Etats-Unis craignent qu'on remette l'or au centre du système monétaire ; or ce n'est pas parce qu'on décide de traiter le métal officiel à un prix proche de celui du marché libre que l'on revient à l'étalon-or. Au contraire, on lui tourne le dos, dans la mesure où ce système implique un prix fixe officiel pour le métal.

Reste à savoir selon quelles modalités les transactions d'or entre banques centrales pourront reprendre. Seront-elles fixées à Washington la semaine prochaine ? — Ph. S.

Sur les marchés des changes

BAISSE DU DOLLAR ET DU FRANC

Le dollar a continué à baisser jeudi matin sur les marchés des changes, notamment à Francfort, où il ne valait plus que 2,48 1/2 DM contre 2,49 1/2 DM mercredi et 2,51 3/4 DM mardi. Le franc a également baissé par rapport à toutes les monnaies, excepté le dollar, qui s'établissait à 4,90 1/2 F contre 4,88 1/2 la veille. Le marché, très nerveux, a été à nouveau agité par des rumeurs d'ajustements monétaires à l'occasion de la réunion des ministres des finances des Neuf.

Le cours de l'once d'or à Londres s'est un peu tassé à 160,75 dollars après sa vive hausse de mercredi, qui l'avait portée de 154,50 dollars à 161,75 dollars et même à 163 dollars.

SYNDICATS

La C. G. T. produit de nouveaux documents concernant les méthodes de la C. F. T.

Au cours d'une conférence de presse que présidait M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., et à laquelle participaient Mme Christiane Gilles, MM. Marcel Caille, Henri Krasucki et Jean Schaeffer, « de nouvelles révélations, des faits et des preuves sur le complot de la C.F.T. » ont été présentées sous la forme de trente-deux documents photocopiés, qui viennent grossir le dossier ouvert le 14 mars dernier par les déclarations de M. Marcel Michaut, ancien responsable C.F.T. aux usines Berliet, à Venissieux (« le Monde » daté 17-18 mars et du 30 mars).

Il s'agit notamment de correspondances échangées entre diverses personnes, en particulier des responsables de la C.F.T. et des ministres ou parlementaires de la majorité, d'un « carnet de bord » ayant appartenu à une personne chargée par la SITER, « *entreprise proche de la C.F.T.* », de « *recruter d'anciens légionnaires, paras, gendarmes, C.R.S., etc.* » et des devis correspondants.

Selon M. Caille, ces documents « *compromettent gravement une officine qui mène de véritables machinations contre les travailleurs* », au moment où « *des tentatives nouvelles se font jour pour essayer de mettre en selle la C.F.T.* ».

Des « encouragements »

Les stratagèmes sont nombreux, a indiqué M. Caille. Aux subventions directes s'ajoutent des « *encouragements* », sous couvert de publicité ou de fonds attribués à la « *formation professionnelle* » et détournés des véritables objectifs de cette formation.

Toujours selon les documents produits par la C.G.T., on apprend — d'après une lettre adressée par M. Gaillard, directeur de la SITER, à un responsable des usines Berliet de Vénissieux — qu'un ancien officier chargé de recruter lesdits « *légionnaires, paras, gendarmes* » gagne plus de 10 000 francs (1 million d'anciens francs) par mois, qu'un monsieur chargé de « *missions spéciales, filatures, enquêtes* » gagne 7 848 francs par mois.

M. Caille a rappelé que de nouvelles agressions physiques avaient eu lieu ces dernières semaines chez Simca et Citroën : « *Militants C.G.T. et travailleurs immigrés sont particulièrement victimes de ces agissements*, a dit M. Caille. *Les informations en notre possession font état de soixante-quatre arrestations d'immigrés en France. Deux personnes ont disparu depuis trois ans à Sochaux sans laisser de traces, même au Maroc, leur pays d'origine. Ces agissements condamnables font peser une sérieuse menace sur les libertés démocratiques, les droits de l'homme, les droits des travailleurs et des citoyens.* »

Une mise en garde

« *Nous savons*, devait pour sa part déclarer M. Séguy, *qu'avec l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence, la prétention de la C.F.T. d'accéder à la qualité d'organisation syndicale représentative au plan national s'est renforcée, et qu'elle peut espérer s'appuyer à cet effet sur un certain nombre de ses protecteurs proches du président de la République et du premier ministre.* »

C'est pourquoi la C.G.T. a jugé « *indispensable d'adresser au chef de l'Etat et à son gouvernement une mise en garde publique sur les conséquences que ne manquerait pas d'avoir la moindre tentative de ce genre* ».

« *Je dois dire*, a poursuivi le secrétaire général de la C.G.T., *que nous avons été scandalisés par le récent jugement de la 17e chambre correctionnelle de Paris, qui a condamné le secrétaire général de Force ouvrière pour diffamation envers la C.F.T. Ce jugement constitue une caution inadmissible à la C.F.T. Si M. André Bergeron décide de faire appel d'un tel jugement nous communiquerons au président de la cour d'appel le dossier complet dont nous disposons : il lui permettra de constater que la C.F.T. ne peut être comparée, ni de près ni de loin, à une organisation syndicale telle que la définit la législation en vigueur.* »

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

LE DANGER DE FAMINE VU PAR LES EXPERTS DE LA F.A.O.

Le déficit céréalier des pays en voie de développement pourrait atteindre 85 millions de tonnes en 1985

Le mauvais temps, deux récoltes médiocres consécutives ont rappelé aux pays riches que la révolution industrielle n'avait pas anéanti la famine des enfants noirs ou indiens mendiant un bol de riz. Des cadavres rongés par la vermine sont des clichés d'une réalité qui n'est pas lointaine. Les silos à grains des grands pays contiennent en réserve seulement l'équivalent de deux à trois semaines de consommation. Les prix des engrais indispensables au développement de la production agricole se sont envolés (le Monde du 6 juin) ; ils sont désormais trop chers pour les pays pauvres, où vingt millions d'êtres humains devront, d'ici à la fin de l'année, réduire leur ration alimentaire déjà précaire. Une session de la F.A.O. sera consacrée à ce problème le mois prochain. Parallèlement se poursuit la préparation de la conférence alimentaire mondiale, dont l'idée a été lancée par les pays non alignés réunis à Alger en septembre dernier et qui sera organisée par l'ONU.

Il semble que la communauté internationale se penche depuis peu avec plus d'attention sur le problème posé par la menace de famine. Une session spéciale de la F.A.O. sera consacrée aux approvisionnements en engrais le mois prochain. Une limitation de la consommation de fumure dans les pays développés, en vue d'approvisionner en priorité les pays pauvres pour qui les engrais sont indispensables, pourrait être proposée à cette occasion par M. Boërma, directeur de l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture. Toutefois, les engrais ne sont qu'un des aspects de la question alimentaire qui sera évoquée plus complètement lors de la conférence patronée par l'ONU, à Rome, en novembre prochain.

L'idée de cette conférence alimentaire mondiale a été lancée par les pays non alignés réunis à Alger, au début du mois de septembre. Le secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger, l'a reprise, quelques semaines plus tard, lors de la session de l'ONU. Son objet est de préparer, sous l'égide des Nations unies, les moyens de maintenir un approvisionnement alimentaire suffisant dans toutes les parties du monde, et de coordonner les efforts des diverses nations pour faire face aux problèmes de la faim et de la sous-alimentation.

M. Sayed Ahmed Marei, conseiller du président égyptien Sadate et ancien ministre de l'agriculture de son pays, est chargé de l'organisation de la conférence ; il a exposé dans ces colonnes (*le Monde* du 13 mars) ses préoccupations essentielles. Un premier groupe préparatoire de la conférence s'est réuni à New-York du 11 au 15 février dernier, le second se tient jusqu'au 8 juin, à Genève.

Dégradation

Le document sur lequel les experts travaillent en ce moment fait l'inventaire des problèmes de production et de consommation alimentaires dans le monde pour les dix prochaines années. En 1974, les pays en voie de développement devront importer environ 60 millions de tonnes de céréales pour satisfaire leurs besoins, et la malnutrition frappe de 400 millions à 800 millions de personnes. Les perspectives de récolte dans les principaux pays producteurs sont néanmoins favorables.

Si on continue sur la même lancée, en 1985, la demande alimentaire aura crû globalement de 2,5 % par an : il s'agit d'une moyenne correspondant à un progrès de près de 4 % dans les pays pauvres. La production, elle, augmentera de 2,4 % par an dans les pays développés, et de 2,6 % seulement dans les pays en voie de développement (contre 4 % pour la demande). Grosso modo, il y aura équilibre global « demande-production » dans le monde, mais *« la situation serait extrêmement difficile pour la plupart des groupes de pays en voie de développement (...) où la demande s'accroîtra beaucoup plus rapidement que la production »*. En clair, le déficit céréalier de ces pays, pour ne parler que de lui, pourrait atteindre 85 millions de tonnes en 1985 et dépasser 100 millions de tonnes si les conditions météorologiques sont défavorables.

Un corollaire du développement économique aggrave cette tendance : en cas de mauvaises récoltes, *« les gens* [des pays développés] *n'acceptent plus de se serrer la ceinture »*.

« Les gouvernements s'adressent à la communauté mondiale pour assurer l'approvisionnement [de leur pays] *grâce aux échanges commerciaux ou à l'aide alimentaire »*, lit-on dans le document de travail des experts de la F.A.O. Mais ceux-ci ajoutent avec quelque amertume : *« Il est inacceptable que des millions d'êtres humains continuent à subir des atteintes physiques et mentales provoquées par la sous-alimentation, cependant que l'on attend le remède définitif que serait la suppression générale de la misère, et cela est d'autant plus inacceptable qu'une action immédiate n'est nullement impossible. »*

Les solutions ? Elles sont de deux ordres :

● CONSTITUER DES STOCKS ALIMENTAIRES DE SECURITE : un ou deux millions de tonnes de denrées au minimum, qui pourraient être envoyées rapidement dans les zones de famine ;

● RELANCER LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES PAYS PAUVRES. Il s'agirait essentiellement d'utiliser un potentiel qui reste inemployé en terres et en hommes (on parle de 7 millions de kilomètres carrés en Afrique, c'est-à-dire une surface de terres arables comparable à celle des Etats-Unis) et d'éviter certains gaspillages dans l'utilisation des engrais ou dans la distribution des récoltes (le quart des céréales produites en Inde serait perdu après la récolte !).

Les comités préparatoires de la conférence alimentaire en sont là. Les experts des organisations les plus diverses du commerce, des consommateurs et de la production ont été ou vont être consultés. Reste à aborder les questions politiques qui sont du ressort des Etats.

Un clivage « riches - pauvres » est déjà apparu parmi les cent trente à cent quarante pays désireux de participer à la conférence de Rome. Certes, tous sont d'accord sur la nécessité d'agir pour assurer la sécurité des approvisionnements alimentaires et pour augmenter la production. Toutefois, la plupart des pays en voie de développement insistent pour que toute la gamme des problèmes liés au commerce des produits agricoles, notamment les accords mondiaux par produits, soit examinée, alors que presque tous les pays développés, les Etats-Unis les premiers, souhaitent que les travaux de Rome ne « doublonnent » pas avec les négociations commerciales multilatérales engagées par ailleurs.

Enfin, il faudra trouver des moyens de financement pour concrétiser ces projets. Dans le contexte économique et énergétique actuel, la tendance est-elle à la générosité ? Les Etats-Unis ne s'efforcent-ils pas de partager les charges des stocks alimentaires de sécurité avec les autres pays riches ? Dans quelle mesure ces derniers feront-ils supporter à leurs consommateurs le coût du développement de la production dans les pays en voie de développement ? La réponse à ces trois questions dépend de la tournure que prendra la conférence « réflexion intégrée » sur l'alimentation mondiale, ou bien affrontement de raisons d'Etat égoïstes ?

ALAIN GIRAUDO.

BILLET

Après le renouvellement de l'état-major des chambres d'agriculture

Chou vert n'est pas vert chou

Les quatre-vingt-treize présidents de chambres départementales d'agriculture ont choisi le changement sans risque, pour emprunter le vocabulaire en vogue chez les hommes politiques. Le dauphin du président sortant, M. Collet, a été désigné. Toutefois, quelques heures après avoir été élu, M. Louis Perrin a été flanqué à la vice-présidence de M. de Caffarelli, son adversaire de la matinée. Subtilité des recettes paysannes : chou vert n'est pas vert chou ! Et pourtant, la différence entre les deux hommes tient à peu de chose. Le premier est « plus de la maison » que le second.

Pour le reste, l'état-major de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) est singulièrement rajeuni. Quinze nouveaux membres entrent au conseil d'administration de l'assemblée consulaire, le comité permanent général, M. Sylvain Guizard, un Méridional marié à une enseignante de la faculté de Montpellier, prenant le secrétariat général laissé par M. Perrin.

Après être passée dans les mains d'un éleveur, la présidence revient donc à un céréalier. C'est un Beauceron trapu et robuste, passionné d'économie, qui s'installe avenue George-V, au terme d'une ascension professionnelle linéaire : peu d'échecs pour ce grand fumeur de pipe, qui n'a guère perdu qu'une fois, contre M. de Caffarelli d'ailleurs, pour la présidence de l'Association nationale pour le développement agricole (ANDA).

Secrétaire général de l'APCA depuis 1971, M. Perrin connaît bien les qualités et les défauts de l'organisation qu'il préside désormais. On lui prête l'intention de mettre un terme aux jeux rivaux de l'appareil des chambres et de « gouverner ». Il en a la poigne. Des idées aussi : la déconcentration du pouvoir.

Mais sera-t-il le président de toutes les agricultures ? Quelle sera son attitude à l'égard du syndicalisme paysan ? Comment défendra-t-il les dossiers difficiles — prix, aliments du bétail, engrais — qui s'accumulent ? Quel sera son comportement à l'égard des pouvoirs publics dans une conjoncture défavorable aux exploitants ? Un premier élément de réponse sera apporté lorsque M. Bonnet viendra, ce jeudi après-midi, devant l'Assemblée.

A. G.

SALAIRES

L'augmentation de 3,25 % des traitements des fonctionnaires est en partie non hiérarchisée

Après l'augmentation des traitements de la fonction publique — relevés de 3,25 % à compter du 1er juin (« le Monde » du 6 juin), — les fédérations de fonctionnaires C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., F.O., C.F.T.C., C.G.C. et autonomes ont publié un communiqué commun prenant acte de la décision du conseil des ministres.

Les fédérations soulignent que cette mesure *« ne règle pas les problèmes de la fonction publique : le pouvoir d'achat n'est pas maintenu pour l'ensemble des fonctionnaires ; aucune réponse satisfaisante n'est apportée dans l'immédiat au problème crucial du minimum de rémunération des bas salaires »*.

Les organisations syndicales remarquent enfin que restent en suspens, depuis le 14 février, la progression du pouvoir d'achat en 1974, la remise en ordre des rémunérations et le règlement des problèmes catégoriels généraux.

Un communiqué publié mercredi 5 juin par l'hôtel Matignon précise que la « revalorisation » annoncée comporte *« une double mesure : d'une part, une majoration de 1,6 % du traitement brut annuel ; d'autre part, l'attribution de 5 points d'indice à tous les agents »*.

L'augmentation est donc, en partie non hiérarchisée, ce qui permet de relever plus fortement les salaires du bas de l'échelle hiérarchique. Globalement, ajoute le communiqué, ce dispositif *« correspond à une progression de 3,25 % de la masse des rémunérations de la fonction publique »*.

Deux augmentations étaient déjà intervenues : l'une le 1er février, de 2 %, l'autre le 1er avril, de 2,25 %. Au total, l'augmentation s'élèvera donc, depuis le 1er février, à 7,50 %.

D'autre part, des négociations devraient s'ouvrir très prochainement avec les organisations représentatives de la fonction publique pour l'établissement d'un accord salarial. Ces négociations seront conduites par le secrétaire d'Etat à la fonction publique, qui sera nommé en fin de semaine.

EMPLOI

NOUVEAUX LICENCIEMENTS CHEZ TITAN-CODER A MARSEILLE

(De notre correspondant.)

Marseille. — Soixante-dix-huit emplois seront supprimés dans les prochains jours aux établissements Titan-Coder (semi-remorques et citernes) de Marseille, dont les effectifs seront ainsi ramenés à onze cents salariés. Cette mesure, qui touche douze cadres et des techniciens et agents de maîtrise du secteur administratif et des réparations ferroviaires, se traduira par quarante-trois licenciements, dix salariés bénéficiant de la préretraite, les autres ayant accepté un reclassement à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise.

Au titre d'un « plan d'assainissement » entériné par le ministère du développement industriel et scientifique, deux cent soixante-quinze salariés avaient déjà été licenciés le 1er août 1973 (*le Monde* daté 5-6 août).

Faits et chiffres

Économies étrangères

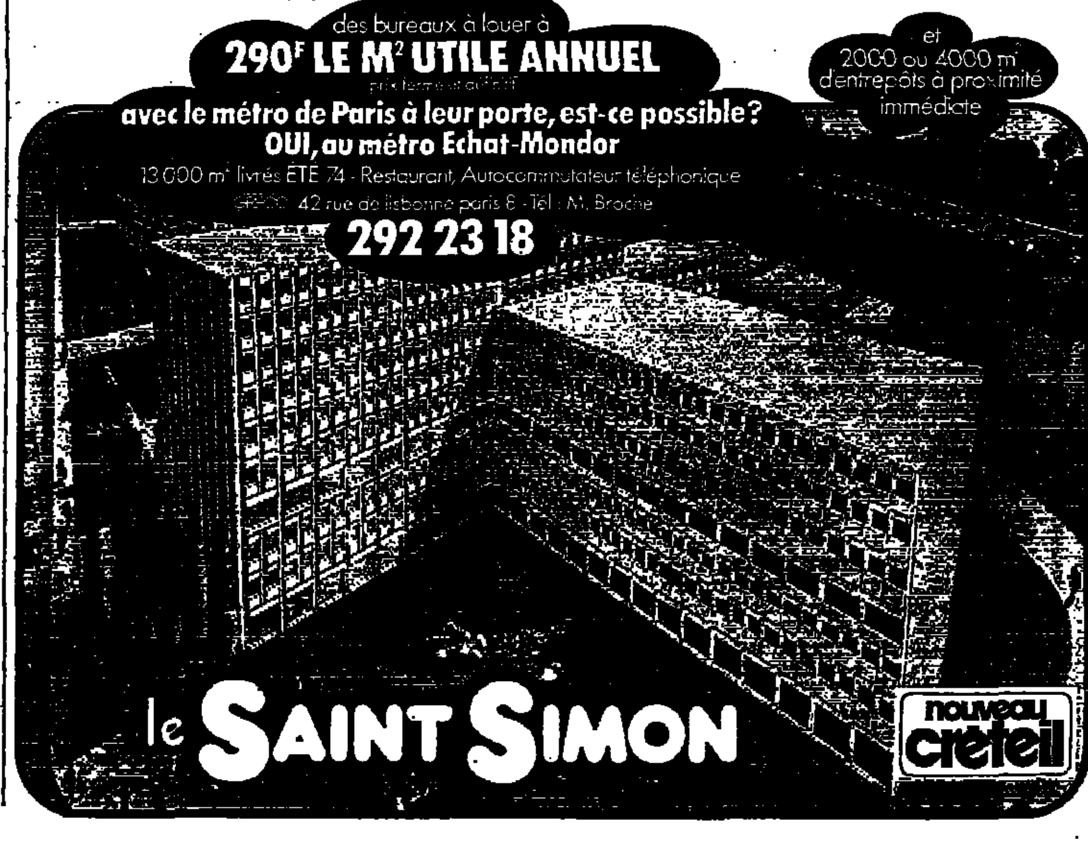
● LES FUITES DES CAPITAUX ITALIENS se sont élevées, en 1973, à 680 milliards de lires. Les diverses mesures adoptées par les autorités monétaires n'ont réduit ces fuites que de 170 milliards par rapport à l'année précédente. Selon une étude de la Banque d'Italie, 370 milliards de lires ont été exportées clandestinement grâce au marché parallèle des billets et 310 milliards grâce à l'assignation de devises pour des voyages fictifs à l'étranger. — *(A.F.P.)*

Emploi

● A PROPOS DES MENACES DE LICENCIEMENTS CHEZ CHRYSLER-FRANCE, l'Union C.G.T. de la métallurgie parisienne rappelle dans un communiqué la situation préoccupante de l'emploi dans le secteur de l'automobile. Elle cite notamment la suppression de 3 000 emplois chez Citroën depuis le début de l'année et 2 500 chez Chrysler-France. Les délégués C.G.T. de cette entreprise devaient entreprendre le 6 juin des démarches auprès de la direction et du ministère du travail.

De son côté, la C.F.T. a été reçue par M. Gouin, directeur de la main-d'œuvre du département des Yvelines. La C.F.T. précise qu'elle considérera épuisées les négociations après la réunion du comité central d'entreprise du 7 juin et qu'elle appellera ses syndicats à proposer par vote à bulletin secret des arrêts de travail jusqu'à totale satisfaction.

● A NIMES, les trois cents salariés des Etablissements El Toro viennent d'être licenciés. Cette entreprise de confection a déposé son bilan, en raison des difficultés financières.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LA BANQUE NATIONALE DE PARIS EN 1973

BNP

Information financière

"1973 a constitué, pour l'économie française, une année de contraste entre une activité exceptionnelle — qui a permis le maintien de l'emploi — et une hausse des prix accélérée..."

C'est sur cette constatation que s'ouvre le rapport d'exercice 1973 de la Banque Nationale de Paris soumis par son Président, M. Pierre Ledoux, au Collège représentant les actionnaires et exerçant les pouvoirs de l'Assemblée Générale.

Dans ce contexte, la BNP s'est efforcée, en 1973, de maintenir sa position de banque commerciale et de développer tous les secteurs pour lesquels elle disposait d'une certaine liberté d'action.

"Les impératifs contradictoires de la politique économique, est-il dit dans le rapport, ont rendu d'autant plus difficiles les conditions de notre activité qu'ils se retrouvent et sont même amplifiés dans la dualité de notre rôle.

"Distributrice de crédit et créatrice de monnaie, la Banque a des responsabilités fondamentales dans la mise en œuvre de la politique monétaire définie par les pouvoirs publics, et il lui appartient de participer à la lutte contre l'inflation en limitant à bon escient les crédits consentis en application des règles qui ont été édictées.

"Mais en même temps, commerçants, soucieux de la situation et de l'évolution des entreprises, nous devons accompagner leur expansion nationale et internationale et ne pas faire obstacle au dynamisme de la partie de notre clientèle dont les besoins en fonds de roulement et en nouveaux investissements s'accroissent pour des raisons parfaitement valables. Là aussi, nos responsabilités sont essentielles et il peut être grave de compromettre, par des décisions trop brutales et sans nuance, le développement industriel du pays avec les conséquences sociales et économiques qu'entraînerait un retard des financements nécessaires. La politique financière des entreprises, qui doit être fixée pour des périodes suffisamment longues, exclut les à-coups, et les arrêts dans l'expansion sont difficiles à rattraper."

DES REPONSES A DES PROBLEMES NOUVEAUX

En 1973, la BNP s'est efforcée de répondre par des mécanismes nouveaux aux problèmes nouveaux posés tant au plan de l'économie nationale qu'à celui de la clientèle des particuliers ou des entreprises.

Economie : mécanismes de financement pour grands projets

D'importants investissements, tels ceux auxquels procèdent les Postes et Télécommunications ou l'industrie sidérurgique à Fos ont déjà montré que l'importance des moyens financiers à mettre en œuvre ne permettaient pas de recourir aux formules traditionnelles, tant sur le plan financier que sur le plan juridique et fiscal.

La BNP a pris une part active à la mise au point de nouveaux mécanisme de financement, par exemple, dans le secteur des grands navires pétroliers ou méthaniers dont le coût unitaire atteint des montants de l'ordre de 500 millions de francs.

Au début de 1973 a été créée, à l'initiative de la BNP, la "Compagnie pour le Financement de l'Énergie Nucléaire - C.I.F.E.N.", banque internationale ayant pour objet le financement des différentes phases de la production de l'énergie nucléaire. Dès le début de 1974, ce moyen d'intervention a été complété par la création, en association avec MM. Lazard Frères et le Crédit Lyonnais, d'un groupement d'emprunt pour l'énergie nucléaire, le "GIFATOME".

L'action de la BNP s'est également exercée avec succès dans plusieurs domaines nouveaux :

- "Natioinformatique" a pris un nouvel essor. Il sera possible dorénavant d'offrir aux clients de la BNP les services d'une société d'informatique travaillant à façon et capable de les faire bénéficier des progrès de l'informatique en leur évitant des investissements souvent disproportionnés à leur taille.
- "Natio-équipement", société de crédit-bail, créée en 1972, a vu, son activité freinée par les restrictions de crédit. Il est certain cependant qu'un réel appui est ainsi apporté aux agences et succursales en répondant au besoin croissant de la clientèle de petites et moyennes entreprises pour ce type de services.
- La "Banexi", banque d'affaires du groupe, a poursuivi son action de façon très efficace. Plusieurs interventions, tant au profit de grands groupes industriels que d'affaires à caractère familial, soulignent qu'il s'agit là d'un instrument parfaitement complémentaire de l'activité bancaire classique.

Particuliers : préserver l'avenir

La BNP a été soucieuse d'offrir à sa clientèle des formules d'épargne adaptées à la conjoncture actuelle. Elle lui a ainsi proposé, au cours du dernier trimestre 1973, le "Plan Avenir" BNP, un plan d'investissement en Sicav comportant deux options :

- une option "Placement automatique" permettant de se constituer un capital par versements réguliers;
- une option "Placements et retraits échelonnés" permettant, à partir d'une somme initialement investie, de compléter les ressources de retraite.

Le grand nombre de plans souscrits au cours de cette première campagne, montre l'intérêt de la formule pour l'épargnant et incite à poursuivre dans cette voie.

De leur côté, les Sicav de la BNP ont poursuivi leur développement malgré la situation générale du marché des actions et des obligations qui n'a pas été sans rendre particulièrement difficile leur gestion. L'actif net d'ÉPARGNE-VALEUR a atteint 2 203 millions de francs, chiffre qui lui permet de conserver la première place parmi les Sicav diversifiées. Le dividende a été augmenté pour la neuvième fois consécutive (9,52 F contre 8,25 F avoir fiscal compris).

ÉPARGNE-INTER, la dernière en date des Sicav BNP, dont les investissements sont consacrés aux valeurs étrangères, rencontre toujours l'accueil favorable du public. Son capital a augmenté de 67 %; l'actif net s'est élevé de 190 à 293 millions de francs; le dividende a été de 14,35 F contre 11,02 F, avoir fiscal compris.

Au 31 décembre 1973, l'ensemble des actifs gérés par les quatre Sicav de la BNP - Épargne-Valeur, Épargne-Obligations, Épargne-Croissance et Épargne-Inter - atteignait 4 811 millions de francs contre 4 548 millions l'année précédente. Les bénéfices distribuables au titre de 1973 dépasseront 278 millions de francs.

Europe : de nouveaux moyens de paiement

Dans le domaine international, l'activité de la BNP s'est fortement développée. Son réseau international, déjà très étendu dans 62 pays, a été complété par de nouvelles installations : une succursale à Tokyo, une agence à Anvers, un bureau de représentation à Rome, rattaché à celui de Milan, et une agence de la French Bank of California à Los Angeles.

La BNP a largement participé aux crédits bancaires internationaux, et notamment aux crédits en euro-dollars. Elle s'est également attachée à réduire la portée des fluctuations des parités monétaires en contribuant à la création d'une unité composite dénommée "EURCO". Elle est ainsi intervenue dans l'élaboration et le placement de l'émission internationale réalisée en septembre 1973 par la Banque Européenne d'Investissements, pour un montant de 30 millions d'EURCO, soit la contre-valeur de 165 millions de francs.

Avec différentes grandes banques européennes, la BNP s'est en outre intéressée à l'utilisation de cette monnaie composite comme unité de référence pour les opérations commerciales et espère que les transactions internationales des sociétés qui désireront y avoir recours s'en trouveront facilitées.

De plus, en vue d'offrir à la clientèle française et internationale des possibilités de crédit plus commodes, la BNP a contribué à la mise en œuvre d'une formule européenne de crédit "Télécrédit" destinée à faciliter l'octroi plus rapide de concours à l'intérieur des pays de la Communauté Européenne.

UNE ADAPTATION DES STRUCTURES

Clientèle : le service d'abord

Au cours de l'exercice 1973, la BNP a préféré freiner les ouvertures de nouveaux guichets en faisant porter tout son effort sur la qualité du service et la compétence du personnel des sièges existants.

Ainsi, 125 sièges seulement ont été ouverts en France métropolitaine, soit moins que les deux années précédentes. Cette modération résulte d'une politique délibérée : la BNP considère, en effet, que si la création de nouveaux points de vente est indispensable pour combler certaines lacunes et accompagner les développements urbains, de trop nombreuses ouvertures ne peuvent qu'aboutir à une dispersion excessive des moyens, et compromettre la qualité des services comme le confort et la sécurité des locaux.

Afin d'adapter ses moyens à son développement et à ses objectifs, la BNP a entrepris une réforme de ses structures. Ainsi, sans créer de nouvel échelon intermédiaire, sera mise en place une organisation décentralisée maintenant l'application cohérente des politiques générales tout en laissant place aux adaptations locales.

D'autre part, la mise en place de matériels informatiques puissants a permis de faire face à la croissance du volume des écritures en améliorant la qualité des services.

Par ailleurs, la mise en place du réseau de distributeurs automatiques de billets se poursuit.

Personnel : mieux et dans de meilleures conditions

Condition d'une amélioration nécessaire de la productivité, une bonne organisation informatique doit être conçue de façon à améliorer également les conditions de travail. Ce double but peut être atteint par l'automatisation poussée des travaux de masse. Mais des précautions sont à prendre pour valoriser les interventions humaines et éviter qu'une trop grande spécialisation des organes contrarie le regroupement des tâches, facteur d'enrichissement de l'intérêt du travail.

La formation des employés poursuit un double objectif: promouvoir une polyvalence qui permettra de faire face aux évolutions inévitables et d'améliorer l'intérêt du travail par la diversification; préparer le recrutement des gradés et des cadres, dont la principale source reste la promotion interne.

Enfin, au cours de l'exercice 1973, d'importantes modifications apportées au statut de la BNP ont permis la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel. Dans un premier temps, 273 487 actions ont été distribuées au profit de 28 967 agents. D'autre part, 43 351 actions ont été acquises à titre onéreux, par le personnel lui-même ou par des investisseurs habilités.

AFFECTATION DU BENEFICE 1973

Bénéfice net	170 981
Attribution aux actionnaires	70 650
Intérêt aux parts bénéficiaires	1 345
Tantièmes au Conseil d'Administration	50
Réserves et report à nouveau	98 935

Le dividende attribué au titre de l'exercice 1973, est de F 14,13 par action auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 7,07. L'ensemble assure à chaque action, un revenu global de 21,20 F.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INSCRIPTIONS AUX COURS DE BANQUES (C.A.P. et B.P.)

	1970/71	1971/72	1972/73
effectifs	37 389	40 225	43 716
inscrits	6 676	7 879	9 480

UN TOTAL DE BILAN DOUBLÉ EN DEUX ANS

Le développement continu des activités de la BNP a entraîné une nouvelle progression du total du bilan qui s'établit à 135 667 millions de francs et s'accroît ainsi d'un tiers par rapport au bilan à fin 1972, lequel était déjà en progression de ce même pourcentage par rapport à l'exercice 1971.

Dépôts

L'ensemble des dépôts de la clientèle a progressé de 12,4 % en 1973, avec cependant une légère diminution des dépôts des entreprises qui, du fait de la raréfaction des crédits, ont dû utiliser au maximum leur trésorerie. Au sein des comptes de clientèle, il convient de souligner la part toujours plus importante prise par les dépôts rémunérés (+ 20,5 %).

Crédits

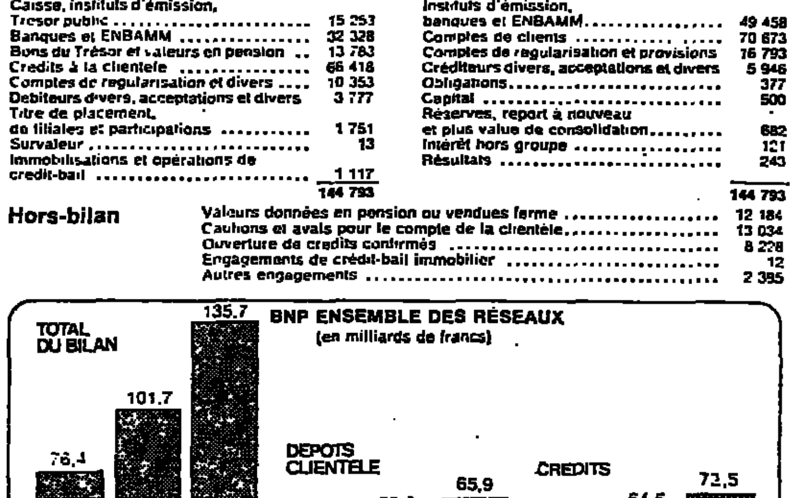
Le développement des crédits consentis à la clientèle est resté légèrement inférieur à la limite imposée, soit 13 %. Un arrêt presque total des crédits aux particuliers, imposé par la réglementation, a permis, tout en restant dans les limites autorisées, d'apporter aux entreprises les moyens nécessaires à la réalisation des investissements et à la poursuite des efforts à l'exportation.

Situation consolidée du groupe au 31 décembre 1973 (en millions de francs)

Actif		Passif	
Caisse, instituts d'émission, Trésor public	15 253	Instituts d'émission, banques et ENBAMM	49 458
Banques et ENBAMM	32 328	Comptes de clients	70 673
Bons du Trésor et valeurs en pension	13 783	Comptes de régularisation et provisions	16 793
Crédits à la clientèle	66 418	Créditeurs divers, acceptations et divers	5 946
Comptes de régularisation et divers	10 353	Obligations	377
Débiteurs divers, acceptations et divers	3 777	Capital	500
Titre de placement, de filiales et participations	1 751	Réserves, report à nouveau et plus value de consolidation	682
Survaleur	13	Intérêt hors groupe	121
Immobilisations et opérations de crédit-bail	1 117	Résultats	243
	144 793		144 793

Hors-bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	12 184
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	13 034
Ouverture de crédits confirmés	8 228
Engagements de crédit-bail immobilier	12
Autres engagements	2 395



RESULTATS : + 24 %

Le développement des opérations lié à l'augmentation des taux d'intérêts, cela malgré l'accroissement des charges de trésorerie, a permis à la B.N.P. d'augmenter de manière substantielle

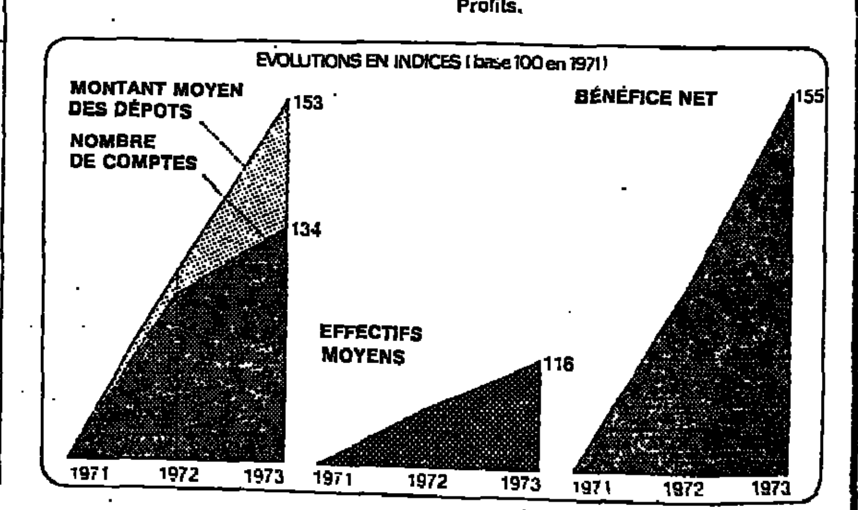
+ 23 %

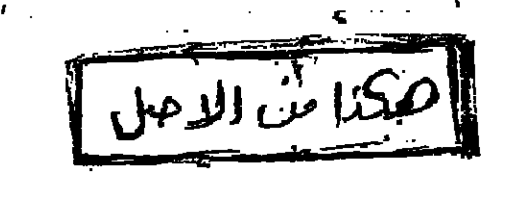
son bénéfice d'exploitation.

L'incidence de cette progression se retrouve, bien entendu, au niveau du bénéfice de l'exercice

+ 24 %

qui apparaît au compte de Pertes et Profits.





LA VIE ÉCONOMIQUE

EUROPE

La C.E.E. pourrait consacrer 500 millions de dollars à une aide spéciale au tiers-monde

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne vient de proposer aux Etats membres de confirmer au secrétaire général des Nations unies la volonté de la Communauté de contribuer à un programme d'action exceptionnel en faveur des pays du tiers-monde les plus durement affectés par le renchérissement des prix du pétrole et des autres matières premières.

Selon Bruxelles, la participation de la C.E.E. à cette caisse de solidarité *mondiale* devrait être de 415 millions d'unités de compte (500 millions de dollars) sur un total de 3 milliards de dollars à fournir par l'ensemble des pays riches. Le concours financier ainsi consenti bénéficierait à une trentaine de pays — les plus démunis de la collectivité internationale — et serait utilisé en 1974 et 1975.

A cette fin, la Commission demande aux Neuf d'augmenter de 205 millions d'unités de compte le budget de la Communauté pour l'année 1974 ; les 210 millions d'unités de compte restants sur le total de l'aide prévue seraient inscrits au budget de 1975. Le conseil des ministres aura à se prononcer dans des délais très rapides sur cette demande de budget supplémentaire.

C'est le 20 mars dernier que M. Claude Cheysson avait lancé, au nom de la Commission, l'idée de créer un Fonds mondial dont l'objectif serait de neutraliser, ou au moins d'atténuer, les effets désastreux de la hausse des prix du pétrole, des céréales et des engrais sur l'économie des pays sous-développés les plus démunis. Le conseil des ministres des Neuf avait réservé un accueil favorable à la « proposition Cheysson », mais s'était abstenu prudemment d'indiquer quelle pourrait être l'ampleur de l'effort financier consenti par la Communauté. Le souci de la Commission, aujourd'hui, est de donner une suite concrète aux bonnes intentions ainsi manifestées par les Neuf.

La conférence de l'ONU sur les matières premières a retenu, en avril, l'idée d'un programme d'action exceptionnel en faveur des pays *sous-développés les plus touchés par* la crise de l'énergie. C'est, en principe, en septembre que les décisions concernant l'exécution de ce programme exceptionnel seront prises dans le cadre de l'ONU. — Ph. L.

Société « le Monde »

Le 28 mai 1974 s'est tenue l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés de la société « le Monde », qui ont approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Ceux-ci font ressortir un bénéfice net de 943 209,95 francs après dotation aux amortissements, provisions et réserves de 10 659 924,39 francs.

L'assemblée générale ordinaire a été précédée d'une assemblée générale extraordinaire qui a décidé de porter le capital de 200 000 à 300 000 francs, par incorporation de 100 000 francs prélevés sur la réserve générale. Le capital est dorénavant divisé en 1 000 parts de 300 francs réparties dans les mêmes proportions qu'auparavant.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1973

ACTIF	
Frais d'établissem..	1 715 949,60
Immeubles	20 152 367,27
Installations	29 695 324,48
Matériel et mobil..	37 082 832,72
Immobilisations incorporelles	2 223 572,30
Immobilisations en cours	21 174 429,44
Participations à la construction	2 732 253,81
Valeurs engagées..	1 810 448,69
Stocks et travaux en cours	2 903 093,53
Débiteurs divers ..	33 202 806,11
Disponible	320 806,53
	153 013 884,48

PASSIF	
Capital	200 000,00
Réserve légale	20 000,00
Réserve générale...	1 825 329,99
Réserve de réévaluation	466 224,44
Réserve spéciale ..	159 718,69
Dette à moyen et long terme	12 000 000,00
Amortissements ..	87 351 015,43
Provisions	17 313 256,07
Abonnements à servir	11 472 993,91
Créditeurs divers..	21 362 136,00
Bénéfice net 1973..	943 209,95
	153 013 884,48

COMPTE D'EXPLOITATION 1973

PRODUITS	
Le Monde	
Abonnements	15 502 066,52
Ventes (1)	51 841 845,30
Publicité	100 167 710,79
Droits de reproduction..........	536 579,00
Vieux papiers	1 069 068,64
Produits divers....	78 164,15
Autres activités	
Sélection hebdomadaire	1 721 542,30
Monde diplomatique	2 278 987,94
Monde des phil...	1 144 759,99
Weekly English S..	104 668,30
Dossiers et Doc.....	749 801,49
Travaux imprim...	4 484 624,92
Recettes et profits divers	600 654,20
	180 280 273,63

CHARGES	
Traitements et salaires	66 329 579,41
Charges sociales ..	15 256 797,90
Papier	25 055 545,79
Courtages et frais de publicité	18 575 827,47
Frais de vente (1).	16 524 639,96
P.T.T.	6 616 139,50
Autres charges d'exploitation ...	10 328 908,33
Frais généraux	8 313 122,99
Impôts et taxes....	1 676 577,94
	168 677 139,29
Marge brute d'exploitation ...	11 603 134,34
	180 280 273,63

(1) Compte non tenu des remises aux distributeurs et marchands.

Les comptes de l'exercice 1973 témoignent de l'important accroissement de la diffusion du « Monde » au cours de cette année. Les recettes de diffusion (abonnements et vente) ont en effet progressé de 16 %, alors que le prix moyen de vente est resté stable (+ 3 %). De son côté, le chiffre d'affaires de la publicité augmente de 18 %.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des publications — parmi lesquelles figurent pour la première fois « Dossiers et Documents » — et des travaux annexes, a, lui aussi, progressé, si bien que le total des recettes de l'entreprise dépasse 180 millions, soit 18 % de plus qu'en 1972.

Mais de leur côté les dépenses se sont assez fortement accrues (+ 20 %), à la fois en raison de l'inflation et d'une augmentation de la production (nombre de pages imprimées) de 17 %. La masse des traitements et salaires progresse de 17 % et les dépenses de papier de 23 % — l'augmentation de ce dernier poste des charges sera probablement l'élément le plus préoccupant de l'exercice 1974. En raison de la crise mondiale papetière, les cours du papier journal ont enregistré dans le premier semestre une hausse de plus de 34 %, tandis que de nouvelles et fortes augmentations sont annoncées pour le courant du second semestre.

Le bénéfice brut ainsi dégagé dépasse de peu 11 600 000 F, soit 6,5 % *du chiffre d'affaires, et 1 million* de moins qu'en 1972. Le régime fiscal propre à la presse permet de porter en amortissements et en provisions la majeure partie de ce bénéfice et de procéder par auto-financement à des investissements importants qui figurent à l'actif de notre bilan pour une valeur cumulée de plus de 110 millions.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Rapport provisoire couvrant la période du 1er octobre 1973 au 31 mars 1974

Poussée des exportations

Au cours du premier semestre de l'exercice commencé le 1er octobre 1973, le montant des commandes enregistrées a atteint 19,6 milliards de francs, en hausse de 16 % (17 % l'exercice précédent) par rapport à la même période de l'année écoulée. Alors que les ventes intérieures n'ont guère progressé, le volume des affaires réalisées à l'étranger a augmenté de 29 % (26 %). Cet accroissement est dû notamment à la poussée des exportations pendant le premier trimestre 1974. En progression de 14 %, le carnet de commandes totalise 29,8 milliards de francs et assure un plan de charge moyen de plus de 10 mois.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 9 % (11 %), le taux d'accroissement enregistré à l'étranger a été quelque peu supérieur à celui réalisé en Allemagne. Si les effectifs n'ont que légèrement progressé, les frais de personnel, eux, ont été majorés de 14 %.

De même les dépenses découlant des achats de matières et marchandises ont connu une hausse sensible. L'alourdissement général des coûts a imposé de nouvelles augmentations de prix. Le niveau d'activité de nos usines en Allemagne et à l'étranger a été en légère progression. Comme prévu, nous avons accru de 15 % nos investissements. Nous avons repris les activités de l'entreprise américaine de construction électronique Dickson Electronics Corporation de Scottsdale en Arizona, et nous assurons la gestion de cette société qui a pris le nom de DEC Corporation. Encouragés par les bons résultats de l'usine de Singapour, nous avons implanté une nouvelle unité de production de composants en Malaisie. Les 433 millions de francs de bénéfice net du premier semestre de l'exercice font apparaître une amélioration du rapport bénéfice net/ C.A. qui passe à 2,9 % contre 2,7 % pour la même période de l'année précédente.

	1er semestre 1972/73	1er semestre 1973/74	Variation
Commandes enregistrées (en milliards de francs)			
Sociétés en Allemagne	12,9	15,0	+ 16 %
dont à l'exportation	3,7	5,3	+ 43 %
Marché allemand	9,2	9,7	+ 5 %
Marché étranger	7,7	9,9	+ 29 %
	16,9	19,6	+ 16 %
Chiffre d'affaires (en milliards de francs)			
Sociétés en Allemagne	10,8	11,8	+ 9 %
dont à l'exportation	2,9	3,3	+ 14 %
Marché allemand	7,9	8,5	+ 8 %
Marché étranger	5,8	6,5	+ 11 %
	13,7	15,0	+ 9 %

	30.9.73	31.3.74	Variation
Commandes en carnet (en milliards de francs)	26,(	29,8	+ 14 %
Personnel (en milliers)			
Allemagne	222	221	± 0 %
Etranger	81	87	+ 8 %
	303	308	+ 2 %
	1er semestre 1972/73	**1er semestre 1973/74**	**Variation**
Frais de personnel (en milliards de francs)	6,0	6,8	+ 14 %
Investissements (en millions de francs)	767	878	+ 15 %
Stocks (31.3.) en % du C.A.	35 %	37 %	
Bénéfices nets (en millions de francs)	372	433	
en % du C.A.	2,7 %	2,9 %	

Montants convertis au cours moyen coté à la bourse de Francfort le 29 mars 1974 : 100 F = 52,945 DM.

Dialogue avec l'ordinateur

La symbiose des télécommunications et de l'informatique élargit le champ d'application de l'ordinateur. Le téléphone et le terminal à écran permettent à l'utilisateur d'échanger rapidement des informations avec un centre de calcul distant de plusieurs milliers de kilomètres.



Siemens AG En France : Siemens Société Anonyme
93 200 Saint-Denis, 39, Boulevard Ornano

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRÉTABAIL

L'assemblée générale ordinaire du 30 mai 1972 a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Au 31 décembre 1973, les engagements de la société (94 immeubles — 4 opérations en cours) représentaient un montant investi de 386,27 millions de francs contre 358,88 en 1972. Le conseil d'administration a souligné que la société avait volontairement limité ses investissements à quelque 30 millions de francs contre 99 prévus antérieurement, en raison de la conjoncture médiocre de 1973.

Les recettes totales de 1973 s'élèvent à 47,43 millions de francs hors taxes (+ 23,4 % par rapport à 1972), comportant presque exclusivement des recettes locatives.

Après une dotation aux amortissements de 10,48 millions de francs, le bénéfice net ressort à 24,58 millions de francs contre 23,32 pour l'exercice passé.

Le dividende a été fixé à 25,50 F par action contre 33,50 F l'année dernière. Un acompte de 11,50 F ayant été versé le 2 novembre 1973 au titre du premier semestre, le solde, soit 14 F, sera mis en paiement à partir du 28 juin 1974.

Le titre Prétabail se négocie au London Stock Exchange depuis le deuxième semestre 1973.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ BANQUE DE L'INDOCHINE

Les actionnaires de la Compagnie financière de Suez et de la Banque de l'Indochine, réunis en assemblée extraordinaire respectivement les 28 et 31 mai 1974, ont approuvé les opérations annoncées dès l'automne 1973 et destinées à rationaliser les structures du groupe.

La Banque de l'Indochine a ainsi :

— Regroupé les éléments d'actif et de passif concourant à ses activités bancaires et parabancaires au sein d'une nouvelle entité qui en assure désormais l'exploitation sous la même dénomination sociale de « Banque de l'Indochine » ;

— Apporté, à titre de fusion, ses activités de société holding à la Compagnie financière de Suez, moyennant l'attribution de neuf actions Suez contre onze actions Banque de l'Indochine.

La date d'ouverture des opérations d'échange sera portée prochainement à la connaissance des actionnaires.

BANQUE DE L'INDOCHINE

L'assemblée ordinaire réunie le 31 mai 1974 a approuvé les comptes de l'exercice 1973 et voté toutes les résolutions qui lui étaient soumises.

Le rapport du conseil d'administration a commenté les événements de la vie économique internationale au cours de l'année 1973 et analysé l'activité des succursales, agences et filiales établies dans les cinq parties du monde. Il a ensuite donné des indications détaillées sur les nombreuses participations de la Banque en France et à l'étranger.

Les comptes de l'exercice 1973 font apparaître un bénéfice de : 140 159 476 F, dont 79 211 578 F de plus-values à long terme nettes de l'impôt de 15 %, qui seront intégralement virées à la réserve spéciale. Déduction faite de ces plus-values, le bénéfice de l'exercice s'élève à 60 947 898 F, en augmentation de près de 18 % sur celui de l'exercice précédent.

L'assemblée a voté un dividende de 8,40 F net par action, supérieur de 5 % sur celui du précédent exercice. S'y ajouteront 4,20 F au titre de l'avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor). Ce dividende sera mis en paiement le 28 juin.

LA ROCHETTE CENPA

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 30 mai 1974 et a approuvé les comptes de l'exercice 1973, ainsi que les résolutions qui lui étaient soumises.

Avant amortissements, provisions, plus ou moins-values de cessions et abandons de créances, les résultats s'élèvent à F 38,7 millions, contre 41,7 millions en 1972.

Le compte de pertes et profits se solde par une perte de F 12,4 millions, contre 4,5 millions l'année précédente.

Il sera prélevé sur les postes « réserve facultative » et « prime d'émission » un montant de F 6,8 millions représentant la part de la provision pour congés à payer constituée, en 1973, au titre des exercices antérieurs.

Le solde de la perte, soit 5 millions 600 000 francs, sera imputé au report à nouveau.

Dans son allocution, le président Jean Vaujour, après avoir rappelé les contraintes qui entravent l'essor de l'industrie papetière en France, a souligné que le programme d'assainissement des filiales, entrepris depuis plusieurs années, a été, pour l'essentiel, achevé en 1973.

Il a exprimé sa confiance dans l'avenir de la société dont les résultats, au cours des derniers exercices, avaient été largement obérés par la situation déficitaire des filiales.

Le conseil d'administration s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.

M. Jean Vaujour, étant appelé à de nouvelles et importantes fonctions au sein d'un groupe bancaire national, le conseil en a été informé et a accepté sa démission.

M. André Guillanton, président d'honneur, a rappelé l'action efficace de M. Jean Vaujour à la tête de la société, dans des circonstances difficiles, et l'en a remercié.

Le conseil a également accepté la démission de M. Jacques Lardenois et coopté M. Jean-Marie Tine et M. Paul-Henri Denieuil.

M. Pierre Schmidt, administrateur directeur général, a été désigné comme président, et, sur sa proposition, M. Robert Franck a été nommé directeur général adjoint.

Le bureau du conseil est composé du président, M. Pierre Schmidt, et de deux directeurs généraux adjoints, M. Pierre Franck et M. Robert Franck, respectivement vice-président et secrétaire du conseil.

Tarmac Augmentation Des Benefices 28%

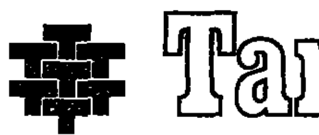
En 1973 le Groupe Tarmac a poursuivi la forte croissance que l'on a observée au cours de ces cinq dernières années. Le chiffre d'affaires a augmenté, passant de 58 millions de livres à 253 millions de livres, soit une augmentation de 30% par rapport à 1972. Le taux de croissance, moyen du chiffre d'affaires, au cours des cinq dernières années a été de 22% par an. Le bénéfice avant impôts est en hausse de 3,6 millions de livres à 16.343.000 de livres, indiquant une augmentation de 28,4% par rapport à 1972, en ligne avec le taux de croissance moyen sur les cinq dernières années de 27% par an. Le dividende ordinaire final proposé de 3,9865 pence par action est le maximum permis par la législation du gouvernement Britannique en cours.

Tous les principaux départements du Groupe ont contribué à la croissance du bénéfice, celui de la 'Construction' montrant la plus forte hausse soit 59% par rapport à 1972.

L'année en résumé	1973 £'000	1972 £'000
Chiffre d'affaires	252.820	194.466
Bénéfices avant impôts	16.343	12.725
Bénéfices après impôts	8.653	8.219
Dépenses en capital	20.557	10.940
Amortissements	6.845	6.078
Actifs utilisés au 31 décembre	86.764	67.821
Rendement des actifs utilisés	18,8%	18,7%
Gains par action ordinaire	21,1 pence	20,4 pence
Dividendes par action ordinaire (équivalent brut)	9,9225 pence	9,45 pence

M. Robin G. Martin, Président et Principal Dirigeant de Tarmac Limited, a indiqué aux actionnaires dans son rapport annuel qu'il ne pense pas que les bénéfices du Groupe pour 1974 ne puissent pas être comparés favorablement avec ceux de l'année passée.

"Les augmenter à nouveau dans une période qui promet d'être plus difficile est la cible que nous nous sommes fixée", a dit M. Martin.



Tarmac Wolverhampton — Exemplaires du rapport de 1973 et des comptes qui comprennent un tour d'horizon complet des départements peuvent être obtenus auprès de : Le Secrétaire, Tarmac Limited, Ettingshall, Wolverhampton WV4 6JP, Angleterre.

SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON

Les comptes pour l'exercice 1973 consolidés et certifiés font ressortir les données suivantes :

Les ventes nettes ont atteint 15 741 millions de francs contre 13 062 millions de francs en 1972 (+ 20,5 %). A structure égale cette progression est de 16,8 %.

La marge brute avant amortissements est de 2 137 millions de francs contre 1 989 millions de francs en 1972 (+ 7,5 %).

Le résultat d'exploitation est de 887 millions de francs contre 901 millions de francs en 1972 (— 1,6 %). Cette diminution provient d'une part de l'apport en Belgique de sociétés filiales à une société mise en équivalence, d'autre part de l'augmentation sensible des frais financiers et des amortissements.

Le bénéfice net (part du groupe) est de 612 millions de francs contre 441 millions de francs en 1972 (+ 39 %). En 1972 toutefois le bénéfice net avait été diminué de 82 millions de francs de pertes exceptionnelles.

Les investissements ont été de 2 271 millions de francs contre 1 796 millions de francs en 1972 (+ 26,4 %).

L'autofinancement ressort à 1 407 millions de francs contre 1 233 millions de francs en 1972 (+ 14 %).

Par action, le bénéfice net consolidé ressort à 23,63 francs contre 17,26 francs (+ 37 %). Un dividende de 7,40 francs contre 7 francs en 1972 sera distribué en 26 235 000 actions composant le capital social. Il s'y ajoute au titre du remboursement d'impôt 3,70 francs par action, soit au total en France un revenu global de 11,10 francs.

Pour le premier trimestre 1974, les ventes nettes du groupe sont de 4 746 millions de francs contre 3 725 millions de francs pour le trimestre correspondant de 1973 soit une progression de 27,4 % en valeur absolue et de 25,2 % à structure comparable. Les principales progressions proviennent des départements emballage (+ 48,7 %), construction (+ 32 %), canalisation et mécanique (+ 31,4 %).

TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

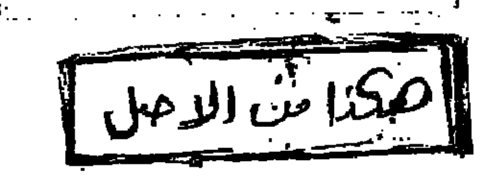
AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la C.F.P. sont convoqués le vendredi 28 juin 1974, au siège social, 5, rue Michel-Ange, Paris-16e :

1) En assemblée ordinaire annuelle qui se tiendra à 10 h. 30 ;

2) En assemblée extraordinaire qui se tiendra à l'issue de l'ordinaire.

Les actionnaires sont invités à la projection, avant l'ouverture de l'assemblée ordinaire, d'un film sur les activités du groupe Total (durée : quinze minutes environ). La projection commencera à 10 h. 15 précises.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
5 JUIN

Marché désœuvré
Hausse de l'or

Toujours très peu d'affaires à la Bourse de Paris où l'on attend le discours de politique générale que M. Chirac doit prononcer cet après-midi à l'Assemblée nationale.

La raréfaction des ordres a eu pour principale conséquence d'entraîner un léger effritement des valeurs françaises. Vingt-deux titres, dont plusieurs appartenant à des établissements de crédit (Bail Equipement, Crédit foncier de France, C.I.C., Locabail, Locafrance, Locindus, U.F.B.), ont baissé. Le nombre de hausses a, de son côté, considérablement diminué. Seuls ont vraiment monté B.C.T., Olida, Auxiliaire d'entreprises, Poclain, C.F.A.O., Métallurgique de Normandie. Dans toute cette grisaille, un record est tombé : celui de la rapidité des cotations, tant le courant d'échanges était faible.

L'on s'entretenait autour de la corbeille des mesures que le gouvernement sera supposé prendre pour engager la lutte contre l'inflation. De toutes celles évoquées, l'aggravation de la fiscalité inquiète le plus. Pour l'instant, néanmoins, les opérateurs se refusent à dramatiser et restent l'arme au pied.

Le seul fait saillant a été la hausse de l'or, qui a regagné la plus grande partie de ses pertes de la veille. Le lingot a progressé de 570 F à 25 800 F et le kilo en barre de 250 F à 25 350 F.

Très vive reprise des pièces également. Le napoléon, qui s'était relativement bien défendu la veille, a repris 6,60 F à 259 F après 257 F et entraîné la rente 4 1/2 % dans son sillage. Le volume des transactions a peu varié : 19,20 millions de francs contre 19,88 millions de francs.

Aux valeurs étrangères, redressement très sensible des mines sud-africaines en liaison avec la hausse du métal. Fermeté des allemandes. Bonne tenue des néerlandaises, mais tassement des américaines. Les pétroles internationaux ont été irréguliers.

LONDRES

Bien disposé

Le marché reste bien disposé. Jeudi, à l'ouverture, les industrielles reprennent leur avance. Tassement, cependant, des pétroles. Nouvelle hausse des mines d'or, qui gagnent jusqu'à 100 points. Les fonds d'Etat sont plus hésitants.

OR (ouverture) dollars : 168 75 contre 161 75

VALEURS	CLOTURE 5 6	COURS 6 6
War Loan 3 1/2 %	25 3.4	25 3 4
Beechams	223 ..	223 3 4
British Petroleum	4.0 ...	45: 1-2
Shell	204 ...	207 ...
Vickers	112 ...	108 ...
Imperial Chemical	223 ...	224 ...
Courtaulds	94 ...	95 3 4
De Beers	255 ...	258
* Western Holdings	24 1 4	24 3 4
Rio Tinto Zinc Corp.	153	154 ..
* West Driefontein	33 1 2	33 1 2

(*) En livres.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5 6	6 6
1 dollar (en yens)	281 925	281 60

MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics	....	..
Effets privés	....	12 7/8 %
Moyen terme	....	4 1/8 %

NOUVELLES DES SOCIETES

GROUPE TOTAL. — Résultats consolidés pour l'exercice 1973 : chiffre d'affaires hors taxes, 18,1 milliards de francs contre 14,15 milliards de francs ; marge brute d'autofinancement, 2,64 milliards de francs contre 1,8 milliard de francs ; bénéfice net hors intérêts minoritaires, 874 millions de francs contre 578 millions de francs. Le groupe estime que l'accroissement de la marge brute et du bénéfice net est dû en partie à la revalorisation des stocks, et que les résultats réels, comparables à ceux de 1972 sont les suivants : marge brute d'autofinancement, 2,15 milliards de francs (+ 18,6 %) : bénéfice net de la C.F.P., 714 millions de francs (+ 23,6 %).

CIMENTS LAFARGE. — Résultats nets consolidés : 126,5 millions de francs contre 106,8 millions de francs (+ 24 %), soit 27,21 francs par action contre 22,04 francs.

NEW YORK

Légère avance

Wall Street a consolidé mercredi sa vive avance des deux jours précédents (plus de 25 points) au terme d'amples fluctuations. Après avoir fléchi de plus de 6 points en début de séance, l'indice Dow Jones en regagnait plus de 7, pour les reperdre en clôture, s'établissant à 830,18 (+ 1,49). Les opérateurs ont été favorablement impressionnés par plusieurs déclarations de banquiers, selon lesquelles les taux d'intérêt devaient plafonner dans l'immédiat et baisser sensiblement d'ici à la fin de l'année. Mais la reprise reste fragile, et tout progrès ultérieur sera lié à une réelle amorce de détente des taux, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent.

Peu de changements dans les compartiments. A noter la nouvelle avance d'Eastman Kodak et le nouveau recul d'I.T.T. après sa forte reprise des jours précédents (+10 %).

Indices Dow Jones : transports, 170,19 (+ 2,32) ; services publics, 74,77 (inch.).

VALEURS	COURS 4 6	COURS 5 6
Alcoa	43 1 8	43
A.T.T.	45 1 2	46 1 4
Boeing	17 1 4	17 ..
Chase Manhattan Bank	40 1 4	41 1 2
Du Pont de Nemours	163 3 8	163 5 8
Eastman Kodak	110 5 8	112 ...
Exxon	75 5 8	75 7 8
Ford	52 5 8	53 1 4
General Electric	49 1 8	48 1 4
General Foods	23 7/8	24 1 2
General Motors	51 7 8	51 3 8
Goodyear	17 ..	17 .
I.B.M.	220 1 2	220 3 8
I.T.T.	21 3/4	21 1 8
Kennecott	36 1 4	36 1 2
Mobil Oil	43 3 8	43 1 4
Pfizer	36 5 8	37 ..
Schlumberger	105 ...	100 7 8
Texaco	26 1 2	26 3 8
U.A.L. Inc.	28 5 8	28 1 4
Union Carbide	42 5 8	42 5 8
U.S. Steel	43 1 8	43 3 4
Westinghouse	16 1 8	16 ...
Woolworth	15 5 8	16 ...

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 28 déc. 1973.)

	4 juin	5 juin
Valeurs françaises	91,4	92
Valeurs étrangères	95,4	97,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	76,8	76,7

BOURSE DE PARIS — 5 JUIN — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	41 90	2 03
5 %	65 50	1 71
5 % 1920-1960		1 71
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	327	...
— parts 1959	326	...
Ch. France 3 %	99 50	59
Abeille-I.G.A.R.D.	569	550
Abeille (Vie)	317	329
A.G.P.	413	o402
Concorde	392	
Epargne France	370	378
Fonc. T.I.A.R.D.	100	98
Foncière (Vie)	387	390
France (I.A.R.D.)	378	378

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (Vie)	494	503
Préservatrice S.A.	324 50	324 50
Prévoyance	730	735
Protectrice A.I.R.	253	252
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Finextel	127 50	126
Foncia-Crédit	221	230
Fr. Cr. et B. (Cie)	88 10	88 50
France-Bail	250	
Génér. occident	289	289 50
Hydro-Energie	75	72
Immobanque	143 50	142
Immoffice	..	175
Interbail	152	140
Locafinancière	130	131 50
Lyon-Alemand	135	135
Soc. Mars. Crédit	269	260
Séquanaise Banq.	315	303

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
SLIMINCO	169	159
Sté Cent. Banque	75 10	75
SOFICOMI	140	140
Sevabail	151	151
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Foncina	112	112
Cr. Fin. Constr.	117 20	117 20
Immindo	114	114
Imminvest	93	92 50
Cie Lyon. Im.	102	
Sagimo	107	111
UFIMEG	99 50	99 50
U.G.I.M.O.	114	114
Union Habit.	179 10	133 90
Un. Imm. France	122	122
Acier Investiss.	103	102 50
Gestion Sélect.	205	..
Invest. et Gest.	124 50	...

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Parisienne Plac.	178	128
Placem. Inter.	105	105
Sofragi	263	270
Abeille	229	230
[illegible]	[illegible]	[illegible]

[illegible]

Depuis quelque temps, les cotations se poursuivent souvent au-delà de 14 h. 30. Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous ne sommes pas toujours en mesure de donner tous les derniers cours cotés à terme. Ces cours sont corrigés le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

COMPENSATION	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
498	4,50 % 1973	471 60	476	485	485
1030	C.N.E. 3 %	1024	1026	1030	1026
226	Afrique Occ.	226	230	234	226
290	Air Liquide	288	287	288	287
73	Als. Part. Ind.	72 10	72 50	72 50	73 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

COMPENSATION	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
640	Cie Gle Eaux	620	623	620	615
106	Electro-Méc.	102 10	102	102	100 50
265	Eng. Matra	269	260 50	260 50	282
220	E. J. Lefebvre	209	209	207	205
103	Esso S.A.F.	101 50	98 80	98 10	98
186	Euràfrance	184 50	182	181	182
325	Europe n° 1	331	330	330 20	335
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

COMPENSATION	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
455	C.F. Fr.-Can.	440	450	457	459
24	De Beers (S)	21 80	22 15	22 80	22 20
765	Dome Mines	660	680	705	690
810	Du Pont Nem.	800	799	786	786
515	East Kodak	536	536	531	531
123	East Rand	113	120 80	127	125
280	Ericsson	270	275	275	270
365	Exxon Corp.	370	372	366	366
240	★Ford Motor	256	250	253	251 50
146	Free State	143 80	149 50	155 50	155

COMPENSATION	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
85	Sony	44 50	44	44	44
20	Tanganyika	18 20	18 50	18 55	18 15
205	Unilever	204	207	208 50	207
32	Union Corp.	29 10	29 60	30	29 15
181	U. Min. 1/10	173	173 50	175 30	172 50
295	West Driel.	263 50	289	289	285
141	West Deep	131 50	143	148 80	143
230	West Hold.	207	218	217	213 90
5 20	Zambia Cop.	5	5 05	5 10	5 05

★ VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT.
o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5 6	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 881	4 905	4 88
Canada ($ can. 1)	5 069	5 090	5 01
Allemagne (100 DM)	194 400	197 ...	193 25
Belgique (100 fr.)	12 880	13 040	12 25
Danemark (100 Krd.)	83 ...	83 800	82 50
Espagne (100 pes.)	8 565	8 610	8 44
Grande-Bretagne (£ 1)	11 718	11 815	11 71
Italie (100 lires)	0 757	0 763	0 71
Norvège (100 krs.)	89 700	90 620	90 50
Pays-Bas (100 fl.)	184 900	187 300	184
Portugal (100 esc.)	19 830	19 930	19 90
Suède (100 krs.)	112 400	113 420	113 25
Suisse (100 fr.)	164 300	168 300	164 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/6
Or fin (kilo en barre)	25100 ..	25875 ..
Or fin (kilo en lingot)	25230 ..	25800 ..
Pièce française (20 fr.)	252 40	259 ..
Pièce française (10 fr.)	194 50	195
Pièce suisse (20 fr.)	257 80	265 20
Union latine (20 fr.)	233 ..	248
Souverain	232 80	239 80
Pièce de 20 dollars	1200 40	1230 ..
Pièce de 10 dollars	635 ..	645 .
Pièce de 5 dollars	365 ..	392 50
Pièce de 50 pesos	1050 ..	1072 ..
Pièce de 10 florins	216 ..	225 10



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 6 juin 1974 a été tiré à 618 369 exemplaires.

Avec trois sujets à leur ordre du jour

Les ministres européens de l'éducation se réunissent à Luxembourg

Les ministres de l'éducation de la Communauté européenne se rencontrent ce jeudi 6 juin à Luxembourg. La première rencontre de ce genre avait eu lieu à Bruxelles, le 16 novembre 1971. Trois sujets sont à l'ordre du jour : l'institut universitaire européen de Florence, la reconnaissance mutuelle des diplômes et la coopération européenne en éducation. Les deux premiers sont la suite de lentes négociations menées au sein de la Communauté depuis des années et qui n'avancent que difficilement. La mise en place de l'institut universitaire européen de Florence, par exemple, créé en avril 1972 après quatorze ans de discussions, se heurte à d'assez sérieuses difficultés, ce qui reporte son ouverture à la rentrée 1975 au plus tôt.

Le troisième thème doit permettre aux ministres européens d'examiner différents documents. Il s'agit en particulier d'un rapport d'experts des gouvernements, établi à la suite de la première réunion, au cours de laquelle M. Olivier Guichard, alors ministre français de l'éducation, avait proposé la création d'un centre européen de développement de l'éducation.

Un autre rapport figurera dans le dossier des ministres : celui établi par la direction générale des sciences, de la recherche et de l'éducation du Conseil des Communautés

Les ministres devraient adopter une résolution portant sur les objectifs de la coopération. Ceux-ci sont en particulier l'échange régulier d'informations sur l'évolution des systèmes d'enseignement, l'encouragement à la mobilité des chercheurs et des enseignants, le développement de la coopération interuniversitaire, l'étude des problèmes de la scolarisation des enfants des personnels en déplacement, que ce soit les fonctionnaires des institutions européennes, les techniciens des pays de la Communauté travaillant dans un autre pays ou les travailleurs venant de l'extérieur de la Communauté.

Si l'accord sur ces objectifs ne doit pas faire de difficulté, il n'en va pas de même des problèmes posés par le cadre juridique dans lequel doit se faire la coopération en éducation. En effet, le traité de Rome n'aborde pas ce sujet si ce n'est par deux aspects relativement marginaux : la reconnaissance des diplômes en relation avec le problème du droit d'établissement, et la formation professionnelle. Certains pays (comme la Belgique ou les Pays-Bas) estiment cependant que le cadre du traité et de la Communauté peut permettre, par élargissements progressifs, de les traiter.

D'autres (comme l'Allemagne fédérale) sont plutôt partisans d'utiliser les possibilités de l'article 235 du traité, qui permet d'élargir les compétences des organes communautaires. La France, de son côté, estime qu'on ne peut pas « raccrocher » l'éducation au traité de Rome, qui a été conçu dans une perspective strictement économique. Elle souhaite que l'« Europe de l'éducation » fasse l'objet d'un traité distinct, qui amorcerait l'évolution souhaitée vers l'Union européenne, qui doit être mise en place avant 1980.

Ces problèmes dépassent évidemment nettement les compétences des seuls ministres de l'éducation et dépendent de la politique d'ensemble menée en matière de construction européenne. — F. G.

Par « mesure d'économie »

ALFA-ROMEO NE PRENDRA PAS LE DÉPART AUX VINGT-QUATRE HEURES DU MANS

Milan (A.P.) — Un porte-parole du département course de la firme automobile Alfa-Romeo a confirmé, ce jeudi 6 juin, que les voitures italiennes ne prendraient pas le départ aux Vingt-Quatre Heures du Mans. Le retrait d'Alfa-Romeo d'une épreuve qui compte pour le championnat du monde des conducteurs est officiellement justifié par des mesures d'économie.

D'après le porte-parole, Alfa-Romeo participera probablement à d'autres courses, après Le Mans, mais les décisions seront prises cas par cas.

A Genève

Incident à la Conférence internationale du travail à propos de la représentation du Chili

De notre correspondante

Genève. — Le général Pedra Sala Orosco, ministre péruvien du travail, a été élu président de la cinquante-neuvième conférence internationale du travail, organisée par le Bureau international du travail (B.I.T.), qui s'est ouverte le mercredi 5 juin. Cette réunion, qui se tient au Palais des nations, à Genève, se déroulera jusqu'au 26 juin et devra examiner cinq thèmes principaux : les problèmes des travailleurs migrants ; la promotion des travailleurs ruraux ; l'orientation et la formation professionnelles ; la prévention du cancer professionnel et, enfin, les congés éducation payés.

Dans son discours d'ouverture, le président Orosco a insisté sur « *les changements provenant d'un nouveau rapport de forces dû au réveil du tiers-monde, qui découvre ses pouvoirs de négociations* ».

Les représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs des cent huit pays représentés à la conférence (sur cent vingt-cinq Etats membres de l'Organisation internationale du travail) étudieront également le rapport du nouveau directeur général, M. Francis Blanchard, qui traite, entre autres, des effets de la crise du pétrole sur la vie des travailleurs et du rôle toujours plus important — voire inquiétant — des sociétés multinationales.

La première journée de la conférence a été marquée par deux manifestations. Bien que le B.I.T. ait constitué une commission d'enquête sur les violations des droits syndicaux au Chili, le comité Chili de Genève ne s'est pas considéré comme satisfait. Il a produit une brochure édifiante sur ce problème. Il l'a diffusée à la conférence et a perturbé la séance d'ouverture. Tous les représentants des travailleurs — sauf les syndicalistes américains de l'A.F.L.-C.I.O., qui n'ont pas participé au vote — ont décidé d'exclure les délégués du Chili, les rendant responsables de la répression dont pâtissent les ouvriers chiliens.

La seconde manifestation a eu pour objet d'attirer l'attention du monde du travail sur le sort des fonctionnaires internationaux retraités, notamment ceux du B.I.T. qui, victimes des fluctuations monétaires, voient leur pension diminuée de 30 à 40 %.

ISABELLE VICHNIAC.

Malgré les réserves de plusieurs syndicats

Le Commissariat à l'énergie atomique va transférer son département de propulsion navale à sa filiale Technicatome

Réuni à Paris le mercredi 5 juin, le comité national du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), qui groupe des représentants de l'administration et du personnel, a accepté deux propositions de l'administrateur général, M. André Giraud, concernant des mouvements de personnel.

D'une part, comme M. Giraud le souhaitait, le département de propulsion navale va être transféré à la filiale du C.E.A. chargée d'ingénierie, la société Technicatome.

D'autre part, une réorganisation interne va scinder le département de construction des usines en trois groupes, et l'un de ceux-ci est détaché auprès de la filiale Eurodif du C.E.A. qui s'occupe d'enrichissement de l'uranium. L'ordre de grève lancé pour le mercredi 5 juin au centre de Cadarache pour protester contre les propositions de la direction du C.E.A. a été inégalement suivi.

Comme le désirait la direction générale du C.E.A., les deux cents personnes travaillant au département de propulsion navale vont rejoindre les quatre cent cinquante personnes de la société Technicatome, chargée de conseiller les constructeurs de réacteurs. Conformément à la demande des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., qui avaient lancé un ordre de grève au centre de Cadarache, les personnels transférés à Technicatome conserveront le statut avantageux du C.E.A. Le centre de Cadarache est particulièrement concerné par cette mesure puisque cent cinquante personnes travaillent au département de propulsion nucléaire. C'est à Cadarache qu'ont été conçus les moteurs des sous-marins nucléaires français, des réacteurs de faible puissance brûlant de l'uranium faiblement enrichi et refroidis par de l'eau sous pression (*le Monde* du 4 juin 1974).

En outre, les quatre-vingt-dix personnes travaillant au département de construction des usines du C.E.A. sont réparties en trois groupes. Un groupe prend le nom de Service de construction des usines et rejoint la direction des productions. Un autre groupe va former le nouveau département des applications industrielles de la séparation isotopique et sera rattaché à la division chimie. Un troisième groupe de dix cadres de niveau élevé est détaché pour trois ans auprès de la société Eurodif.

Le comité national s'est prononcé sur ces mesures par dix-sept voix pour (administration et syndicat autonome), dix voix contre (syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O.) et trois abstentions (syndicat C.G.C.). La grève de vingt-quatre heures a été peu suivie dans l'ensemble du centre de Cadarache (17 % de grévistes selon l'administration, 25 % selon les syndicats), mais bien davantage par le département de propulsion navale (50 ou 65 % selon les différentes sources).

Définir le rôle du C.E.A.

Pour la direction du C.E.A., ce transfert du département de propulsion navale devrait permettre de lancer plus rapidement sur le marché des réacteurs pour la propulsion des navires marchands et de petites chaudières nucléaires, pour des utilisateurs industriels par exemple. Plusieurs sociétés seraient intéressées par la fabrication de ces réacteurs, Babcok et Wilcox par exemple, ou Framatome, qui construit déjà les centrales à eau pressurisée. Technicatome pourrait les conseiller plus aisément qu'un département militaire du C.E.A.

Pour les syndicats, la crainte de voir les statuts des personnels transférés vers les filiales du C.E.A. évoluer et se faire moins avantageux dans le temps est justifiée par ce qui se passe aujourd'hui à Technicatome. Au-delà, les syndicats, notamment le syndicat C.F.D.T., souhaiteraient voir clairement poser le problème du rôle et de l'avenir du C.E.A. et le voir débattre au plan politique. Le C.E.A. doit-il devenir un organisme de recherche et de développement au service d'E.D.F. et de l'industrie ? Ou sera-t-il progressiveemnt vidé de sa substance par la politique de création de filiales multiples ?

La politique de la direction n'est peut-être pas si éloignée de la première option. Les réacteurs de propulsion à mettre sur le marché sont en grande partie développés, et les moyens d'essais transférés à Technicatome peuvent servir à en développer de plus puissants. Par contre, l'éclatement du département de construction des usines voit les trente ou quarante personnes s'occupant de recherches sur l'enrichissement de l'uranium (ultracentrifugation notamment) rester au C.E.A. et être rattachées à la division chimie.

La direction paraît aussi vouloir continuer à promouvoir la politique française d'enrichissement de l'uranium. C'est en tout cas la raison qu'elle met en avant pour justifier la nomination d'un administrateur général adjoint, M. Pecqueur. Jusqu'ici délégué aux applications industrielles nucléaires, M. Pecqueur sera remplacé par M. Vendryes, auquel succédera M. Moranville à la tête de la division d'étude et de développement des réacteurs. — D. V.

LE MOUVEMENT DE GRÈVE EST RECONDUIT A l'O.R.T.F.

Programme minimum jeudi

Réunis le mercredi 5 juin en assemblée générale, les personnels administratifs et techniques de l'O.R.T.F., qui se sont mis en grève le 30 mai à l'appel de la Fédération syndicale unifiée (F.S.U.), ont voté la poursuite du mouvement « *aussi longtemps qu'il sera nécessaire* ». Une nouvelle assemblée générale se tiendra le mardi 11 juin.

Depuis le 5 juin, les personnels administratifs et techniques adhérant à la C.F.D.T. se sont joints au mouvement. Ce syndicat a également lancé un mot d'ordre de grève d'une durée indéterminée. Rappelons que les revendications présentées par la F.S.U. et la C.F.D.T. portent essentiellement sur le reclassement de certains personnels dans la grille hiérarchique.

La radio diffuse depuis une semaine le programme minimum prévu par la loi. Les programmes à la télévision n'ont été sérieusement perturbés que depuis mercredi 5 juin.

Ce jeudi, sur l'ensemble du réseau de l'O.R.T.F., le service minimum est appliqué : programme unique à la radio, un film en soirée sur les trois chaînes TV (« Mme X... », de D. Lowell Rid).



A B C D E F G